

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13654 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 21 DÉCEMBRE 1988

## Accord Shamir-Pérès en Israël Un moindre mal

On prend les mêmes, en Israël, et on recommence. Sept semaines après le verdict électoral indécis les deux pratiquement renvoyés dos à dos, les deux grandes familles politiques - le Likoud et les travaillistes - ont, lundi 19 décembre, une nouvelle alliance. Les uns et les autres voient dans cette « union nationale bis » un moindre mal.

Pour la gauche et son chef, M. Shimon Pérès, la remise en selle, moyennant quelques échanges de rôles, de l'équipe gouvernementale sortante est une aubaine presque inespérée. Justes par la droite, fut-ce de justesse, aux législatives du 1<sup>er</sup> novembre, les travaillistes reviennent de loin. Ils partageront de nouveau le pouvoir avec le Likoud dans des conditions honorables à leurs yeux.

Les conservateurs d'abord, avec le ministère-clé de la défense, la « gestion » quotidienne de l'intérieur, du soulèvement palestinien : ils pourront ainsi limiter les dégâts en évitant la dérive droite de la répression qu'appellent de leurs vœux les « durs » du Likoud. Mais, surtout, ils tiendront, avec le portefeuille des finances, les cordons de la bourse.

Ainsi les travaillistes seront à même, d'un côté, de ralentir, sous des prétextes budgétaires, le programme d'implantations juives dans les territoires « occupés » par la droite ; de l'autre, du maintien à flot leur réseau d'entreprises « socialistes » aujourd'hui proches du naufrage. En outre, M. Pérès évite à son parti l'aide de l'opposition et prolonge sa propre carrière politique, qu'un éloignement du pouvoir eût probablement interrompue. Autant de points marqués par la gauche.

M. Itzhak Shamir peut prétendre, lui aussi, avoir évité le pire. Les pénibles marchandages menés pendant plusieurs semaines avec les partis religieux, grands vainqueurs du scrutin législatif, n'ont fait que renforcer le sentiment de méfiance initial du premier ministre sortant envers les rabbins orthodoxes. En proie à des rivalités intestines, les « hommes en noir » ont fait tellement monter leurs enchères qu'ils se sont mis hors jeu. M. Shamir ne pouvait, en particulier, accepter d'amender, comme le veulent les religieux, la fameuse « loi du retour » et se résoudre ainsi à partir en guerre contre six millions de juifs américains, dont le soutien à Israël, en cette période difficile, est plus précieux que jamais.

Il n'avait donc pas d'autre choix que de prolonger la coalition avec les travaillistes, et d'en payer le prix. Mais si les dirigeants israéliens restent les mêmes, le paysage politique, lui, a nettement changé. L'ouverture du dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP est un défi lancé à la classe politique israélienne tout entière, et face auquel celle-ci a ressenti un besoin urgent de resserrer les rangs.

L'union nationale présente néanmoins un inconvénient majeur : l'immobilisme. Sur les moyens de résoudre le problème palestinien, droite et gauche sont aussi désunies qu'avant le 1<sup>er</sup> novembre. Sauront-elles dégarer une réponse commune, le jour - inévitable et sans doute proche - où la nouvelle administration américaine relancera le processus de paix ? Ce jour-là, l'union nationale connaîtra l'épreuve du feu.

M 0147 - 1221 0 - 4,50 F  
3790147004500 12210

## Le Likoud et les travaillistes décident de former un gouvernement de coalition

Sept semaines après les élections législatives en Israël, le Likoud de M. Itzhak Shamir et le Parti travailliste de M. Shimon Pérès ont, lundi 19 décembre, un accord sur la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale, dont le premier ministre sortant prendrait la tête.

Cet accord devait encore être soumis à l'approbation du comité central du Likoud, comme de celui des travaillistes, dont le chef prendrait le portefeuille des finances.

(Lire page 4 l'article de d'ALAIN FRACHON.)



## L'Etat et les siens Transports : des machines et des hommes

Des postiers aux cheminots, des enseignants aux infirmières, l'Etat est-il capable de gérer, directement ou indirectement, les millions de personnes qui dépendent de lui ? Les conflits sociaux de l'automne ont mis en évidence les dysfonctionnements de l'Etat-patron et la « désespérance » dont a pu parler M. Rocard. Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série d'articles analysant, secteur par secteur, les causes et les effets du malaise.

Paris, Marseille, Toulouse, Nantes, Strasbourg paralysées à tour de rôle. Métro, bus, trains et avions en souffrance. Les transports en commun connaissent depuis plusieurs mois une vague de conflits sociaux plus spectaculaires que dans les autres secteurs du service public. Cette poussée de fièvre ne s'explique pas seule-

ment par la sensibilité de l'opinion publique à la paralysie de ses moyens de circulation ou par la facilité avec laquelle un contrôleur aérien ou un conducteur de métro peuvent arrêter le trafic. Sont en cause les mutations profondes que la société impose à des modes de communication.

Cela ne fait aucun doute pour MM. Pierre Strobel, chargé de mission au ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, et Jacques Collin, enseignant de logistique à l'université d'Aix-Marseille-2 et à l'ESSEC.

« Les transports occupent aujourd'hui une place stratégique, expliquent-ils. Les systèmes économiques et sociaux se sont déchargés sur eux de nombre de leurs fardeaux. Considérant l'éclatement de l'habitat, l'urbanisme non maîtrisé, la multiplication du trafic, la multiplication de la logistique, qu'est-ce qui va préserver des relations domicile-travail ou domicile-loisirs, de plus en plus difficiles ?

## Jean-Luc Barré Le Seigneur-Chat



Philippe Berthelot  
1866-1934

« Jean-Luc Barré est entré dans la case du Seigneur-Chat. Il voulait dompter tous ces souvenirs. Il fut apprivoisé, comme les autres. Son livre est la chronique d'une époque et de plusieurs mondes (littérature, la diplomatie, Paris, la Chine, Londres...). C'est aussi un formidable roman ».

« Jean-Luc Barré, un jeune auteur plein d'avenir qui s'écartera son horizon avec des archives neuves et abondantes, un style sans lambris qui fait plaisir à lire et une bonne connaissance de l'époque ».

PLON

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 900 m.; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$ ; Espagne, 166 pes.; Grèce, 60 p.; Italie, 1.700 L.; Japon, 0,420 ¥ ; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 f.; Portugal, 130 esc.; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 1,50 f.; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

## Un entretien avec M. Georges Marchais La « vision rocardienne » du communisme est d'une « incommensurable stupidité »

Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », M. Georges Marchais accuse le premier ministre d'envenimer le climat social en envisageant la création d'un service minimum, en cas de grève, pour le secteur public.

M. Michel Rocard ayant affirmé, dimanche à TFI, que la direction du PCF « propose une vision stalinienne de l'avenir », le secrétaire général du Parti

communiste répond : « La vision rocardienne de la réalité [est] d'une incommensurable stupidité ».

Le secrétaire général du Parti communiste réaffirme son soutien « résolu et ferme » à la perestroïka soviétique, mais il estime que les « recettes économiques » du monde capitaliste ne sont pas les mieux adaptées à la construction d'une société socialiste.

« Quel état des lieux dresserez-vous sur le plan social ? »

« Nous constatons qu'existe un profond mécontentement social, qui s'est accumulé au fil des années. Il est bien compréhensible : selon les chiffres de l'INSEE, un salarié sur quatre gagne moins de 5 000 F nets par mois, un sur deux moins de 6 300 F et trois sur quatre moins de 8 400 F. On utilise souvent l'argument des coûts salariaux qui seraient élevés. C'est archi-faux. Selon une enquête du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), le salaire moyen en France est inférieur de 17 % à celui de la CEE et de 28 % à celui de la RFA. Les coûts salariaux, charges comprises, sont, en France, inférieurs de 17 % à ceux de la RFA, 6 % à ceux du Japon

et 13 % à ceux des Etats-Unis. La politique d'austérité, de rigueur, menée depuis des années, a bien conduit chez nous à une dégradation sensible des conditions de vie. Nous n'avons donc pas inventé le mécontentement. Il existe. Et nous ne sommes pas les seuls à en faire le constat, puisque certains dirigeants socialistes le font maintenant également.

« Ce constat pouvait tout aussi bien être fait en 1987 sous un gouvernement de droite. Pourquoi cette vague de grèves que vous soutenez, maintenant, sous un gouvernement socialiste ? »

« Nous avons dénoncé dès qu'elle a été engagée cette politique dite « de rigueur » en montrant que, loin de résoudre les pro-

blèmes, elle enfoncerait toujours plus le pays dans la crise. Il est vrai que, pendant une période assez longue, du fait que nous étions les seuls à tenir ce langage, l'idée que la crise était fatale et qu'elle conduisait nécessairement à une politique d'austérité a prédominé. Mais, l'expérience aidant, il y a aujourd'hui une prise de conscience qu'il ne faut pas se laisser faire. La résignation a commencé à reculer. Les salariés du secteur public, et aussi ceux du secteur privé, ont considéré que le moment était venu d'engager l'action afin d'obtenir la satisfaction de leurs revendications.

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD et JEAN-MARIE COLOMBANI.  
(Lire la suite page 12.)

## Suède : plein emploi et redressement économique

PAGES 5 à 9

### La fronde en Argentine

La hiérarchie militaire soutient les revendications des officiers qui s'étaient mutinés

PAGE 3

### L'avenir de l'Europe

« L'Europe sera stratégique ou ne sera pas »

Un point de vue de Pierre Lellouche

PAGE 2

« La CEE se trompe de réforme fiscale »

Un point de vue de Patrick de Fréminet

PAGE 36

### Rencontre avec J.-K. Galbraith

Le célèbre économiste américain commente les effets du « gorbachévisme »

PAGE 36

### Il y a trente ans, de Gaulle...

Le 21 décembre 1958, le général était élu président de la République

PAGE 13

Le sommaire complet se trouve en page 40

## Le retrait accéléré des unités vietnamiennes

## Au Cambodge, la guerre s'essouffle...

Alors qu'approche le dixième anniversaire de l'entrée au Cambodge des troupes vietnamiennes, celles-ci accélèrent leur retrait, en présence de journalistes étrangers. Il ne restera plus, au Cambodge, qu'une cinquantaine de milliers de « bodois », contre deux cent mille il y a encore quelques années.

tière vietnamienne à la hauteur de Tey-Ninh, l'ancienne capitale du caodaïsme. La plupart ont touché des uniformes neufs. Pour faire bon effet, surtout devant la trentaine de journalistes venus assister à leur départ.

A Kompong-Cham, tout cela ne passe pas inaperçu. On y a mobilisé beaucoup de monde pour nettoyer les principales avenues et repeindre alentour. Drapeaux

vietnamiens et drapeaux khmers ont été accrochés un peu partout. Pour le défilé du départ, des centaines de militaires ont été convoqués. Pas plus qu'ailleurs au Cambodge, les Vietnamiens ne sont populaires dans ce chef-lieu de province situé à 150 kilomètres au nord de Phnom-Penh, sur la rive occidentale du Mékong.

JEAN-CLAUDE POMONTI.  
(Lire la suite page 10.)

KOMPONG-CHAM de notre envoyé spécial.

Juchés sur leurs camions et leurs blindés, la mine souvent épuisée en dépit d'un long voyage sur des routes défoncées, ils s'en vont. Pendant toute une nuit, deux divisions font la queue pour prendre le bac qui franchit le Mékong. De là, en longeant les anciennes plantations françaises d'hévéas, ils rejoignent, en un long convoi sur la route n° 7, la fron-

## Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

- Mir : un bail pour les cosmonautes
- Les ambiguïtés de la méthadone
- 32 millions de doigts dans un ordinateur
- Le raccommodage des gènes

Pages 21 à 23

مكذبا من الأصل



هكذا من الأصل

# Débats

## SÉCURITÉ

### L'Europe sera stratégique ou ne sera pas

par PIERRE LELLOUCHE (\*)

#### TEMOIGNAGE

#### Mort d'une Iranienne

par HASSAN MAKAREMI

**S**il aujourd'hui je peux témoigner parmi des milliers de familles iraniennes qui ont perdu des membres chers au cours de la vague actuelle d'exécutions de prisonniers politiques, c'est parce que mes deux enfants et moi-même vivons en sécurité en France.

Je veux témoigner de ceci : mon épouse Fatemeh Zarei — une ancienne candidate des Moudjahidines du peuple aux élections législatives, à Chiraz, — a été condamnée à dix ans de prison pour avoir imprimé et diffusé des tracts hostiles à la République islamique (le Monde du 7 juillet 1981).

Au cours de huit ans de détention dans différentes prisons d'Iran, elle a été interdite de visite à plusieurs reprises. En 1987, les responsables de l'administration pénitentiaire avaient annoncé la libération de Fatemeh pour mars 1989 : de sorte qu'elle a pu bénéficier de deux reprises en 1988 de deux jours de permission, passés au sein de la famille.

Cependant après l'acceptation de la résolution 598 de l'ONU par l'Iran, tous les prisonniers politiques ont été interdits de visite. Alors que je commençais à préparer son séjour dans les hôpitaux français en prévision de sa libération prochaine (Fatemeh souffrait de la colonne vertébrale et de graves carences en vitamines), nous avons appris son exécution.

Elle était professeur de physique et aurait compté parmi les défenseurs des droits des femmes en Iran.

Ma famille autant que celle de Fatemeh ont insisté lors de nos dernières conversations téléphoniques, sur le caractère massif des exécutions qui touchent de très nombreuses familles iraniennes.

Ces exécutions à la fois collectives et massives témoignent de l'existence d'États criminels à l'égard de leurs citoyens et qui ont érigé le crime et la terreur en système de gouvernement. Tout membre de la communauté internationale par son aide directe ou indirecte, ou par son silence, contribue à la perpétuation de ces crimes.

**P**EU avant l'été, un institut new-yorkais spécialisé dans les relations Est-Ouest organisait à Postdam une vaste conférence à laquelle participaient Américains et Soviétiques, ainsi que le gotha habituel d'hommes politiques et d'experts des deux Europe. La conférence est restée célèbre par un discours hautement « détonant » et émotionnel du ministre ouest-allemand des affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, natif comme on le sait de ce qui allait devenir la RDA, et dont c'était pourtant la première visite officielle dans ce pays.

Cette réunion est restée gravée dans ma mémoire en ce qu'elle révélait tout d'un coup ce que j'appellerai le syndrome schizophrénique européen : confiance en soi et même agressivité dans le domaine économique ; insécurité frileuse et aporée en matière stratégique. Ainsi tant que l'on parle économie, banquiers et hommes d'affaires européens n'hésitent pas à étaler leurs succès, allant jusqu'à donner littéralement la leçon aux Soviétiques, et même ironiser sur la modeste des réformes en cours en URSS ; mais dès lors que la discussion passe aux questions de défense et de « grande politique », on vit les mêmes européens étaler leurs divisions, leurs doutes et leurs craintes devant les redoutables d'un général soviétique qui somment l'assistance de désarmer sans délai.

Passivité : les réticences de la République fédérale d'Allemagne font que plus personne à l'OTAN n'ose parler de modernisation des armes nucléaires en Europe. Une modernisation rendue cependant d'autant plus urgente que le traité FNI et l'obsolescence rapide des armes tactiques actuellement déployées risquent de conduire, à terme, à une dénucléarisation de fait de l'Allemagne.

Passivité aussi dans le domaine des forces classiques : partout, les budgets militaires déjà stagnants ou en régression doivent de surcroît subir le contre-coup de l'inflation effrayante des coûts des armements sans parler de l'incroyable protectionnisme intra-européen qui continue de caractériser les industries de défense.

L'affaire du Rafale et de son concurrent l'EFA n'est qu'un exemple — certes spectaculaire — parmi d'autres. Sait-on par exemple que sur les seize pays de l'alliance cinq d'entre eux construisent quatorze modèles d'avions différents, huit fabriquent six types de frégates, tandis que quatre pays différents font quatre types de chars également différents ?

Cette incapacité des Européens à produire ensemble les armes de leur défense reflète une incapacité plus grave encore à unifier leurs politiques à l'Est et leurs stratégies militaires, chacun ayant sa vision de la paix... ou de la guerre. Comme s'il y avait place en Europe pour plusieurs Ostpolitik (à moins, semble-t-il, que le grand dessein de la France ne se

ce qui suivra — ou pour parler clair, de la façon dont nous allons (ou pas) combler le vide laissé par le désengagement inévitable des États-Unis. Que nous le voulions ou non, nous aurons d'ici la fin du siècle moins d'armes nucléaires américaines (c'est déjà le cas après le traité FNI) probablement aussi moins de soldats américains en Europe.

La seconde vérité de base est donc que non seulement l'Europe ne doit surtout pas baisser sa garde aujourd'hui, mais aussi que l'intégration économique européenne ne survivrait pas à une balkanisation de l'Europe sur le plan de la sécurité. Or le moins qu'on puisse dire c'est que des signes de plus en plus inquiétants sont désormais évidents.

Tandis que les Américains évoquent avec de plus en plus d'insistance l'idée d'un retrait massif de leurs troupes (100 000 à 150 000 hommes), et que Gorbachev, maître du désarmement à grand spectacle, diminue unilatéralement un demi-million d'hommes, 10 000 chars et 8 500 canons, les Européens donnent en effet le spectacle de la passivité et de la division.

Passivité : les réticences de la République fédérale d'Allemagne font que plus personne à l'OTAN n'ose parler de modernisation des armes nucléaires en Europe. Une modernisation rendue cependant d'autant plus urgente que le traité FNI et l'obsolescence rapide des armes tactiques actuellement déployées risquent de conduire, à terme, à une dénucléarisation de fait de l'Allemagne.

Passivité aussi dans le domaine des forces classiques : partout, les budgets militaires déjà stagnants ou en régression doivent de surcroît subir le contre-coup de l'inflation effrayante des coûts des armements sans parler de l'incroyable protectionnisme intra-européen qui continue de caractériser les industries de défense.

L'affaire du Rafale et de son concurrent l'EFA n'est qu'un exemple — certes spectaculaire — parmi d'autres. Sait-on par exemple que sur les seize pays de l'alliance cinq d'entre eux construisent quatorze modèles d'avions différents, huit fabriquent six types de frégates, tandis que quatre pays différents font quatre types de chars également différents ?

Cette incapacité des Européens à produire ensemble les armes de leur défense reflète une incapacité plus grave encore à unifier leurs politiques à l'Est et leurs stratégies militaires, chacun ayant sa vision de la paix... ou de la guerre. Comme s'il y avait place en Europe pour plusieurs Ostpolitik (à moins, semble-t-il, que le grand dessein de la France ne se

résume à courir derrière Genscher en Europe centrale ?). Ou comme s'il y avait place en Europe pour plusieurs batailles... Ainsi, la coopération franco-allemande tant célébrée ces dernières années se résume désormais à une unique brigade faite de bric et de broc et à un hélicoptère de combat ; celle avec la Grande-Bretagne pittoresque, tandis que l'UEO retourne doucement à la poussière du magasin des accessoires d'où on avait tenté de le sortir ces dernières années.

#### Grand dessein

Pendant ce temps les deux Grands négocient la sécurité de l'Europe sans guère se préoccuper des principaux intéressés (M. Gorbachev, aux Nations unies, n'a à aucun moment parlé de l'Europe). Et pourquoi le feraient-ils ? Alors que d'autres voisins du continent (au Moyen-Orient notamment) s'arment de missiles, de chars nucléaires et chimiques qui demain pourraient nous atteindre tout aussi sûrement que les SS-20 d'hier, l'Europe, elle, rêve de se débarrasser de tous ses missiles et de toutes les armes nucléaires et chimiques.

Et 1993 dans tout cela ? Précisément. L'Acte unique, le grand marché sont à la fois beaucoup trop technocratiques pour entraîner l'adhésion de nos opinions à un grand dessein européen, mais surtout bien en deçà de la tâche qui reste à accomplir. Faut-il un prolongement dans le domaine de la politique et du militaire, l'Europe de l'économie risquera de succomber à la fragmentation des politiques de sécurité. A moins qu'une Allemagne économiquement dominante mais de plus en plus

tentée par l'apaisement, n'entraîne derrière elle la plupart des Européens non nucléaires dans le rêve d'une Europe « marchande » et neutralisée, locataire de la maison commune de Mikhail Gorbachev. Une grosse Autriche en quelque sorte. Sommes-nous bien sûr que c'est bien là l'Europe dont nous voulons pour nos enfants ?

L'ironie c'est que tout cela risque de se produire au moment même où les démocraties paraissent avoir gagné la lutte politique et idéologique que leur livrait l'URSS depuis 1945. En déclarant aux Nations unies qu'« une société fermée » ne pouvait plus survivre aujourd'hui compte tenu de l'implication de l'économie mondiale, M. Gorbachev reconnaît implicitement que nous avons gagné la guerre froide. C'est cela qui force aussi l'URSS à s'ouvrir, à se moderniser et même à commencer à désarmer. Mais entre les technocrates bruxellois, le rêve allemand d'une nouvelle Mittel Europa, les velléités de retrait américain, la « maison commune » made in URSS, quel est de l'Europe et de l'après-1993 ?

N'est-ce pas ici le grand dessein qui fait aujourd'hui cruellement défaut à la France qui de reprendre le leadership européen, en construisant une Europe politique, plutôt que technocratique, une Europe des peuples plutôt que des seuls marchands, qui soit à même d'affirmer ses intérêts au même rang que le Japon et les États-Unis ? Le mythe technocratique de Bruxelles appartient aux années 60, tout comme celui de la Mittel Europa appartient au dix-neuvième siècle. L'Europe sera politique et donc stratégique ou bien elle ne sera pas. Or est ici la voix de la France ?

## Au courrier du Monde

### MALAISE

#### Le sort des administrateurs de l'Assemblée

**A** la suite d'un article consacré aux administrateurs de l'Assemblée nationale, « Le mal à l'aise des nantis », (le Monde du 6 décembre), M. Jean-Yves Grehal, président de leur association, nous écrit notamment :

Le fait d'être des fonctionnaires bien payés, ce que nous ne contestons en aucune façon, ne saurait nous priver du droit d'exprimer nos souhaits concernant l'évolution des structures administratives et l'amélioration des tâches : le réel malaise de nombreux administrateurs tient à la perception d'une différence importante entre le potentiel de l'administration et ses résultats effectifs, en raison d'une organisation qui doit être adaptée, dans le respect des valeurs de neutralité et de disponibilité auxquelles nous sommes très attachés.

En choisissant de servir l'institution parlementaire, les administrateurs optent pour le statut de « héros

obscur et anonymes du travail législatif ». C'est leur raison d'être, le fondement de leur déontologie et il ne saurait être question de revenir là-dessus. Nous souhaitons une administration plus « présente », ce qui ne veut pas dire des fonctionnaires qui auraient oublié leur devoir de « transparence ».

[Le Monde avait rappelé que les administrateurs « bien payés » étaient handicapés, de ce fait, pour trouver hors de l'Assemblée nationale des « débouchés » : sa situation équivalait, ce que M. Grehal ne conteste pas, à celle d'un « héros obscur » acceptant le « devoir de transparence », cette « gloire » ne doit-elle pas aussi s'appliquer à leurs conditions matérielles et salariales ? — A. P.]

### TRADUCTION

#### Francophonie : une occasion manquée

La langue française a du mal à respirer sur le plan international dans le domaine des affaires et des sciences, et à l'échelle. Mais n'est-ce pas en partie de notre faute ? Quand Euréka a été lancé par notre président, M. François Mitterrand, plusieurs projets ont été proposés par différents États, et la RFA a proposé la création d'un lien entre les différentes universités européennes, lien qui aurait eu pour but de traduire dans les principales langues européennes les articles scientifiques de ces universités.

Ainsi les articles scientifiques allemands auraient-ils tous été tra-

duits en français, espagnol, anglais, italiens, etc. ; et vice-versa. Les Anglais ont haussé les épaules... et les Français aussi. Et pourtant ! Est-ce que cela n'aurait pas été un formidable bol d'air pour tout ce qui est plus ou moins francophone que cette possibilité de lire en français les travaux scientifiques des Allemands, Italiens, Néerlandais, etc. ?

Je crois que, parfois, nous passons à côté d'occasions énormes tellement nous sommes imbus de nous-mêmes.

Dr. J. BARBIER.  
(Seine-Maritime.)

#### L'attitude soviétique

La leçon de l'anecdote est claire, même si elle est encore très loin d'être admise par bon nombre de nos voisins européens : l'Europe économique ne se suffit pas à elle-même. Pas plus qu'elle n'est susceptible d'assurer la cohésion de nos pays, et encore moins le maintien de l'exceptionnelle période de paix dont nous avons joui depuis quarante-trois ans. Rappelons ici quelques vérités fondamentales, maintes fois vérifiées par l'histoire, n'est donc peut-être pas inutile.

Première vérité : l'aventure de l'intégration économique européenne n'a pu être entreprise et connaître les succès que l'on sait que parce que la sécurité des mêmes Européens était assurée par ailleurs. Pendant quatre décennies cette sécurité a résulté pour une large part de l'injection d'une source de puissance externe, les États-Unis, venus contrebalancer la domination militaire de l'URSS sur l'ensemble de la région. Or tout laisse à penser (notamment l'ampleur du déficit américain, la réduction de l'effort de défense du Pentagone, et surtout l'évolution de l'opinion aux États-Unis tant parmi les démocrates que les républicains) que cette ère de protectorat américain est en train de s'achever.

Alors que nous approchons de 1993, nous ferions bien, nous Européens, de nous préoccuper de

#### Chacun la sienne...

Cette incapacité des Européens à produire ensemble les armes de leur défense reflète une incapacité plus grave encore à unifier leurs politiques à l'Est et leurs stratégies militaires, chacun ayant sa vision de la paix... ou de la guerre. Comme s'il y avait place en Europe pour plusieurs Ostpolitik (à moins, semble-t-il, que le grand dessein de la France ne se

(\*) Directeur-adjoint de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDOPAR 60672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Bourde-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MNF, André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wotta.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-51-52 et 45-55-91-71  
Téléc. MONDUPUB 206 136 F

**Le Monde**  
TELEMATIQUE  
Composé 30-15 - Taper LEMOND

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Représentants sur les marchés  
et index du Monde en (1) 42-47-98-81.

#### ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	487 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 860 F	2 530 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné de  
votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : dès qu'ils surviennent, nos abonnés sont invités à  
renvoyer leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Liberté de l'esprit  
Fondation Saint-Simon

**Pierre Rosanvallon**

**La question syndicale**

**Du déclin syndical aux coordinations  
pour comprendre en profondeur  
la crise sociale actuelle.**

"Il faut saluer l'étude intelligente  
et lucide de Pierre Rosanvallon."  
Michel Delebarre (Fortune)

"Pierre Rosanvallon est brillant [...] il vient  
de lancer un nouveau pavé dans la mare."  
Michel Noblecourt (Le Monde)

"Grand prix 1988  
du meilleur ouvrage  
de gestion sociale"  
décerné par l'Institut ADIA.

**Almann-Lévy**



# Etranger

Le Monde • Mercredi 21 décembre 1988 3

ARGENTINE : après la fin de la rébellion

## La hiérarchie militaire soutient les revendications des rebelles

BUENOS-AIRES  
de notre envoyé spécial

Les choses vont vite en Argentine, et elles ne vont pas dans le sens souhaité par le président Alfonsín, les organisations de défense des droits de l'homme et la majorité des Argentins. Alors que les rebelles du colonel Seineldín se sont tus, ce sont maintenant les principaux chefs militaires qui reprennent leurs revendications et demandent publiquement la fin des poursuites judiciaires contre les officiers accusés de violations des droits de l'homme, voire la « reconnaissance » du pays pour le rôle joué par l'armée dans la guerre menée à la fin des années 1970 contre la « subversion ».

Les déclarations les plus étonnantes, à cet égard, ont été faites par le chef d'état-major de l'armée, le général José Carridi, celui-là même dont les factieux exigeaient le départ parce qu'ils le trouvaient trop engagé aux côtés du gouvernement, et pas assez de leur. Le représentant personnel du chef de l'Etat auprès de la haute hiérarchie militaire vient de plus en plus de prendre le parti des rebelles dans une interview télévisée, vendredi 16 décembre. Il a même affirmé que si leurs exigences n'étaient pas satisfaites, d'autres rébellions risquent de se produire. L'Union est grand dans les milieux politiques. Le candidat péroniste à l'élection présidentielle de mai prochain, M. Carlos Menem, estime que de telles déclarations sont une « menace » pour la démocratie, et limitent sérieusement son exercice.

Les membres de la place de Mai, mises en cause par le général, jugent ses propos « infâmes » et « déshonorants ». Le chef de l'état-major a confirmé implicitement qu'un accord avait été conclu avec le colonel Seineldín pour qu'il dépose les armes. Il y a eu « coïncidence » entre nos points de vue, a-t-il dit. Et de fait, celui qu'il a exprimé dans son interview le range pratiquement aux côtés des factieux, alors qu'il était censé commander les troupes « loyales », fidèles au gouvernement. A propos des poursuites engagées contre les officiers accusés d'avoir commis des crimes pendant la dictature, il a utilisé l'euphémisme en usage dans les casernes, en parlant du « problème juridique » qui affecte l'armée — problème dont il demande une « solution urgente et favorable ».

Autrement dit, en fait le classement du dossier.

Selon lui, en effet, l'armée n'a pas été coupable de « génocide » pendant la répression. L'affirmer est « injuste » et hautement condamnable. Elle a fait la « guerre » à la



demande du gouvernement constitutionnel de l'époque (celui d'Isabelina Peron), et les Argentins devraient lui être « reconnaissants » d'avoir sauvé la démocratie. A l'instar du colonel Seineldín, le général n'accepte pas les « attaques » contre l'armée. Sont considérés comme des agressions, à cet égard, les propos tenus par certains hommes politiques, et aussi les ouvrages et les films — tels que *« L'Histoire officielle »* et *« La Nuit des crappons »* — qui rappellent quelques-uns des épisodes de la « guerre sociale » (la sale guerre).

Le chef de l'état-major va plus loin : non content d'absoudre les coupables, il s'en prend aux victimes, en l'occurrence aux membres de la place de Mai. Il voit derrière leur association une « idéologie », une « intention politique », et accuse même certaines d'entre elles de « se mettre un foulard sur la tête » (ce qu'il fait dans leurs manifestations) « pour de l'argent ». Jamais un dirigeant militaire nommé par M. Alfonsín ne s'était permis de tels propos.

Le lendemain, samedi 17 décembre, c'était au tour du ministre de la défense, M. Horacio Jaunarena, de prendre la parole. Au cours d'une cérémonie au collège militaire, en présence du président et des chefs des trois armées, il a dit que l'action des forces armées contre la « subversion » avait été « nécessaire ». Sans doute n'y étaient-elles guère préparées, mais il serait injuste de les rendre seules responsables de ce qui s'est passé. L'ensemble de la société a eu sa part. Prononcées devant M. Alfonsín, de tels propos

étaient visiblement destinés à tranquilliser les casernes. Ils ont eu un écho malheureux dans l'opinion, après tant d'autres discours visant à réhabiliter l'armée.

### Fin de « mission »

Depuis le début de la semaine, en effet, d'autres généraux s'étaient prononcés. Le commandant militaire de Bahía Blanca, le général Ferrucci, avait confirmé devant les journalistes l'existence d'un accord entre le général Carridi et le colonel Seineldín. De l'avis général, cet accord a commencé d'être appliqué. Le chef de l'état-major est monté au créneau pour défendre les revendications des rebelles. Ces derniers demandaient son départ. Le général semble prêt à leur donner satisfaction. Il a dit en clair, vendredi, qu'il avait terminé sa « mission ». Les mutins réclamaient également des ordres et de meilleures soldes. Or le gouvernement vient d'accorder à l'ensemble des forces armées une augmentation de 20 % sur deux mois, alors que, en vertu du dernier plan anti-inflationniste, les ajustements devaient être limités à 4 % par mois. Il leur a même attribué une gratification uniforme de 1 500 australes (600 F), l'équivalent d'un salaire minimum. Les autres employés de l'Etat n'ont pas eu droit à de telles libéralités.

Enfin, le problème de la « fin des procès » est désormais sur la place publique. Actuellement, une trentaine d'officiers supérieurs sont encore l'objet de poursuites judiciaires pour violations des droits de l'homme. C'est peu, au regard des

centaines de dossiers qui avaient commencé d'être instruits avant le vote, en juillet 1987, de la loi du devoir d'obéissance. Mais c'est trop, aux yeux des militaires appelés par les juges à témoigner contre leurs supérieurs.

Une amnistie était impensable, du moins tant que M. Alfonsín sera au pouvoir, la « solution urgente et favorable » demandée par l'armée consistait à transférer les instructions à la Cour suprême, qui aurait toute liberté d'y mettre un terme. Ira-t-on jusque-là ? M. Alfonsín avait affirmé il y a deux semaines qu'aucune concession n'avait été faite aux rebelles. Il est devenu moins crédible depuis l'annonce des générosités salariales accordées à l'armée. Dans son dernier discours, il a indirectement désavoué le général Carridi qui avait dit que les militaires avaient tous les mêmes objectifs, et n'étaient divisés que sur les moyens d'y parvenir. Le président, pour sa part, ne voit pas que des différences de méthodes. Il dénonce les tentatives prétextées de certains officiers, et leur demande de renoncer au « messianisme » pour se mettre au service de l'ensemble de la nation.

Sera-t-il entendu ? On en doute de plus en plus dans les milieux politiques. « Lors de la première révolte, celle de la semaine sainte, l'armée avait agi comme un syndicat armé, dit un confrère. Aujourd'hui, elle se comporte comme un parti. » La situation n'est pas nouvelle. Elle n'en est pas moins redoutable.

CHARLES VANHECKE.

ÉTATS-UNIS : la formation de l'équipe Bush

## M. Jack Kemp nommé secrétaire au logement

WASHINGTON  
Correspondance

M. Bush a nommé, lundi 19 décembre, le représentant de New York, M. Jack Kemp, secrétaire au logement. Rival malheureux de M. Bush dans la course à l'investiture républicaine, M. Kemp est un des chefs de file de la droite conservatrice. A ce titre, sa nomination devrait rassurer les éléments de la droite, mécontents de la composition du futur gouvernement qui réunit presque exclusivement des modérés et des pragmatiques.

Néanmoins, en acceptant sa nomination, M. Kemp a indiqué que la lutte contre la pauvreté était son objectif prioritaire et qu'il n'était pas question d'équilibrer le budget « au détriment des pauvres ». Bref, ce champion de la libre entreprise a tenu un langage « social » de nature à rallier des éléments de gauche de son parti et de nombreux démocrates. Beaucoup de ces derniers ont approuvé sa nomination, dont M. Mario Cuomo, le gouverneur de New York, qui a déclaré : « Je n'ai pas toujours été d'accord avec Jack Kemp mais je l'ai toujours respecté... »

D'origine modeste, Jack Kemp n'a pas particulièrement brillé dans

les études, mais s'est signalé comme un joueur de football (américain) émérite, avant de s'intéresser à la politique et à l'économie. Elu représentant de Buffalo en 1970, il a été réélu huit fois de suite.

Jeune d'apparence et d'abord sympathique, M. Kemp, cinquante-trois ans, père de quatre enfants, représente un peu pour les Républicains ce que Kennedy a été pour les Démocrates. Certes, il se réclame du libéralisme économique le plus orthodoxe et fut un fervent adepte des « réformes », mais il se qualifie lui-même de pragmatique et de progressiste. Comme l'écrit le *New York Times*, c'est un « théoricien qui a du cœur... ». Dans le domaine qui vient de lui être confié, M. Kemp n'est pas un adversaire acharné de l'intervention de l'Etat. Ainsi est-il partisan d'un programme prévoyant d'accorder des concessions fiscales aux entreprises qui investiraient dans le développement des centres urbains défavorisés. De même, il recommande une coopération entre l'Etat et les familles pour la construction de logements dans les quartiers délabrés, l'Etat fournissant la terre et les familles la main-d'œuvre.

HENRI PIERRE.

Le vote des grands électeurs

## Le résultat du scrutin présidentiel n'est pas encore acquis...

WASHINGTON  
Correspondance

Les 538 membres du collège électoral se sont réunis, lundi 14 décembre, dans les 50 capitales des Etats de l'Union pour élire le quarante-et-unième président des Etats-Unis. Les résultats du scrutin resteront secrets jusqu'au 6 janvier, date à laquelle le Congrès, après avoir dépouillé les bulletins, procédera à la proclamation officielle des élus. Le vote du collège électoral est considéré comme une simple formalité si l'on considère que M. Bush et son coéquipier, M. Quayle, obtiendront la majorité nécessaire.

Théoriquement, les grands électeurs ne sont pas tenus par le choix des Américains qui, le 8 novembre dernier, les avaient désignés pour élire leurs candidats à la présidence et à la vice-présidence. Pratiquement, au cours des cent dernières années, six grands électeurs n'ont pas observé l'engagement de voter pour les hommes choisis par les électeurs.

Néanmoins, dans une vingtaine d'Etats, des lois prévoient des sanctions contre les grands électeurs infidèles.

Selon un amendement constitutionnel, le collège électoral vote séparément pour le président et le vice-président. Aussi ces dernières semaines, des petits groupes ont mené une campagne dans les journaux pour inviter — ne serait-ce qu'à titre symbolique — les grands électeurs républicains à ne pas voter pour M. Quayle, dont la personnalité reste toujours très controversée. Après tout, en 1837, le collège avait bien élu M. Van Buren comme président, mais non son coéquipier, Richard Johnson, qui fut finalement élu président par le Sénat après constitutionnellement à se prononcer dans cette situation. Le précédent de 1837 ne se reproduira pas, mais si le nombre des défectuels était relativement substantiel, l'autorité de M. Quayle en souffrirait.

H. P.

CANADA

## La querelle linguistique tourne à la crise constitutionnelle

MONTREAL  
de notre correspondant

Le Canada est-il au bord d'une crise constitutionnelle ? En décidant, lundi 19 décembre, de retirer son appui à l'accord constitutionnel du lac Meech, conclu en 1987, qui reconnaît au Québec un statut de « société distincte », le gouvernement conservateur du Manitoba a voulu protester contre la décision annoncée la veille par le premier ministre québécois, M. Bourassa, de maintenir l'affichage commercial en français dans la « Belle Province ». Décision jugée, peu avant, inconstitutionnelle par la Cour suprême du Canada. En effet, selon le premier ministre manitobain, M. Gary Simpson, la décision du Québec va limiter les droits fondamentaux de la minorité anglophone de cette province et viole l'esprit de l'accord du lac Meech.

Cet accord devait être ratifié avant juin 1990 par l'ensemble des provinces pour entrer en vigueur, il va de soi que le geste de mauvaise humeur du Manitoba (seule province avec le Nouveau Brunswick à ne pas encore avoir donné son aval) va retarder — ou bloquer ? — d'autant le rattachement du Québec à la charte canadienne, dont l'accord du lac Meech était en quelque sorte le préliminaire. Pour sa part, le premier ministre fédéral, M. Mulroney, n'a pas commenté le geste du Manitoba. Il s'est contenté de regretter le « coup de force » constitutionnel québécois (qui, pour ignorer la décision de la Cour suprême, a fait jouer la clause dérogatoire de la charte canadienne des droits). Il a cependant ajouté : « Le Québec n'a de leçon à recevoir de personne en ce qui concerne sa façon de traiter ses minorités linguistiques. » (Interim.)

PÉROU

## Manceuvres politiques sur fond de violence et de crise

Manceuvres politiques au Pérou sur fond de violence terroriste et de crise économique. L'APRA, parti gouvernemental, social-démocrate, a été brutalement divisé dans la place publique à l'occasion de son congrès, le premier depuis sa victoire aux élections d'avril 1985. Le président Alan García a lui-même créé la sensation.

Accueilli pour son discours inaugural par un congrès hostile et hostile, aux cris de « L'Apra seule au pouvoir, dehors les amis », il a répliqué le lendemain en annonçant son retrait de la direction du parti (le Monde du 20 décembre). Et il a justifié cette décision dans une lettre adressée aux médias. « Seul l'APRA sauvera le Pérou », ce slogan ancien de combat, le président le juge dépassé. Il dénonce le « sectarisme », réitère son désir d'être le président « de tous les Péruviens ». Il proclame sa volonté de « redevenir un simple militant à la fin de son mandat présidentiel en 1990 ».

Les « amis » que le congrès veut mettre à la porte ? Les hommes du président, pas toujours il est vrai membres de l'APRA, et jugés responsables de l'aggravation de la crise. Face à la chute rapide de popularité du chef de l'Etat, l'appareil du parti gouvernemental s'inquiète à l'approche des échéances électorales (municipales en 1989, générales en 1990), cherche des bonnes émissaires, règle ses comptes.

### Lettes de classe

Même si le président García revient sur sa décision — le bureau politique du parti n'a pas accepté son retrait — même si une solution sauvent la face (suppression du poste de président du parti) est adoptée, l'APRA apparaît comme une formation déchirée, divisée, incertaine, menacée d'éclatement. La préparation du congrès, repoussée

à plusieurs reprises, a cruellement mis en évidence les luttes de clans. Les « conservateurs » de l'APRA ont pratiquement démantelé le projet présidentiel d'étatisation du système financier. Les « ultras » rêvent d'un parti musclé, et armé. En revanche, certains secteurs des Jeunes socialistes, en particulier à Ayacucho et à Cuzco, sont carrément passés à la clandestinité aux côtés du Sentier lumineux. Le groupe des « aluministes », les grognaards du président avec M. Hugo Otero, ancien ambassadeur en France, se réduit dangereusement.

Un sénateur apripiste très écouté, M. Valle Riestra, a proposé de réduire le mandat présidentiel de M. Alan García à quatre ans. Ce qui implique des élections anticipées en 1989. « Pas question », a répondu le chef d'Etat, « je dois rester pour corriger les problèmes qui ont surgi après deux ans de succès du gouvernement », et il suggère, lui, la formation d'un cabinet d'union nationale. Mais avec qui ?

Car la gauche dite unie n'est pas moins divisée : son congrès doit avoir lieu en janvier. Et M. Barrientos, ancien maire de Lima, n'est plus certain d'être désigné candidat officiel à la présidence. Pour avoir trop longtemps approuvé la politique du président García.

A droite, rien non plus n'est tout à fait joué. L'écrivain Mario Vargas Llosa a remercié le Front démocratique qui l'a nommé candidat à l'élection de 1990. Mais il a rappelé lui-même que l'alliance entre les trois formations modérées (le Parti populaire chrétien, l'Action populaire, le Mouvement Liberté) regroupées dans le Front ne sera effective qu'en mai 1989, après la définition d'un programme commun. Tâche ardue car les partisans de l'ancien président Belandier Terry (de 1968 à 1969 et de 1980 à 1985) n'ont pas renoncé à reconduire le leader de l'Action populaire au palais Pizarro.

M. N.

A TRAVERS LE MONDE

RFA

### Condamnation d'un ancien nazi

La cour d'assises de Nuremberg a condamné, lundi 19 décembre, à la réclusion criminelle à perpétuité l'ancien nazi Wilhelm Wagner, quatre-vingt-deux ans, pour avoir assassiné trois Juifs en 1942 en Pologne. Brigadier de la police d'occupation allemande durant la seconde guerre mondiale dans la petite ville de Wisliczka, près de Varsovie, Wilhelm Wagner a été reconnu coupable du meurtre d'une jeune femme et de deux vieillards juifs. La justice ouest-allemande s'intéressait à Wagner depuis plus de vingt ans. L'ancien nazi, fonctionnaire de police jusqu'à son départ en retraite en 1966, avait en effet été cité à plusieurs reprises lors de procès allemands. — (AFP).

Chine

### La veuve de Mao Zedong est sortie de prison pour être hospitalisée

C'était un secret de Polichinelle : ce n'en est plus un du tout. Mme Jiang Qing, âgée de soixante-quatre ans, est désormais hospitalisée à Pékin, pour traitement d'un cancer du larynx, selon la revue *Jeune Chine*, premier organe de la presse officielle à confirmer ce qu'on savait depuis plusieurs mois.

Le magazine a fourni cette information, sans commentaire, dans une réponse de deux lignes camouflée dans son courrier des lecteurs en page 41 de sa dernière livraison.

Le ministère de la justice avait plusieurs fois démenti des informations faisant état de la sortie de prison de l'épouse des gardes rouges. Jeunesse chinoise ne croit pas à quelle date et au lieu le changement de résidence

de la veuve de Mao, mais indique qu'elle se trouve dans un hôpital indéterminé, sous une « garantie » morale d'origine elle aussi inconnue.

Un autre membre de la « bande des quatre », M. Zhang Chunqiao, âgé de soixante-dix ans et également condamné à la détention à perpétuité en 1981, passe lui aussi pour être dans un état physique délabré. En mars, les autorités disaient qu'il recevait un traitement médical en prison. — (Corresp.)

Portugal

### M. Sampaio devrait prendre la tête du Parti socialiste

Un mois avant le congrès extraordinaire convoqué pour élire le secrétaire général du Parti socialiste portugais, tout est pratiquement décidé. Le choix des fédérations et des sections du parti s'est porté, dimanche 18 décembre, sur M. Jorge Sampaio, président du groupe parlementaire socialiste. Celui-ci compte sur l'appui de la majorité absolue des mille six cents militants qui se réuniront à Lisbonne les 15 et 16 janvier.

Le grand battu est M. Jaime Gama, ancien ministre de l'intérieur et des affaires étrangères, qui n'a obtenu que 32 % des suffrages exprimés. M. Alegre, un dirigeant « historique » du PS et M. Joao Soares, fils de l'actuel président de la République, sont restés en deçà des 4 %, perdant tout espoir d'influencer l'élection.

Comme M. Victor Constancia, qui a démissionné le 27 octobre dernier, M. Sampaio n'est pas bien accueilli dans les milieux « socialistes ». Il avait fait partie au début des années 80 de la minorité qui dénonçait les « déviations de droite » du parti sous la direction, à l'époque, de M. Soares. M. Sampaio devrait poursuivre la ligne de son prédécesseur et essayer de secouer une formation politique plongée dans un climat d'apathie, après trois ans d'opposition. Les critiques contre le gouvernement de M. Cavaco Silva monteront très probablement de ton. — (Corresp.)

هكذا من الأصل



## Proche-Orient

Visite de M. Arafat en Autriche

Le représentant de l'OLP à Vienne  
élevé au rang d'ambassadeurVIENNE  
de notre correspondante

La première visite, dans un pays occidental, de M. Yasser Arafat, après son discours devant les Nations unies à Genève, a été pour l'Autriche, qui a toujours eu des rapports privilégiés avec l'Organisation de libération de la Palestine, notamment depuis que l'ancien chancelier Bruno Kreisky avait permis, en 1979, la « percée » diplomatique de M. Arafat en étant le premier chef de gouvernement ouest-européen à le recevoir à titre officiel à Vienne.

M. Arafat n'est pas, cette fois non plus, parti les mains vides de Vienne. L'Autriche et l'OLP entretiennent l'avenir des relations au niveau d'ambassadeurs. Vienne, où l'OLP avait été autorisée, en 1980, à ouvrir sa première mission permanente, a accepté, lundi 19 décembre, que M. Arafat élève au rang d'ambassadeur son représentant permanent à Vienne, M. Daoud Barakat. L'ambassadeur d'Autriche à Tunis sera accrédité, de son côté, auprès de l'OLP qui y a son siège « d'ici à la fin de l'année », a annoncé M. Alois Mock, ministre des affaires étrangères.

Cette « revalorisation » de la mission diplomatique palestinienne, geste politique de Vienne pour exprimer une reconnaissance aussi large que possible de l'OLP, a été précédée par la reconnaissance par l'Etat palestinien, mais pas de l'Etat en tant que tel.

M. Mock a déclaré que cette « revalorisation » récompense « les décisions positives d'Alger » et « les discours importants de M. Arafat à Genève », qui a « relancé le processus de paix au Proche-Orient ». M. Mock a appelé Israël « à réagir de façon positive au changement des positions de l'OLP jugé positivement par la presque totalité des Etats et à donner une chance à la paix au Proche-Orient ».

Le chancelier Franz Vranitzky, qui a également rencontré M. Arafat, a annoncé que l'Autriche avait décidé d'accorder une aide humanitaire substantielle aux Palestiniens, notamment dans les domaines médical et agricole. Pour ne pas créer de conflit avec la puissance occupante, Israël, cette aide sera distribuée par l'intermédiaire des organisations spécialisées de l'ONU, notamment l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour l'aide aux réfugiés (UNWRA), a précisé le chancelier.

Le programme de M. Arafat prévoit également une rencontre avec le président Kurt Waldheim, qui avait rendu possible le premier discours

du chef de l'OLP devant l'ONU à New-York en 1974. M. Waldheim avait été accusé par la suite par Israël de favoriser une politique pro-arabe au sein de l'ONU pendant ses deux mandats de secrétaire général des Nations unies (1972 à 1982).

La communauté juive d'Autriche a protesté lundi contre la visite de M. Arafat à Vienne dans une lettre remise au chancelier et au vice-chancelier. Elles expriment leur « profonde inquiétude » et estiment que l'Autriche « se met au service de la propagande de l'OLP ».

M. Arafat devait quitter Vienne mardi à destination de Belgrade.

WALTRAUD BARYLI.

La CEE va engager des contacts pour promouvoir  
l'idée d'une conférence internationaleBRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé, lundi 19 décembre, d'engager des contacts avec des représentants de l'OLP, d'Israël et des Etats-Unis afin de faire avancer l'idée d'une conférence internationale pour la paix. Ces démarches seront confiées à une « troïka » européenne composée des ministres des affaires étrangères espagnol, français et grec. L'Espagne va succéder à la Grèce à la présidence du conseil des ministres de la CEE à partir du 1<sup>er</sup> janvier; elle sera suivie par la France à partir du 1<sup>er</sup> juillet.

Selon M. Theodor Pangalos, le ministre grec des affaires européennes, qui présidait la réunion de lundi à Bruxelles, cette série d'entretiens, qui pourrait être préparée par des contacts préalables au niveau des ambassadeurs, devrait normalement avoir lieu courant janvier ou début février.

Les Douze sont apparemment quelque peu embarrassés d'arriver

comme les carabiniers après que les Etats-Unis ont décidé d'engager le dialogue avec l'OLP. « Il est bien dommage qu'à cause du refus de Mme Margaret Thatcher nous n'ayons pas pris une initiative début décembre lors du Conseil européen de Rhodes, car maintenant nous sommes à la traîne des Etats-Unis », a commenté M. Edith Cresson, ministre aux affaires européennes.

La troïka n'a pas, à proprement parler, de mandat, mais du débat de lundi « il s'est dégagé un état d'esprit unanime », a observé M. Pangalos. La décision américaine de négocier avec l'OLP a provoqué des remous en Israël mais aussi parmi les Palestiniens, qui obligent la troïka européenne à agir avec une particulière circonspection, a expliqué en substance M. Pangalos, faisant valoir cependant que la Communauté n'était pas dépourvue d'atouts.

« Par rapport aux Etats-Unis, nous avons l'avantage d'avoir toujours défendu la même position. Avec nous, nos interlocuteurs internationaux savent à quoi s'en tenir », a déclaré M. Pangalos.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

ISRAËL : après sept semaines de tractations

Accord entre M. Shamir et M. Pérès  
sur un nouveau gouvernement de coalitionJÉRUSALEM  
de notre correspondant

En principe, c'est fait. Sept semaines après les élections indécises du 1<sup>er</sup> novembre et à l'issue d'acrobatiques négociations, les dirigeants des deux grands partis israéliens semblent résolus à gouverner à nouveau ensemble. Telle était, moins l'impression générale, mardi 20 décembre, à l'aube, à l'issue d'une nuit d'éprouvantes tractations sur la formation d'un deuxième gouvernement d'union nationale, devant succéder à celui qui fut à la tête du pays de l'été 1984 au 1<sup>er</sup> novembre dernier.

Le chef du Likoud, le premier ministre sortant, M. Itzhak Shamir, et le dirigeant travailliste Shimon Pérès se sont entendus sur les grandes lignes d'un nouveau

« compromis historique » à l'Israélienne, devant permettre dans une situation diplomatique difficile de fonder une large coalition gouvernementale. L'accord devait être complété puis signé dans la journée de mardi avant d'être soumis dans la soirée à l'approbation du comité central du Likoud, puis à celle, mercredi, du comité central du Parti travailliste. Sauf un retournement, qu'on ne peut jamais totalement exclure, ces deux instances devraient entériner le document, fixé avec méfiance et sans enthousiasme.

Premier ministre  
en sursis

Le scrutin du 1<sup>er</sup> novembre avait laissé les deux grands de la vie politique israélienne côte à côte, avec une petite avance en faveur du parti de M. Shamir : quarante sièges (sur cent vingt) pour le Likoud ; trente-neuf pour les travaillistes, le reste étant partagé entre partis religieux (dix-huit sièges), extrême droite, gauche et extrême gauche.

Le document négocié lundi soir reflète cette situation et notamment le léger avantage dont le Likoud dispose. M. Shamir dirigerait le gouvernement durant toute la durée de la législature. Il entend, cette fois, contrôler aussi les affaires étrangères : le poste serait confié à l'un de ses fidèles, M. Moshe Arens, qui succéderait à M. Shimon Pérès, appelé au ministère de l'économie et des finances, cependant que le travailliste Itzhak Rabin resterait à la défense. Là s'arrêtaient les principaux changements d'un gouvernement qui resterait composé d'un nombre égal de ministres travaillistes et du Likoud, et dirigé par un cabinet restreint, lui aussi paritaire.

La formule diffère donc sur ce point de la précédente alliance de gouvernement d'union nationale (1984-1988), qui vit M. Pérès et Shamir se succéder à la présidence

du Conseil. Cette fois, pas de « rotation ». Mais l'accord prévoit expressément que, au cas où l'un des deux grands partis souhaiterait se retirer de la coalition, l'autre ne saurait se maintenir seul au pouvoir (ou avec l'aide de petites formations) : il y aura alors automatiquement des élections.

C'est apparemment le point-clé de la nouvelle formule et le plus importante concession consentie par M. Shamir. Elle fait de lui un premier ministre en sursis dont le maintien en fonction dépend du bon vouloir des travaillistes. Cela veut dire qu'au cas où se dessinerait la perspective d'une conférence internationale ou d'un règlement de paix inadmissible pour le Likoud, mais acceptable pour les travaillistes, il reviendrait aux électeurs de trancher à nouveau, pour peu que les travaillistes prennent alors le risque de quitter le gouvernement et de soumettre au vote un tel différend.

En contrepartie, les travaillistes auraient cédé sur la question des implantations dans les territoires occupés. Opposés initialement à la création de toute nouvelle colonie de peuplement en Cisjordanie et à Gaza (il y en a déjà une centaine regroupant quelque soixante mille à soixante-dix mille personnes), les travaillistes accepteraient finalement que soient établies huit nouvelles implantations la première année du nouveau gouvernement (encore faudrait-il qu'il y ait des candidats...). Mais tout autre projet devra ensuite être soumis à l'approbation du ministre des finances, M. Pérès.

Un cabinet  
« présentable »

M. Shamir ne paraît guère s'en soucier et ne cachait pas, lundi soir, sa satisfaction : il est disposé à céder beaucoup aux travaillistes pour s'attacher leur participation au gouvernement. Il estime que tel est le prix à payer, sauf à devoir constituer une coalition restreinte — et instable — avec l'extrême droite et les partis religieux. Rien ne serait moins opportun, juge-t-il, au moment où les relations avec l'Amérique vont connaître une phase très difficile, après que Washington eut décidé d'entamer un dialogue avec l'OLP.

En somme, le problème de M. Shamir est une affaire d'image : à l'heure où Israël va devoir faire face à un relatif isolement diplomatique et à un regain de pression internationale, le chef du Likoud veut un gouvernement qui soit le plus « présentable » et le plus large possible. Pour ce faire il ne peut exclure les travaillistes et il veut compter sur eux pour s'opposer à toute évolution diplomatique qui irait dans le sens de la création d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza.

Les raisons de M. Shimon Pérès sont plus complexes. Afin de justifier le capital de crédibilité et de respectabilité internationale qu'il apporte à M. Shamir, le dirigeant travailliste évoque l'« intérêt national ». Impossible, dit-il, dans une période aussi difficile de laisser le pays aux mains de la droite et de l'extrême droite — ce serait irresponsable.

Mais il y a d'autres motifs moins avouables. La base travailliste réclame de rester aux affaires pour assurer la défense de l'empire industriel et agricole que contrôlent à la fois le parti et la centrale syndicale Histadrout. Or, cet ensemble hétéroclite (industriel, moshavim, kibboutzim) est en faillite : il y a de nombreux emplois à protéger, des subventions et des crédits dont on ne peut se passer — sauf à devoir fermer des dizaines d'entreprises. Enfin, faut-il ajouter que M. Pérès craindrait dans l'opposition de perdre son ascendant sur le parti et donc son poste à la tête des travaillistes ?

ALAIN FRACHON.

JORDANIE

M. Kassem  
nommé ministre  
des affaires étrangères

Le premier ministre jordanien, M. Zeid Rifai, a remanié, lundi 19 décembre, son gouvernement, faisant notamment appel à Marwan Kassem, l'un des plus éminents conseillers du roi Hussein, comme ministre des affaires étrangères. M. Kassem, précédemment chef du cabinet royal, a été nommé vice-premier ministre et remplacé M. Taher El Meari comme chef de la diplomatie. — (Reuters.)

## Afrique

SOUDAN

## Divisions persistantes à Khartoum sur les accords avec la rébellion

KHARTOUM  
de notre envoyé spécial

Plus d'un mois après la signature de l'accord conclu le 16 novembre à Addis-Abeba entre le colonel Garang, chef des rebelles sudistes, de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), et M. Mohamed Osman el Mirghani, le président du Parti démocratique unioniste (PDU), l'une des principales composantes du gouvernement de Khartoum, rien n'a encore été fait pour mettre en application les différentes clauses de ce document.

Plus grave encore, des divergences d'interprétation sur les modalités d'application de ce texte sont apparues entre le premier ministre, M. Sadek el Mahdi, chef du Parti Oumma, et M. Mirghani, et risquent fort, à moins d'un compromis de dernière minute, de déboucher sur une grave crise gouvernementale et l'échec des efforts de paix.

Tout en affirmant que tout le monde ou presque est d'accord avec l'initiative d'Addis-Abeba, M. Mahdi a, jusqu'à présent, évité soigneusement de faire approuver officiellement par son gouvernement le texte de l'accord, qui prévoit, entre autres, le gel de la Charia (légalisation islamique), l'annulation de tous les accords militaires contraignants à la souveraineté nationale conclus par le Soudan avec d'autres pays arabes, la levée de l'état d'urgence, et finalement un cessez-le-feu. Un des articles de ce document stipule d'ailleurs que la conférence constitutionnelle qui devra réunir, sur un pied d'égalité, toutes les forces politiques soudanaises le 31 décembre, n'aura lieu que « si toutes les clauses énumérées précédemment sont mises en application ». On en est loin, et rien n'a été accompli dans ce sens, pas plus que n'a été formée la coalition nationale chargée de l'organisation de la conférence constitutionnelle.

Epreuve  
de force

de l'accord dans son intégralité par le gouvernement, telle que réclamée par le colonel et prévue par le document signé à Addis-Abeba, était peu opportune puisqu'elle risquait de compromettre le « consensus national ».

Tout semble indiquer que le chef du gouvernement souhaite ne pas embarrasser outre mesure le Front national islamique (FNI) de M. Hassan el Tourabi, qui, depuis le mois de mai, fait partie — d'une manière de plus en plus envahissante — de la coalition gouverne-

mentale. Dès la signature du document d'Addis-Abeba, le FNI a fait connaître sa désapprobation de l'accord. Le chef du FNI a même déclaré, depuis, que ses partisans avaient « un grand nombre d'objections » si le gouvernement acceptait l'accord d'Addis-Abeba dans son intégralité, faisant ainsi clairement savoir qu'il se retirerait du gouvernement si le gel de la Charia, acquis depuis un certain temps et déjà effectif, était officiellement entériné.

Le flottement depuis un mois par M. Mahdi autour de son accep-

tation de l'initiative d'Addis-Abeba signée par son rival, M. Mirghani, a pu peut-être rassurer les amis de M. Tourabi, mais il a fortement mécontenté le PDU, qui a menacé de quitter le gouvernement si l'accord d'Addis-Abeba n'était pas approuvé par le Parlement.

Les députés africains de l'opposition, qui boycottent les travaux de l'Assemblée nationale depuis septembre dernier pour protester contre les lois islamiques discutées par le Parlement, sont retournés lundi en force à l'Assemblée pour appuyer la

requête de M. Mirghani. Comme le leader du PDU, ils demandent que le Parlement approuve l'accord dans son intégralité.

L'épreuve de force qui oppose M. Mahdi à M. Mirghani risque de déborder dans la rue. Une cinquantaine d'organisations politiques, de syndicats ouvriers et d'associations professionnelles défendant les efforts de paix ont décidé d'organiser, mercredi matin, une marche en plein centre de la capitale.

JEAN GUEYRAS.

Après le sommet franco-africain de Casablanca

M. Rocard constate  
que « tout le monde est fauché »

De passage à Paris après le sommet franco-africain de la semaine dernière, les présidents gabonais et congolais Omar Bongo et Denis Sassou Nguesso ont été les hôtes à déjeuner de M. Michel Rocard. A l'issue de cette rencontre, le premier ministre a fait un commentaire sur la situation présente de l'Afrique et sur les remèdes que pouvait apporter la France.

« J'ai avec l'Afrique, avec les problèmes de développement, une relation très chaude depuis ma jeunesse », a dit M. Rocard. « Je crois que la France a des responsabilités importantes dans l'aide au tiers-monde », a-t-il poursuivi, soulignant notamment que le président François Mitterrand avait pris l'initiative de la réduction d'un tiers de la dette des pays les moins avancés. « C'est une vision du développement qu'ont les socialistes et que n'avait probablement pas le gouvernement qui m'a précédé », a précisé M. Rocard. Cela n'enlève rien à la chaleur des sentiments politiques, à une vision générale de la République française qui attache une priorité absolue à ses rapports avec l'Afrique, et cela reste politiquement une constante.

« Le maintien de nos relations amicales, cordiales, est important », a également affirmé le chef du gouvernement, qui a notamment « réexaminé » avec ses hôtes le problème de l'agriculture africaine.

« La plupart des difficultés de paiement des pays d'Afrique viennent de ce que leur nourriture, leur alimentation est trop largement importée » et « c'est là que commence la dette », a-t-il dit.

Interrogé enfin sur l'insuffisance de l'aide française à ses anciennes colonies, évoquée par le président Bongo au sommet de Casablanca, M. Rocard a déclaré : « Depuis les années 1970, c'est-à-dire le ralentissement général de la croissance, tout le monde est fauché, même la France, et a fortiori l'Afrique, alors effectivement l'argent manque partout. »

Autre personnalité de passage à Paris, M. Houphouët-Boigny devrait s'entretenir avec des responsables de la Banque mondiale d'un nouveau plan d'ajustement structurel et des mesures à prendre pour assainir la situation financière de la Côte-d'Ivoire, frappée par la chute des cours du cacao.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Mzali  
ancien premier ministre tunisien

Dans l'interview du président Ben Ali au Monde publiée le 10 septembre, il était question des conditions de retour en Tunisie de M. Mzali, toujours en exil. Avec un retard dû à un séjour en Asie, l'ancien ministre nous a adressé la réponse suivante.

Le président Ben Ali affirme dans cet entretien que je peux revenir en Tunisie quand je le veux et qu'il se porte garant que je n'ai pas en prison.

Je remercie M. Ben Ali de sa bienveillance à mon égard, qui prouve, si besoin en était, qu'il n'a pas oublié notre longue coopération au service de l'Etat.

Restant persuadé qu'il est attaché à l'indépendance de la justice et à la séparation des pouvoirs, je mesure, ainsi que tous les amis de la Tunisie et les praticiens du droit, les limites de cet engagement.

Mon souci n'est pas d'aller ou non en prison mais de savoir si mon procès est légal et constitutionnel. Ayant été jugé pour des faits qui n'ont été reprochés alors que j'étais dans les fonctions de premier ministre, je devais être jugé par la Haute Cour selon les termes de la Constitution tunisienne.

Je ne peux de ce fait faire opposition à un arrêt de la Chambre criminelle, non compétente pour juger de mon cas et des faits qui m'étaient reprochés. Mes avocats avaient d'ailleurs déposé des conclusions

dans ce sens à l'ouverture de mon procès, le 20 avril 1987.

Si la volonté politique existe, comme semble en témoigner la déclaration bienveillante du président Ben Ali, il suffit que le procureur de la République auprès de la Cour de cassation, comme l'arrêt du 20 avril 1987 dans l'intérêt de la loi, conformément au code de procédure pénale.

Ainsi, loin de solliciter l'intervention de l'exécutif, j'en appelle à la justice tunisienne pour que soit frappé de nullité pour vice de forme l'arrêt du 20 avril 1987.

Il y va de l'honneur et de la dignité d'un responsable qui a servi toute sa vie son pays et de la crédibilité de la justice qui a été, selon les déclarations du président Ben Ali dans l'interview ci-dessus citée, elle-même tellement malmenée que personne ne lui accordait plus une quelconque confiance.

Tant que l'on ne reconnaît pas que j'ai été victime d'un procès préfabriqué sur injonction de l'exécutif de l'ancien président de la République, j'interpréterai cela comme une volonté de me priver de mes droits civiques.

Je souhaite que, dans le cadre des efforts poursuivis depuis le changement politique intervenu en Tunisie pour rétablir les victimes de l'ancien régime dans leurs droits, l'homme du 7 novembre veille à ce que je sois réhabilité.



# SUÈDE

## LE ROC SOCIAL-DÉMOCRATE

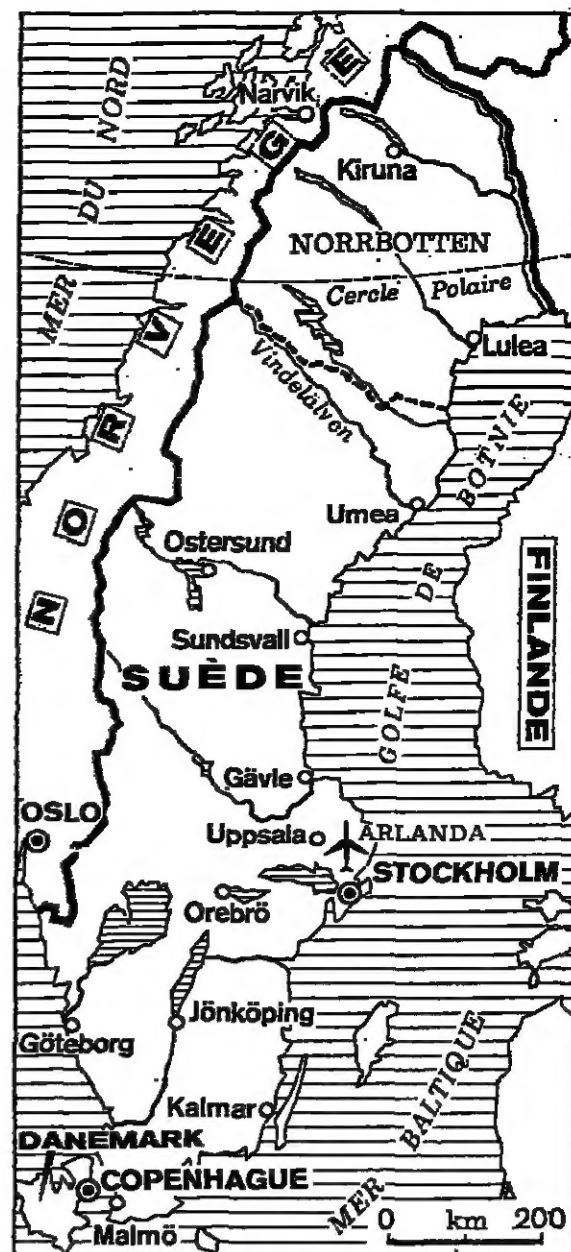
La social-démocratie suédoise, c'est décidément du granite. Il est difficile de l'ébranler. Depuis 1932, elle a gouverné le pays pendant cinquante ans, et le plus souvent en minorité. Au pouvoir de 1976 à 1982, les « bourgeois » n'ont pas réussi à montrer leur différence. A leur décharge, il faut dire qu'ils se sont trouvés, sans grande expérience, à la tête des affaires du royaume en pleine tempête économique. Tour à tour s'effondraient les secteurs qui longtemps avaient assuré la prospérité des Scandinaves : l'industrie minière en Laponie, la sidérurgie, les chantiers navals. En affichant publiquement leurs désaccords, conservateurs, centristes et libéraux ont creusé leur propre tombe et favorisé le retour de la gauche. Celle-ci, une fois de plus, a eu de la chance. Elle a échappé au choc pétrolier et a profité de la relance de l'économie mondiale. La « parenthèse bourgeoise » était fermée.

En dépit des scandales liés aux ventes d'armes illégales à des pays en guerre, aux bizarreries de l'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme et autres sombres affaires, les sociaux-démocrates se sont maintenus au pouvoir après les élections législatives de l'automne, recueillant plus de 43 % des voix. Ils sont en léger recul, mais dans une situation politique confortable. Avec cent cinquante-sept députés, ils constituent, et de loin, la plus grande formation du Parlement. Plus nombreux que les trois partis « bourgeois » réunis, ils peuvent compter, dans la plupart des cas, sur le soutien des vingt et un députés communistes. Quant aux Verts, qui ont fait leur entrée au Riksdag, ils ne disposent pas de suffisamment de représentants pour gêner le gouvernement. Le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, peut à la limite les ignorer. Mais il prendrait alors un risque, car les jeunes ont tendance, en cette fin de décennie, à boudier la social-démocratie.

« Pourquoi changer une équipe gagnante ? » C'est sans doute le raisonnement que les électeurs ont tenu en renouvelant leur confiance à la gauche le 18 septembre. Sur le plan économique, les sociaux-démocrates ont pu présenter un bilan flatteur. La politique de la « troisième voie » mise en route en 1982, avec une dévaluation-choc de la couronne, a donné, la reprise internationale et le cours du dollar aidant, quelques résultats exceptionnels. Exemple : les finances publiques, qui accusaient il y a six ans un déficit supérieur à 13 % du revenu national ; aujourd'hui, le budget de l'Etat est excédentaire ! L'industrie tourne à pleine capacité et manque de main-d'œuvre ! Heureux pays qui ne connaît pratiquement pas de chômage... Certes, quelques nuages pointent à l'horizon, l'inflation demeure assez élevée, les coûts des entreprises augmentent plus qu'ailleurs, l'absentéisme se développe, mais, comme le dit un représentant du patronat : « Ça marche bien, ne gronchonnons pas trop ! »

La social-démocratie suédoise, qui, sous les apparences d'un discours idéologique parfois « dur », a toujours été pragmatique, se lance maintenant dans une vaste refonte de ce système fiscal surréaliste qu'elle avait inventé. Le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, insiste sur la modernisation du secteur public et veut lui insuffler la notion de productivité. Ces réformes, lorsqu'elles étaient proposées par les « bourgeois », étaient qualifiées de « réactionnaires ». Elles marquaient, disait-on, un dangereux « retour en arrière ». Aujourd'hui, voilà qu'elles sont subitement « raisonnables ». Les sociaux-démocrates ne disent pas non aux changements, à condition que ce soient eux qui les réalisent. Pas question de laisser l'initiative à l'opposition.

A. D.



## Les beaux jours des entreprises

L'économie suédoise a opéré un redressement spectaculaire, mais le ministre des finances, Kjell-Olof Feldt, se garde de faire du triomphalisme. « Mieux vaut améliorer les réformes existantes, nous déclare-t-il, que de se lancer dans de nouveaux projets sociaux coûteux. »

« Pourquoi l'économie suédoise est-elle en si bonne santé actuellement ? »

« Deux facteurs ont surtout joué. La forte croissance du commerce international ; l'amélioration de la rentabilité et la bonne capacité d'expansion de l'industrie suédoise. Ce qui se manifeste maintenant chez nous est une pénurie de main-d'œuvre. En fait, si nous n'avions pas ce problème, la production pourrait être beaucoup plus forte — car il y a des acheteurs pour nos produits, mais dans de nombreux secteurs, en premier lieu dans l'industrie, nous ne trouvons pas de personnel. »

« Dans cette situation, certains nous conseillent de serrer la vis, de réduire la demande intérieure, mais, cet automne, notre réflexion a porté avant tout sur les moyens d'augmenter l'offre de main-d'œuvre, la mobilité sur le marché du travail et de mieux utiliser les effectifs dont nous disposons. »

« Ces bons résultats sont-ils toujours à mettre à l'actif de la dévaluation de 16 % de la couronne en 1982 ? »

« La compétitivité de l'industrie suédoise reste satisfaisante et elle devrait se maintenir à un bon niveau après ces années de profits élevés pour les entreprises. Ce dernier point constitue d'ailleurs un problème pour la politique de stabilisation : elle génère en effet de fortes revendications salariales et des dérapages. Au début des années 80, nous nous sommes vus obligés de contenir les salaires et de réduire le pouvoir d'achat. Aujourd'hui, les salariés estiment que leur tour est venu de profiter d'une part du gâteau. »

« Parloons un peu des problèmes : l'inflation relativement élevée et l'augmentation rapide des salaires, toutes deux étant liées. »

« En 1986-1987, l'inflation avait été ramenée à 4 %. Cette année, nous serons à 6 % et l'année prochaine aussi probablement. Cependant l'écart avec les autres pays de l'OCDE diminue, car la hausse des prix a tendance à s'accroître chez nos partenaires. Mais l'industrie suédoise est si avancée et sa structure est telle que nous sommes en concurrence avec les meilleurs, les Allemands et les Japonais, qui ont eu une inflation bien plus faible. Du fait que le deutchemark et le yen ont été réévalués dans le sillage de la chute du dollar, nous n'avons pas véritablement ressenti les effets de l'accélération des prix chez nous. Mais si le dollar et le deutchemark se stabilisent, ces effets vont se manifester. C'est la raison pour laquelle nous avons pris des mesures visant à rendre l'industrie moins sensible à l'inflation, par le biais d'une politique de l'offre. »

« Si, par exemple, nos prix agricoles avaient augmenté au même rythme que dans la zone OCDE, nous aurions eu en Suède une inflation inférieure à la moyenne. »

Mais ce qui attise la hausse des prix chez nous, c'est d'abord les prix des produits alimentaires, qui entraînent des demandes de compensations salariales. Il est clair que nos règlements limitant les importations de produits agricoles et textiles maintiennent les prix à un niveau élevé. C'est un peu ce que nous voulons changer. »

« Autre problème : la dette extérieure et son remboursement. »

« L'Etat n'a pas emprunté à l'étranger depuis 1985. Nous avons eu quelques légers déficits de la balance des paiements. Pour cette année, le déficit sera d'environ 10 milliards de couronnes, et ce n'est pas alarmant car cela fait moins de 1 % du PNB. Il y a actuellement un déséquilibre dans le monde avec l'Allemagne qui accumule des excédents énormes et une série de petits pays européens qui vivent en état de déficit. Mais, bien sûr, nous n'entendons pas vivre indéfiniment avec ce déficit, d'autant qu'il devrait augmenter, selon nos prévisions. Pour le moment, nous devons donc maintenir des taux d'intérêt élevés. »

« La dette extérieure de la nation se monte à environ 200 milliards de couronnes, soit 20 % du PNB. Quant à nos exportations, elles évoluent bien, mais elles sont freinées, non pas par un manque de compétitivité, mais par un manque de ressources. »

« Y a-t-il une limite à la pression fiscale ? Depuis des années, en Suède, on dit que le « seuil de tolérance » est atteint. C'était le cas lorsque le taux global était de 51 %. Aujourd'hui, il est de l'ordre de 56 %. »

« Oui, c'est vrai, c'est ce qu'on dit. Mais ce n'est pas la pression fiscale en tant que pourcentage du PNB qui est importante, mais ses conséquences sur la vie quotidienne des ménages et des particuliers. »

« Qui est responsable du développement favorable de l'économie suédoise depuis 1982 ? L'industrie, fort dynamique, qui s'est restructurée très rapidement ? Une bonne dose de chance quant aux conjonctures ? La politique social-démocrate, et si oui quel rôle a-t-elle joué ? »

« Il y a eu trois facteurs. Premièrement, il fallait donner à l'industrie de bonnes conditions d'expansion. C'est ce que nous avons fait en dévaluant la couronne, ce qui a permis une augmentation des profits. Deuxièmement, nous avons mené sur le plan intérieur une politique de rigueur, qui s'est traduite, entre autres, jusqu'en 1983, par une réduction des revenus réels du peuple suédois. Il fallait miser sur les exportations. Nous avons retenu une consommation, ce qui a entraîné un développement rapide des investissements. »

« Mais sans un troisième facteur, cela n'aurait pas marché aussi bien. Nous étions toujours

dans une période de restructuration : on fermait des entreprises, des hommes et des femmes se retrouvaient sans emploi, on exigeait une plus grande flexibilité de la main-d'œuvre. Et c'est là, dans ce contexte de mutations profondes, qu'est entrée en lice notre politique de marché du travail. »

« Nous avons dit aux entreprises : plus question d'injecter de l'argent dans vos usines ; si vous ne pouvez plus les gérer avec bénéfices, il faut les fermer. Mais lorsque vous le ferez, vous devrez,



A cinquante-six ans, Kjell-Olof Feldt, est actuellement l'homme fort du gouvernement social-démocrate. L'architecte du rétablissement économique s'est maintenant fixé une grande tâche : la réforme de la fiscalité qui va tirer un trait sur la progressivité, si chère à la gauche depuis cinquante ans.

en collaboration avec les organisations syndicales et l'Etat, mettre au point des programmes qui fourniront un emploi à ceux qui le perdent. Et je peux vous citer des exemples avec Volvo, SAAB et d'autres sociétés dans des régions durement frappées par la crise de l'acier, des chantiers navals et des mines. Nous avons pris des mesures assez importantes pour mettre en place de nouvelles capacités de production, de nouvelles entreprises, une nouvelle croissance. »

« Nous avons démantelé des entreprises nationalisées, nous avons fermé des mines dont l'Etat était propriétaire, nous avons réduit de moitié l'industrie sidérurgique, etc. Rien de cela n'aurait été possible, politiquement et socialement, sans ce contexte d'expansion et cette possibilité de créer de nouveaux emplois dans l'économie, et sans une politique de marché du travail favorisant la mobilité, la formation et le recyclage de la main-d'œuvre. »

« Au début des années 80, nous avions un chômage assez impor-

tant parmi les jeunes, de l'ordre de 10 %. C'est certain, l'amélioration de la conjoncture a contribué à l'atténuer. Mais nous avons aussi « inventé » ce qu'on appelait les « équipes de jeunes » (en France, les TUC [NDLR]). L'idée n'était pas de donner du travail à ces jeunes sans emploi, mais avant tout de les maintenir en activité, de faire en sorte qu'ils aient un endroit où aller dans la journée, qu'ils se réveillent le matin, qu'ils fassent quelque chose en échange d'un modeste pécule. Nous avons combiné cette formule avec une obligation de formation. »

« Que constatons-nous aujourd'hui ? Eh bien, ces équipes de jeunes ont pratiquement disparu. L'immense majorité des jeunes ont trouvé un emploi sur le marché ordinaire du travail. On dit parfois que notre politique est coûteuse, mais nous pensons que le rendement est très élevé. C'est un investissement dans une économie qui produit plus et qui fonctionne mieux. »

« Où allez-vous donc trouver la main-d'œuvre qui fait défaut à l'industrie ? Va-t-on vers une nouvelle vague d'immigration ? »

« Pas sous une forme organisée. Nous avons déjà un marché du travail libre dans les pays nordiques, qui est ouvert aux Finlandais, aux Norvégiens, aux Danois et aux Islandais. Au Danemark, le chômage est actuellement très élevé, il est même en hausse, et de plus en plus de Danois viennent chercher du travail en Suède. On les aide, en leur accordant une allocation pour se déplacer en Suède et chercher un emploi. Mais il n'est pas question d'importer de la main-d'œuvre étrangère comme dans les années 60. »

« Selon le patronat, c'est une situation risquée pour réduire le secteur public et transférer une partie de sa main-d'œuvre 33 % de tous les employés, vers le privé. »

« C'est ce que disent tous les économistes et je leur réponds : où voulez-vous réduire ? Ils disent : c'est votre affaire ! Chaque année, les effectifs de l'Etat diminuent, le nombre de fonctionnaires baisse. En revanche, il augmente dans la santé publique et la garde des enfants. Je vois mal comment on pourrait faire autrement puisque le Parlement a voté un plan de développement des crèches. C'est d'ailleurs un élément de la politique de l'offre : les parents suédois veulent travailler, les crèches sont donc nécessaires. Et dans la santé publique, il faut bien se dire que le nombre de personnes âgées augmente. Il faut les soigner, les prendre en charge, etc. »

« Il est vrai que, dans le secteur communal, certaines rationalisations pourraient être faites, mais, vous savez, on travaille aussi dans l'administration. »

« Votre politique de la « troisième voie » est-elle en bout de course ? »

« Non, pas en bout de course, mais elle entre dans une seconde phase. Le traitement que nous avons appliqué au début des années 80 est devenu inutile. Nous n'avons plus besoin de favoriser la rentabilité des entreprises — elle est suffisante. Nous n'avons plus besoin non plus d'entreprendre de vastes opérations de restructuration dans l'industrie. Aujourd'hui, il s'agit d'appréhender d'autres secteurs de notre économie qui fonctionnent mal. Par ce que j'appelle la politique de l'offre. »

« Il est, par exemple, plus facile aujourd'hui d'ouvrir nos portes aux importations textiles. Bien sûr, nous savons que cela entraînerait la fermeture d'un certain nombre de nos entreprises. Mais c'est plus facile à réaliser maintenant, en période de croissance économique et de haut taux d'emploi. De surcroît, par des mesures offensives, nous pouvons veiller à ce que les entreprises textiles qui survivent se développent, au lieu de les maintenir en vie avec une politique de prix élevés et de restriction des importations. »

« Mais le plus grand changement, notre plus grand projet politique et économique, est actuellement une réforme très profonde de notre système fiscal — la fiscalité des entreprises et des particuliers. Une refonte que j'espère réaliser en 1991. Cette réforme est très proche en fait de celles qui ont été faites dans nos pays voisins, en Europe et aux Etats-Unis. Il s'agit de réduire l'impôt sur le revenu, les taux marginaux et la progressivité, d'élargir l'assiette fiscale, de supprimer tous les dégrèvements et autres choses qui ont été introduits juste-ment parce que les taux marginaux étaient trop élevés. En outre, nous voulons — et là, c'est une ligne suédoise — durcir l'imposition du capital, des revenus et des gains du capital, ainsi que des plus-values. L'objectif principal est le suivant : tous les revenus doivent être imposés également, quelle qu'en soit la provenance. »

« Aujourd'hui, en Suède, ce sont les revenus du travail, les salaires, qui sont le plus durement taxés. En revanche, les produits des bénéfices, de la vente d'actions, de biens immobiliers, etc. sont les plus légèrement imposés. Bien entendu, ce n'est pas une répartition raisonnable du fardeau fiscal. »

« Est-ce vraiment une politique social-démocrate ? »

« Oui, absolument. Bien sûr, la forte progressivité de l'impôt a longtemps été un des « emblèmes » de la politique fiscale social-démocrate. Mais nous sommes arrivés à la conclusion que cette progressivité n'avait qu'un impact extrêmement limité sur la répartition du « welfare » et le nivellement du standing de vie. En revanche, il crée un tas de problèmes, il favorise l'arbitraire bureaucratique en raison de

toutes les possibilités qui existent aujourd'hui d'échapper au fisc. Et là, je ne parle pas de fraude, mais des possibilités de planifier son économie individuelle et ses impôts, que tout le monde n'a pas dans la population. Je pense aux gens qui ont des revenus élevés, des fortunes personnelles et qui ont les moyens de faire appel à des conseillers fiscaux. Sur le papier, ils devraient payer des impôts élevés, mais dans la pratique ils peuvent y échapper par un planning astucieux. »

« Et pendant ce temps, le travailleur ou le fonctionnaire moyen, dans un pays comme le nôtre à forte imposition, paye allégrement jusqu'à la moitié de son salaire en impôt, sans compter les impôts marginaux ! Ce n'est pas raisonnable et c'est pourquoi nous avons mis en route cette réforme. Elle ne sera pas facile à réaliser. A mon avis, notre approche doit être globale. Nous devons prendre en compte l'ensemble de la fiscalité. Ne pas procéder morceau par morceau. On va voir si nous en aurons le courage et la force... »

« C'est un revirement spectaculaire, car on savait, depuis au moins dix ans déjà, que le système fiscal suédois était en fait particulièrement injuste, que les riches payaient proportionnellement moins d'impôts que les revenus moyens, que la progressivité n'égalisait pas les revenus, au contraire... Mais certains économistes de gauche et un Prix Nobel comme le professeur Gunnar Myrdal, qui essayaient d'éclairer l'opinion, étaient considérés comme des renégats... »

« Je suis de ceux qui, au sein du Parti social-démocrate, se sont longtemps battus pour que cette idée gagne du terrain. »

« Venons-en à la question européenne. Comment se présente, à vos yeux, l'Europe après 1992 ? »

« Je ne sais pas si 1992 sera vraiment une année décisive. J'ai le sentiment qu'un processus est en marche. Certaines choses vont assez rapidement. D'autres vont prendre beaucoup de temps, et rien ne sera décidé définitivement en 1992. Nos relations avec l'Europe, nous les basons sur une intégration pratique. Nous ne discutons aucune autre forme d'appartenance que celle que nous avons actuellement. Certains problèmes peuvent surgir sur des points où la CEE peut poser des exigences directes à la Suède. Des rumeurs circulent, ça peut arriver. »

« Dans quels domaines ? »

« Nous pouvons mettre l'accent sur certains problèmes qui pour nous sont sérieux. C'est le cas du marché des commandes publiques, où nous subissons des mesures discriminatoires de la part de l'Europe. »

Propos recueillis par

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 8.)

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

# Les Suédois saisis par l'« eurotisme »

Après plusieurs années de silence, le débat sur le grand marché unique de 1993 et l'adhésion éventuelle du pays à la Communauté sont de nouveau à l'ordre du jour. Partisans et détracteurs de l'entrée dans la CEE s'affrontent. Obstacle numéro un, et de taille : la neutralité.

La Suède doit-elle ou non adhérer à la CEE ? Et le peut-elle ? Ces deux questions d'intérêt vital pour l'avenir de ce pays altier, protégé et prospère, partageant ses populations et a occupé en 1988 le centre du débat politique. La discussion a cependant été prudemment écartée de la campagne électorale de l'automne au profit de l'environnement, pour ne reprendre que de plus belle une fois les élections passées. 1992 est devenu date magique. L'approche de la date de ce grand marché intérieur, dont la Suède neutre est exclue, donne à bien des Scandinaves le sentiment d'être injustement rejetés ou, sinon, d'être considérés comme des Européens de deuxième catégorie, eux dont le modèle social a été si vanté et envié par la planète entière. Pas de jour désormais sans que les médias n'abordent cette question. Partisans et détracteurs de la CEE s'affrontent. Colloques et séminaires sont devenus légions et les Suédois se rendent maintenant en rangs serrés à Bruxelles, politiciens de tous bords, économistes, industriels et journalistes vont s'informer sur place.

Le diadème de la neutralité aurait plutôt des allures de couronne d'épines. « Non alignée en temps de paix et neutre en temps de guerre », avec ce statut qu'elle s'est donné — sans le faire toutefois figurer dans sa constitution — la Suède s'interdit de faire partie d'une alliance qui aurait des implications en matière de politique étrangère et de défense incompatibles avec son identité. Tel est le cas avec la CEE.

## La neutralité n'est pas une denrée commerciale

Une vieille histoire en fait qui a commencé en 1961, lorsque la Suède, la Suisse et l'Autriche avaient demandé une association à l'Europe des Six d'alors. Le premier ministre suédois, Tage Erlander, avait expliqué que l'adhésion à une organisation — dont le but était de soutenir l'OTAN — était impossible. Il ne pouvait par ailleurs accepter de voir la Suède, selon certaines dispositions du traité de Rome, abandonner sa souveraineté à des organes supranationaux et adhérer à des accords internationaux qui — limiteraient terriblement —, dit-il, lors d'un discours — historique — prononcé devant la Fédération des ouvriers métallurgistes, ses possibilités de conduire une politique — pionnière — reconnue à l'étranger et adoptée par la plupart des Suédois. En l'occurrence, dans des domaines comme la politique économique, fiscale, sociale, de l'emploi, agricole, les mouvements de capitaux, les douanes, etc.

En 1967 pourtant, la demande était renouvelée, cette fois avec plus de souplesse, et deux ans plus tard, Olof Palme, devenu premier ministre, se rendait dans plusieurs capitales européennes. Une tournée qui allait s'avérer extrêmement satisfaisante, et d'aucuns affirment qu'il était prêt à aller très loin dans la négociation, voire jusqu'à l'adhésion. Olof Palme devait cependant tenir compte de l'échéance électorale de 1970 et ne souhaitait pas provoquer un grave débat au sein de la social-démocratie sur cette question. Sur ces entrefaites survinrent les fameux rapports Davignon et Werner qui dégageaient les éléments supranationaux, à savoir l'union monétaire et la coopération en matière de politique étrangère, incompatibles avec la neutralité suédoise. La Suède retira donc sa demande et signa, en 1973, avec la CEE un accord de libre-échange sur les produits industriels.

Au plan de la politique étrangère, neutres suédois et communautaires n'ont pas connu jusqu'à présent de divergences majeures. Au contraire, leurs points de vue s'accroissent souvent, qu'il s'agisse de condamner ensemble la politique d'apartheid ou d'autres formes d'oppression dans le monde. L'appartenance à la CEE a-t-elle, par ailleurs, des implications militaires ? Certes, mais cela n'a pas empêché la Suède, en 1974 (sous un gouvernement social-démocrate de surcroît), d'essayer de vendre à quatre pays de l'OTAN ses avions de chasse Viggen Eurofighter et de donner à ses clients éventuels des garanties concernant la poursuite de livrai-

sons de pièces détachées, même en temps de guerre. La neutralité ne présentait là aucun obstacle. Lors des réunions des ministres nordiques des affaires étrangères, il est possible à la Suède de faire des déclarations communes avec le Danemark, la Norvège et l'Islande, membres de l'alliance atlantique. Mais lorsqu'il s'agit de la CEE, la neutralité est soudain une barrière.

« C'est soixante-quinze ans de paix en Suède ont contribué au calme et à la stabilité. C'est un

nomique avec la CEE, mais aussi dans d'autres domaines tels que la recherche, le développement technique, les études, la culture et l'emploi. Parallèlement, elle tient à une certaine souveraineté pour préserver et développer son propre « modèle » qui vise au plein emploi et au bien-être social. « Oui », disait encore M. Schori, nous devrions alors être prêts à abandonner une partie de notre souveraineté, tout comme nous le faisons par exemple au GATT ou à l'ONU. La Suède n'adhère

remplies avant la fin de 1992, et qui visent à éliminer les obstacles à la libre circulation des biens, des services, des individus et du capital, la Suède s'est adaptée à près de 75 % d'entre elles. Pour les autres, il faut négocier.

Mais cette harmonisation ne fait pas l'unanimité. En fait, le Parlement suédois représente tout l'éventail des tendances, des europhiles aux europhobes (si tant est que « euro » soit assimilable à « CEE », puisque comme le faisait remarquer un grand patron

seconde guerre mondiale : « L'indépendance de la Suède est aussi menacée que lorsque Hitler sévissait à travers l'Europe... »

Les centristes (ex-agriculteurs) sont prudents. Leur leader, M. Olof Johansson, a adouci ses positions antérieures, mais il reste opposé à la « supranationalité ». « Nous voulons éviter d'être plus discriminés que nous ne le sommes déjà et nous aspirons à être traités comme les États membres. » Pour le centre, il s'agit de « positionner » la Suède,

naulaire. » M. Bildt ne fait d'ailleurs aucun mystère de ses sympathies européennes mais trouve, lui aussi, que la neutralité est un obstacle. Peut-être pas insurmontable ?

Les industriels suédois, c'est certain, n'ont pas attendu la publication de l'acte unique pour se préoccuper de leur « positionnement » dans l'espace européen. Leurs sociétés s'y sont depuis belle lurette implantées en grand nombre et, à plus forte raison, fortifient leur ancrage à l'approche de 1993. M. Bengt Rabenius, de l'association suédoise de pâtes et de papiers — un ancien ambassadeur dont le dernier poste avait été... Bruxelles — indique avec un euphémisme tout à fait diplomatique que « la politique officielle n'est pas très aimée des industriels suédois. La plupart voudraient que la Suède soit vraiment membre. » Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les articles que publient régulièrement dans les pages débats des grands quotidiens des chefs d'entreprise tels que M. Per G. Gyllenhammar, le tout-puissant patron de Volvo, ou M. Hans Werthen, le président du conseil d'administration du géant Electrolux. Leur langage est des plus clairs : pour participer à la prise de décision à Bruxelles, la Suède doit être membre, un point c'est tout.

## « Le débat doit continuer quelques années encore »

Tous les piliers de l'économie suédoise, on les retrouve dans cette Europe-là : Volvo, Ericsson, Electrolux, SKF, Atlas-Copco, Alfa-Laval, Asea — devenu ABB après sa fusion au début de l'année avec le suisse Brown-Boveri et qui a, de surcroît, déplacé son siège de Västernäs à Zurich. M. Curt Nicolin, président du conseil d'administration d'Asea et d'ABB, trouve inconfortable la position de la Suède aux confins de l'Europe, estime que les entreprises suédoises devraient avoir le même accès à la compétition que les entreprises européennes elles-mêmes et ne voit qu'une solution : étant donné qu'il ne s'agit pas d'une « branche cartellisée », l'adhésion.

Sans parler des redoutables forestiers, qui provoquent maints grincements de dents chez leurs concurrents européens en leur prenant des parts de marché les uns après les autres. De manière générale, 60 % des exportations de la Suède se font vers la CEE, et dans le cas de la cellulose et du papier, il s'agit là aussi de plus de la moitié. Stora, la plus grande de ces entreprises en Suède, déjà bien implantée dans la Communauté, fait, prévoyant, une grande analyse de ses possibilités à l'horizon 1992 une évaluation de ses positions : sont-elles suffisamment fortes ? Doivent-elles être consolidées ? Dans quels secteurs et comment ? Le rapport doit être prêt à la mi-1989.

M. Bo Berggren, son PDG, un de ces grands patrons d'industrie dont ce pays a le secret, pense lui aussi que la Suède fera tôt ou tard partie de la CEE et même que la perspective d'un référendum sur cette question n'est pas improbable. « Mais le choix du moment sera décisif. Il ne faut pas que ce soit trop tôt : le Suédois moyen a encore une connaissance trop imparfaite de la signification de la CEE. Le débat doit continuer quelques années encore. » Futur président de la Fédération des industries, M. Magnus Lommel, lui aussi un diplomate, est certain que les grandes industries s'accommoderont à leur manière de l'harmonisation, mais que pour les PME la prise de position de la Suède et les relations qu'elle aura à l'avenir avec la Communauté sont une question de vie ou de mort. « J'espère, dit-il, que nous trouverons une solution qui répondra à nos besoins. La question est de savoir ce qu'il va nous en coûter avant d'arriver là. »

Et qu'en pense en fin de compte le peuple ? Selon le sondage le plus récent effectué par l'institut SIFO, il apparaît que près de trois Suédois sur quatre estiment que la Suède sera membre de la CEE, avant ou après l'an 2000. Ceux qui n'y croient pas ne sont que 10 %.

FRANÇOISE NIETO.

(1) L'Association européenne de libre-échange regroupe l'Autriche, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse.

## LE PONT DES SOUPIRS

« E plus bleu clair de tout : ce détroit qui sépare la terre des exilés de l'Europe. » Ainsi August Strindberg décrit-il, dans un récit de voyage, l'Oresund, cette barrière d'eau qui fait que la Suède se sent à la fois proche et coupée du continent. Dix-sept kilomètres : c'est la distance qui sépare Malmö de Copenhague.

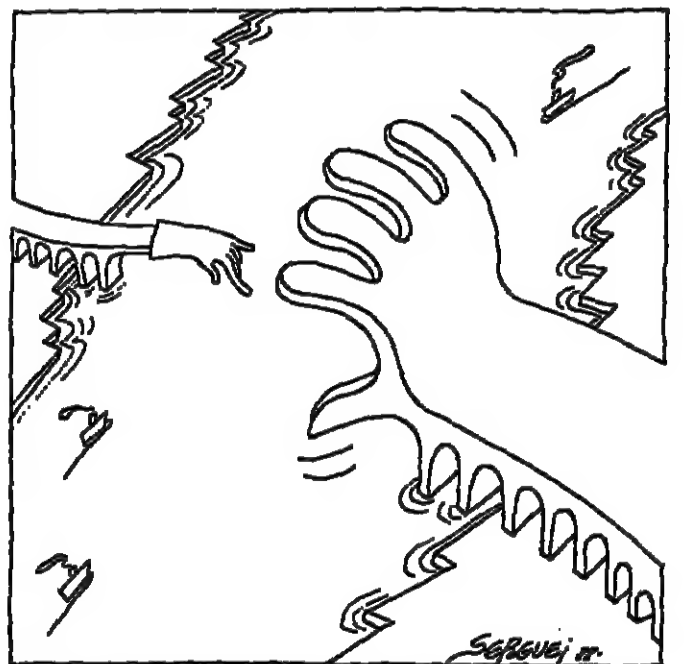
Mais c'est bien plus qu'une distance physique, c'est une distance psychologique et culturelle. Toute la différence entre ces deux réalités se révèle au fil de l'interminable débat du « pont sur l'Oresund » et d'une liaison directe avec le continent.

De communications importantes, la Suède et le Danemark n'en ont pas manqué et n'en manquent pas ; cela s'est fait depuis toujours. Par voie de mer, les multiples compagnies de ferry-boats de tous calibres des deux nationalités font d'innombrables navettes d'une rive à l'autre. Il faut actuellement une heure avec un ferry normal, et quarante-cinq minutes avec un hydroglisseur pour faire la traversée. Mais c'est un obstacle pour les habitants de la région de Malmö qui doivent notamment se rendre à Copenhague pour y prendre l'avion. C'est une perte de temps, d'autant que l'hiver, les communications sont souvent ralenties, voire suspendues à cause de la glace et des tempêtes. Tout serait bien plus facile, estiment certains, si l'on remplaçait ce va-et-vient dans l'économie par un cordon ombilical en dur.

L'idée initiale était de construire un tunnel ferroviaire entre Helsingborg, en Suède, et Elsenør, au Danemark. Le projet remonte à 1886 et avait été lancé par un groupe bancaire français. Au début du siècle, un capitaine des ponts et chaussées suédois reprenait cette idée en déplaçant l'ouvrage plus au sud sur la carte, pour le situer entre Malmö et Copenhague. Mais il fallut attendre 1936 pour la voir réapparître sous la forme de projet de pont. Pont ferroviaire uniquement pour commencer, puis pont mixte (même avec piste cyclable), puis

pont à quatre voies. Dans la floraison des plans qui suivront, émerge également celui d'une combinaison pont-tunnel : pont

Le dernier rapport sur la question date de 1987. Le coût de la réalisation est estimé à 9,3 milliards de couronnes (autant de



depuis la terre suédoise jusqu'à l'île de Saltholm, entre les deux pays, puis, de là, tunnel jusqu'au Danemark. Ce dernier projet était le fruit d'une vaste étude réalisée à l'initiative du gouvernement danois par la commission suédo-danoise de l'Oresund.

## Pollution

Onze ans plus tard, en 1973, la Suède et le Danemark signaient enfin un accord sur la construction de cette artère mixte à intercontinentale. Mais le Parlement danois changea d'avis, et n'avalisa jamais cet accord. La commission ne se découragea pas pour autant, et elle poursuivait ses travaux en modifiant quelque peu la physionomie du projet. A cette époque, l'île de Saltholm devait être déclarée « réserve naturelle », et il n'était plus question d'y construire quoi que ce soit.

francs). Tout a été calculé, envisagé, mais le projet est devenu essentiellement politique : tant dix motions l'ont rejeté en raison des problèmes qu'il poserait pour l'environnement, les adversaires souhaitant avant tout réduire la circulation automobile. Les propriétaires de lignes de ferries et caboteurs ne voient pas non plus d'un oeil serein la perspective d'une réduction de moitié de leur activité : entre Malmö et Copenhague, il passait 1,9 million de véhicules par an en 1986, en 2010, ce chiffre sera, estiment-ils, de 3 millions à raison de 800 000 par jour en moyenne.

Le trajet entre la gare centrale de Malmö et la gare centrale de Copenhague serait réduit à vingt-cinq minutes, affirme notamment M. Niels Yngvesson, social-démocrate, qui prendra en janvier prochain ses fonctions de maire de Malmö. « Nous disons oui au projet, dit-il, que ce soit en combi-

naison avec un tunnel ou sans tunnel du tout. Il faut faciliter les transports. »

Ce n'est pas l'avis des défenseurs de l'environnement, hostiles au Marché commun et à un tantinet nationalistes. Pour eux, la réalisation de ce vaste ouvrage relèverait définitivement la Suède au redoutable monstre communautaire. Ils craignent une invasion de touristes allemands, néerlandais, belges ou français. « On va nous asphalter notre belle plaine scandinave, la région Malmö-Copenhague deviendra la Ruhr de l'Europe du Nord », disent-ils.

M. Yngvesson rejette les arguments des écologistes qui affirment que « le pont égale pollution ». « On ne me fera pas croire que les gens vont acheter une voiture pour faire une vingtaine de kilomètres. » Sans compter qu'un pont créerait, selon lui, quelque trente mille nouveaux emplois dans les années à venir. Avec un risque de surchauffe à la clé cependant si la région de Malmö devait prendre un essor comparable à celui des villes norvégiennes directement concernées par l'ère pétrolière.

« Nous appartenons plus à l'Europe que le reste de la Suède », dit en plaisantant M. Lars Samuëlsson de la chambre de commerce de Scanie. Mais ce n'est pas Malmö qui décide, c'est Stockholm, et dans la capitale les avis sont très partagés. Le gouvernement social-démocrate a demandé des rapports complémentaires aux experts et il faudra attendre sans doute la fin de l'année 1989 pour connaître sa décision finale.

Quant au Parlement, il ne pourra pas donner son avis avant 1990, et si un projet est avalisé, pont ou tunnel, ou la combinaison des deux, il faudrait de cinq à six ans pour le réaliser. Les Danois, de leur côté, ont donné la priorité à un pont au-dessus du Grand Belt pour améliorer les communications avec l'Allemagne. Vers le sud.

F. N.

bien pour l'Europe. La Suède se trouve où elle se trouve, avec la Finlande, entre deux alliances militaires. Si nous ne changeons pas notre politique, notre crédibilité se consolidera auprès de celles-ci. La neutralité n'est pas une denrée commerciale. Nous ne pouvons pas l'abandonner pour obtenir des avantages économiques », disait récemment M. Pierre Schori, secrétaire général du ministère des affaires étrangères à Stockholm. Et d'ajouter : « La question de notre adhésion n'est pas à l'ordre du jour. Ce n'est pas la peine de nous presser. De toute manière, la CEE n'est actuellement pas prête à élargir son cercle. » C'est à peu près en ces termes qu'a été reformulé par le Parlement, au terme d'un long débat, un passage de la fameuse proposition de gouvernement sur la CEE, présentée au début de l'année, selon laquelle « l'adhésion suédoise ne fait pas à l'heure actuelle l'objet de discussions avec la CEE ». Le terme « à l'heure actuelle » a été rajouté au texte initial, ce qui laisse penser que plus tard peut-être...

Pour l'instant, en tout cas, le mot d'ordre est « harmonisation » : la Suède souhaite une coopération aussi étroite que possible en politique commerciale et éco-

pas, mais elle cherche à s'adapter le plus possible aux directives de l'acte unique de 1985 et à aller plus vite, s'il le faut, que les autres membres de l'AELE (1). C'est d'ailleurs elle qui a demandé que l'accord de 1973 soit élargi au-delà des seuls échanges de biens et qui insiste maintenant pour que les six membres de la « petite Europe » n'agissent plus toujours en bloc comme auparavant vis-à-vis de Bruxelles.

## L'harmonisation ne fait pas l'unanimité

Le gouvernement s'est ainsi donné des structures dont la tâche est de rapprocher la Suède de la CEE : une commission interministérielle au plus haut niveau et une série de groupes de travail chargés de suivre les développements dans des domaines variés. On trouve même au ministère du commerce extérieur un secrétariat à l'intégration ainsi qu'une unité s'occupant uniquement des questions ouest-européennes avec le concours des ambassades de Suède dans ces pays. Bref, il ne manque plus qu'un ministre des affaires européennes. Celui qu'attend le dirigeant conservateur, M. Carl Bildt. Toujours est-il que sur les deux cent soixante-dix-neuf directives devant être

de presse finlandais : « La Communauté a volé le terme Europe. » Les plus hostiles à un flirt poussé avec Bruxelles sont les Verts, nouvellement entrés au Parlement. Pour M. Per Gahrton, l'un des porte-parole du Parti, « l'harmonisation est une adhésion en douce ». A son avis, la Suède a tout à perdre et rien à gagner à faire partie du « club », « club de riches » qui plus est. « C'est tout de même fantastique de la part des sociaux-démocrates de nous harmoniser avec le capitalisme libéral du modèle bruxellois », dit-il. Pour les Verts, une adhésion serait synonyme de pollution dans tous les sens du terme : politique, économique, social et écologique, bien sûr. M. Gahrton est par ailleurs l'un des responsables du mouvement des Verts européens qui entendent lutter de pied ferme contre l'hégémonie bruxelloise. Viennent ensuite, dans le clan des « anti », les communistes — euro-communistes — du VPK qui restent fermement attachés au principe de la neutralité de la Suède et qui excluent tout rapprochement excessif, à plus forte raison une adhésion. « L'harmonisation entraîne un affaiblissement de la neutralité », dit M. Jörn Svensson, député VPK, qui n'hésite pas à dresser un parallèle avec la

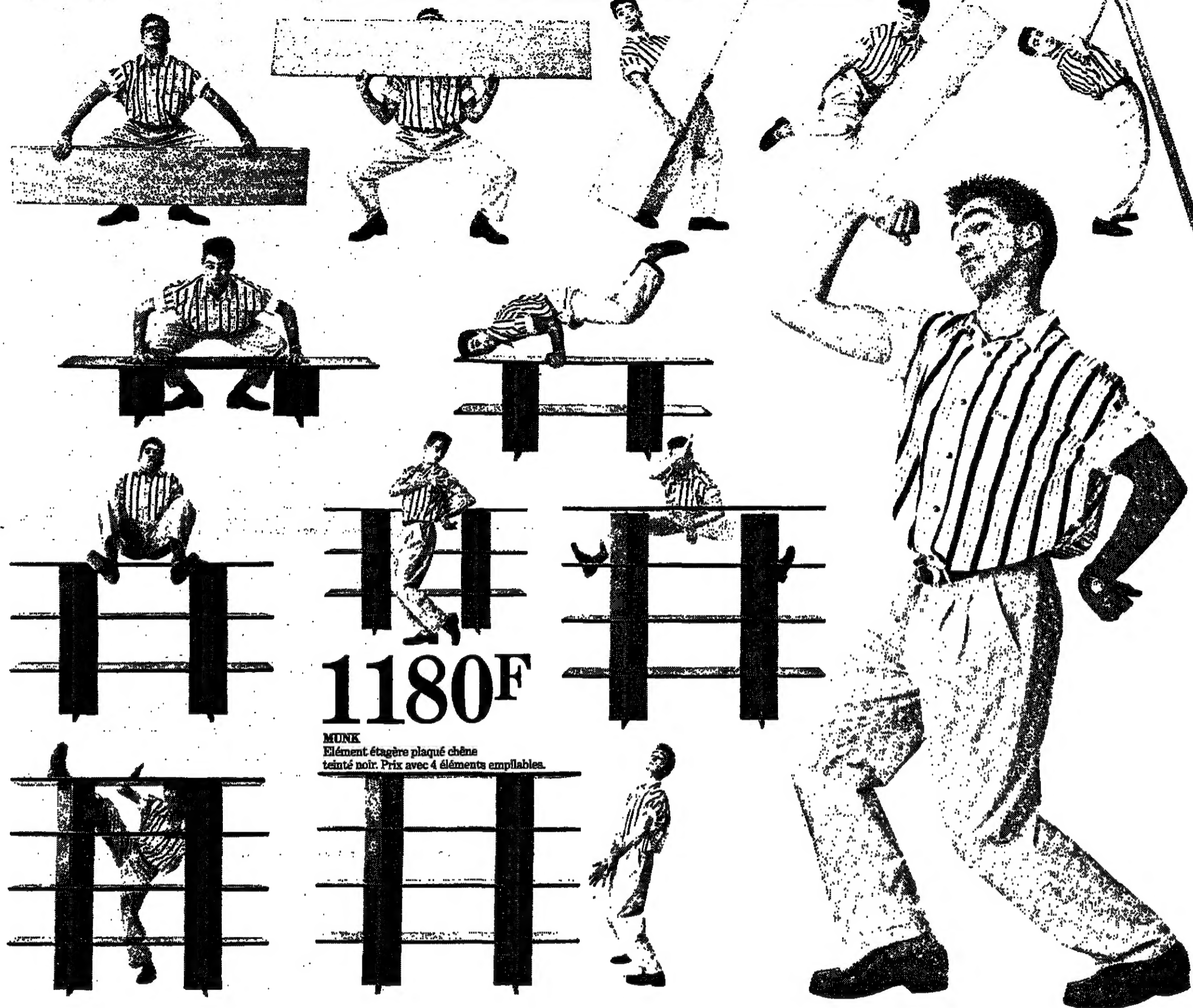
d'observer une ligne conséquente en matière de politique étrangère et de bien considérer les effets du marché : « Un grand marché entraîne des risques de concentration et il faut empêcher cela. » Quant aux menaces de pollution de l'environnement, tant soulignées par les Verts, M. Johansson les minimise plutôt : « Il ne faut pas noircir l'Europe. Mais ceux qui veulent aller de l'avant dans le domaine de la protection de l'environnement doivent pouvoir le faire », dit-il posément.

Du côté des libéraux, M. Bengt Westerberg serait enclin à aller plus loin dans l'harmonisation et il verrait d'un oeil favorable, comme les conservateurs, la création d'une sorte de « comité des sages » pour étudier le problème de la neutralité et définir dans quelle mesure elle est précisément incompatible avec l'adhésion à la CEE. Quant au conservateur Carl Bildt, il est le seul des leaders politiques à avoir abordé la question européenne pendant la campagne électorale : il s'inquiétait à haute voix des conséquences d'une non-adhésion pour la santé économique de la Suède : « Si la crédibilité de la politique européenne du gouvernement et du Parlement ne se manifeste pas plus clairement, les industries investiront à l'avenir de plus en plus dans le périmètre commu-



otisme

# Heureusement qu'on peut encore gagner, en développant sa musculature de façon tout à fait naturelle.



**1180F**

**MUNK**  
Elément étagère plaqué chêne  
teinté noir. Prix avec 4 éléments empilables.

Que celui qui dit monter cette bibliothèque en moins de 10 secondes aille pisser dans l'éprouvette.

Chez IKEA, on sait qu'il faut quelques minutes de plus à des hormones normalement constituées et pas anabolisées pour un sou.

Bon, d'accord, avec un peu d'entraînement vous pouvez vous améliorer et battre des records en montage de canapés, tables, lits (attention aux fiancées, ça mine les performances), rangements et même cuisines complètes. Mais dosez votre effort. Profitez du côté pratique des cartons IKEA, plats comme des abdo-

minaux de rameurs, pour développer harmonieusement biceps, triceps et avant-bras. Livrez-vous à fond, de préférence jusqu'à chez vous.

Ensuite, déballez tout. Ça c'est bon pour les pectoraux, les dorsaux et les autres. En plus c'est rigolo comme d'ouvrir un cadeau. Ça y est? On est content de soi! On souffle! Feignant...

Allez, hop, hop, on continue. On monte. On monte. On monte. Mais non c'est pas bête. Au contraire, vous allez voir comme IKEA c'est intelligent. Ça s'emboîte, ça se pose, ça s'enclenche tout seul.

Au millimètre. Et c'est beau comme un podium avec Marseillaise et tout et tout.

Reste l'exercice final, le tour de vis. Facile, simple, rapide et tellement bon pour les prix...

Parce que, à tout faire tout seul, vous y gagnez en muscles si, si, regardez mieux et beaucoup en économies.

Prix valable jusqu'au 31 Juillet 1989.



Ils sont fous ces Suédois

**IKEA PARIS NORD II**  
AUTOROUTE DU NORD, SORTIE 21 PARIS NORD.  
LUN. A VEN. 11 H 30 H. SAM. ET DIM. 10 H 30 H.  
NOCTURNE MER. 22 H. TEL. (1) 48.62.20.25.

**IKEA EVRY-LISSES**  
AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVRY-LISSES MENECY.  
LUN. A VEN. 11 H 30 H. SAM. ET DIM. 10 H 30 H.  
NOCTURNE JEU. 22 H. TEL. (1) 64.97.71.20.

**IKEA LYON**  
ZAC DU CHAMP DU POST ST-PIERRE.  
LUN. A VEN. 11 H 30 H. SAM. ET DIM. 10 H 30 H.  
NOCTURNE VEN. 22 H. TEL. 78.28.40.49.

**IKEA VITROLLES**  
RN 103 CENTRE CIAL VITROLLES ESPACE.  
LUN. A VEN. 10 H 30 H. SAM. 9 H 30 H.  
DIM. 10 H 30 H. TEL. 42.84.66.16.

**IKEA LILLE**  
CENTRE CIAL DE L'ANNE.  
LUN. A VEN. 11 H 30 H. SAM. 10 H 30 H.  
NOCTURNE MER. ET VEN. 22 H. TEL. 20.83.36.77.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINTEL 3615 IKEA.

هكذا من الأصل

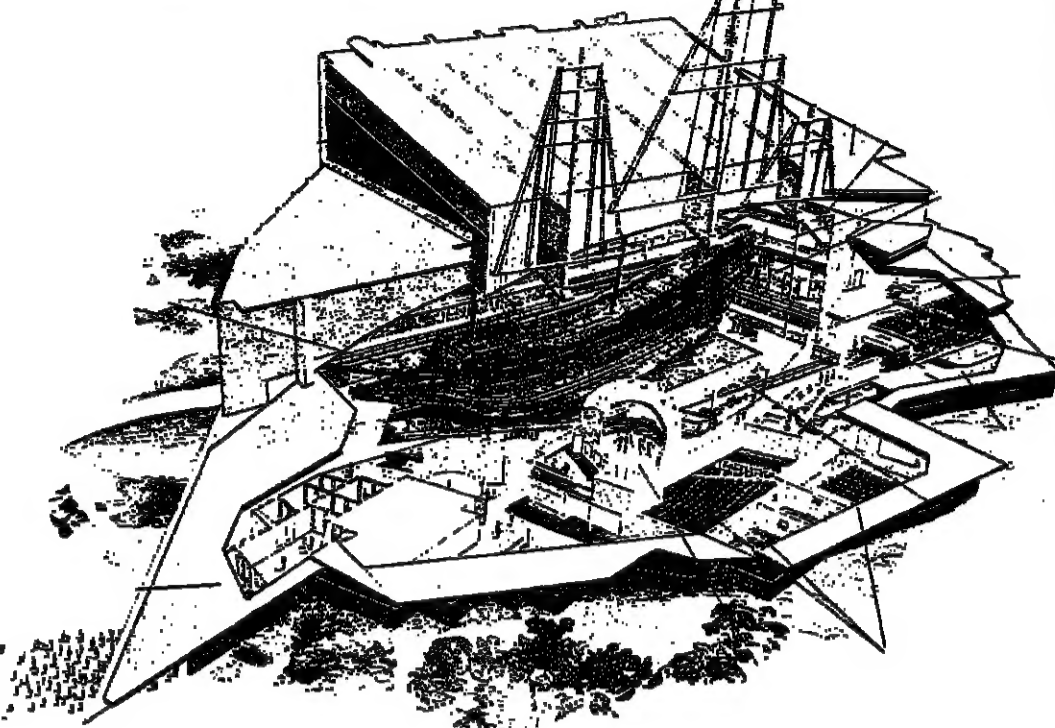


هكذا من الأصل

## ENFIN, UN VRAI TOIT POUR LE « WASA »

C'EST le plus ancien navire de guerre identifié, renfloué et restauré. Commandé en 1625, en pleine guerre de Trente Ans, par le roi Gustav II Adolfe pour que la Suède dispose d'une flotte lui assurant la maîtrise de la Baltique, ce superbe vaisseau amiral, d'une longueur de 69 mètres, connut une existence à la fois courte et pitoyable. Le dimanche 10 août 1628, jour de son baptême, le *Wasa* quitta le quai de Stockholm situé près du château royal des Trois Couronnes. Le vent, assez fort, gonfla quatre des dix voiles hissées et fait pencher le bateau. Il se redressa, s'inclina encore, l'eau s'engouffra dans le sabord ouvert et le *Wasa* sombra par 35 mètres de fond ! Le tout s'est déroulé en une quinzaine de minutes devant une foule médusée venue admirer ce nouveau fleuron de la marine... La cause de la catastrophe est établie : une construction instable accentuée par une mauvaise répartition des soixante-quatre canons à bord et un équipage sans doute trop nombreux : quatre cent trente-cinq personnes dont cent de trois cents soldats.

Pendant plus de trois cents ans, l'épave reposa dans sa gangue de boue et de vase au fond du port de Stockholm. C'est un ingénieur tâté, Anders Franzen, qui retrouva sa trace en 1955 avec une équipe de plongeurs de la marine nationale. Commencèrent alors de délicates opérations d'exploration puis de renflouement et, le 24 avril 1961, le *Wasa* fait de nouveau surface. Compte tenu des siècles qu'il a passés sous l'eau, il est dans un état relativement satisfaisant, car la faible salinité de la Baltique ne plaît pas du tout au taret, ce terrible termitte aquatique, destructeur d'épaves. Moins d'un an plus tard, le bâtiment est remorqué vers un musée provisoire ouvert au public et le succès sera consi-



dérable. Entre 1962 et 1988, il a accueilli plus de 11 millions de visiteurs — un record en Scandinavie. Musée est d'ailleurs un bien grand mot pour cette grande boîte grise d'aluminium ondulé, particulièrement laide, dans laquelle le navire devait rester enfoncé plus de vingt-six ans. Enfermé comme dans une tente, sous température et humidité constantes, pour subir un remarquable traitement de restauration et surtout de conservation qui prit fin en 1978 avec l'arrêt des arrosages d'un dérivé de glycol. Il ne lui restait plus qu'à trouver un domicile digne de son rang.

Ce sera bientôt chose faite mais après combien d'interminables années d'études, d'enquêtes, de rapports, d'évaluations financières et d'obstacles bureaucratiques bien suédois... Le 4 septembre dernier, le musée a fermé ses portes au public. Le *Wasa* a été emballé dans une coque métallique. Et quelques mois plus tard, le 6 décembre, sous les yeux de milliers de curieux qui avaient bravé le froid, il a été hélé par trois petits remorqueurs vers son port d'attache définitif : le nouveau Musée *Wasa*, bâtiment ultramodern en cours de construction sur le site des anciens chantiers navals de la marine royale à Stockholm. Cette fois, il n'y avait pas de vent, le prestigieux bateau n'a pas chaviré... Il n'a parcouru que 300 mètres sur un ponton, certes sous bonne escorte pendant trois heures, mais sans incident. Ouf !

Les travaux ont commencé il y a un an. Le nouveau musée sera inauguré officiellement le 15 juin 1990. Mais il sera déjà partiellement ouvert au public entre le 1<sup>er</sup> mai et le 31 août de l'année prochaine. Le navire amiral disposera enfin de l'espace qu'il mérite. Sur six niveaux, neuf expositions permanentes sont prévues sur la construction et les malheurs du *Wasa* au dix-septième siècle, son renflouement et sa restauration au vingtième, l'architecture navale, la vie à bord, les batailles navales en Baltique. Le coût de l'ensemble est de l'ordre de 180 millions de francs, provenant de l'Etat et surtout de mécènes publics ou privés. Le *Wasa* vient d'achever son troisième et ultime voyage. Agé de trois cent soixante ans, il n'aura parcouru en tout et pour tout que 5 700 mètres...

A. D.

## Les beaux jours des entreprises

(Suite de la page 5.)

Cela varie d'un pays à l'autre, mais si la CEE décidait ici de faire de l'Europe des Douze un marché fermé et déstabiliser une discrimination contre tous les « étrangers », la question deviendrait très grave pour la Suède, car beaucoup de nos grandes entreprises sont axées sur des marchés où l'Etat est un gros client. Je crois que cela sera un test de l'ouverture ou du degré de protectionnisme de la Communauté. Nous avons chez nous un marché des commandes publiques totalement ouvert avec un système d'appel d'offres internationaux. C'est un point de l'avenir qui m'inquiète.

Un autre domaine, auquel nous voulons volontiers participer, est celui de l'intégration au niveau de l'éducation et le projet GRASME. Nous voulons également participer aux travaux de recherche. Mais, bien entendu, nous partons toujours du principe qu'étant non-membre de la CEE nous pouvons passer à côté de certains avantages réservés aux pays membres. Mais nous voulons éviter que cela se fasse dans le domaine commercial, là où les problèmes de discrimination sont sérieux.

Enfin, on commence à dire que la CEE attend que la Suède contribue aux projets et fonds communs de la Communauté. Si ces demandes sont avancées, il est clair que nous sommes prêts à en discuter. Mais se posent immédiatement des problèmes constitutionnels. Car si nous devons contribuer à des fonds structurels, par exemple, sans pour autant influencer sur l'utilisation de l'argent, cela sera difficile, et intervient alors le problème de l'hégémonie de la CEE.

De plus en plus d'entreprises suédoises rachètent ou prennent une participation dans des entreprises européennes. Cette tendance s'est accentuée au cours des deux dernières années. Que pensez-vous de cette évolution ?

Elle n'est absolument pas nouvelle. Depuis longtemps, les

entreprises suédoises achètent, investissent et s'établissent à l'étranger. C'est vrai, une certaine accélération s'est produite, en Europe, mais je ne peux pas dire que cela nous préoccupe tant que nous sommes convaincus que ces entreprises conservent et conserveront le centre de leur développement en Suède.

Revenons à la bonne santé économique. Pendant la campagne électorale, vous n'aviez pas l'air très chaud à l'idée d'entreprendre de nouvelles réformes ?

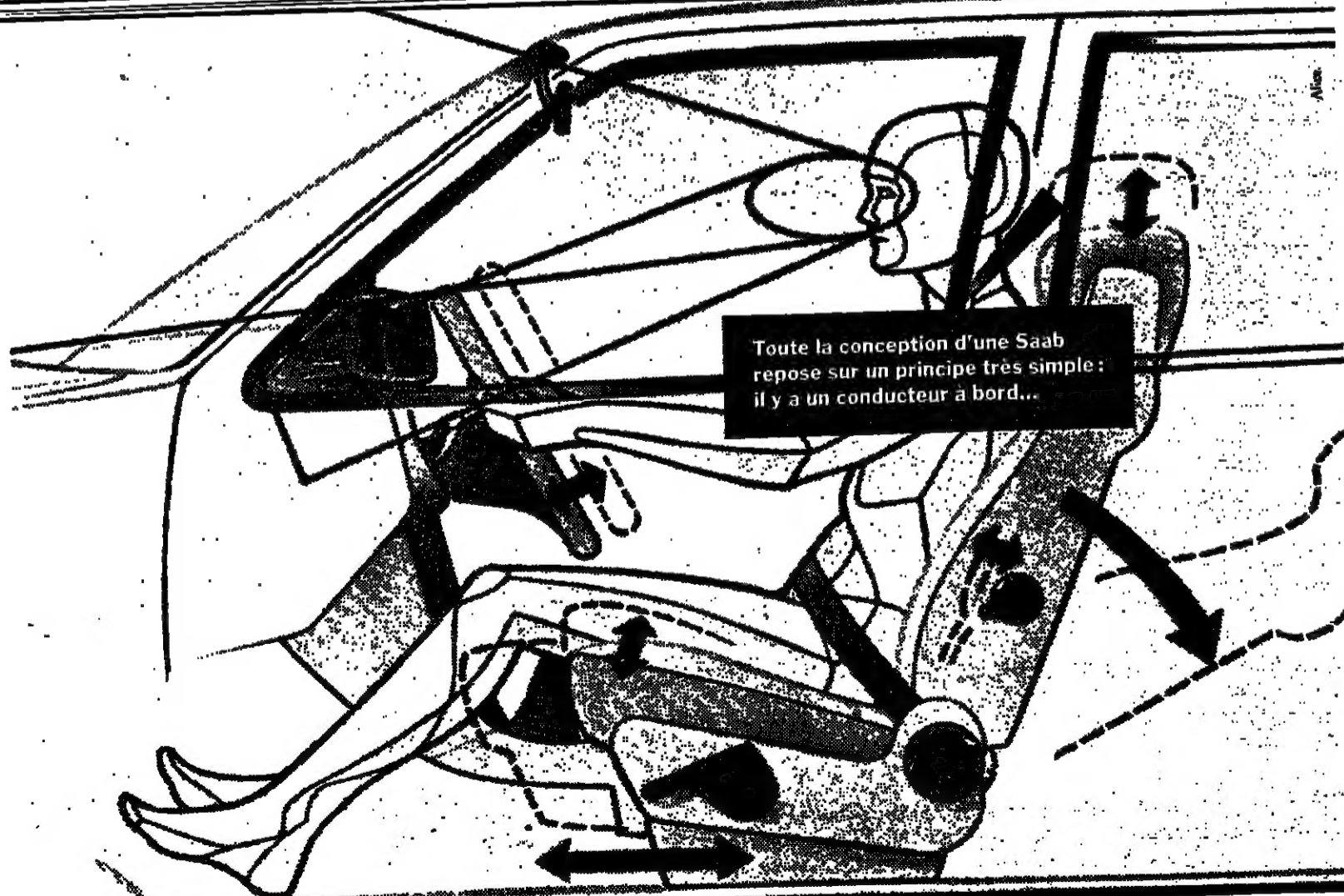
Si, mais nous avons déjà un réseau de protection sociale très développé. Nous avons annoncé dans cette campagne électorale une seule réforme, celle de l'extension du congé parental, le droit pour les parents de rester à la maison et de recevoir une allocation pour compenser la perte de revenus. C'est une réforme coûteuse dont la réalisation s'étalerait sur trois ans. Nous avons mis quarante ans pour construire le secteur public et le système de sécurité sociale en Suède. Nous avons porté la pression fiscale de 25 % à 55 %. Il s'agit maintenant pour nous non pas d'en ajouter, mais de veiller à ce que le système de bien-être fonctionne, de voir si certains de ses éléments ne méritent pas d'être remplacés par d'autres, si certaines réformes ont vraiment donné les effets escomptés sur le bien-être. Je ne donnerai pas d'exemples, car nous n'avons pas fini de réfléchir sur le sujet. Mais il s'agit, dans la phase actuelle, de consolider les réformes et de les affiner si besoin est, et non de vouloir toujours plus.

Si nous additionnons tous les budgets publics de la Suède, nous arrivons aux deux tiers de revenu national. Dans cet énorme volume, il doit bien y avoir des secteurs où nous pouvons réviser les priorités, avoir d'autres jugements, différents de ceux que nous portons il y a trente ou quarante ans.

Propos recueillis par ALAIN DEBOVE.



A quoi tient le mythe Saab ?



Toute la conception d'une Saab repose sur un principe très simple : il y a un conducteur à bord...

Les ingénieurs Saab ne se posent qu'une seule question : comment construire des voitures plus intelligentes ? C'est à partir de cette idée toute simple qu'ils conçoivent des voitures qui offrent plus de performances, plus de confort et plus de sécurité.

Performances : Saab a mis au point un moteur 2 litres 16 soupapes turbocompressé, détenteur d'un record du monde exceptionnel : il a tourné pendant 100.000 km, soit vingt jours sans interruption, à la vitesse moyenne de 213 km/h. C'est exacte-

ment ce moteur qui équipe en série les Saab 9000 T16.

Sécurité : Saab a conçu un châssis qui, associé à la traction avant et au système de freinage ABS + 3, assure à la voiture une meilleure adhérence à la route.

Confort : les Saab 9000 T16 Luxe sont équipées en série de sièges en cuir, d'un climatiseur qui maintient automatiquement la température intérieure choisie et de sièges avant chauffants. Performances, sécurité, confort, toutes les solutions proposées

dans une Saab sont uniques et exemplaires d'une philosophie devenue un mythe automobile : concevoir et construire des voitures intelligentes.

**SAAB**

De 121.500 francs pour une Saab 900i à 254.000 francs pour une Saab 9000 CD Luxe, vous pourrez succomber au mythe Saab. Pour tous renseignements, tapez 3615 code SAAB ou adressez votre carte de visite à : Saab France, Service Publicité, B.P. 701, 92007 Nanterre Cedex.





# Au royaume qui ne connaît pas le chômage

En Dalécarlie, la crise générale de l'acier a entraîné des milliers de licenciements. Aujourd'hui, l'espoir est revenu, grâce à une dynamique politique de recyclage et de formation professionnelle. Coûteuse et parfois menée à la baguette.

Borlänge. Vingt mille habitants, cinquante mille dans toute la commune. Une de ces nombreuses petites villes du centre de la Suède enfouies dans la forêt et les collines dalécarliennes qui ont longtemps vécu de l'exploitation de deux matières premières, le bois et le minerai de fer. Il y a quinze ans, personne ici ne se faisait le moindre souci sur l'avenir. Tout allait bien. En mai 1975, les dirigeants de la société Stora

Kopparberg, fierté de la région, expliquant à un maire ravi qu'ils prévoient un agrandissement de leurs usines sidérurgiques, qui emploient déjà 5 500 personnes. Ils envisagent 3 000 nouvelles embauches d'ici à 1990. On se frotte les mains. Et puis, quatre mois plus tard, c'est la douche froide avec la crise des aciéries européennes. Borlänge est frappée de plein fouet. Tête-à-queue de

Stora Kopparberg, qui annonce sept cents licenciements. Pour la commune, c'est le début d'une série noire. 1977 : la restructuration d'une partie de la sidérurgie suédoise opérée par l'Etat, en coopération avec Electrolux, entraîne la suppression de deux mille emplois dans la cité dalécarlienne. Le gouvernement injecte quelques milliards pour atténuer les effets de ces coupes claires. Après quelques années de répit et une vague d'exode des jeunes vers des contrées à l'avenir plus prometteuses, un nouveau coup dur survient en 1986 avec la présentation d'une nouvelle cure d'amaigrissement pour les aciéries. Conséquence pour Borlänge : mille deux cents emplois en moins ! Encore une fois, le gouvernement intervient et débloque des deniers supplémentaires pour inciter les entreprises à s'installer dans cette région durement touchée.

Après tous les malheurs qui se sont abattus sur leurs épaules, on pourrait penser que les gens de Borlänge ont aujourd'hui le moral au plus bas. Eh bien non, on n'y rencontre que des habitants souriants qui ne pensent, en cette fin d'automne, qu'à chasser l'hiver. Tous ou presque ont un travail. L'université régionale se développe, SSAB, la société des aciers suédois (nationalisée), n'emploie plus que 3 500 personnes mais affiche cette année un bénéfice de 800 millions de couronnes (autour de 120 millions de francs). L'Etat vient de mettre en route une nouvelle machine à papier qui fait de son usine de Kvarnsveden l'une des plus importantes d'Europe pour le papier journal. Quant à l'avenir, il est symbolisé par l'ouverture de cette « vallée de la technique », réplique dalécarlienne de la Silicon Valley. « Nous avons tiré les enseignements de tous les déboires passés », dit le maire social-démocrate, M. Georg Karlsson. Trop longtemps, l'économie de notre ville a reposé sur deux pieds : le bois et le fer. A présent, nous voulons créer cent pieds et plus si possible pour que la chaise ne s'effondre pas au moindre remous conjoncturel.

berg, chef de l'antenne locale de l'ANPE, car les entreprises se retrouvent alors avec une main-d'œuvre d'un âge élevé. Et maintenant, il nous arrive de demander à des employés qui ont entre cinquante-cinq et soixante ans de céder leur place à des collègues plus jeunes qui ont trois enfants et des emprunts à rembourser. En échange, nous leur offrons une préretraite. Beaucoup sont intéressés, comprennent et acceptent.

L'ANPE peut aussi être amenée à contester les compressions de personnel pourtant approuvées par les syndicats et la direction, conformément à la loi. Exemple : à Borlänge, cet automne, la société de tôle « Kohlin och Ströms » avait déposé un préavis de licenciement de neuf employés. L'ANPE mène alors sa petite enquête et constate que l'entreprise aurait pu en fait décrocher plusieurs commandes qui lui avaient été proposées, avec une main-d'œuvre plus qualifiée. Elle demande alors à l'entreprise de surseoir à son préavis en lui faisant une offre généreuse : l'ANPE finance la formation supplémentaire en soudure électronique de ces employés, leur paye une allocation-formation qui, ajoutée à l'allocation-chômage, représente 90 % du salaire. En échange, l'entreprise s'engage à réemployer les ouvriers après les huit semaines de formation. L'accord est signé. « Nous verrons », dit Lennart Lundberg, si l'opération réussit, mais de toutes façons, même si les ouvriers ne sont pas réintégrés, ils auront une meilleure formation et donc davantage de chances de retrouver un emploi.

Formation, formation et toujours formation ! Tel est le leitmotiv de cette politique. « Les chômeurs ne doivent pas rester

inactifs et s'enliser dans le désespoir, il faut le plus vite possible les adapter aux besoins du marché du travail. D'autres moyens sont mis en œuvre : l'aide à l'embauche, qui suppose que l'ANPE verse 50 % du salaire de l'employé pendant six mois. Exemple : une entreprise a besoin d'un ajusteur spécialisé. L'agence pour l'emploi trouve un jeune demandeur, Karl, mais qui ne correspond pas tout à fait au profil requis. Elle suggère quand même à cette société de l'engager et de compléter sa formation, de façon à obtenir l'ouvrier qu'elle désire. A bon prix puisque l'employeur ne verse que la moitié de son salaire. Dans le plupart des cas, les deux parties tombent d'accord. A Borlänge, 250 personnes bénéficient actuellement de cette formule, pour un coût de cinq millions de couronnes.

## Eviter l'oisiveté

Autre idée pragmatique et efficace selon les Suédois : les places de formation-insertion, inaugurées en 1986, pour les 18-19 ans. Ce sont en fait des stages en usine. « Il s'agit, dit-on à l'ANPE, encore une fois d'éviter aux jeunes l'oisiveté et la passivité. L'expérience a montré que la plupart des jeunes, une quarantaine actuellement à Borlänge, ont trouvé de cette façon un emploi fixe, et les employeurs se sont rendus compte que les jeunes n'étaient pas aussi mauvais et paresseux qu'on le dit, même s'ils ont les cheveux longs et portent des jeans troués. Sans ces opérations d'apprentissage, ils avouent eux-mêmes qu'ils n'auraient jamais envisagé d'employer ces jeunes ».

Au plan de l'emploi, jamais la situation n'a été aussi bonne à Borlänge qu'aujourd'hui. Le fait que la crise sidérurgique a été cin-

glante a obligé les esprits à se mobiliser, à inventer et à innover. Les restructurations rapides ont débouché sur des industries performantes. Finie l'époque où les agences pour l'emploi en Suède se contentaient de créer des grands travaux conjoncturels et temporaires et de verser des allocations-chômage. « Welfare, société de bien-être ne signifie pas laxisme, il faut détruire la mentalité d'assisté », nous dit M. Allan Larsson, le dynamique président de la Direction nationale du marché du travail (AMS) à Stockholm. Et d'ajouter : « Pour financer ce bien-être, les gens doivent comprendre qu'il faut produire, et nous leur disons carrément : si vous voulez recevoir de l'argent de l'Etat, il faut aussi fournir quelque chose en contrepartie. Et si la conjoncture est bonne, il faut exiger encore plus ».

On marche presque à la baguette en Suède... Pas question d'accepter tous les désirs des demandeurs d'emploi. Les filières, nombreuses, de formation proposées ne tiennent compte que des besoins du marché du travail. Pas question de former par exemple des employés de bureau. Il y en a déjà trop et des rationalisations sont à attendre. Priorité à l'industrie et l'on n'hésite pas à faire pression sur les réticents. Farmek, un abattoir local, manquait de main-d'œuvre et il n'y avait pas d'école professionnelle pour apprendre ce métier. L'agence pour l'emploi est intervenue et finance actuellement la formation sur place dans l'entreprise, pendant un an, de huit personnes, qui sont sûres d'être engagées ensuite. Au départ, deux d'entre elles seulement étaient volontaires. Les autres renâclaient mais ont finalement accepté.

ALAIN DEBOVE.

## DES ANPE « RACOLEUSES »

### Open the doors for immigrants



« Ouvrez la porte aux immigrants : une affiche de la direction nationale du marché du travail pour inciter les employeurs à embaucher des étrangers résidents en Suède. »

« ENTREZ et cherchez du travail ! » Enseigne inhabituelle. L'Agence pour l'emploi de Stockholm a racheté une ancienne maroquinerie, en plein centre de la capitale, près des banques et des grands magasins, pour se donner un look moderne. Les panneaux exposés en vitrine sont presque racoleurs : « Un emploi stable, vous le trouverez chez Abat, la société de gardiennage de l'Etat ! », « Pourquoi pas un travail d'été dans les transports en commun ? La régie vous paye le permis de conduire autobus ! », « Car-an-liner recherche des ajusteurs. Nos usines sont à 100 kilomètres de Stockholm, mais au bord d'un lac. Pas de problèmes de logement. Téléphonez-nous ! »

La boutique est alléchante. A l'intérieur, encore des panneaux et des consoles où chacun peut consulter sur écran la liste des emplois disponibles dans tout le pays. A Stockholm, comme ailleurs, tout est informatisé. Un self-service avec quelques hôtesse chargées de renseigner le consommateur sur les aides financières pour le déménagement, la formation, le recyclage, les allocations d'études.

Une fois par semaine, cette « boutique » organise avec des spécialistes juridiques et comptables une opération « Créez votre propre entreprise ». Une fois par semaine, aussi, des entreprises – des chocolateries aux services postaux – sont invitées à se présenter, à décrire les emplois qu'elles offrent, car Stockholm souffre d'une pénurie de main-d'œuvre. Le taux de chômage y est inférieur à 1 %. Ici, les étudiants n'ont aucun mal à trouver des « petits boulots » dans les grands magasins comme NK ou PUB, ouverts le dimanche. L'exemple a été suivi à Göteborg, dans une galerie marchande du centre-ville, et à Helsingborg, dans le Sud, où l'on essaie de ramener les Danois de passage près de l'embarcadere des ferries... Peut-être y a-t-il parmi eux quelques chômeurs (10 % au Danemark)

prêts à s'installer de l'autre côté du détroit...

Tout est mis en œuvre pour éviter les échecs. A Borlänge, et dans bien d'autres villes du pays, on a ainsi créé, sous l'égide de l'ANPE, des « clubs pour l'emploi ». L'entrée y est réservée aux personnes qui veulent travailler mais qui ne savent comment s'y prendre. Des mères de famille, par exemple, qui ont envie de sortir du foyer une fois les enfants élevés. Ces clubs, de dix demandeurs au maximum, se réunissent généralement entre 9 heures du matin et 3 heures de l'après-midi, pendant trois à cinq semaines, et sont dissous le jour où tous les participants ont trouvé un emploi. Ceux-ci apprennent à se présenter (sans complexes), à téléphoner à un PDG, à mener une discussion avec un employeur, etc. D'abord avec des instructeurs et des conseillers de l'ANPE. Et ensuite en situation réelle. Résultat : les demandeurs prennent confiance en eux-mêmes. A Borlänge, dans un groupe de dix personnes, d'âges variés, constitué cet automne, trois avaient obtenu un travail au bout de trois semaines de « cours ».

Pour les Suédois, il n'y a pas de « petites mesures ». Toutes les initiatives sont encouragées « pour placer hommes et femmes dans le circuit de production ». La situation actuelle est exceptionnelle : le pays manque de main-d'œuvre. Il n'est pas question d'importer des travailleurs d'Europe du Sud. En revanche, on est en train d'accueillir à bras ouverts les Nordiques et d'accroître la formation des dizaines de milliers de réfugiés d'Iran et du Liban qui ont trouvé en Suède une terre d'asile au cours des trois ou quatre dernières années. Le gouvernement, le patronat et les syndicats envisagent aussi une modulation de l'âge de la retraite, toujours fixé officiellement à soixante-cinq ans.

A. D.

## L'héritage de Luther

Comment ces diables de Suédois s'y sont-ils pris pour résorber pratiquement le chômage qui s'élevait à seulement 1,7 % de la main-d'œuvre active en novembre ? Le cas de Borlänge n'a rien d'exceptionnel. On constate le même phénomène dans l'ensemble du pays, même dans le bassin minier de Laponie, lui aussi sévèrement frappé par la crise internationale. De plus de 10 % il y a deux ans, le taux de chômage y est à présent inférieur à 5 %. Cette amélioration est à mettre à l'actif de cette fameuse politique du marché du travail, mise en place déjà en 1948. Elle est coûteuse : entre 22 et 24 milliards de couronnes par an, soit l'équivalent du budget de la défense et près de 3 % du revenu national. Si en Allemagne la hantise de l'inflation, pour des raisons historiques compréhensibles, est viscérale, le chômage en Suède, l'un des pays les plus pauvres d'Europe au début du siècle, est considéré comme le pire des maux, et les hommes politiques ne lésinent pas sur les moyens financiers pour le combattre. Ce n'est absolument pas une lutte dont les sociaux-démocrates ont le monopole. Sur ce point, il y a un véritable consensus national, le travail étant une des valeurs principales de la vie. Luther a décidément laissé des traces...

Au cœur de cette politique du marché du travail : les agences pour l'emploi et les centres régionaux de formation professionnelle, qui travaillent en étroite collaboration avec les entreprises. A Borlänge, par exemple, on a utilisé toute une panoplie de mesures pour épauler l'industrie en quête de main-d'œuvre et réduire le sous-emploi, l'objectif étant d'éviter la solution de l'allocation-chômage. Depuis deux ans, ces employés de l'ANPE ne restent plus passivement derrière leurs bureaux. Ils interviennent directement lorsqu'une entreprise est obligée de comprimer ses effectifs. La règle : dernier embauché, premier sorti - longtemps chère aux syndicats, est de moins en moins suivie. « Ce n'est pas raisonnable », explique Lennart Lund-

### Les plus grandes réussites sont comme les plus belles inventions, elles servent un idéal.

### ESAB, nous sommes au cœur de la technologie.

ESAB, d'abord un groupe né d'un homme, d'une idée lumineuse et d'un produit devenu technologie nouvelle. L'électrode enrobée allait rapidement révolutionner tout le monde du soudage. A partir de l'entretien et de la construction navale, l'entreprise étend ses activités à toute l'Europe pour devenir le leader incontesté du soudage coupage. Les années 70 apportent la crise à laquelle aucune industrie n'échappe. Et, de réduction de coûts, en analyse de marchés, l'entreprise évolue logiquement vers des choix stratégiques :

- Croissance par l'acquisition de sociétés.
  - Investissements dans les secteurs de production croissants.
  - Développement des technologies de pointe.
- ESAB, un groupe synonyme de progrès, de l'électrode à l'atelier flexible. Une implantation mondiale et des marchés très ciblés. Un CA de 4 265 millions de couronnes suédoises.
- ESAB, la filiale française, devenue 3<sup>e</sup> du groupe, avec des chiffres fétiches :
- Plus de 300 millions de francs de C.A.
  - Plus de 320 personnes.
  - Plus de 330 millions d'électrodes fabriquées.
- Une stratégie multimarques commercialisées par 4 réseaux de distributeurs partenaires et indépendants. Des domaines d'activités multiples et prestigieux tels que le nucléaire, la pétrochimie, l'aéronautique et la construction offshore.



N°1 MONDIAL DU SOUDAGE COUPAGE  
BP 429 - EVOLIC 509 - 95527 CERGY PONTOISE CEDEX - TEL. : (0) 30 73 13 73.

هكذا من الأصل



## Europe

## Les suites du tremblement de terre en Arménie et les revendications nationalistes

## L'heure est maintenant à la reconstruction annonce le premier ministre soviétique

La première phase des opérations de secours à la suite du séisme du 7 décembre en Arménie touche à sa fin, et la prochaine étape sera essentiellement consacrée à la reconstruction dans les régions dévastées, a annoncé, lundi 19 décembre, le premier ministre soviétique, Mikhaïl Ryjkov.

M. Ryjkov, qui dirige la commission du bureau politique chargée de coordonner les secours, a estimé par ailleurs que les 5 milliards de roubles alloués par le gouvernement à la reconstruction des logements et des usines étaient insuffisants.

La participation étrangère aux travaux de reconstruction n'est pas exclue, a précisé M. Ryjkov, en réponse à une question. Alors que les

opérations de secours touchent à leur fin et que s'accroît l'évacuation des femmes, des enfants et des personnes âgées de la zone touchée par le séisme, le premier ministre a déclaré qu'il n'existait pas encore de bilan définitif de la catastrophe. 23 700 corps ont été exhumés des décombres, et 15 300 personnes ont été sauvées, a-t-il dit. Plus de 70 000 personnes ont été évacuées.

Par ailleurs, les *Izvestia* ont exprimé leur inquiétude devant les tensions inter-ethniques toujours vives en Arménie et en Azerbaïdjan. « Nous avons en tort », de penser qu'elles se dissiperaient après le séisme, écrit le quotidien du gouvernement.

## L'inquiétude des Arméniens de France

Cinq associations arméniennes de France (1) nous ont adressé un texte dans lequel elles expriment leur émotion à la suite du séisme qui a dévasté l'Arménie et ajoutent notamment :

« Nous déplorons toutefois que, en dépit de ces événements, les populations arméniennes d'Azerbaïdjan continuent de voir leurs vies et leurs biens quotidiennement menacés. Nous craignons que ces violences n'aient d'autre but que la déstabilisation du mouvement populaire arménien et la désarmation progressive des territoires arméniens d'Azerbaïdjan. (...) A la faveur du drame, les autorités soviétiques, plus promptes à déployer la force qu'à secourir les

victimes, entreprennent, en décapitant le mouvement populaire arménien, lequel est parvenu à mettre en place depuis neuf mois les bases d'une société civile démocratique. (...) »

« Nous mettons en garde M. Gorbatchev contre les conséquences d'une dangereuse incompréhension des aspirations du peuple arménien à la justice et à la démocratie. (...) »

(1) Club UNESCO des Arméniens, Comité de défense de la cause arménienne, Groupe des cent, Organisation Terre et Culture, Solidarité franco-arménienne.

## Rencontres avec des habitants d'Erevan

## « Le Haut-Karabakh nous appartient, culturellement, historiquement, ethniquement »

EREVAN  
de notre envoyé spécial

Quand la porte s'ouvre, ils sont tous les deux là, bien droits, souriants. Ce n'est pas tous les jours que ce couple reçoit un journaliste occidental. C'est même la première fois. Par rapport au niveau de vie moyen en Union soviétique, ils habitent un bel appartement. Le salon est relativement grand, confortable, avec une table basse surchargée de tous les quotidiens soviétiques et arméniens. Ce sont des personnes âgées, des intellectuels, de gros lecteurs à l'effort de toute information et de toute analyse inédite.

Durant deux bonnes heures, nous allons parler de tout et ils résumant d'une phrase le nouveau état de la situation : « Le changement, monsieur, c'est que vous êtes là dans notre appartement. Il y a trois ans, nous vous aurions peut-être reçu, mais sans répondre franchement à vos questions. » A vrai dire, il n'y a qu'une question qui vaille en Arménie et qui regroupe toutes les autres, si l'on excepte le drame du tremblement de terre du 7 décembre : oui ou non la région du Haut-Karabakh, enclavée dans la République voisine d'Azerbaïdjan, va-t-elle être rattachée à la République d'Arménie ? Le couple s'enflamme : « Cette terre nous appartient culturellement, historiquement, ethniquement. »

Mais, alors que la plupart des Arméniens refusent de prendre en compte les difficultés que pose cette revendication territoriale, les voilà plaçant pour une négociation : « Notre cause est juste, mais le sujet est complexe. Il faut être raisonnable. Nous devons reconnaître les Azeris, nos voisins, discuter, convaincre. Ils imaginent que la terre du Haut-Karabakh est celle de leurs ancêtres, ils ne comprennent pas l'histoire de cette région qui leur appartient depuis soixante-dix ans. C'est un peu comme si un meuble vous appartenait depuis longtemps et que votre voisin de palier arrive pour vous le réclamer. »

Toute leur sympathie va au Comité Karabakh, cette organisation informelle qui a cristallisé l'espoir de la population arménienne depuis le mois de février et rassemblé des foules immenses pour réclamer le rattachement de cette région et revendiquer une démocratisation de la vie publique. Au centre d'Erevan, place de l'Opéra, une dizaine de milliers de personnes se réunissent tous les soirs, parlant et parlant encore sur

ce forum de la liberté. Pour l'heure, la pression soviétique, le couvre-feu décrété le 22 novembre, ont eu raison de cette formidable vague d'espoir.

Mais le mouvement démocratique n'a-t-il pas commis des erreurs, se demandent nos hôtes. Le sort de l'Arménie n'est-il pas accablé de celui de l'URSS, alors que la Turquie et l'Azerbaïdjan musulmans crient en grande partie cette République très chrétienne ? « Certains demandent l'indépendance : ce sont des éléments irrationnels et aventuriers, disent-ils. Dans chaque mouvement, la police s'emploie à infiltrer des agents. Il y a eu certainement chez nous des provocations. » A quelques heures près, c'est le discours que M. Gorbatchev a tenu à Erevan le 11 décembre, à l'occasion de sa visite sur les lieux du tremblement de terre. « Gorbatchev, c'est la meilleure solution pour l'instant », disent-ils. La seule, sauf à sombrer dans le désespoir.

## Notre génération a grandi

Leur vécu intervient dans la conversation, contestant le propos d'un voix presque vénéral. Elle a vingt-quatre ans et travaille comme ingénieure : « Gorbatchev, c'est un personnage incompréhensible. Il a déclenché la « perestroïka » et la « glasnost », insufflé au peuple une force incroyable, mais il ne lui donne aucun moyen de réaliser ce qui a été promis. » Cette jeune femme a eu l'impression de renouer depuis le mois de février avec la fondation du comité : « Cela a changé notre vie. Notre génération a grandi. »

Elle critique violemment le gouvernement de la République — des incapables, des « collabos ». Comme tant d'autres jeunes, elle lui reproche son inertie lorsque le tremblement de terre s'est produit, son incapacité à réagir, son manque d'imagination. C'est le Comité Karabakh qui a organisé les premiers secours, et une collecte, demandée à chacun d'aider les victimes. Et tous les jours, pour sa part, elle se rend dans la ville pour s'occuper des jeunes orphelins malades.

Dans Erevan, notre taxi « illégal » — qui ne nous fera pas payer parce que nous sommes français — exprime sa fureur. En longeant les tanks soviétiques en position sur la place Lénine et sur la place de l'Opéra, il fait de grands signes et lance des exclamations : « Ruski

pouh! parasites, parasites! Des chars, oui, mais rien dans les magasins, rien! »

Comme à Moscou, comme partout, il faut chercher longtemps ce qu'on veut acheter. Quand nous demandons si le niveau de vie s'est amélioré depuis quelques années, on nous répond, avec un sourire : « C'est le nombre de tickets de rationnement qui augmentent. » Mais certains Arméniens ne veulent pas y accéder une attention excessive. Dans une cité HLM, sur les hauteurs d'Erevan, une famille d'ouvriers qualifiés nous reçoit avec les honneurs : sirop, cornes, grains de sésame séchés, café. Dans le salon, une télévision branchée sur l'une des deux chaînes arméniennes et une bibliothèque, avec quelques volumes de Victor Hugo, d'Alexandre Dumas et de Maupassant.

Pour ce père et ses enfants, cela suffit : « Nous nous sentons bien ici en Arménie. En Union soviétique, notre niveau de vie nous convient pour l'instant. (...) Mais tant que nous vivons déprimés par le séisme, nous ne sommes pas reconstruits, notre vie privée ne nous intéresse pas. » Et d'ajouter que tant que le Haut-Karabakh ne sera pas rattaché à l'Arménie, « Nous lutterons pour notre juste cause ». « Tout le peuple arménien est favorable à cette lutte, répète le père. Le Haut-Karabakh, c'est l'enfant de l'Arménie. Ce n'est pas possible que la mère soit séparée de son enfant. Nous avons toujours l'espérance que Gorbatchev puisse résoudre ce problème. »

## « Staline en gants blancs »

Aujourd'hui, les anglophones des Arméniens s'accumulent et se téléscopent. Il y a cette revendication territoriale, le projet de Soumgaït en février — dont on ne sait toujours pas combien il a fait de victimes (1), les nouveaux meurtres en Azerbaïdjan, en novembre, l'énorme afflux de réfugiés arrivés de Bakou et d'autres villes et, finalement, ce séisme venu momentanément repousser tout le reste dans un coin de la mémoire arménienne. Après les progrès, c'est notre seconde tragédie, explique un cadre moyen. Tout le monde a un frère, un parent ou un ami qui a été enseveli. »

Une jeune intellectuelle nous confie : « Je ne peux plus penser à autre chose qu'au tremblement de terre. J'ai peur pour mon peuple, pour ceux qui se répètent, pour que les musulmans finissent par nous liquider. » Comme tous les Arméniens que nous avons rencontrés,

elle semble habillée par l'histoire de sa terre, les menaces qui pèsent à nouveau sur les trois millions et demi d'habitants de la petite République « autonome ». Elle a traduit de grands auteurs : elle lit tous les journaux qui lui parviennent, mais, pour l'heure, sa vie, son destin individuel s'effacent devant le reste : « Cela ne me touche plus. Je suis indifférent, je pense surtout à mon peuple. Je sais qu'il existe d'autres vies mais... » La phrase s'interrompt.

Elle se dit tantôt résignée, tantôt révoltée, comme ce technicien rencontré dans la rue à Erevan : « Je sais que je ne partirai jamais. Au fond, dans notre tête, nous savons qu'on ne sort pas de l'Union soviétique. Se plaindre ici, cela ne veut pas dire grand-chose. Nous ne sommes rien d'autre et nous n'avons pas le choix. Autant n'y pas trop penser, ne pas trop rêver d'obtenir un visa de sortie grâce à des parents ou à des amis de la diaspora. »

Il reste alors la colère, cette colère arménienne qui surgit moments avec violence contre le système. « Pour moi, rien n'a changé, il y a toujours la corruption, le mensonge, comme sous Brejnev. Gorbatchev soigne son image internationale et c'est tout, assure l'intellectuelle avec qui nous parlons. Ils ne sont plus très fiers de cette « liberté » qu'ils nous ont donnée brusquement. » Devant ses amis, l'air grave et triste, elle semble ne pas vouloir espérer de peur d'être dupé : « Je suis d'accord avec Thatcher, c'est Staline en gants blancs. Je ne peux pas dire qu'il soit très sincère avec les minorités de son peuple et l'on sent bien qu'il ne nous aime pas. »

Samedi soir, des troupes fraîches de l'armée rouge ont débarqué sur l'aéroport d'Erevan pour renforcer le dispositif militaire déployé en Arménie. Le couvre-feu communiste pèse donc encore un peu plus lourd sur cette République. Non seulement l'effervescence politique de ces dix derniers mois n'est plus de mise, mais elle est impossible. Les onze membres du Comité du Haut-Karabakh — cinq ont été arrêtés, les six autres sont recherchés par l'armée — en savent quelque chose. Pour les Arméniens, l'armée est donc de renouer pour l'instant à leur projet de démocratisation. Avec une interrogation : combien de temps leur faudra-t-il mettre au placard leur grand rêve ?

LAURENT GRELSAMER.

(1) Officiellement, trente-deux morts.

## Sur Radio-France internationale, en direct vers l'URSS

## Des « poètes pour l'Arménie »

Une soirée exceptionnelle consacrée à la poésie arménienne a été diffusée, pendant une heure, en direct lundi 19 décembre vers l'URSS par la rédaction en langue russe de RF 1.

Pour la première fois, une émission regroupant des poètes arméniens, russes et français aura donc été entendue en Union soviétique (et, en différé, en Pologne et en Roumanie), grâce à cet hommage rendu à la culture du peuple arménien par France-Culture et Radio-France internationale, produit par Mirjana Robin et André Veltier, avec la participation, pour la lecture des traductions françaises, des comédiens Catherine Sellier, Denis Mamelet et Serge Avelikian.

Le programme, composé en majeure partie de poésies arméniennes, s'ouvrait, en mettant

l'accent sur les anciens, avec le grand Grégoire de Narek (950-1003) moins déchu par le sentiment du péché, tirant de toutes les ressources de la langue arménienne, un art mystique d'épouvante et d'espérance. Il s'est poursuivi avec des poètes de différentes époques : Nabajet Kouitchak (XVI<sup>e</sup> siècle), Sayat Nova (1712-1795), le troubadour de Tiflis, Hovhannes Thounnagian (1869-1923), Velaghi Kareuz (né en 1924), Sylva Kapoutikjan (née en 1919), Achoté Grachi (1911-1973), né à Bakou, Paronir Sévak (mort en 1972), le « grand » contemporain, l'« exilé » Armen Lubin (1904-1974), et deux jeunes poètes vivant en France : Denis Doukian et Krikor Beledjian.

A cette poésie arménienne s'ajoutent la poésie russe de Soviétiques

actuellement à Paris : Andreï Voznessenski, qui joue malheureusement au bateau de la « perestroïka », et Guennadi Aigui, l'auteur d'un extrait du *Voyage en Arménie* d'Ossip Mandelstam dans la traduction d'André du Bouchet (Mercure de France), et la présence de poètes français : André du Bouchet, Jean-Claude Ruzard et Claude Roy, qui termina la soirée avec la traduction de superbes invectives à Dieu d'un troubadour (*achouh*) du quatorzième siècle. « La langue arménienne est : incassable comme le seraient des boîtes de pierre », a écrit Mandelstam. Cette soirée, qui est la preuve vivante, sera retransmise sur France-Culture le samedi 24 décembre de 14 heures à 15 h 30.

M. Z.

## Asie

## CHINE : La visite de M. Gandhi à Pékin

## Chinois et Indiens souhaitent un règlement « durable » et « raisonnable » de leur conflit frontalier

PÉKIN  
de notre correspondant

Une amélioration considérable du climat entre Pékin et New-Delhi est devenue évidente dès les premiers entretiens, lundi 19 décembre, de M. Rajiv Gandhi avec ses interlocuteurs chinois. Le premier ministre chinois, M. Li Peng, est lui-même convenu, au cours d'une rencontre avec la presse, que l'atmosphère était désormais favorable à un règlement à l'amiable du contentieux frontalier, « obstacle majeur » au développement des relations sino-indiennes.

Les deux chefs de gouvernement ont été plus loin dans leurs discours au banquet offert par M. Li : la Chine et l'Inde, ont-ils tous deux déclaré en substance, se doivent d'appliquer à leur différend territorial ces « principes de coexistence pacifique » dont elles se disent les initiatrices, si elles veulent ouvrir en faveur d'un « nouvel ordre mondial ».

M. Gandhi a procédé avec tact dans l'exposé du problème frontalier : « Il s'agit des sensibilités en sein de notre peuple, mais nous comprenons qu'il s'agit également des sensibilités en Chine », a-t-il dit, pour souhaiter aussitôt qu'y soit apporté « une solution durable » prenant en compte les « points de vue de chacun ». M. Li, pour sa part, a fait état de sa « confiance » dans la recherche d'un tel règlement, « juste et raisonnable ». Cette bonne volonté commune laisse prévoir la relance des négociations, depuis longtemps dans l'impasse.

Le chef du gouvernement indien, qui poursuivait mardi ses entretiens politiques, a entendu également de la bouche de M. Li des propos très aimables sur la délicate question du Tibet. Pékin, a-t-il dit : « apprécie le fait que tous les gouvernements indiens aient observé une position consistant à reconnaître que le Tibet fait partie intégrante de la Chine, à s'abstenir d'ingérences dans les affaires intérieures de la Chine et à interdire aux séparatistes tibétains de se livrer à des activités politiques visant à diviser la Chine ».

## Année diplomatique

Cette année diplomatique (on se souvient des vifs reproches adressés à la mère du premier ministre indien par Pékin) n'a pu que faire plaisir à M. Gandhi qui, pour sa part, a assuré à son interlocuteur que la position de New-Delhi était inchangée. M. Li Peng a toutefois tenu à souligner auprès de journalistes chinois et indiens que l'amélioration des relations sino-indiennes « n'affectera pas les relations de la Chine avec d'autres nations d'Asie du Sud », allusion aux liens privilégiés de Pékin avec le Pakistan, dont le nouveau premier ministre, M<sup>re</sup> Benazir Bhutto, effectuera en Chine sa première visite officielle à l'étranger.

A l'issue de ces entretiens, en principe conclus par une rencontre avec M. Deng Xiaoping, M. Gandhi se rendra, jeudi, à Xi'an, l'ancienne capitale impériale, où il prêchera le bouddhisme indien au septième siècle, puis à Shanghai.

FRANCIS DERON.

## Au Cambodge, la guerre s'essouffle...

(Suite de la première page.)

Mais, selon le vice-président du comité provincial, un millier de Khmers rouges rôdent encore dans « des secteurs reculés » et, ces deux dernières années, ils ont commis quelque deux mille meurtres, ce qui semble beaucoup. « Pendant la même période, nous en avons capturé six cent quarante-sept et huit cent quarante-deux se sont rendus », ajoute-t-il. La guerre, si on l'en croit, n'est pas finie.

Que l'armée vietnamienne évacue le Cambodge depuis décembre 1987 ne semble mis en doute par personne. Elle a de bonnes raisons de le faire : la faiblesse des activités militaires des Khmers rouges, la pression internationale, l'impopularité de la guerre au Vietnam et, si l'on en croit de bonnes sources, l'absence de certaines unités qui valent mieux rapatrier. C'est le rythme et l'ampleur des retraits de troupes qui prêtent à controverse. Officiellement, en comptant les départs du 15 au 21 décembre, les trois quarts des effectifs ont été évacués et il ne reste que cinquante mille soldats vietnamiens au Cambodge, stationnés dans trois secteurs névralgiques : les « trois frontières » (Thaïlande, Cambodge et Laos), l'est du Mékong et la région au sud de Phnom-Penh. Là où la chaîne des Cardamomes rejoint la route entre la capitale et le seul port maritime d'importance, celui de Kampong-Som.

## Régimes américains, canons russes ou chinois

Inévitables, ces chiffres sont peut-être, cependant, plausibles. Les forces de la résistance sont relativement limitées. L'ANS, l'armée nationale sihanoukiste, qui bénéficie d'une aide occidentale plus importante que par le passé, a recruté ces derniers temps et compte, dans trois ou quatre mois, plus de vingt mille hommes. Mais il s'agit avant tout d'une force de police, encore légèrement armée et sans tradition de guérilla. Pour le prince Sihanouk, elle constitue d'abord un atout politique, utilisable en cas de règlement interne du conflit. L'autre composante non communiste de la résistance (le FNLPK de M. Son Sam) est, militairement, plus faible : une dizaine de milliers d'hommes, réorganisés ces derniers mois, mais bien peu actifs sur le terrain.

Restent les Khmers rouges. On parle, à Bangkok, de vingt mille à trente mille hommes. Ici, on dit que leurs effectifs sont plus près de dix mille combattants. Des hommes qui s'usent, qui attaquent de moins en moins, emboscades et accrochages sont de plus en plus rares. Ce sont les mines — et non les combats — qui font le plus de victimes. Les Khmers rouges, ajoute-on, en ont venus à la guerre politique « non par choix,

mais par obligation ». « Une guérilla qui ne se bat pas est une guérilla qui perd pied, et ne me répond pas que les Khmers rouges préparent discrètement un gros coup, ils n'en ont pas les moyens », estime un expert vietnamien. Même son de cloche chez les soldats qui rentrent, juchés sur de vieux APC, les transporteurs blindés à chenilles de fabrication américaine, sur lesquels ils ont monté canons russes ou chinois. « Les Khmers rouges se battent très peu », répondent-ils à l'unisson. Pourtant, ces troupes reviennent des provinces de Battambang et de Siem-Reap, où l'insécurité est restée très présente.

Les autorités de Phnom-Penh affirment, de leur côté, que leur petite armée s'organise : une trentaine de milliers de réguliers sur lesquels se greffent troupes régionales et milices locales, soit en tout deux cent mille hommes, selon le général Nguyen Van Thai, porte-parole de l'armée vietnamienne. Ce qui fait, si c'est le cas, bien du monde pour appuyer les quelque cinquante mille soldats vietnamiens officiellement sur place. Et ce qui devrait suffire, en tout cas, pour parer à toutes les éventualités et à maintenir le pays dans l'état de « paix » que l'on connaît depuis la mi-1985, quand les Vietnamiens ont fini de prendre, les uns après les autres, les bases de la résistance sur la frontière thaïlandaise.

Tout le monde n'est pas rassuré pour autant. Les civils vietnamiens sont nombreux au Cambodge. Ils étaient un demi-million avant le début de la guerre, en 1970. Selon certaines sources, on en compterait à peu près autant aujourd'hui. Mais des hameaux de Vietnamiens, situés non loin des Cardamomes, ont été dévastés. « Ils ont démonté leurs maisons de bois et mis toutes leurs affaires sur des bateaux avant de regagner le Vietnam », raconte l'un. En outre, les capacités de la nouvelle armée de Phnom-Penh n'ont guère été testées. « Ils ne se battent pas », disent plusieurs soldats vietnamiens. Mais il est vrai qu'entre Vietnamiens et Cambodgiens, la tolérance et l'estime ne sont guère étrangères.

Le Vietnam joue donc le jeu, comme d'habitude, en prenant le moins de risques. Il évacuera complètement le Cambodge au plus tard dans deux ans et, si un accord se fait plus tôt — ce que tout le monde prédit ici — il pourra facilement et rapidement retirer un contingent nettement allégé et, apparemment, plus professionnel. Pour preuve de bonne volonté supplémentaire, il a rapatrié cette année un bon nombre d'experts civils. Phnom-Penh a déjà demandé à plusieurs pays, pour les remplacer, une assistance dans les domaines de l'enseignement agricole et de la santé.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● Un train pour l'Arménie. — M. Michel Delabarre, ministre des transports, a annoncé lundi 19 décembre que la SNCF mettra en place « dans les délais les plus brefs » un train à destination de l'Arménie pour acheminer des secours aux victimes de la catastrophe.

Le ministère précise que le chargement des secours pourra s'effectuer à partir des gares de Versailles-Matlot, Marseille et Lyon, et ce, avec le concours de l'armée, puis les wagons seront centralisés vers Paris, d'où ils partiront vers l'Arménie.

L'initiative ministérielle répond au souhait exprimé dimanche, par le premier ministre, M. Michel Rocard.

Pour plus de renseignements : gares de Versailles-Matlot, tél. : 39-53-92-35, Marseille, tél. : 91-95-10-00, Lyon, tél. : 78-92-10-00.



SECTEURS  
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## Ingénieur bureau d'études calcul

Projet HERMES



La société Avions Marcel Dassault - Breguet Aviation de Toulouse recherche, pour travailler au sein de l'équipe chargée du programme européen de navette spatiale HERMES, un ingénieur bureau d'études calcul, de préférence, quelques années d'expérience. Il participera à la définition et au dimensionnement de la structure en collaboration avec les différents services de la société. Il devra détenir une pratique éprouvée du calcul des structures, particulièrement du dimensionnement d'éléments réalisés en matériau composite. Une bonne connaissance des méthodes numériques d'analyse des structures (éléments finis) est, à ce titre, requise. Des qualités de rédaction et la maîtrise de la langue anglaise sont recommandées. Les réponses seront transmises directement à notre client. Ecrire à Adrien BIEBUYCK en précisant la référence B/T2051M. (PA Mini 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
2 bis, avenue Fricke - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18  
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Ingénieurs bureau d'études

Projet HERMES



La société Avions Marcel Dassault - Breguet Aviation de Toulouse recherche, pour travailler au sein de l'équipe chargée du programme européen de navette spatiale HERMES, deux ingénieurs. Leur rôle, au sein du bureau d'études, sera de participer à la conception des structures d'avion et, notamment, de la thermomécanique d'HERMES, de participer aux essais en recherche et développement et à l'établissement des liasses d'étude et de réalisation. Ils travailleront en collaboration étroite avec l'ensemble des services internes liés à la vie du projet - bureau de calcul, technologies nouvelles, fabrication, qualité - mais également avec des industriels coopérateurs français ou étrangers pour lesquels ils participeront au suivi technique. Agés d'au moins 30 ans, de formation ingénieur type AM, ils devront avoir une expérience de 5 à 10 ans en bureau d'études structure avion. De bonnes connaissances en CFRT, calcul RDM et calcul des éléments finis ainsi que les pratiques de la CAO et de l'anglais sont vivement souhaitées pour ces postes. Les réponses seront transmises directement à notre client. Ecrire à Adrien BIEBUYCK en précisant la référence B/T2052M. (PA Mini 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
2 bis, avenue Fricke - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18  
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

L'informatique regroupée  
du Crédit Agricole  
en Bretagne

Le GICAB, groupement informatique du Crédit Agricole breton, est issu des départements études des caisses régionales des Côtes du Nord, du Finistère et du Morbihan. Il compte aujourd'hui 92 personnes qui œuvrent autour de 3 BULL. DPS 90 connectés et d'un réseau de 1500 terminaux. Leur objectif : développer un système d'information commun dans un environnement TP 8 et PACBASE. Cet ambitieux projet nécessite votre concours.

Chefs de projets  
informatique bancaire

Vous prendrez en charge des logiciels spécifiques. Vous serez responsable du développement et de la mise en place de nouveaux projets chez nos clients. Votre expérience d'au moins 3 ans sur des applications bancaires et le savoir-faire de nos équipes seront les garants de votre réussite dans ce poste.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite et CV au GICAB - 80, av. Paul Cézanne, Kermor, 56000 Vannes, en précisant la réf. CP/M.



TEMPS dense  
RECHERCHE DES CHAMPIERS  
Après Choix  
3, rue de Léopold 75008 Paris

S'unir, c'est gagner

AU COEUR D'UN TECHNOPOLE  
A LA POINTE DE L'EUROPE

La BRANCHE EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES du groupe THOMSON, 1er équipementier européen, conçoit et développe au sein de sa division RADARS, CONTRE-MESURES ET ELECTRONIQUE DE MISSILES, des équipements électroniques aéronautiques haute performance. Être à la pointe des techniques, préparer l'avenir, constituent le fondement de notre réussite.

Que vous soyez débutants ou que vous ayez déjà une première expérience, vous recherchez avant tout un secteur stratégique, une entreprise performante et un emploi formateur : des opportunités que nous offrons à des

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

Participez à la conduite d'études dans l'un des domaines suivants :

- Traitements numériques et logiciels
- Circuits Electroniques analogiques
- Electronique de puissance
- Documentation - Formation.

Pour chacun de ces domaines, la pratique de l'Anglais est vivement souhaitée.

Votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant le domaine d'études choisi est à adresser à  
Bernard LETOURNEUX - THOMSON-CSF  
Route du Conquet - 29283 BREST CEDEX.

SILICOMP

INGENIERIE EN INFORMATIQUE  
SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE

recherchons Ingénieurs diplômés Grandes  
Ecoles pour GRENOBLE, PARIS, MARSEILLE.

## INGENIEURS LOGICIELS

UNIX - ADA - LANGAGE C

INGENIEURS CONCEPTEURS  
D'APPLICATIONS TEMPS REEL

VMS/ELN - OS9 - PSOS

## INGENIEURS TELECOMMUNICATION

MAP - OSI

SILICOMP - 18, Chemin de Malocher  
ZIRST, 38240 MEYLAN

Filiale d'un important groupe  
industriel de dimension interna-  
tionale en pleine expansion spé-  
cialisée dans les transmissions  
par câbles recherche

INGENIEUR  
PRODUCTIQUEAUTOMATES  
PROGRAMMABLES

SUPERVISEURS

RESEAU  
LOCAUX

Vous étudiez et conduisez des projets sur différents sites.

Après une analyse fonctionnelle des besoins vous élaborez le cahier des charges afin d'optimiser les solutions techniques (matériel et logiciel).

En participant à la mise en œuvre du projet vous veillez au respect des coûts et des délais.

Vous possédez au moins 5 ans d'expérience en informatique industrielle et vous parlez l'anglais couramment.

Ce poste basé en région parisienne nécessite de fréquents déplacements.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. 07175 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75014 Paris Cedex 01 qui transmettra

## Groupe Concept

Nos 1.500 collaborateurs, notre CA. de 1,5 milliard de francs font de nous la 5ème SSI française. Depuis 1985, nous maintenons un taux annuel de croissance supérieur à 100 %. L'une de nos filiales, chargée du développement d'un progiciel bancaire complet dans un cadre technologique avancé, souhaite renforcer ses équipes en intégrant des

Concepteurs / Banque  
Ingénieurs Informaticiens / Banque

Ce produit original qui couvre toute la gamme des activités bancaires est composé de modules spécialisés (services bancaires, crédits, opérations avec l'étranger...). Les missions confiées à nos équipes couvrent pour chaque module :

- établissement des spécifications fonctionnelles,
- réalisation informatique avec notre outil de développement très performant (L4G),
- tests et mise en service opérationnelle.

De formation supérieure (Ecoles de Commerce, d'Ingénieurs, 3<sup>e</sup> cycle...), vous avez acquis une expérience d'organisation ou d'informatique bancaires d'au moins deux ans en Banque, SSI, Cabinet d'Audit ou de Conseil.

Les perspectives de croissance de cette activité nous permettent de proposer à des candidats motivés une très forte évolution de carrière et de rémunération.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 21268 à notre conseil

CONCEPT RECRUTEMENT 2, pl. A. Malraux 75001 PARIS, qui assure toute confidentialité.

Conseil en recrutement financier

## JEUNES INGENIEURS

L'Europe bouge et Air France participe déjà au transport aérien de demain. Vous souhaitez faire de votre carrière un parcours professionnel, où mobilité rime avec évolution. Vous pouvez, à titre d'exemple, être opérationnel immédiatement comme :

## INGENIEUR CHARGE DE LA MAINTENANCE

AVION  
interface entre le responsable de division et les contremaîtres, vous optimisez et planifiez la charge de travail de l'atelier et mettez en œuvre les moyens humains et techniques nécessaires aux méthodes et procédures de travail.

## INGENIEUR CHARGE D'ETUDES

au sein du service "recherche opérationnelle" : élaboration et conception de modèles pour optimiser la gestion des différentes directions de la compagnie (planning des navires, yield management, optimisation des parlages avion...).

## INGENIEUR AU SEIN DE LA DIVISION

"SIMULATEURS DE VOL"  
interface avec les constructeurs d'avions et de simulateurs pour la réalisation du simulateur de l'Airbus A320...

Vous êtes débutant ou possédez une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans, POUR TRACER L'AVENIR AVEC NOUS, écrivez avant le 6 janvier 1989 à l'attention de Claire Mauguin, Air France, Sélection Cadres, Orly Sud 114, 94396 Orly aéroport Cedex.

tracé l'avenir

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

SECTEURS  
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**bip**  
BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT  
PREMIERE BANQUE D'ARBITRAGE FRANÇAISE  
Recherche

**Ingénieurs informaticiens de haut niveau**  
motivés par le secteur financier

**Mission :** Attiré par les stratégies d'intervention sur les marchés financiers, vous aurez à concevoir des systèmes d'aide à la décision à l'aide des technologies les plus évoluées (SCBD relationnel, Temps Réel, Programmation Orientée Objet).

**Profil :** Vous avez une solide formation scientifique et informatique (Grandes Ecoles), le goût de l'analyse, la curiosité d'esprit et la rigueur de raisonnement. Vous savez aboutir. La connaissance des technologies DEC VAX VMS, des bases de données relationnelles, de la méthode MERISE et une première expérience de l'informatique scientifique et/ou bancaire sont autant d'atouts positifs pour vous permettre de réussir dans ce poste. Une évolution vers des postes plus financiers est possible à terme.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, vos C.V. et photo sous référence MD/AD à :  
BIP - Direction des Ressources Humaines - 108, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

**Consultants**  
systèmes temps réel

Notre division "Scientifique Spatial et Militaire" est spécialisée dans la mise en oeuvre de réalisations industrielles de pointe et de projets de haute technologie : systèmes d'acquisition et de traitement de mesures, simulateurs d'études ou d'entraînement, systèmes d'armes... Ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole, vous avez de 4 à 8 ans d'expérience dans la conception et la réalisation de systèmes temps-réel en informatique scientifique et technique.

Vous êtes attirés par des interventions de conseil dans les domaines suivants :  
- Méthodologie de développement,  
- Qualité du logiciel,  
- Architecture de systèmes.  
La connaissance du système UNIX et du langage ADA sera appréciée. La mobilité géographique est indispensable. Rejoindre SEMA GROUP c'est donner à votre carrière la dimension d'un des premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 12/C à Patricia PANCHERI, SEMA GROUP, Service Recrutement, 56 rue Roger Salengro 94120 FONTENAY SOUS BOIS CEDEX.

**SEMA GROUP**

**SEMIKRON**  
innovation + service

Pour effectuer des missions d'organisation, d'audit et de conseil, cette société leader en électronique de puissance intègre un

**Ingénieur + IAE**

Rapportant au Directeur Général, il se chargera de missions de marketing export, analyse de coûts de production. Il possède une double formation supérieure : technique et commerciale. Il présente une première expérience réelle dans un grand groupe. Son évolution peut l'amener à la direction d'une filiale étrangère du groupe. La connaissance de l'anglais est indispensable. L'allemand est un plus. Le poste est basé à Sartrouville (78).

Ecrire sous réf. 455/LM avec CV, photo et rémunération actuelle. Consultez aussi le MINUTEL 3617 code KRIEF.

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
115, rue du Bac - 75007 Paris

**Dirigez une usine en Alsace...**  
... avec chaleur !

Notre groupe industriel français, spécialisé dans la production de matériel de chauffage domestique, emploie 400 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 400 millions de francs. Notre Directeur Industriel souhaite consolider son équipe et intégrer le Directeur de l'usine d'Obernai, chargée de produire des convecteurs (300.000), des chaudières et des brûleurs (plusieurs milliers).

Responsable d'une équipe de 150 personnes et d'une usine de 30 000 m<sup>2</sup>, il maîtrise entièrement l'outil de production : 4 ateliers, les méthodes, la qualité, la logistique, le planning et les expéditions. Il met en place des procédures efficaces et veille au respect de leur application. Il est le garant du bon climat social du site. Il s'appuie sur les services fonctionnels du siège pour optimiser son efficacité.

De formation ingénieur, votre expérience de production et de fabrication, pourquoi pas de chaudières, vous a apporté des compétences d'animation, de synchronisation et de vision d'ensemble des problèmes. A 35 ans environ, vous êtes rigoureux et organisateur, dynamique et disponible et vous n'hésitez pas à "retrousser les manches". Venez réussir avec nous à Obernai et adressez vite votre lettre manuscrite et un CV, sous référence A/210.01/M aux Conseils en Recrutement Associés, 58 avenue Kléber, 75784 Paris Cédex 16.

**LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES** **CE RA**



**SYNTEC - CONSEIL**  
COMITE RECRUTEMENT

et



**CSNCR** CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE  
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

dans les Premières Journées Prospectives du Monde

600 consultations de mise au point de carrière ont été offertes les 12 et 13 octobre 1988.

LE MONDE remercie les 33 cabinets de conseil en recrutement, fédérés par la C.S.N.C.R. et le Syntec, pour leur contribution à la réussite de ses premières journées prospectives.

PREMIÈRES JOURNÉES PROSPECTIVES  
**Le Monde**



## Politique

### La préparation des élections municipales

#### Le journaliste Noël Mamère veut enlever au PCF la mairie de Bègles

BORDEAUX  
de notre correspondant

Le journaliste Noël Mamère fait une entrée remarquée sur la scène politique. En juin dernier, M. Gilbert Mitterrand, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Gironde, l'avait choisi comme suppléant dans la dixième circonscription (Libourne). Voici que M. Mamère se déclare prêt à prendre la tête d'une liste « majorité présidentielle » à Bègles, la seule ville de plus de vingt mille habitants dirigée, en Gironde, par le Parti communiste.

L'affaire a été rapidement menée. Un dépliant à l'effigie du candidat — « Pour Bègles, la majorité présidentielle avec Noël Mamère » — a été largement diffusé, il y a quinze jours, dans la commune. « Sollicité il y a plusieurs mois par la section socialiste de Bègles », explique-t-il, le suppléant de M. Gilbert Mitterrand avait été désigné à l'unanimité.

et sans bruit par la même instance, début novembre.

Le conseil municipal du fief communiste compte vingt et un communistes et apparentés, huit socialistes (chis, en 1983, sur la même liste d'union de la gauche) et six représentants de la droite. Cependant, au premier tour de l'élection présidentielle, le 24 avril dernier, le PCF y avait recueilli 2 568 suffrages, contre 4 665 pour M. François Mitterrand.

#### « Pour un combat à la royale »

Als premier tour des élections législatives, en juin, le PS avait devancé le PCF. « Le rapport des forces politiques a changé, depuis 1983, en faveur du PS et au détriment du PCF », conclut M. Mamère. Les communistes refusant de l'admettre, le journaliste d'Antenne 2 se déclare prêt « pour un combat à la royale ».

Que le suppléant du premier secrétaire de la fédération de la

Gironde se lance dans une première, en pleine période de « gel » national des négociations PCF-PS, voilà qui a immédiatement attiré les foudres communistes. « Croyez-vous, Monsieur le premier secrétaire, que c'est avec un tel coup de force contre l'union que la droite, qui remonte, sera mise en échec ? », demande M. Antoine Gomez, premier secrétaire fédéral du PCF, dans une lettre ouverte à M. Gilbert Mitterrand. Cependant, tout en déclarant que « une première ne leur fait pas peur », les communistes girondins se gardent de faire officiellement de la situation à Bègles un casus belli. Ils laissent à leur « base » le soin d'engager le fer sur le terrain.

L'attitude des dirigeants socialistes girondins est encore plus ambiguë. Ils attendent d'abord l'attention sur la non-appartenance de M. Mamère au PS. Ce distingué écarte formellement Bègles de la liste des cas « réservés », le 13 novembre dernier, par la convention nationale du PS. « J'ai informé Gilbert Mitterrand de ma décision », se contente de dire de son côté le journaliste, qui se garde de préciser quelle fut la réponse du député. Le fils du président de la République, hospitalisé, est injoignable.

Le numéro deux de la fédération girondine, M. Lamaison, répond à sa place : « Pour l'instant, la section socialiste de Bègles n'a reçu aucun « feu vert » pour une candidature de Noël Mamère, et nous ne saurions le cautionner avant les discussions nationales PCF-PS ».

Les socialistes girondins, qui tiennent à préserver toutes leurs chances de reconquérir la direction de la communauté urbaine bordelaise actuellement détenue par M. Jacques Chaban-Delmas, sont partagés sur l'opportunité de la campagne bégelaise. Les rancardiers la jugent pour le moins « prématurée ». M. Catherine Lalumière, dont c'est la circonscription, parle même de « d'erreur » et précise qu'elle n'a été « ni informée ni consultée par Noël Mamère ». La machine de guerre de Bègles pourrait avoir des conséquences à l'intérieur du Parti communiste.

GINETTE DE MATHA.

#### M. Vigouroux menacé d'exclusion du PS

Le comité directeur de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a pris, lundi 19 décembre, la décision de « demander au bureau exécutif du PS de prendre acte de l'auto-exclusion du parti » de M. Robert Vigouroux, actuel maire de la Cité phocéenne et candidat à sa propre succession malgré la désignation officielle par les instances du PS de M. Michel Pezet comme « premier des socialistes » pour conduire la bataille des élections municipales de mars 1989 à Marseille.

M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération, avait publiquement demandé au début du mois, lors de la visite à Marseille de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, que tout fût « définitivement réglé » avant le 16 décembre, date retenue dans les Bouches-du-Rhône pour le dépôt des listes auprès des instances du PS.

D'autre part, dans un entretien publié lundi 19 décembre par le quotidien *Le Provençal*, M. Philippe Sammarco, député socialiste des Bouches-du-Rhône, qui devrait figurer en bonne place sur les listes de M. Pezet, interroge publiquement le chef de l'Etat qui a reçu récemment l'actuel maire de Marseille, lui demandant s'il « soutient ou non Robert Vigouroux ». « Cette question se pose », affirme M. Sammarco, « parce que leur rencontre a été perçue dans le public comme un message de soutien. Et parce que son opinion nous importe... ».

M. Sammarco, qui n'a pas encore déposé sa candidature en guise de protestation contre cette situation confuse, demande à M. Mitterrand de recevoir M. Pezet « s'il veut démontrer que Robert Vigouroux n'est pas son candidat ».

« En tout cas », ajoute M. Sammarco, « si je reçois le maire une seconde fois, je ne ferai pas partie d'une liste sur laquelle tiens le président et le gouvernement... ».

M. Sammarco, qui fut jadis l'un des nombreux « dauphins » successeurs de Gaston Defferre, demande encore aux responsables nationaux du PS « de cesser de régler leurs problèmes entre eux » et « de dire s'il y aura deux listes socialistes à Marseille, ou bien si les socialistes ont obligation d'être sur une seule liste ».

## Défense

### Selon un diagnostic remis à M. Chevènement

#### Dix arsenaux de l'Etat en perte de vitesse

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, veut redonner du tonus au Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), dont les résultats se dégradent depuis plusieurs années. Faute de commandes nationales ou étrangères suffisantes, ce qui pénalise ses coûts de production face à la concurrence et qui lui interdit toute agilité commerciale, le GIAT, avec ses dix-sept mille salariés, est une entreprise où la matière grise ne s'investit plus assez au moment où elle doit se mobiliser pour la mise au point du char de combat Leclerc, le plus ambitieux de ses programmes.

A cette fin, M. Chevènement a lancé, la semaine dernière, une vaste concertation avec l'administration et les syndicats de l'armement pour élaborer un plan de développement stratégique sur la base d'un diagnostic — un document de trente-cinq pages — qui recense les atouts et les faiblesses d'une institution qui réunit une dizaine d'arsenaux.

En cinq ans, entre 1984 et 1988, le GIAT, qui fabrique les chars lourds, l'artillerie de gros calibre, les blindés légers et les munitions, a enregistré une constante dégradation de son chiffre d'affaires : 9 500 millions de francs (dont 36 % à l'exportation) en 1984 et, aujourd'hui, 7 300 millions de francs (dont 26 % à l'exportation). Mesuré en heures productives, le carnet de commandes a chuté de 40 %.

En septembre 1986, un premier rapport adressé au ministre de la défense, M. André Giraud, avait déjà tiré la sonnette d'alarme. On y affirmait, en substance, dans ce document officiel de soixante-six pages, que le GIAT, après avoir connu, depuis sa création en 1971, une quinzaine d'années de relative prospérité, était placé devant l'échéance de devoir diminuer ses effectifs (de l'ordre de 2 800 à 3 600 suppressions d'emplois avant 1990) pour faire face à la raréfaction de ses contrats.

#### Ni administration ni entreprise

La Cour des comptes s'en mêlait, qui attirait l'attention du gouvernement sur les déficiences de la gestion du GIAT, demeuré à mi-chemin entre une administration, sans autonomie ni personnalité juridique et financière, et une entreprise, confrontée aux lois du marché international.

Commandé par M. Chevènement, le nouveau diagnostic dans les mains du ministre de la défense donne un état des lieux qui rappelle les précédentes observations. A ce détail près que, depuis, la situation du GIAT s'est encore aggravée. Sous-activité globale. Marchés rétrécis à l'exportation.

Augmentation des coûts supportés par le client national. Diminution des capacités d'autofinancement. Manque de matière grise (en ingénieurs et en cadres). Isolement excessif par rapport à l'environnement industriel. Absence d'ambitions stratégiques. Le GIAT n'est pas prêt à relever les défis.

On en a une preuve dans les rapports parlementaires sur la dérive

des prix du nouveau char de combat Leclerc. A l'Assemblée nationale, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe, parle des « défauts du GIAT » et du « handicap » qu'ils représentent pour le budget de la défense. Au Sénat, M. Jean-François, sénateur (centriste) des Bouches-du-Rhône, va jusqu'à considérer que « l'armée de terre, cliente captive du GIAT, subit, sur ses crédits d'équipement, les conséquences des surcapacités et des surcoûts de cet ensemble étatique à la gestion lourde et rigide ».

Allusion au fait que le coût du programme Leclerc, destiné à remplacer l'AMX-30, enregistre une hausse de 26 % par rapport aux prévisions et que l'armée de terre devra ou ajuster ses dépenses (de l'ordre de 3 500 millions de francs entre 1989 et 1993) ou diminuer ses commandes (820 chars au lieu des 1 100 prévus).

Le rapport remis à M. Chevènement donne d'autres illustrations de la difficulté du GIAT à accroître son dynamisme.

#### Une table ronde en février

A l'exportation, par exemple. L'Arabie saoudite, déjà cliente du nouveau modèle de char AMX-40, la Suisse a préféré commander à Israël ses munitions-fliches. Pour moderniser ses AMX-30, l'Espagne a choisi une solution occidentale. Et même, en France, le marché des pistolets des gendarmes a failli échapper au GIAT.

A l'attention du ministre de la défense, l'audit demandé par lui trace quelques axes en vue de rétablir la situation du GIAT. Une action sur les coûts : il est possible de diminuer de 20 %, en quelques années, les prix des matériels offerts sur le marché. Un effort sur l'après-vente : c'est un domaine où le GIAT n'a pas accumulé suffisamment d'expérience. Une politique de produits tendue vers l'exportation : le client national bénéficiera des baisses du coût unitaire induites par un allongement des séries. Une diversification de ces mêmes produits : le GIAT est invité à rechercher la synergie des compétences, entre activités civiles et militaires. Une culture industrielle : il convient de mieux former les personnels, à tous les niveaux, et de restructurer la pyramide des qualifications (en ingénieurs et en techniciens).

La semaine dernière, ce document intitulé « Le plan stratégique du GIAT » a été remis aux organisations syndicales, qui ont jusqu'à la mi-janvier 1989 pour l'analyser dans ses grandes lignes et faire des contre-propositions éventuelles.

A cette date-là, une série de consultations devrait opposer les syndicats à plusieurs dirigeants des armements terrestres, au sein de la Délégation générale pour l'armement (DGA), et du GIAT, avant que M. Chevènement ne convoque, en février, une table-ronde pour définir les remèdes à apporter.

J. L.

## Il y a trente ans, de Gaulle devenait président de la République

Il y a trente ans, le 21 décembre 1958, le général de Gaulle était élu pour la première fois président de la République et de la Communauté, en vertu de la Constitution que le corps électoral de métropole et d'outre-mer avait approuvée lors du référendum du 28 septembre précédent par 86 % des suffrages exprimés. Elu chef de l'Etat par un collège de quatre-vingt mille sept cent soixante-quatre « notables », de Gaulle avait recueilli 78,5 % des voix (sur 97 % de suffrages exprimés) contre 13 % à M. Georges Marrane, candidat du Parti communiste, et 8,4 % à M. Albert Châtelet de l'Union des forces démocratiques.

Président du conseil depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1958, le général de Gaulle s'installe à l'Elysée le 8 janvier 1959 et nomme le même jour M. Michel Debré premier ministre. Doté de toutes ses institutions, la V<sup>e</sup> République commence alors.

De Gaulle encore et toujours ! Depuis le premier ouvrage consacré à lui — le *Charles de Gaulle* de Philippe Bérès chez Hachette-Londres en 1941, la vie et l'œuvre du général sont restées une source inépuisable pour les historiens, les mémorialistes et les chercheurs. Parmi les publications les plus récentes, deux ouvrages font des références indispensables mais fondamentales au fondateur de la V<sup>e</sup> République : le professeur Charles Debbsch avec la deuxième édition de sa *V<sup>e</sup> République* (Economica éditeur) et l'ancien premier ministre Michel Debré avec le troisième volume de ses *Mémoires* dans lequel il explique ce que « gouverner » a signifié pour lui (le Monde du 16 décembre). Mais trois autres ouvrages évoquent un passé plus lointain. Michel Marco, journaliste à la Voix du Nord est remonté à l'enfance et à la jeunesse pour décrire, dans un livre

illustré de documents parfois inédits, la *Légende du Nord* de Charles de Gaulle.

Cet ouvrage est plus qu'une monographie car il montre bien à travers ses anecdotes lointaines, les Irlandais Mac Carten, les Wurtembergois Kolb, les Lillois Malliot et de Gaulle, et même un barde breton, que le général est fondamentalement un homme de l'Europe du Nord. De plus, jamais à la différence de beaucoup de ses camarades, il n'a servi outre-mer. La chance de ses vues stratégiques n'a jamais conçu l'Afrique que comme un élément de la puissance française sur le continent européen ou face aux blocs, avant même que l'Afrique elle-même qui l'Algérie ne deviennent des handicaps voire des fardeaux.

L'institut Charles-de-Gaulle et l'institut d'histoire du temps présent évoquent cette conception du rôle de l'Afrique, pion sur un échiquier, en publiant le compte rendu d'un colloque tenu en 1987 sur « Les sources de la décolonisation » c'est-à-dire la conférence de Brazzaville de 1944.

L'analyse des discussions et des recommandations de cette conférence qui ne réduisit que des hauteurs fonctionnaires coloniaux ralliés à la France libre montre bien le souci de ceux-ci de permettre aux populations africaines de s'associer au redressement français qui suivra la victoire toute proche. Tous les aspects de la situation coloniale et leur réforme sont donc étudiés en détail. Il s'agit, à lire les témoignages, de faciliter davantage le développement des colonies que de permettre leur accession rapide à l'indépendance. Celle-ci n'est d'ailleurs encore revendiquée par personne sur place bien que les alliés anglosaxons de la France, et surtout les Etats-Unis, ne se soient pas privés de critiquer sa présence en Afrique.

Il est vrai que les arrière-pensées stratégiques et politiques

n'étaient pas absentes de ces nobles sentiments. De Gaulle lui-même ne l'envie pas, contrairement à ce qu'on fait croire le mythe et la légende qui se sont bâtis autour de l'appel de Brazzaville. En effet, dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la conférence le 30 janvier 1944 (et que, curieusement, cet ouvrage ne reproduit pas), le général souhaitait seulement que ces « territoires » puissent « pour leur développement même et le progrès de leurs populations, s'intégrer dans la Communauté française avec leur personnalité, leurs intérêts, leurs aspirations, leur avenir ».

C'est donc avant tout la promesse de l'égalité des droits offerte aux peuples colonisés et leur intégration dans la communauté nationale française présentée comme une promotion qui a assuré sur le continent africain le renom des propos de de Gaulle ; ce n'est que plus tard qu'on y a décelé les germes d'une possible indépendance dont la première étape ne sera ouverte qu'en 1956 avec le « loi cadre » de Gaston Defferre et concrétisée par de Gaulle lui-même en 1958. Bien que le général ait plutôt conçu l'avenir comme une fédération, son discours de Brazzaville lui a en quelque sorte échappé pour devenir le bréviaire ou la charte de l'autodétermination des peuples.

#### Une alliance secrète avec Staline ?

Moins bien connu, parce que moins revendiqué, le comportement de de Gaulle avec les communistes — aussi bien français que soviétiques — en pleine guerre a excité la curiosité d'Henri-Christian Giraud. Bien que se référant aux archives du Quai d'Orsay et à celles de l'Union soviétique en partie publiées en 1983, le petit-fils du général Giraud que de Gaulle avait évincé

à Alger en 1943 ne cache pas sa fierté de « remettre en question des vérités que l'on croyait acquises depuis quarante ans ».

La conclusion de son enquête est simple : de Gaulle et Staline ont conclu en juillet 1941 une alliance secrète, que, naturellement, le général ne mentionne jamais dans ses *Mémoires*. Cette révélation justifierait la « belle et bonne alliance » de 1944 scellée au Kremlin — cette fois publiquement — et la participation de Maurice Thorez au gouvernement de la Libération. La thèse est séduisante et nombre de documents peuvent l'étayer. Mais l'auteur n'explique pas pourquoi à Vain et à Téhéran de Gaulle a été écarté du cercle des grands, pourquoi les Anglo-Saxons lui ont fourni tant d'armes pour libérer la France, et pourquoi les gaullistes ont dans la Résistance tant rivalisé avec les communistes.

L'intérêt du livre de Giraud n'est pas seulement dans la révélation de « secrets » mais plutôt dans la contribution qu'il apporte pour montrer combien, dans cette époque trouble, les ambiguïtés tactiques de de Gaulle, jouant des grandes puissances les unes contre les autres pour mieux se faire reconnaître, n'ont pas encore toutes été expliquées ni même révélées.

La bibliographie consacrée au général de Gaulle pour laquelle l'institut Charles-de-Gaulle a déjà recensé quelque mille ouvrages ne cesse donc de s'étendre.

ANDRÉ PASSERON.

★ Michel Marco, *Charles de Gaulle, la légende du Nord*, Resnais et Co, 159 pages, 290 F.

★ Brazzaville, *Plan* collection Espoir, 384 pages, 200 F.

★ Henri-Christian Giraud, *De Gaulle et les communistes*, Albin Michel, 537 pages, 140 F.

**LE HAUT PARLEUR** LE MAGAZINE DE L'ELECTRONIQUE

DANS NOTRE NUMERO DU 15 DECEMBRE

**LE LECTEUR LASER AUDIOVIDEO PHILIPS CDV 475**

**10 MAGNETOCASSETTES AU BANC D'ESSAIS**

**REALISEZ UN JEU DE LUMIERE PROGRAMMABLE**

**Sommaire détaillé sur 36 15 code HP**

هكذا من الأصل



# Société

Après l'attentat de Cagnes-sur-Mer

## La protection des foyers Sonacotra va être renforcée

Après l'attentat perpétré, lundi 19 décembre, contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), au cours duquel un ressortissant roumain de quarante-huit ans, M. George Jordanescu, a été tué et onze personnes blessées, M. Michel Gagneux, président national de la Sonacotra, a annoncé, sur place, que « le problème général de la sécurité » dans les établissements gérés par son organisme allait être « entièrement revu ». Des mesures particulières seront prises sur la Côte d'Azur - où quatre autres attentats de caractère raciste se sont produits depuis le début de l'année - avec, dans un premier temps, le recours à des sociétés privées de surveillance et de gardiennage.

NICE  
de notre correspondant régional

A Cagnes, où un attentat comparable à celui du 9 mai dernier, comme à Cagnes-sur-Mer, les policiers de la gendarmerie ont pu pénétrer, en toute facilité et sans être remarqués dans les foyers de travailleurs immigrés qui avaient pris pour cible. Cette liberté d'accès aux établissements de la Sonacotra pose, aujourd'hui, un problème que les responsables de cet organisme doivent résoudre d'urgence. « Nous avons commandé, il y a trois mois, un audit sur la sécurité dans les foyers dont nous attendons les résultats », indique M. Gagneux. Il s'agit d'une question délicate, car nous ne pouvons pas faire de nos établissements des bunkers ou des casernes. Nous allons donc essayer, en concertation avec notre clientèle, de trouver un moyen terme entre la meilleure protection possible et la nécessaire liberté qui va avec le logement.

Dans un premier temps, les responsables de la Sonacotra vont demander aux services de police de renforcer leur surveillance. Ils envisagent également, à titre transitoire, de faire appel, en particulier sur la Côte d'Azur, à des sociétés privées de gardiennage avant de mettre en

Parmi les onze blessés, deux ont été sérieusement atteints, dont un Français, M. Claude Hecht, vingt ans, employé dans une entreprise de transports frigorifiques voisine du foyer, qui a été touché par des éclats métalliques à la tête et au thorax. Le second, un ouvrier tunisien, souffre de fractures au bassin et aux jambes. Les deux autres ne sont toutefois pas en danger.

Dans un message adressé à M. Gagneux, le président de la République, M. François Mitterrand, a constaté que « une fois de plus la lâcheté de quelques uns vient de frapper des travailleurs immigrés ». « Cette violence, a-t-il ajouté, doit être dénoncée et combattue avec la plus grande fermeté ». De son côté, le ministre

de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a assuré les résidents du foyer de sa « détermination à ce que les auteurs de cet acte odieux soient retrouvés et déferés à la justice » et de sa « résolution à ne tolérer aucune manifestation à caractère raciste ». Plusieurs organisations anti-racistes ainsi que les partis de gauche ont appelé à une manifestation de protestation, à Cagnes-sur-Mer, le mercredi 21 décembre.

Les enquêteurs interprètent, d'autre part, avec circonspection le découvert, à proximité du lieu de l'attentat, de tracts signés OJC (Organisation juive de combat), groupe Massada, d'autant qu'un correspondant anonyme a démenti par téléphone auprès de l'AFP toute participation de ce groupe à cette affaire. (Lire d'autre part.)

Le groupe Massada avait déjà revendiqué l'attentat de Cagnes, huit jours après qu'il eut été commis, dans des lettres adressées au MRAP de Nice et de Menton. A Cagnes-sur-Mer, des tracts dactylographiés signés de ce même groupe ont été découverts dans la matinée de lundi à une centaine de mètres du foyer

« Un acte de guerre »

Aucun de ces attentats n'a été déjoué. Les policiers ont cependant relevé des similitudes entre celui de Cagnes et celui de Cagnes-sur-Mer : même jour de la semaine, en fin de week-end, même heure et même système d'explosion : une bouteille de

semies et antisionistes de tout bord », a ajouté le correspondant anonyme. « Le mouvement Massada met en garde contre toute utilisation abusive de son nom et de son sigle », a conclu le correspondant.

De même que les policiers chargés de l'enquête, plusieurs personnes mentionnées, elles aussi, en doute l'authenticité de cette « revendication » par l'OJC. C'est le cas de Harlem Désir, président de SOS-Racisme, et de M. Thé Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Condamnant « absolument » l'attentat, M. Klein a jugé « totalement impossible » que des extrémistes juifs aient pu en être les auteurs. « S'attaquer aux immigrés est totalement contraire à la philosophie » de la communauté juive dans son ensemble, a-t-il ajouté.

M. Klein « n'exclut pas une manœuvre » de l'extrême droite, « bien implantée dans la région méditerranéenne, qui s'en prendrait ainsi à la fois - à ses deux cibles favorites » : les Arabes et les juifs, en jetant le discrédit sur ces derniers.

(1) Place forte du Judé, la citadelle de Massada est un haut lieu pour les Israéliens. C'est là que s'entretenaient les derniers patriotes juifs après la chute de Jérusalem, en 70 après Jésus-Christ, pour y soutenir le siège de l'armée romaine de Flavius Silva à l'issue duquel il ne resta aucun survivant.

Au tribunal de Bobigny  
« Faire peur aux Noirs et aux Arabes »

Interpellés durant la fin de semaine, quatre jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-deux ans ont comparu, lundi 19 décembre, devant le tribunal correctionnel de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour y répondre de jet de billes contre le centre d'études juives d'Epinaux-sur-Seine et un foyer de travailleurs immigrés, ainsi que d'une agression contre un homme d'origine africaine, M. Hamadi, qu'ils blessèrent avec un pistolet à grenaillon.

Bien que les quatre jeunes gens aient admis qu'ils voulaient « faire peur aux Noirs et aux Arabes », et que des insignes nazis aient été trouvés chez eux, ils ne sont parvenus que de déléter de dégradations de bien d'autrui et coups et blessures sans que l'on ait retenu un aspect raciste à leurs actes. Les prévenus Thierry Coiffard, Sylvain Brochette, Laurent Tuffery et Richard Rapin, ont reconnu les faits, mais sans apparemment mesurer la gravité.

Les débats sur le fond ont été renvoyés au mois de janvier.

De nombreux attentats ont déjà visé dans la région Provence-Côte d'Azur, des foyers d'immigrés ou des établissements fréquentés par ceux-ci.

Dans le courant du mois de mai 1986, plusieurs actions violentes furent ainsi conduites dans les régions de Toulon, de Marseille et de Nice. Elles avaient été encouragées à des « commandos de France » contre l'invasion maghrébine. Le 17 août de la même année, à Toulon, quatre hommes, dont Claude Nobis, président de l'Association SOS-France, avaient été tués par l'explosion d'une bombe qu'ils transportaient dans leur voiture.

Le 11 mai 1987, trois personnes avaient été blessées dans un attentat contre la Maison de l'étranger à Marseille.

Dans la nuit du 8 au 9 mai, une explosion provoquée par une bouteille de gaz placée au premier étage du local avait fort

ment endommagé un foyer-hôtel de Cagnes-sur-Mer.

Quatre personnes avaient été légèrement blessées. Cet attentat avait été revendiqué par un « mouvement contre l'invasion maghrébine », organisation inconnue jusqu'à la mise en place d'une émanation des « commandos de France » contre l'invasion maghrébine, aux mêmes fins à l'époque que l'association SOS-France.

Au mois de juin suivant, le directeur du foyer Sonacotra de Nice avait découvert et démonté une bombe de fabrication artisanale.

Le 16 octobre, un bidon d'essence enflammée fut lancé contre la façade du consulat d'Algérie à Nice.

Enfin, le 24 octobre, un nouvel attentat causait d'importantes dégâts à la Maison de l'étranger à Marseille, déjà attaquée le 11 mai 1987.

Nombreuses réactions en France et à l'étranger

L'attentat contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer a provoqué de très nombreuses réactions tant à l'étranger qu'en France. C'est ainsi, nous indique notre correspondant à Tunis, Michel Deuré, que le gouvernement tunisien a fait connaître des lettres de protestation et son « indignation » après cet attentat. Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères, les autorités tunisiennes déclaraient : « Tout en stigmatisant ces agissements à caractère ouvertement raciste, le gouvernement prend acte avec satisfaction de la réaction des autorités françaises au plus haut niveau qui, par la voix du président Mitterrand, ont exprimé leur condamnation de cette lâche agression et leur sympathie avec les victimes ».

L'Union des travailleurs immigrés tunisiens (UITT) a fait connaître, pour sa part, son indignation contre ce nouveau crime raciste. Elle exige que tout soit mis en œuvre pour trouver et châtier les coupables, réclame qu'une réelle sécurité soit assurée aux communautés issues de l'immigration et considère que cet attentat procède d'une attitude politique qui maintient en éveil les démons du racisme en France ».

Cette analyse est partagée par de très nombreux syndicats et associations anti-racistes qui, unanimement, ont dans des communiqués, condamné l'attentat de Cagnes-sur-Mer. Ainsi la CGT, la CFDT, la FEN, le MRAP, la LICRA, SOS-Racisme, ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés), France Plus, l'Amicale des Algériens en France, des associations de travailleurs marocains ont-ils, tout à

L'affaire de la succession Canson

## Nouveau tableau retrouvé nouveaux soutiens à M. Rosenberg

Un nouveau tableau faisant partie de la succession Suzanne de Canson a été retrouvé par le juge d'instruction chargé de ce dossier à Toulon, M. Jean-Pierre Bernard. Comme les précédents, il semble avoir été vendu en 1985, à l'insu de sa véritable propriétaire, décédée en septembre 1986. D'autre part, après l'inculpation de recel de M. Pierre Rosenberg, chef du département des peintures au Musée du Louvre, plusieurs personnalités du monde universitaire et artistique lui ont apporté leur soutien. Enfin, M. Marie-France Pestel-Debord, ancienne collaboratrice de M. Paul Lombard, également inculpée dans ce dossier, dément « catégoriquement » le témoignage d'un avocat suisse, M. Olivier Weber-Caffisch, sur son rôle dans la vente d'un autre tableau de la succession Canson, signé Quentin de La Tour.

Attribué à Francesco Guardi, le portrait d'une servante portant un plateau est un tableau fort rare, ce peintre vénitien du dix-huitième siècle ne s'étant guère adonné à l'art du portrait. Faisant partie des toiles ayant appartenu à Suzanne de Canson et que les deux principaux inculpés, M. Joëlle Pesnel et M. Robert Boissonnet, sont soupçonnés d'avoir vendu à leur profit, ce tableau a été remis, lundi 19 décembre, à M. Bernard, après avoir été saisi dans la région parisienne. Il semble qu'il ait été vendu, en 1985, à un particulier par l'un des deux inculpés.

Déjà, vendredi 16 décembre, trois dessins de Boucher et Fragonard avaient été retrouvés par le juge. Comme les tableaux de Guardi, ils avaient été reproduits, sous la rubrique « vol », dans la Gazette de l'hôtel Drouot.

Tandis que le juge poursuit ses investigations, vingt personnalités ont rendu public un texte critiquant l'inculpation sans précédent de M. Rosenberg et sauront celui-ci de « leur solidarité ». Les signataires « rendent hommage à l'honnêteté et à la sagacité d'un des plus éminents conservateurs de la France peinte à honorer. Ils regrettent la façon roquignolesque et spectaculaire dont le procès en général a rendu compte du douloureux problème de la succession Canson, en méconnaissant les procédures d'acquisition et d'enrichissement du patrimoine ». Ce texte est signé par MM. Avigdor Arikha, Pierre Beres, Pascal Bonafoux, Yves Bonnefoy, Jean-Claude Casanova, Jean-Pierre Changuex, Pierre Dais, Bruno Foucart, Max

Fumardi, Michel Leiris, Jean Leymarie, Pierre Nora, J.-B. Pons, Claude Roy, Antoine Schnapper, Rafael Sorin, Werner Spies, Sam Szafran, Jacques Thuillier, Guy Thuillier.

Un démenti de M. Pestel-Debord

M. Pestel-Debord dément « catégoriquement » le récit de la transaction sur un pastel de Maurice Quentin de La Tour, réalisée en 1987 au profit de M. Pesnel, fait par M. Olivier Weber-Caffisch, de Genève, tel que nous l'avons rapporté (le Monde du 17 décembre).

« Contrairement à ce qui est indiqué dans votre article, écrit-elle, je n'assistais pas M. Pesnel dans cette transaction, terme qui, dans la profession, a un sens bien précis et qui signifie que l'on représente le client, mais je ne faisais que l'accompagner dans une affaire où le cabinet Lombard, pour lequel je travaillais, n'est jamais intervenu, bien qu'étant l'avocat de M. Pesnel par ailleurs. M. Weber-Caffisch ne m'a remis aucun chèque ni eu pour lui aucun document et n'avait d'ailleurs aucune raison de le faire pour les motifs que le vint d'exposer. En revanche, il a remis deux chèques en mains propres à M. Pesnel - qui avait directement traité avec lui - comme vous l'avez d'ailleurs précisé vous-même. Enfin, et de la même manière, je démentais catégoriquement avoir reçu la moindre somme d'argent en espèces des mains de mon confrère Weber-Caffisch, étant destinée à moi-même ou à quiconque ».

## POLICE

Un projet de circulaire du ministre de l'Intérieur

## L'alcool interdit dans les locaux de police

Les boissons alcooliques seront désormais interdites dans les locaux de police, à l'exception du vin et de la bière, qui ne seront admis qu'aux heures des repas. Tel est le contenu d'une circulaire sur « la prévention de l'alcoolisme et l'hygiène alimentaire » que devrait bientôt signer M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, et qui - fait exceptionnel - a reçu l'aval de l'ensemble des syndicats de police, lors d'un comité technique paritaire central, vendredi 16 décembre.

L'alcoolisme fut longtemps un sujet tabou dans la police nationale. Considéré comme une évidence folklorique plutôt que comme un signal d'alarme, il ne devenait préoccupant que lors d'un « incident de police », désignation pudique d'une « bavure » : quand, par exemple, un fonctionnaire « imbibé » commettait une faute et que la question de son désarmement était, à tout le moins, posée. Rajoutement des effectifs, rationalisation du personnel, modernisation et professionnalisation : les nouvelles orientations ministérielles, esquissées par M. Joxe depuis 1985, devaient inévitablement amener les responsables à regarder la réalité en face.

Le premier à le faire, multipliant les déclarations publiques contre l'intempérance et promettant des sanctions sévères, fut M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité du gouvernement Chirac. Un groupe de travail chargé d'étudier les « problèmes sanitaires » rencontrés par les policiers fut ainsi créé en septembre 1987. Ses participants furent unanimes pour proposer « l'interdiction, des boissons alcoolisées sur les lieux de travail à l'exception du vin et de la bière aux heures des repas ». Un premier projet de circulaire fut présenté en septembre dernier, mais dut être renvoyé, à la demande des syndicats qui souhaitaient que la dimension répressive cède le pas à la formation et à la prévention.

C'est ce texte qui a été adopté à l'unanimité par les représentants des personnels, consensus syndical inhabituel venant conforter la continuité administrative, de M. Pandraud à M. Joxe. Se référant aux disposi-

tions communes du Code de travail, la circulaire « interdit à toute personne d'introduire ou de distribuer, de laisser introduire ou de laisser distribuer dans les locaux de travail, pour être consommées par le personnel, toutes boissons alcooliques autres que le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel non additionné d'alcool ».

Cependant, ajoute-t-elle, « la bière et le vin ne peuvent être consommés qu'à l'occasion des principaux repas, comme accessoire à la nourriture ».

Syndicats unanimes

Cependant, les syndicats - dont l'avis n'est que consultatif - ont demandé la suppression d'un paragraphe qui estimait « nécessaire de s'acharner vers l'abstinence disciplinaire (...) lorsque l'action conjuguée de l'environnement professionnel, du corps médical et du service social » n'a pas réussi à faire changer d'attitude un policier intempérant. La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), notamment, estimant qu'il s'agit d'un problème médical et non disciplinaire, préférait que l'administration s'en tienne à des recommandations plus psychologiques. Non contestées, les paragraphes qui précèdent énoncent en effet : « Des les premiers signes d'intempérance, la hiérarchie doit intervenir auprès du fonctionnaire afin de l'amener à analyser son problème et à l'accepter, avec le maximum de bénéfice, la prise en charge médico-sociale. Ces actions peuvent revêtir différents aspects, de l'entretien personnel à la lettre de mise en garde ».

Aux sanctions disciplinaires, les syndicats, devant un cas insoluble, préfèrent la réforme pour raison médicale. Leur belle unanimité n'est pas sans poser problème : la police ne sera pas forcément populaire à la base. Envers du stress professionnel, à cette profession, l'alcoolisme n'est pas une simple source de revenus non négligeable, les caisses des bars installés dans certains commissariats permettant d'améliorer l'ordinaire des personnels, dont les conditions de travail laissent souvent à désirer.

EDWY PLENEL

## Une « revendication » douteuse

Peu après l'attentat de Cagnes-sur-Mer, des tracts ont été retrouvés à proximité du foyer de la SONACOTRA. Portant l'adresse de David dans un cercle, ces tracts, indiquant notamment « l'islam périra par le sang versé d'Israël » (le Monde du 20 décembre), sont signés OJC (Organisation juive de combat) Groupe Massada (1). Alors que ce Groupe Massada était inconnu des services de police, l'OJC a, en revanche, déjà revendiqué plusieurs actions : il s'agit du sabotage, le 30 décembre 1987 à Paris, des locaux de National Hebdo (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier), organe du Front national ; d'une opération de même nature, le 27 janvier dernier, dans deux librairies parisiennes d'extrême droite (le Monde du 29 janvier) et d'une série d'attaques, le 1<sup>er</sup> mai dernier, par un commando d'une dizaine de personnes, du siège, de nouveau, de National Hebdo, du siège de la fédération parisienne du Front national et de l'état-major de campagne de M. Jean-Marie Le Pen.

Après la découverte des tracts, à Cagnes-sur-Mer, un correspondant anonyme se réclamant d'un « Mouvement sioniste d'action et de défense Massada » a démenti « catégoriquement », dans un appel téléphonique à l'AFP, mardi peu après 1 heure, « toute participation de ses militants » à l'attentat « d'inspiration nazie ».

« Le mouvement Massada lutte par tous les moyens contre les anti-

## Semaine de la bonté

Cas N° 57

Laurant a été longtemps chômeur. Il a ensuite effectué un service militaire, pensant trouver du travail par la suite. Malheureusement, il n'en est rien. L'ombre d'une nouvelle période de chômage lui fait désirer suivre une formation BTS. Elle est d'un montant de 19 500 F par an, les études durant deux ans.

Malgré un très petit budget, ses parents l'aident. En première année, un stage de six semaines en entreprise est obligatoire. hélas, il n'en a trouvé un qu'à Paris. Pour lui permettre de payer ses frais et donc de continuer ses études, il faudrait

3 000 F.

« Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 Paris, CCP Paris 4-32 X, ou chaque banquier. Tél. : (1) 43-44-18-31.

Au tribunal de Bobigny

« Faire peur aux Noirs et aux Arabes »

Interpellés durant la fin de semaine, quatre jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-deux ans ont comparu, lundi 19 décembre, devant le tribunal correctionnel de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour y répondre de jet de billes contre le centre d'études juives d'Epinaux-sur-Seine et un foyer de travailleurs immigrés, ainsi que d'une agression contre un homme d'origine africaine, M. Hamadi, qu'ils blessèrent avec un pistolet à grenaillon.

Bien que les quatre jeunes gens aient admis qu'ils voulaient « faire peur aux Noirs et aux Arabes », et que des insignes nazis aient été trouvés chez eux, ils ne sont parvenus que de déléter de dégradations de bien d'autrui et coups et blessures sans que l'on ait retenu un aspect raciste à leurs actes. Les prévenus Thierry Coiffard, Sylvain Brochette, Laurent Tuffery et Richard Rapin, ont reconnu les faits, mais sans apparemment mesurer la gravité.

Les débats sur le fond ont été renvoyés au mois de janvier.

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers

RESCUE  
personnes  
derniers



# Société

## MÉDECINE

### Quatre personnes sont mortes de méningite ces derniers jours en France

Des « bouffées épidémiques » de méningite cérébro-spinale sont observées depuis quelques jours dans plusieurs régions françaises. Une dizaine de cas ont déjà été diagnostiqués, dont quatre mortels : un militaire du 18<sup>e</sup> Régiment d'Épinal (Vosges), un bébé et un écolier de Laval (Mayenne) ainsi qu'un lycéen de Dijon. Plusieurs campagnes de vaccination sont en cours chez les enfants et les personnes

ayant été en contact avec les malades.

A la différence des méningites d'origine virale, la méningite cérébro-spinale est due à une bactérie — le méningocoque — dont on distingue plusieurs groupes (A, B et C) différenciables par leurs propriétés antigéniques. Ce germe très fragile ne peut survivre plus de 3 à 4 heures en dehors de l'organisme. On le trouve généralement dans le rhinopharynx d'où il peut infecter les méninges et le système nerveux. Cette maladie touche en général les enfants et les adolescents. Elle sévit sur un mode épidémique et parfois épidémique, le plus souvent au sein de collectivités comme les écoles et les casernes.

L'urgence, face à une telle situation, consiste à faire le plus vite le diagnostic (fièvre élevée s'installant brutalement chez un enfant en bonne santé, frissons, maux de tête, vomissements et surtout raideur de la nuque) afin de prescrire au plus vite, après une ponction lombaire (pour identifier le germe en cause) un traitement antibiotique. Celui-ci est indispensable et presque toujours efficace lorsqu'il est administré à temps.

La question la plus difficile concerne la prévention en cas d'épidémie. La vaccination n'est actuellement possible que contre les méningocoques des groupes A et C alors que c'est le germe du groupe B qui est le plus fréquent en France. Les campagnes de vaccination des personnes ayant été au contact des malades n'ont donc de sens que lorsqu'il s'agit d'épidémie de méningite A et C. Le centre national de référence, dirigé par l'Institut Pasteur de Paris par M. Jean-Yves Riou, a pu confirmer que le foyer épidémique de la Côte d'Or était dû à un type C.

Selon les spécialistes, la désinfection des locaux concernés (fréquemment mise en œuvre dans le passé) n'est d'aucune utilité, compte tenu de l'extrême fragilité du virus. D'autre part, la prévention par antibiotiques (spiramycine notamment) demeure très controversée. « Elle ne peut être efficace que si elle est mise en œuvre très tôt, c'est-à-dire dans les heures qui suivent le contact avec le malade, explique M. Jean-Yves Riou. Elle ne doit d'ailleurs concerner que les gens qui sont en étroite relation avec les malades. » Le laboratoire de M. Riou n'a pas encore confirmé le type de méningocoque impliqué dans le foyer épidémique de Mayenne.

J.-Y. N.

## PARIS

### De plus en plus d'accidents mortels Le piéton en danger

La rue tue de plus en plus à Paris. Depuis le début de l'année, cent cinquante accidents mortels ont eu lieu, contre quatre-vingt-onze pendant toute l'année dernière. Le nombre des victimes a lui aussi augmenté passant de quatre-vingt-sept, l'an dernier à cent quatorze depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988. Un tué sur deux et un blessé grave sur deux sont des piétons. 30 % des piétons tués l'ont été sur un passage « protégé »...

En commentant ces chiffres lundi 19 décembre au cours d'une réunion organisée par la préfecture de police sur la sécurité de la circulation à Paris, le délégué interministériel à la sécurité routière, M. Pierre Giffard, a souligné « l'urgence de la mobilisation ». Le secrétaire d'Etat aux transports, M. Georges Sarre, devait reprendre le même thème pour appeler à combattre ce qu'il appelle un « fléau », « une catastrophe nationale ».

Plus que l'alcool, à Paris, c'est la vitesse qui tue. Aussi, disent les responsables de la préfecture de police, l'action sur les infrastructures trouve-t-elle ses limites ; l'effort à faire porte davantage sur les comportements.

Première visée : la formation. Les jeunes conducteurs qui ont appris à conduire dès l'âge de seize ans sont meilleurs pilotes (92 % réussissent la permis à la première tentative, contre 50 % en moyenne). La formule de « conducteur accompagné » sera développée. Sur les trois cent soixante auto-écoles parisiennes, quatre-vingt ont déjà signé — et autres devraient le faire avant le 31 janvier — un protocole d'accord avec les pouvoirs publics.

Pour les « deux roues », cyclomoteurs et motos, les représentants de la police nationale ont insisté sur l'importance de l'apprentissage en tous ter-

ains, comme le font leurs propres motards. A Toulouse et à Nice, ils ont monté des circuits d'entraînement gratuits. Pour être bientôt à Paris... Car les conducteurs de « deux roues » aussi sont de plus en plus touchés : vingt-six tués en onze mois et demi contre vingt en 1987. Pour eux, des aménagements matériels sont indispensables : remplacement des glissières de sécurité par des murets, moins meurtriers en cas de choc, suppression des plaques métalliques sur les chantiers provisoires et des bandes plastiques glissantes, autre disposition du tuyau d'échappement des poids lourds qui, s'il était vertical, inciterait moins le motard au dépassement par la droite.

## Contrôles

### ACCUSÉS

Quand l'on sait que 41 % des tués à Paris sont des personnes âgées et 25 % des conducteurs de deux roues, on comprend le mot de M. Georges Sarre : « Ces victimes sont ceux que nous devons le plus protéger, les vieux, les jeunes et les enfants ».

Il y a donc beaucoup à faire pour que Paris reste, ou redevenue une ville humaine, où il fait bon flâner, une capitale « où l'automobile n'a pas complètement chassé l'homme ». La mairie de Paris a lancé elle-même à l'automne une campagne de protection des piétons, avec le slogan : « Un piéton touché, deux vies coupées ».

La secrétaire d'Etat a prévenu : au moment des fêtes, les contrôles d'alcoolémie et de vitesse seront accrus. L'explication d'amendes à paiement immédiat, très controversée, sera tentée. Et la suppression des passe-droits qui soustraient une amende sur deux, promise. Le ministre de l'intérieur vient de le rappeler aux préfets.

CHARLES VIAL

# Le Carnet du Monde

## Décès

— M. et M<sup>me</sup> Bernard Pujo et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Claude Moysier et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Pujo, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> la générale PUJO, née Cécile Henriette Jarre,

survenue le 15 décembre 1988, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Des messes seront célébrées ultérieurement à Paris et à La Ferté-sur-Risle.

4, avenue de Montespan, 75116 Paris.

— Catherine Rondepierre, Michèle Rondepierre, Sa famille, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

André RONDEPIERRE, médecin des hôpitaux psychiatriques, psychanalyste,

survenu brutalement à son domicile le 18 décembre 1988, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 21 décembre, au cimetière du Montparnasse, à 15 h 30.

— André RONDEPIERRE,

psychanalyste, médecin des hôpitaux psychiatriques, est décédé dans sa soixante-troisième année.

L'association Carnet consistant de l'analyse freudienne, qu'il avait contribué à fonder et à laquelle il ne cessait de donner son orientation éthique et scientifique, fait part avec une grande tristesse de la perte qu'elle vient de subir.

L'inhumation aura lieu à Paris, le mercredi 21 décembre 1988, à 15 h 30, au cimetière du Montparnasse.

— M. Marc Salmon, M<sup>me</sup> André Kaufmann, Le docteur Françoise Kaufmann, Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Kaufmann, Mélanie et Alain, ont la grande douleur d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Marc SALMON, née Thérèse Ullmann,

leur épouse, mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenue le 18 décembre 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 20 décembre 1988, au cimetière parisien de Pantin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Anniversaires

— Le 21 décembre 1978,

Pierre-Henri CHAUMIÉ

nous quitte.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

— Il y a un an, à Bordeaux-Mérignac,

Guy MICHOUX

nous quitte accidentellement.

Son épouse, son fils, ses parents et beaux-parents, ses sœurs et ses frères, ainsi que tous ceux qui l'ont connu et aimé, pensent à lui.

## Communications diverses

— ORINO communique le nom de ses gagnants du tirage au sort du 17 décembre : M<sup>me</sup> Catherine Mouton à Paris-13 ; M<sup>me</sup> Nelly Soulier à Bois-d'Arcy ; M<sup>me</sup> Joëlle Charpentier à La Celle-Saint-Cloud ; M. Claude Heckmann à Vénissat.

Ces personnes seront prévenues individuellement et recevront un superbe cadeau Dupont briquet ou stylo.

**AU VASE ETRUSQUE**

**SOLDES**

**EXCEPTIONNELS AVANT TRAVAUX**

ARTS DE LA TABLE LUMINAIRES

11, place de la Madeleine (8<sup>e</sup>)

**MICHEL SWISS**

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'aux TOURISTES ETRANGERS

PARFUMS, ACCESSOIRES MAROQUINERIE, PORCELAINE TOUTES LES GRANDES MARQUES

16, rue de la Poix (Paris 75002) 2<sup>e</sup> étage asc.

Tél. : 42.61.61.11

## SCIENCES

### M. Roger Lesgards sera appelé à présider la Cité des sciences de La Villette

Un décret du 19 décembre repousse partiellement le conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Parmi les cinq nouveaux membres figure M. Roger Lesgards qui devrait être nommé président de la Cité, en remplacement de M. Christian Marchais, récemment nommé directeur général de l'industrie.

M. Lesgards avait été chargé en 1982 d'établir avec M<sup>me</sup> Lucette Degail un rapport sur La Villette, alors en construction. Plus tard, alors qu'il dirigeait la Société européenne de propulsion, il siégea au conseil d'administration de la Cité, au titre de personnalité qualifiée. Mais en 1987, il fut écarté par M. Jacques Valade, ancien ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur.

(Né le 3 décembre 1935 au Creusot (Saône-et-Loire), ancien élève de l'ENSA, M. Roger Lesgards est entré au Centre national d'études spatiales en 1973 comme directeur adjoint, chargé du personnel et de l'administration, puis en est devenu secrétaire général. En 1981, il est directeur adjoint du cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie. Il est ensuite chargé de mission auprès du ministre quand M. Chevènement prend aussi la responsabilité de l'industrie, fonctions qu'il garde quand M. Laurent Fabius remplace M. Chevènement. En juin 1984 il devient PDG de la Société européenne de propulsion, mais doit s'effacer devant M. Sollier en mai 1986. Depuis six mois M. Lesgards dirigeait le cabinet de M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication.)

## REPÈRES

### Education

#### Sanctions au lycée de Louviers

Trois exclusions définitives de l'établissement et dix-huit renvois de neuf jours : telles sont les sanctions décidées par le conseil de discipline du lycée de Louviers (Eure), après l'agression dont avait été victime un professeur de mathématiques dans sa classe de seconde (Le Monde du 14 décembre). L'élève du lycée professionnel qui avait jeté du tétrahydrocannabinol à la figure de l'enseignant et les deux élèves qui l'avaient « recruté » seront repris dans d'autres établissements de la région, à la rentrée de janvier. Les autres sanctions frappent les élèves de la classe qui s'étaient cotisés pour payer le « contrat ».

Outre cette punition — qui ne sera pas inscrite dans leur livret scolaire — ils auront à faire un devoir. La réunion du conseil de classe, qui s'est tenue dans la nuit du 19 au 20 décembre, a duré près de huit heures et demie, chaque élève ayant été entendu individuellement.

### Environnement

#### L'Angola importera cinq millions de tonnes de déchets par an

Le président de l'Entente européenne de l'environnement (EEE), M. François Rostkowski du Vivier, a révélé, lundi 19 décembre à Bruxelles, les termes d'un contrat en cours de négociation entre l'Angola et un courtier suisse pour l'importation de « déchets chimiques toxiques ». Aux termes de ce contrat, qui doit être signé le 26 décembre, le gouvernement de Luanda s'engageait à recevoir cinq millions de tonnes de déchets par an, moyennant une redevance globale de deux milliards de dollars.

Les déchets, qui transiteraient par Namibe (ex-Porto-Alexandre), à l'extrême sud du pays, seraient ensuite entreposés et traités dans des installations « conformes aux

normes de la société Ciba-Geigy » — le groupe suisse qui possède le plus grand incinérateur de déchets chimiques. Trois fours d'incinération devraient être construits dans les cinq ans, financés par deux banques américaines de Houston (Texas) et une compagnie d'assurances de Miami (Floride). L'EEE avait déjà défilé le premier contrat du genre, passé avec la Guinée-Bissau à l'automne dernier. — (AFP, AP.)

## Espace

### Entre Mir et l'Elysée

M. François Mitterrand s'est entretenu quelques minutes, lundi 19 décembre, avec le cosmonaute Jean-Loup Chrétien, qui devait quitter la station orbitale Mir le 21 décembre au matin. M. Mitterrand lui a notamment demandé si les cosmonautes avaient été tenus au courant des événements dramatiques qui ont frappé l'Arménie.

« Effectivement, l'équipage a été tenu au courant, pratiquement d'heure en heure, à chaque passage au-dessus de l'URSS, des événements en Arménie », a répondu Jean-Loup Chrétien. « Mes collègues ont essayé de photographier, c'est-à-dire de participer à la recherche des évolutions géologiques de cette région. »

— Je n'oublie pas que votre mission s'appelle Ararat, a poursuivi le président. C'est le nom de la montagne la plus élevée, je pense, d'Arménie. — « Je vous souhaite maintenant une bonne fin de mission, elle ne sera pas la plus simple, a conclu M. Mitterrand. Vous laisserez le message à ceux qui sont autour de vous que les Français sont très fiers de vous TOUJOURS. »

### Satellites américains sur fusées chinoises

Plus rien ne s'oppose désormais au lancement de satellites américains par des fusées chinoises. Pékin,

apprenant, en effet, accepté le samedi 17 septembre de se plier aux exigences du troisième et dernier accord imposé par l'administration américaine, aux termes duquel la Chine s'engage à respecter les pratiques commerciales en vigueur sur le marché international des lanceurs de satellites (Le Monde du 13 septembre). Les deux précédents accords, portant, l'un sur la garantie de non détournement de la technologie américaine, et l'autre sur la responsabilité financière de la Chine en cas d'échec, ont été signés à cette occasion.

Dès la signature officielle du troisième accord, et sous réserve d'un feu vert donné par le Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations vers les pays non communistes (Cocorn), le constructeur de satellites américain Hughes Aircraft pourrait recevoir l'autorisation de commercer avec la Chine pour un satellite — le fameux Western-8 — destiné à un consortium de Hongkong (Asiasat) et pour deux autres commandés par un groupe australien. La Chine s'est d'ailleurs engagée à ne pas lancer plus de neuf satellites étrangers au cours des six prochaines années.

## Médecine

### SIDA et mortalité infantile aux Etats-Unis

Selon un rapport officiel rendu public le lundi 19 décembre à Washington, le SIDA est devenu la neuvième cause de mortalité des enfants âgés de un à quatre ans et la septième parmi les jeunes âgés de quinze à vingt-quatre ans. Si la tendance actuelle se confirme, a déclaré l'auteur du rapport, le docteur Antonio Novello, le SIDA deviendra bientôt la cinquième cause de décès des Américains entre la naissance et vingt-cinq ans. En outre, selon le rapport, ces statistiques sous-estiment le taux réel du SIDA parmi les enfants. Les spécialistes estiment que, d'ici à 1991, il y aura au moins dix mille à vingt mille enfants séropositifs aux Etats-Unis.

## Informatique

### Des puces pour le zoo d'Anvers

Les animaux du zoo d'Anvers ne pourront plus disparaître ni être volés impunément. Dès le printemps prochain, une grande opération de marquage d'un genre nouveau va être lancée : les six mille pensionnaires du zoo vont recevoir en implant sous la peau une puce informatique qui gardera en mémoire leur identité détaillée. Les zoees et postes de douane belges seront dotés de scanners qui permettront de repérer immédiatement les animaux en provenance du zoo d'Anvers. Les données inscrites sur les puces seront en outre transmises à la banque américaine de données ISIS, qui gère un fichier international d'identification des espèces animales. — (AP.)

## Pharmacie

### Le dentifrice interdit toujours en vente

La société de Nantes dont la pâte dentifrice, Tonicaryl Trifluoré 250, vient d'être interdite par le ministre de la santé (Le Monde du 20 décembre) a annoncé, lundi 19 décembre, qu'elle continuerait de vendre ce produit et qu'elle attaquerait devant le Conseil d'Etat l'arrêté paru la veille au Journal officiel.

Le directeur de la Société application recherche en pharmacologie phytothérapie (SARPP), M. Jean-Pierre Raveneau, s'est déclaré « outré », affirmant notamment que tous les tests ont prouvé la non-toxicité de son dentifrice, vendu en grandes surfaces. Un produit concurrent avec la même teneur de 250 milligrammes de fluor est vendu librement, sans ordonnance, en pharmacie, près du double du prix du Tonicaryl Trifluoré 250 en grande surface, a-t-il ajouté.

La SARPP, qui emploie soixante-huit personnes à Nantes, a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 120 millions de francs selon son directeur.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

# Culture

## ARTS

Le projet de Mario Botta pour la cathédrale d'Evry

### Le prix de la peau de l'ours

Le Suisse Mario Botta est chargé par l'évêché d'Evry (Essonne) de construire la cathédrale de la ville nouvelle. Il a présenté un projet séduisant. Reste à recueillir les fonds.

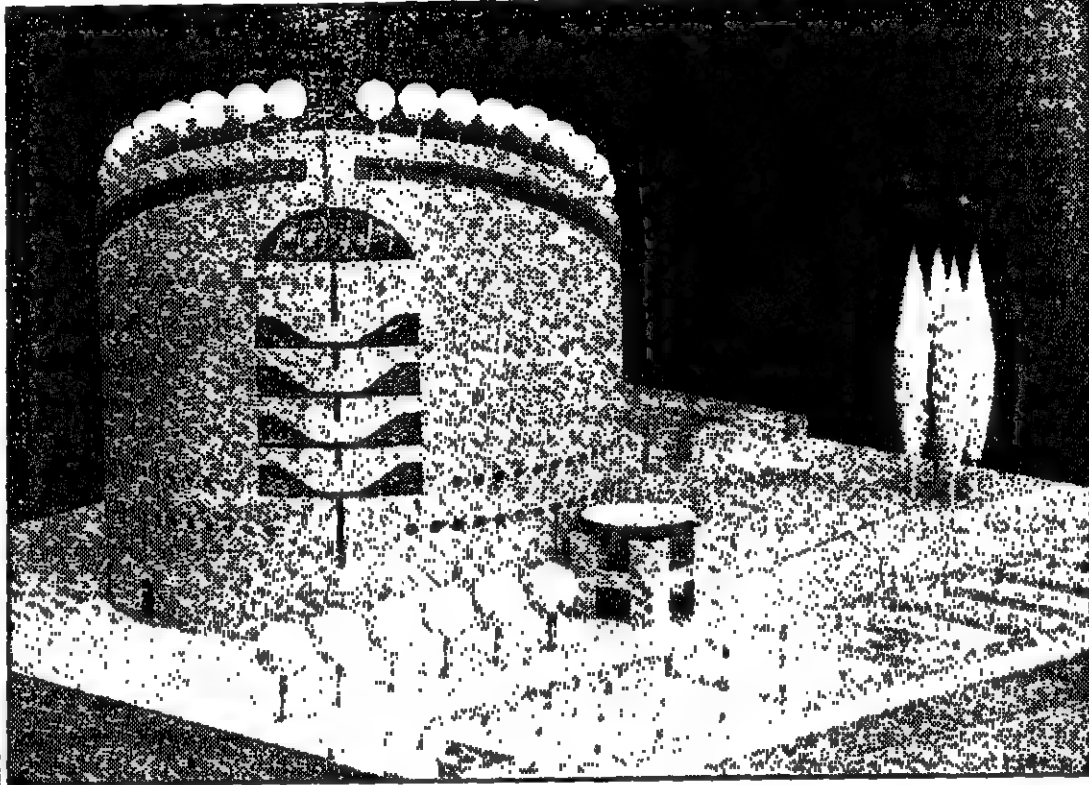
Depuis la construction du Centre Pompidou par Renzo Piano et Richard Rogers, couple italo-britannique, qui inaugura la réconciliation de la France avec les maîtres d'œuvre étrangers, le paysage et les traditions de l'architecture ont, dans ce pays, complètement basculé. Ce n'est pas vraiment pour plaire à tous nos compatriotes, qui voient dans cette vague déferlante de barbares non seulement la cause possible d'une restriction des commandes, mais en outre la source de comparaisons souvent désagréables avec leurs propres créations. Avec les « grands travaux », le phénomène, qui ne concernait en fait que les constructions publiques d'une certaine taille — malheureusement pas l'habitat — paraît évidemment s'être accablé.

Carlos Ott, un Canadien d'origine péruvienne, nous construit l'Opéra de la Bastille. Otto von Spreckelsen, un Danois, a imaginé l'arche de la Défense. C'est à loeh Ming Pei, un Américain d'origine chinoise, qu'a été confié le plus prestigieux des chantiers, celui du Grand Louvre, symbolisé pour le commun des mortels par son épiquisme pyramidal. Et le maire de Paris s'y est mis à son tour, qui a confié à Kenzo Tange, un japonais, son « grand projet », place d'Italie.

A quoi l'on pourrait ajouter l'omniprésence d'un Catalán néo-gothique. Et soupçonner enfin que tous ces vrais talents ne sont pas d'origine française, comme Henri Ciriani, pur et dur de l'architecture « moderne » contemporaine et l'un des professeurs de nos unités pédagogiques qui produisent le plus de disciples à l'année. On n'est vraiment plus chez nous.

Le phénomène, en fait, ne concerne plus vraiment la province, dont les travaux, petits ou grands, sont généralement confiés à des Français (à l'exception notable, de notre Catalán). Des Français qui, pour quelques-uns d'entre eux, ont su s'exporter, ou proposer à l'étranger une architecture qui fait souvent référence. Dans un sens comme dans l'autre, ou est loin, pourtant, d'avoir acquis l'heureuse fluidité de la commande qui devra caractériser au moins l'Europe, et qui permettrait de parachever le passage de l'architecture du régime des styles nationaux à celui des styles personnels, après la longue et parfois cruelle transition qu'aura été le fameux « style international ».

Pour la cathédrale d'Evry, le choix de Mario Botta, un Suisse qu'on a vu, via Chambéry et Villeneuve, s'approcher pas à pas de la région parisienne, est sans doute à lire dans ce double contexte de l'internationalisation des pratiques et de la personnalisation du style. Car il y a peu d'architectes dont la signature soit si évidente, si reconnaissable. L'exact inverse, en somme, des constructeurs des cathédrales de jadis, dont le nom a disparu. La personnalité de Mario Botta est forte. Comme son architecture, qui est de surcroît des plus portées sur les rondeurs. Lui aussi est rond, mais dans le sens plus jovial du terme. Agé de quarante-cinq ans, « l'homme petite derrière ses



Maquette de futur édifice

lunettes ; il est chaleureux, complice, en accord avec tout : les lieux, les gens, l'époque, le sol sous ses pieds et le temps qu'il fait », écrit François Chaslin dans l'ouvrage qu'il lui a consacré en 1982 avec Pierluigi Nicolin (1). « Botta arque les bras, piole le col ; il pèse des tonnes. Les poings fermés, face à face, coude levé dans un lent mouvement, mâchoire crispée, sérieux, tendu, les reins calés, il se fige un instant, et semble vivre dans son corps les tensions qui traversent ses constructions. Des poings aux coudes, et des coudes aux épaules, ses muscles bandés expriment des charges imaginaires, esquissent dans la vide les rapports qui unissent l'édifice et le soudent à la terre, les jeux spatiaux qui s'y déploient. »

#### 40 millions de francs

« L'attitude exprime l'ineffable ; le corps vit les drames de la forme. Botta est compact, souple et solide, tout d'une pièce, authentique, il ressemble à son architecture. » Et c'est à cela que ressemblera la cathédrale d'Evry, tant l'anthropomorphisme, à travers la diversité de ses bâtiments, semble devoir être une constante de l'œuvre, ou de ses descriptions.

Elle lui ressemblera tout au moins si, des évêques au ministre de la culture, de l'humble fidèle, comme on dit, au prestigieux comité de patronage que s'est donné le projet, chacun apporte sa pierre pour tuer l'ours avant d'en vendre la peau. Il faut en effet réunir la bagatelle de 40 millions de francs, chiffre évidemment trop rond, lui, pour être

droit, et qui devra être précisé avec l'avancement du projet. Il serait en tout cas peu souhaitable, même par souci de modestie, qu'un tel projet soit réalisé à l'économie. Les détails en souffriraient. Or, si « Dieu est dans les détails », comme on apprend dans les écoles, le Grand Architecte risquerait alors de se fâcher tout rouge.

Mais un autre obstacle attend la cathédrale d'Evry. La bonne volonté constructive dont elle fait l'objet a en effet un illustre et lamentable précédent : l'Église commencée par Le Corbusier à Firminy et qui n'a jamais pu être achevée, faute de fonds suffisants. Comme Botta, Le Corbusier était né en Suisse, et l'on associe souvent l'œuvre de Botta à ce Le Corbusier chez qui il a d'ailleurs travaillé en 1965. Il ne serait pas sage pour l'équilibre moral de

l'Histoire qu'elle se répète une nouvelle fois et qu'Evry rejoigne demain Firminy dans le Panthéon des œuvres laissées inachevées (2).

FREDERIC EDELMANN.

(1) Mario Botta, 1978-1982, Laboratoire d'architecture, par François Chaslin et Pierluigi Nicolin, Electa/Moniteur, 1982, ouvrage publié à l'occasion de l'exposition Mario Botta à l'Institut français d'architecture.

(2) Pour éviter pareille mésaventure, on enverra un chèque à l'ordre de « Cathédrale d'Evry-ADCE », au père Alain Bouché, évêché d'Evry-Corbeil, BP 170, 91006 Evry Cedex. Et comme il n'y a qu'un Dieu pour tous, on enverra un autre tout pareil à la maîtrise de Firminy ou à la Fondation Le Corbusier (10, square du Docteur-Blanche, 75016), pour l'achèvement de l'Église du Coteau.

#### VENTES

### L'OPA des Britanniques sur le marché de l'art parisien

Alors que les commissaires-priseurs français s'enlisent dans des luttes intestines, leurs concurrents anglo-saxons préparent leurs plans de campagne pour investir le marché français de l'art.

« Toutes les conditions sont réunies pour que s'opère en 1993 une OPA sur le marché parisien », affirme François Carrel, le tout nouveau chef des bureaux européens de Christie's.

Une opération d'autant plus prometteuse qu'en 1987 le total des ventes des commissaires-priseurs français (385 millions de dollars) dépassait celui de Christie's aux États-Unis (331 millions de dollars). Près de 50 % des objets vendus à Londres chez Sotheby's proviennent de Suisse et de France, dont 90 % de Paris. D'ores et déjà, les deux grandes maisons anglo-

saxonnes de ventes aux enchères (Sotheby's et Christie's) envisagent la conquête du marché français de façon différente. Alors que la première semble s'orienter vers une structure souple capable d'attirer à elle les grandes ventes comme la collection Tzara, Christie's espère bien implanter à Paris une succursale qui ne négligera aucun aspect du marché. « On peut encore acheter des épingles de nourrice chez Harrods, comme chez l'épicier du coin. Pour Christie's, ce sera pareil », explique François Carrel.

Mais les deux grandes maisons d'outre-Manche ne veulent pas négliger la province, qui fait figure de mine d'or sous-exploitée, même si elle alimente régulièrement les ventes aux enchères parisiennes en livres, mobilier, tableaux anciens ou modernes.

« Le marché en province n'est pas toujours facile à pénétrer, constate Guillaume Duhamel, expert en tableaux modernes chez Christie's. Il est fermement tenu par un réseau

d'antiquaires en cheville avec des marchands parisiens, qui, à leur tour, se présentent aux ventes aux enchères. » Sotheby's a, dans ce domaine, pris une longueur d'avance en intensifiant depuis un an ses visites régionales, à partir de son antenne parisiennaise, de loin la plus importante en Europe.

Cependant, il faudra plusieurs mois, voire plusieurs années, avant qu'une législation européenne ne se mette en place. En attendant, les commissaires-priseurs anglais envisagent avec plus ou moins d'enthousiasme de s'associer avec leurs confrères français. Pour Sotheby's, cette association ne se fera pas : « n'importe quel prix ni avec n'importe qui, sauf si la loi le lui oblige. » Parler de Drouot est ridicule », dira Simon de Pury, responsable des bureaux européens de Sotheby's. « En France, les ventes importantes sont l'œuvre de quelques grands commissaires-priseurs. Les autres ne comptent guère. » François Carrel est plus nuancé : « Je ne veux pas arriver comme un

chien dans un jeu de quilles. Il va falloir s'adapter à la mentalité française. »

Façon au flux juridique et fiscal qui entoure l'ouverture du marché unique européen en 1993, les commissaires-priseurs britanniques en sont réduits à élaborer quelques scénarios possibles, en même temps que leurs confrères français. Au mois de septembre, la France a déjà, rappelle-t-on, fait un premier pas vers l'harmonisation de la fiscalité en abaissant le droit d'enregistrement de 7 % à 2 % en faveur des acheteurs, notamment de l'étranger. Une évolution que les Britanniques suivent avec intérêt, tout en faisant remarquer que le succès d'une vente repose avant tout sur la qualité des objets offerts par le vendeur. Pour Simon de Pury, « Paris redonnera un centre mondial du marché de l'art à condition que les vendeurs retrouvent le chemin de la capitale française ». Accompagnés de leurs mentors britanniques ?

ALICE SÉDAR.

Michaux et Alechinsky

### L'empire du signe

Où se vérifie la connivence entre un peintre-poète surréaliste et un peintre venu de Cobra...

Ce n'est pas une découverte, assurément, mais une confirmation : Michaux a fait de son œuvre une sorte d'autobiographie picturale avec constance et le souci de ne pas tricher. N'étant pas par chance peintre de profession, n'ayant pas l'ambition de mener une carrière, il n'était embarrassé ni par la volonté de « bien faire » ni par le devoir de produire.

Il faisait ce qu'il voulait, quand il en sentait la nécessité. On ne connaît guère de peintres surréalistes ou surréalistes qui puissent lui être comparés de ce point de vue. Les meilleurs, Miro et Ernst, ne sont parfois contraints à créer, qu'à faire quelque chose d'absolu à l'esthétique du « modèle intérieur » venu de l'inconscient. Pas Michaux.

#### Discipline de simplicité

L'exposition actuelle, qui tend à la rétrospective, puisque l'on y trouve des œuvres de 1947, des gouaches des années 60 et des peintures des dernières années de sa vie, illustre ce principe d'absolue honnêteté. D'authenticité, si l'on préfère. Michaux ne joue pas avec ses instruments. Incapable de virtuosité, il ne répète ni n'enjolive ses trouvailles systématiquement. Papiers lavés où l'encre ne laisse que des traînées semblables à des dendrites, aquelles troubles, froissés en désordre, formes fantomatiques d'êtres, de visages et d'animalcules spirales, tout lui sert, à l'occasion. Peu importe l'abstrait ou le figuratif et les querelles officielles, peu importe qu'il n'y ait pas de « style Michaux », mais une suite de manières sans rapport entre elles, du moment que la main transcrit

une vision aisée dans son état natif.

Une telle discipline de simplicité, à laquelle Michaux n'a pas renoncé malgré le succès, ne va pas sans danger. Il peut arriver que l'image suggère peu ou que la surface soit encombrée de traces et de signes jusqu'à la confusion. Le mystère à ses débuts, lui aussi, ses échecs et ses périodes pauvres, où la tension est trop faible. Mais quand l'invention se couple soudainement dans les gestes du peintre, quelle élégance dans ces apparitions ! Le meilleur de l'art de l'inconnu et de l'indicible cher à notre siècle est là, éloquent et très fragile à la fois.

#### Légereté et esprit d'ironie

Pierre Alechinsky, qui a précédé le catalogue d'Henri Michaux, en est convaincu, sans doute. Ses propres peintures récentes, bleu et noir sur plaques de lave émaillée, le prouvent. En dépit de la pesanteur du matériel et contre la tentation du décoratif, Alechinsky préserve dans ces œuvres la légèreté et l'esprit d'ironie qui le distinguent de ses contemporains depuis l'époque héroïque de Cobra (1).

On pouvait s'attendre à des majoliques modernes. Rien de tel : des parmesans croûlés et carrés, éblouissants de taches, striés de traits, des paysages, des objets et des mots. En dépit de l'adresse de l'artiste expert, il reste dans ces croquis monumentaux un peu de l'innocence presque intacte qui fait la noblesse de Michaux.

PHILIPPE DAGEN.

\* Galerie Leiris, 13 et 14, rue de Turenne, jusqu'au 14 janvier.

(1) Pierre Alechinsky vient de publier plusieurs documents inédits relatifs à l'histoire du mouvement Cobra sous le titre *Documents et Cobra-fort*, éd. Galilée, 110 p., 62 F.

### Soldats de plomb pour Noël

Il y a un an, le Musée de la figurine historique, à Compiègne, tirait la sonnette d'alarme. Une collection de plus de 600 000 pièces, constituée par une famille parisienne pendant trois générations, était en passe d'être acquise par un amateur américain pour une valeur de 13 millions de francs. Il désirait leur consacrer un musée aux États-Unis. Le vendeur était prêt à geler ce transfert si le musée lui versait un acompte de 1 500 000 F. Aujourd'hui, 120 000 F seulement ont pu être récoltés et le propriétaire de cette fabuleuse collection attend une réponse définitive du musée, le 31 décembre au plus tard.

Les figurines civiles ou militaires, plates ou en ronde bosse, d'étain ou en plomb, ne sont plus depuis longtemps l'apanage des enfants sages. En France, on ne dénombre pas moins de 5 000 collectionneurs qui écumant les ventes aux enchères à la recherche de la pièce rare. Tout est minutieusement étudié : la taille, la matière, la qualité de la peinture.

L'époque enfin, du Moyen Âge, à la seconde guerre mondiale, en passant par le *néo plus ultra* de la matière : le soldat de plomb Empire du fabricant Lacotte.

Il n'y avait pas de Lacotte, le lundi 19 décembre à l'hôtel des ventes de Dijon, mais quelques belles pièces de la société CBG, autre grande star de la production de figurines. Une boîte avec vingt Boers en ronde bosse, dix attachés avec canons et munitions, arbres, etc., est partie pour 6 000 F, soit deux fois son estimation. Ou encore, une boîte de vingt dragons à cheval en plomb, également de CBG, a été adjugée 5 800 F. Comme toujours, le cavalier s'est vendu plus cher que le piéton.

Même si la cote des figurines plates d'étain amorce une timide remontée, notamment pour les pièces de la guerre de 1914-1918, elles n'en restent pas moins à la traîne. Lundi après-midi, les petits soldats français ont remporté plus de succès que leurs rivaux germaniques. 4 boîtes de gre-

nadiers, autant de tirailleurs, 22 canons-revolver et 17 carapollots n'ont fait que 500 F. Même prix pour 52 soldats et un cavalier prussien de l'importateur Leiris. Les 19 lancés flamme, 3 canons, 15 obusiers et 18 miniers allemands ne dépassèrent pas les 400 F.

Pourrait l'Allemagne, jusqu'à la Grande Guerre, aura été un des grands centres de création de ces figurines en « plat d'étain ». Une clause du traité de Versailles en 1919 met un terme à cette industrie florissante, en interdisant aux Allemands de fabriquer des « jouets de guerre ».

Même si les prix ont doublé en deux ans — un soldat en ronde bosse vaut à peu près 100 F — les figurines ne font pas l'objet de spéculations intensives. Elles ne concernent à ce jour, qu'une poignée d'amateurs, passionnés d'histoire, nostalgiques de l'uniforme ou stratèges en chambre.

\* Prochaines ventes à Paris : le 3 février 1989.

**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
**ALBERTINE**  
EN CINQ TEMPS  
de MICHEL TREMBLAY  
Mise en scène ANDRÉ BRASSARD  
Le Monde : « On a l'impression d'être une pièce contemporaine pour intégrer le Studio des Champs-Élysées. »  
Libération : « ALBERTINE a connu lors de sa création un succès phénoménal. On vous le recommande. »  
Location ouverte Studio et par tel. 47 20 08 24

**PEIT MONT-PARNASSE**  
**FABRICE LUCHINI**  
voyage  
au bout de la nuit  
**CELINE**  
Deux représentations  
supplémentaires les samedi 24 et  
31 décembre à 18 h.  
Dernière le 1<sup>er</sup> janvier à 15 h 30  
Loc. : 43.22.77.74

**THEATRE DE LA VILLE**  
PARIS  
20 H 30  
DU MAR 20 AU VEN 23 DEC  
DU LUN 26 AU JEU 29 DEC  
**MERCE CUNNINGHAM**  
DANCE COMPANY USA  
4 PROGRAMMES  
LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4

**LE CARRÉ SILVIA MONFORT**, dont le spectacle actuel est **THEODORE**, pièce chrétienne de Pierre Cornille, propose une veillée à l'issue de la représentation du 24 décembre, à laquelle participeront la pianiste **ELISABETH COOPER**, qui interprétera Bach, MOULOUJDI, qui chantera la *Dansseuse Moli* et tous les comédiens de la pièce.  
La messe de Noël sera célébrée par le Père **GUY DE FATTO** de l'Union Catholique du spectacle et de la musique.  
Loc. au CARRÉ SILVIA MONFORT, 106, rue Brancas, 75015 PARIS par tél. : 46-51-20-34.

**ATHENES**  
LES JOUETS  
Location ouverte : 47.22.08.24



# Culture

## PHOTO

Un numéro spécial de « la Recherche photographique »

## L'alphabet des postures

Forme d'observation ou d'anthropologie, activité privée ou mercantile, la photo érotique délimite les frontières instables entre le nu et la photographie.

An même titre que l'architecture, le paysage ou le portrait, l'érotisme est un thème majeur qui mérite d'être considéré comme un genre photographique à part entière. Aussi pour révéler son histoire, la Recherche photographique lui consacre-t-elle, sous la férule d'André Rouillé, une livraison spéciale.

En dépit de ses vertus plastiques, la photo érotique est souvent ravalée dans le ghetto clandestin du cliché licencieux. Ses auteurs furent frappés par la censure. Tout comme Baudelaire mais aussi Courbet, Manet, Ingres ou Delacroix, dont les études académiques s'inspiraient librement des images illicites.

Artisanal et confidentiel, ce type de photo a toujours existé. On en voit dès l'apparition du daguerrétype, coloré vers 1854 par le peintre aquarilliste Auguste Belloc, qui plantait ses modèles devant des toiles peintes. Les clichés interdits, pris dans les maisons closes ou dans les alcôves par des amateurs ou des pros, sont vendus (cher) sous le manteau. Rarément signés, impressionnés en secret, ils sont réservés à l'officine privée des collectionneurs.

L'érotisme reflète l'état des mœurs du Second Empire, de la Belle Époque comme des années folles. Le carrousel des gestes est toujours le même. Seul, en couple ou en groupe, le corps révèle sans pudeur. L'objectif du photographe décrit avec humour l'incommodité des transports en commun ou les pousseries acrobatiques de ces trapezistes zélés.

Miré dans la glace, coiffées ouverts, en bas, jupe troussée, groupe chevauchée, la modèle



Man Ray : érotisme

féminin est soumise à la science chirurgicale du cadrage. Singeant d'abord la peinture, le répertoire des poses évolue promptement vers un réalisme cru. Frontale, abrupte, sans apprêt, débordée par les appes du sujet, la photographie, talonnée par le cinéma, remplit une fonction non prévue par Niepce.

Le cliché érotique dresse l'autoportrait d'une époque. Il incite aussi à suivre l'évolution d'un art qui a ses traditions, ses règles et ses auteurs : Bayer, Perckhammer, le mélancolique baron Von Goeden en Allemagne. Et, en France, Bruno Braquehais et surtout Jacques Moulin, pionnier dès 1851 du porno « hard ». Si le saphisme est fort exploité, l'homosexualité masculine est pudiquement

réprouvée. Relayée par le polaroid et la vidéo, la photo iconoclaste force les barrières du dédain et du ricanement. Artistiquement maudite, elle jouit à la Bibliothèque nationale d'un département particulier.

Placée dans une perspective historique, il est donc légitime de consacrer une étude sérieuse à ce type de clichés. Dépassant le libertinage et le gaudin, la distinction est ainsi faite entre la pornographie, qui privilégie le sexe, la photo de charme, qui veut séduire, et l'érotisme, basé sur le désir. L'érotisme est traité ici comme un fait culturel et esthétique à travers Bellmer, Lewis Carroll et Pierre Louys, auteur d'étonnantes prises à domicile. Outre un port-folio emblématique des années 50, ce numéro bénéficie d'une iconographie inédite avec les clichés SM de Charles François Jendel, vers 1890, et d'Yvonne Richard, en 1930. Les œuvres de Newton, Weber, Sander et Mapplethorpe sont l'objet de réflexions précieuses.

P. R.  
« L'érotisme », n° 5 de la Recherche photographique, éditée par les Presses universitaires de Vincennes, Université Paris-VIII et Paris Audiovisuel, 104 p., 75 F.

Alain Fleig à La Villette

## L'invitation au voyage

Le puzzle illusionniste d'un botaniste de quarante-six ans, fixé à Poitiers, qui adule Poussin et Mondrian.

Faussement bonhomme, rusé et malicieux, Alain Fleig tient un rôle à part dans le paysage photographique français. Volontairement marginal, il se veut le pourfendeur des valeurs établies et fut l'un des premiers, dans les Cahiers de la photographie, à s'attaquer aux humanistes des années 50. Coiffé de la double casquette de professeur et de critique, il tente dans son propre travail de mener de pair recherche esthétique et théorie.

En ce sens, Les Exotiques est un autoportrait. Fondée sur l'idée d'accumulation, l'expérience confronte le réel et sa représentation. La photo pour Fleig est d'abord un matériau dont il joue comme moyen de création, et non de communication. Coupé, superposé, imité, rasuré, l'objet est l'objet d'une réflexion ludique sur le fonctionnement de l'image.

L'ensemble présenté à La Villette réunit les travaux réalisés entre 1983 et 1988. Sous l'apparence tou-

ristique des clichés de voyage, il s'agit d'une rêverie sur la mémoire et le visage des lieux. Commencé dans la grande serre du Jardin des plantes, le projet a trouvé son ampleur sur place, en Egypte, au Maroc ou en Tunisie.

Traité tel un motif, la nature convie à une épopée visionnaire, opéra ou féerie enchantée. Ce dispositif démultiplié s'apparente à la vocalise ou à l'art de la fugue. Chacun des thèmes est repris, déconstruit, réassemblé. Entre le Douanier Rousseau et Monory, Fleig crée ainsi de toutes pièces, par le seul rythme du cadre, un incompréhensible ballet de formes disséminées dans l'espace.

Palmiers, piscines ou pyramides constituent une ode à la fécondité. Agencés en tableaux, les tirages originaux sont rehaussés au pastel gras, ou à la peinture acrylique. Malaisé à monter, cet ensemble composite de quarante pièces bénéficie à La Villette d'un dispositif original qui lui confère l'aspect rafraîchissant d'une forêt tropicale.

PATRICK ROEGERS.

\* Alain Fleig, Les Exotiques, Grande Halle de La Villette, en compagnie de Lucien Hervé et de Robert Doisneau, jusqu'au 22 janvier.

## DIGRESSIONS, par Bernard Frank

## Sans queue ni tête

### 1 Un roi blanc

A mon âge, l'on n'a plus vraiment de patron et c'est presque angoissant. Mais en ai-je jamais eu dans mon existence depuis cette majorité fixée alors à vingt et un ans ? Et même avant ? Il me semble que cette distraction courtoise envers l'autorité remonte à la fin de la troisième, en mai 1944, quand la milice, qui s'était installée — idée bisocorne — à l'école au-dessous de l'appartement où nous avions longtemps habité, était venue prendre en vain de nos nouvelles. L'ayant su, j'étais allé présenter mes respects à M. Tongasse, un nom comme ça, le censeur du lycée Emile-Ducieux, et lui dire qu'à mon grand regret, je ne pourrais pas finir l'année scolaire avec lui. Il avait juré, c'était une terreur, et m'avait renvoyé chez le professeur, homme affable qui avait pris bonne note de cet empêchement qu'il espérait passer.

A cause de cette milice à l'étage au-dessous, ma vie — enfin ce que l'on appelle la vie — a été plus primésuflère qu'organisée. Il y a donc eu un petit déraillement sans victime, mais le fait est que je n'ai jamais pu retrouver la voie principale, la carrière. Surtout, par exemple, qui aurait fait passer sur nos lettres la Libération une oppressive dictature, quand je l'ai connue à l'âge de vingt ans, était tout ce que l'on veut sans patron. A sa façon, il me redoutait un peu. Quand il a essayé non sans succès que je travaille pour sa revue, il ne craignait pas tant ce que j'allais écrire, mais que j'allais faire des embrouilles dans les bureaux des Temps modernes. Les bureaux, le mot est vaste, il n'y en avait qu'un, rue de l'Université, au dernier étage et qui était tenu par Germaine Sorbet, une brave personne à qui je dois d'avoir si souvent eu depuis un c accoté à mon k.

Un jour — je n'ai dû pourtant passer que trois fois dans ce meilleur bureau — Germaine, je ne suis pas sûr de son nom, qui regrette l'Étatsie, on regrette toujours l'ancien dans les bureaux, me dit d'un si malheureux : « Merleau-Ponty voudrait vous toucher un mot à propos de vos deux derniers papiers. » Pas la peine, je vois Sartre dans trois jours. J'en parlerai avec lui. Je n'avais jamais rencontré Merleau-Ponty mais je me figurais que je ne l'aimais pas, et j'envisageais la réciprocité sans déplaisir. Ce n'était qu'un professeur qui, par la grâce de Sartre, s'était hissé du col, et je n'allais pas condescendre à souffrir ses remarques, à passer par lui. Germaine aurait dû le comprendre.

Trois jours plus tard, mon innocente phrase avait fait le tour de la revue, et Sartre ne décollait pas : « Oravez-vous d'él encore raconter sur Merleau-Ponty ? On ne peut pas vous laisser seul deux minutes dans un bureau sans qu'il y ait des drames ! » Sartre était d'autant plus furieux qu'il allait se brouiller peu après avec Merleau-Ponty à propos de la guerre de Corée — c'était Merleau, au passage, qui avait raison, — et il lui semblait amer qu'en pleine querelle planétaire et idéologique avec son coéquipier, je m'interposais entre le Globe et eux.

A l'Observateur où je sévissais à la même époque, de patrons, il n'y en avait pas davantage. C'étaient des bourgeois libéraux bien trop courtois pour diriger que ce que ce fût et surtout pas un « flâneur ». Ce n'est ni Roger Stéphane, ni Hector de Galard, ni Martin qui se serait permis de me donner des consignes. D'ailleurs les deux derniers avaient la tête trop farcie de politique intérieure ou étrangère pour s'occuper de jeux de dames.

Bien des années après, quand nous étions devenus amis, Galard devait me raconter l'effet surprenant et un peu comique que lui avait fait ce jeune homme relativement grand qui marchait de long en large dans les bureaux étroits du boulevard Poissonnière en dictant d'une voix grave un papier qui n'en finissait pas sur les Journaux intimes de Benjamin Constant que Gallimard venait d'éditer. Seul Gilles Martinet, aujourd'hui ambassadeur de France, qui avait fait dans sa jeunesse ce stage obligatoire au PC qui bronze le cœur, sut tirer de son passé de militant l'autorité nécessaire pour arrêter mon feuillet au troisième épisode au moment où j'allais vraiment parler des Journaux de Constant !

Il fallut toute l'arrivée de Maurice Nadeau pour qu'il y eût un semblant de discipline en littérature à l'Observateur. Hélas, j'ai alors quitté si vite la place que je n'ai pas eu le temps d'en apprécier les bienfaits. Sartre vit d'un bon œil ce départ précipité qui lui permit de me récupérer au moment où Nadeau, qui était fonder sa propre revue, les Lettres nouvelles, l'invitait quelque peu. Sartre n'appréciait guère que l'ancien critique du Combat de Carnus débouchât pour son compte les écrivains de gauche les plus faibles, en général d'origine étrangère, dont il avait lui-même l'habitude de tariner le pain parfois dur des Temps modernes, quand la guerre d'Indochine ou de Corée, la décolonisation, la situation des Noirs en Amérique, les numéros spéciaux de ses propres baverdages, dont on n'aurait jamais voulu voir la fin, lui en laissaient la place.

A droite, il y avait des problèmes identiques. Et la Table ronde de Mauriac, qui avait servi de refuge aux écrivains mis au piquet à la Libération, se désolait de voir ces ingrats reprendre leur vraie place dans la NRF ranalesante ou se dissiper à la Parisienne. Les histoires de revue, ces rivalités, pour les comprendre il faudrait songer à la télévision d'aujourd'hui. On répète les mêmes slogans : il y avait trop de revues, il y avait trop de chaînes. On la ressemblance devient frappante, c'est quand on parle des émissions qui ont disparu autour des livres à la télé : le marché, dit-on, serait trop étroit pour qu'il y ait plusieurs animateurs. Ainsi Pivrot aurait les coquetteries d'un Sartre ou d'un Mauriac et ne supporterait pas les infidélités. Et c'est vrai que l'esprit malicieux des revues les unes par rapport aux autres, il faudrait plutôt le chercher du côté de Polac, de P.-A. Boutang, de P.P.D.A. et, bien sûr, de Pivrot, qui du côté de la vieille critique littéraire trop occupée à couvrir l'actualité pour songer sérieusement à regarder ce qu'écrivait le voisin.

A cette relative indifférence il y a une autre raison. Rares sont les lecteurs qui achètent plusieurs journaux par jour. Un supplément littéraire est relativement tranquille dans son coin. La finance et le manque de temps favorisent la fidélité. A la télévision, c'est le contraire. On peut sauter d'une chaîne à l'autre, presque sans bouger. La tromperie est jusqu'à maintenant, pour des raisons qui me sont tristement personnelles mais que je dois partager avec de nombreux télé-spectateurs, l'ex-libris de Patrick Poivre d'Arvor : cette émission par son heure passe un peu au-dessus de mon attention. Mais je pense, quel que soit son avenir, et je le lui souhaite long et glorieux, qu'elle souffre d'un handicap plus douloureux que son heure tardive.

Le rival, l'ennemi de P.P.D.A., ce n'est pas tant Pivrot. Pivrot — c'est une question qui se

pose si cette émission a le temps devant elle, dans un an ou deux, — c'est lui-même. En présentant le journal de vingt heures, en étant, ce jour-là, cocher et cuisinier, Poivre d'Arvor dévalue avant qu'elle n'ait commencé son émission de luxe. Le grand public, même quand il ne lit pas du tout, considère le livre, la lecture, l'auteur et celui qui le présente avec respect. La littérature, c'est sacré comme une église. C'est même ce respect et ce sacré qui non seulement empêchent le grand public de lire, mais qui lui font préférer telle émission de variété sans façon aux augustes émissions culturelles qui passent à la même heure. Et pourtant, le plus souvent les deux émissions rivalisent d'ennui. N'empêche, il ne se sent pas digne d'assister dans sa tenue négligée, avec ses baskets, à une si belle messe !

Que fait Pivrot ? Qu'a réussi Pivrot ? C'est d'apporter la preuve chaque semaine que la littérature n'était pas si méchante que cela, qu'elle ne mordait pas, qu'on pouvait l'approcher. Que lui, Pivrot, qui aimait les choses de la vie, le bourgeois comme le bordel, le Pouilly comme le Tokay, le ballon comme la bicyclette, le ratatouille comme le cassoulet, Robuchon comme Vergé, que lui Pivrot qui était comme vous et moi, eh bien ! les livres ne lui faisaient pas peur, qu'il y prenait grand plaisir, et que ce soit Dard ou Yourcenar, on pouvait goûter de tout à condition de n'abuser de rien. Et ce qu'il y avait de plus fort, et à quoi on ne s'attendait pas du tout, c'est que ce plaisir était partagé. Les livres et leurs auteurs ne demandaient pas mieux que de lire lui. Et vue. Et de se raconter. Et de répondre. Et encore. Et encore. Mêmes ceux qui ne parlaient pas ou qui parlaient mal aimaient revenir.

Malgré les écrivains qui souvent ne sont pas à la hauteur de l'émission, et j'en sais quelque chose, les télé-spectateurs sont reconnaissants à Bernard Pivrot d'avoir su amadouer la littérature dans son ensemble. Pivrot par rapport à la littérature est devenu un peu le roi blanc à l'ancienne des bandes dessinées (et d'autant plus blanc que son encre est sympathique !) de la tribu de nègres que nous sommes. Ex-libris souffre d'une contradiction. C'est parce que Patrick Poivre d'Arvor est une vedette de la télévision que tant de personnes se sont donné le mal de regarder si tard une émission si longue. Sans lui, il n'y aurait pas eu d'émission littéraire de cette importance sur la première chaîne. Mais le malin qu'à la longue cette émission ait plus l'air d'un supplément qui n'en finit pas et difficile à joindre au journal de vingt heures que d'une fête littéraire autonome, j'espère me tromper.

### 2 et 3 « Pas nos figures »

A propos de télévision, ces mots de Maupassant : « Je me suis fait une loi absolue de ne jamais publier mon portrait toutes les fois que je peux l'éviter. Les exceptions n'ont eu lieu que par surprise. Nos œuvres appartiennent au public, mais pas nos figures ». Vous pouvez lire ces lignes dans l'édition Bouquins en deux volumes (près de 3 000 pages pour 240 F) des œuvres de Maupassant qui comprend l'intégralité des Contes et nouvelles, Une vie, et Bel Ami. Plus un Quid sur Maupassant. Brigitte Monglond est le maître d'œuvre de cette excellente édition. Je ne connais pas dans ce dix-neuvième siècle qui pourtant n'en manque pas de vie et de littérature plus sinistres que celle de Maupassant. Il a inventé la littérature américaine et le sida.

## MUSIQUES

Boulez fête Elliott Carter

## Un miroir où s'attarder

C'est un vieux monsieur très distingué, alerte et souriant, qui est apparu lundi sur la scène du Théâtre Renaud-Barraut où Boulez était, avec l'Ensemble InterContemporain, les quatre-vingts ans d'Elliott Carter, le seul compositeur américain qui l'intéresse vraiment...

L'accueil du public aux œuvres de Carter fut comme toujours très chaleureux. Pourtant, bien des auditeurs restaient perplexes à l'écoute d'une musique, intéressante par bien des aspects, mais dont il est difficile d'épouser la pensée. Voilà près de dix ans que Pierre Boulez la magnifie et que l'on retrouve la même réticence.

Ainsi de *Penthode*, une partition pour cinq groupes d'instruments qui ont une vie indépendante, qui jouent en quelque sorte des concerts successifs ou superposés, avec des éléments unificateurs introduisant entre eux une certaine harmonie. Cette polyphonie et polyrythmie d'ensembles divers, qu'il faut entendre aussi simultanément que possible, est une proposition séduisante que malheureusement la substance

musicale ne soutient pas au-delà de l'écriture.

Dans tous les concerts Carter, on se reconcentre avec le compositeur quand vient l'heure de *A Mirror on which to dwell* (Un miroir où s'attarder), sur de très beaux poèmes d'Elizabeth Bishop. Le timbre magique de Phyllis Bryn-Julson, l'écriture vocale ondoiyante et subtile, intime, rêveuse, extatique, l'orchestre aux mouvements vifs, aux couleurs pulvérisées, jetées comme des volées de moineaux, ou bien phosphorescentes, ombrées, dans un temps suspendu, tout cela s'inscrivent dans le meilleur de la tradition poétique anglophone.

*Esprit rude-Esprit doux*, la pièce pour flûte et clarinette de Carter pour le soixantième anniversaire de Boulez, remplacait celle que Boulez avait projeté de composer en l'honneur de son aîné. Aimable divertissement où les deux instruments se contredisent, s'accordent, enchaînent leurs parties, s'imitent ou se défient ; un jeu assez vif, un peu sec.

C'était enfin la première française du *Concerto pour hautbois*, joué de façon éblouissante par son dédicataire, Heinz Holliger : il donnait un étonnant spectacle, la respiration pressée, les joues gonflées par le souffle de la virtuosité diabolique qu'il avait suscité, d'autant que Carter ne l'avait pas ménagé, voulant ajouter une couleur tragique à son « gai chalumeau ».

Pendant vingt minutes, le hautbois mène le jeu, tantôt en longues mélodies dramatiques, lentes et intenses, tantôt avec des trémolos, des cascades, des octavations forcées, des culbutes en tout sens, au milieu d'un orchestre très fourni en cordes qui commente ses exploits, souvent avec violence, plutôt qu'il ne dialogue avec lui. A la longue, l'invention s'essouffie quelque peu et l'étoffe néoclassique fait regretter l'invention formelle de *Penthode*, mais surtout la poésie innée, immédiate, du *Miroir*.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Une rencontre avec Elliott Carter, animée par Robert Pienkowski, aura lieu mercredi 21 décembre, au Centre Georges-Pompidou, studio 5.

**ATHÉNÉE**  
LOUIS JOUVET  
10 janvier - 4 février  
**Mademoiselle Julie**  
August Strindberg  
Matthias Langhoff  
LOCATION OUVERTE  
47.42.67.27

هكذا من الأصل



## Culture

## CINÉMA

« Les Liaisons dangereuses », de Stephen Frears

## A temps pour les Oscars

New-York a vu en avant-première les Liaisons dangereuses, de Stephen Frears, avec John Malkovich et Glenn Close — liaison fatale.

« C'est fou, les miracles qu'on peut accomplir quand on a à ses trousses un metteur en scène à l'oscar », dit lundi soir, au Musée d'Art Moderne de New-York, le réalisateur anglais Stephen Frears qui, à cause du décalage horaire et malgré un sursaut d'élégance, ressemble toujours, selon l'actrice Glenn Close (M<sup>me</sup> de Merteuil), à « un stade après le match ». Dans le match opposant les Liaisons dangereuses selon Frears (avec non seulement Glenn Close, mais John Malkovich et Michelle Pfeiffer) et le Valmont de Miles Forman, tous deux inspirés du roman épistolaire de Choderlos de Laclos, c'est le Frears qui franchit le premier la ligne d'arrivée. Présenté le 19 décembre en avant-première de gala, il sort le 21 à New-York et Los Angeles — juste à temps pour se qualifier aux prochains Oscars (le Forman devrait être prêt en automne 1989).

Partant de sa propre adaptation théâtrale (qui a été jouée à Paris par Bernard Giraudeau et Caroline Cellier), le scénariste et coproducteur

Christopher Hampton se rapproche de l'œuvre de Laclos, reprenant par endroits la structure même des lettres de la marquise de Merteuil et du vicomte de Valmont. Il met en pratique les leçons apprises à la BBC et dans le film à petit budget, Frears, souvent associé à Hampton à la télévision, a choisi de raconter ce triangle dangereusement amoureux en conte cruel et intime, chuchoté et en plans serrés. « Avec un texte pur, dit Stephen Frears, ce qui importe, ce sont les mots et les visages ».

Malgré les soies, les brocards et les châteaux somptueusement filmés par le Français Philippe Rousselot (Divas), les Liaisons de Frears et Hampton se situent aux antipodes du style traditionnel des pièces de la Restauration. « C'est tout ce que je déteste », dit Frears, « ça perpétue une image d'un monde qui ne correspond pas à ce qu'il était ». Saisissant le moindre frémissement de ce monde de vipères, Frears nous rend ses personnages aussi proches que les héros de *My Beautiful Lady*, *Prick up your ears* ou *Sammy and Rosie Get Laid*. Selon lui, on retrouve dans les Liaisons le même mélange de romantisme et de cynisme. « Margaret Thatcher ferait une excellente marquise de Merteuil », dit-il, ajoutant, le sourire en coin, « si elle en avait l'intelligence et la classe ».

HENRI BÉHAR.

« Moonwalker », de Jerry Kramer et Colin Shivers

## Michael Jackson sur la lune

Documents, photos et films sur un petit garçon aux joues rondes, un enfant de la lune, qui a dansé, chanté, roulé se bossant devant tous les micros des États-Unis avant de savoir parler. Aussi, devenu adulte aux yeux creusés, parle-t-il très peu. Supérieur — trésor vivant, comme on dirait au Japon — il s'est fait faire sur mesure un film où il n'a pratiquement rien à dire. Mais il danse, chante, fuit des fans, des

grandes personnes qui sont des poupées grotesques, des sortes de monstres en pâte à modeler ramollie, puis saute des enfants menacés par un trafiquant de drogue.

Michael Jackson ne dit pas grand-chose, mais sourit souvent, ce qui ne veut pas dire qu'il est heureux ou qu'il s'amuse. C'est simplement un grand sourire « choisé », qui arrive comme ça. Quand il ne danse pas ou ne chante pas, Michael Jackson ne sait pas quoi faire. Évidemment — on l'a vu dans les magazines spécialisés et les émissions de promotion — il se cache sous une tête de lapin, se transforme en robot cosmique — morceaux de bravoure des effets spéciaux, mais pas vraiment intéressants. Le moindre dessin animé japonais des années cinquante à la télévision fait mieux.

On peut comparer, puisque le film manifeste les mêmes ambitions, il est fabriqué avec les bons moments dans la vie de Michael Jackson. Son enfance donc, ses clips, ses concerts — où il est nettement plus voyou qu'en scène — et ses références cinématographiques — avec beaucoup de comédies musicales.

Il faudrait pouvoir regarder le film par morceaux, faire défiler certaines parties en accéléré, y revenir, arrêter l'image sur le bizarre visage tout froncé, sur la même glamour qui se tortille entre les sourcils. Les Américains ne s'y sont pas trompés, qui ne sortent pas *Moonwalker* en salle et le diffusent uniquement en vidéo-cassettes.

COLETTE GODARD.

★ La biographie de Michael Jackson, *Moonwalker*, est éditée en français chez Michel Lafont. 285 p., 76 F.

## ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Musical Daniel Barenboim  
Directeur Général Pierre Védinsky

SALLE PLEYEL 20 H 30

4, 5, 6 janvier  
Semyon Bychkov,  
direction et piano  
Katia Labèque, piano  
Marielle Labèque, piano  
Mozart.  
Concerto pour trois pianos K. 242  
Concerto pour deux pianos K. 365  
Mendelssohn.  
Symphonie n° 3 « Écosaise »

RENSEIGNEMENTS — LOCATION  
SALLE PLEYEL : 45 63 07 96

## Ensemble InterContemporain

Direction  
Pascal Verrot  
Nouvel Ensemble Vocal  
Chef de chœur  
Henri Farge  
André Trouhiet, clarinette

ŒUVRES DE  
Scriabin — Bartók — Crisey  
Varèse

Lundi 9 janvier - 20 h 30  
Théâtre Renaud-Barrault  
Location 42 56 08 80

ENSEMBLE  
INTER  
CONTEMPORAIN

## Communication

M. Eddy Shah vend ses quotidiens

## L'éditeur qui n'aimait pas la presse

LONDRES

de notre correspondant

L'homme qui est à l'origine de la révolution technologique de la presse britannique a fini par avouer qu'il n'aimait pas les journaux et ne s'était jamais intéressé à leur contenu. M. Eddy Shah, qui avait été le premier à utiliser les méthodes modernes d'impression dans son imprimerie de Warrington, près de Liverpool, au début de cette décennie, a fait cette confession en annonçant, samedi 17 décembre, qu'il arrêtait la publication du quotidien populaire national, le *Post*, lancé il y a cinq semaines, et qu'il vendait en totalité la chaîne de vingt journaux locaux et régionaux qu'il possédait dans la région de Liverpool et de Manchester (le *Post* du 20 décembre). Le groupe Reed International, déjà propriétaire de nombreux titres provinciaux, rachète cette dernière.

L'échec du *Post* a donc mis fin à la carrière de M. Shah dans la presse écrite. « Je n'ai jamais compris ce qu'il fallait d'un bon journal. Je

suis un visuel, et je sais ce qu'est de la bonne télévision. Je vais revenir maintenant à mes premières amours », a-t-il encore affirmé. M. Shah a fondé en 1988 une société de production de télévision, Messenger, qui a réalisé un feuilleton pour la chaîne privée ITV, qui sera diffusé au printemps prochain. Le développement du paysage audiovisuel britannique, annoncé le 7 novembre dans un Livre blanc par le gouvernement, pourrait lui permettre de se porter candidat à la reprise de chaînes de télévision régionales lorsque leurs licences d'exploitation viendront à échéance.

M. Shah avait commencé à faire parler de lui en 1983 lorsqu'il avait affronté le Syndicat des typographes dans son imprimerie de Warrington. Il avait osé briser le monopole d'embauche de ce dernier, ce qui provoqua de violents incidents entre syndicalistes et policiers. En mars 1988, il créait *Today*, un quotidien populaire à grand tirage, qui fut par la suite repris par M. Murdoch. Passionné de technologie, il tentait une seconde fois sa

chance dans la presse nationale le 10 novembre, en lançant le *Post*, qui utilisait un système informatique expérimental, nettement moins coûteux que celui de ses concurrents. Pour le contenu, il portait d'un sondage selon lequel environ 10 % de lecteurs de journaux populaires étaient les des photos de femmes nues en troisième page, la grande innovation due à M. Murdoch après que celui-ci ait racheté le *Sun* en 1989.

Démenti  
par les lecteurs

M. Shah a cru qu'on pouvait faire l'équivalent du *Sun*, mais sans femmes nues. Il a été démenti par ses lecteurs. Ses faibles coûts de production lui permettaient de dégager un bénéfice s'il atteignait le seuil de 370 000 exemplaires, très bas par rapport à ses concurrents. Il plafonnait à 100 000, d'où sa décision de se retirer. Sa politique éditoriale était d'ailleurs plus qu'incertaine. Si les photos de pin-up étaient bannies, le principal article du premier numéro racontait par le détail, en feignant de s'en

indigner, comment certains officiers parvenaient à faire entrer leur femme ou leur petite amie dans leur prison pour se livrer à des ébats passionnés sous l'œil intéressé des autres prisonniers. Le *Post* n'a visiblement pas trouvé son public. Le groupe Celebrity, qui fabrique des jouets, serait cependant intéressé à le reprendre, « si le prix est raisonnable ».

M. Shah a bouleversé, sans peut-être s'en rendre compte ni l'avoir voulu, la presse britannique. Son succès initial face au Syndicat des typographes a incité M. Murdoch à faire de même à grande échelle, en démantelant toutes ses imprimeries à Wapping, dans les anciens docks de Londres. Tous les autres titres l'imitèrent bientôt, abandonnant leurs locaux traditionnels de Fleet Street, dans le centre de Londres. La défaite du syndicat, qui ne pouvait plus imposer désormais le maintien d'effectifs considérables que les nouvelles techniques ne justifiaient plus, a également permis le lancement en octobre 1988 de *l'Independent*.

DOMINIQUE DIHOMBER.

Pour financer l'achat de Macmillan

## M. Maxwell vendrait 60 % de ses imprimeries britanniques

Selon le quotidien *Financial Times*, M. Robert Maxwell s'approprierait à céder 60 % du capital de la société BPCC, qui contrôle ses imprimeries en Grande-Bretagne pour la somme de 200 millions de livres (environ 2 milliards de francs). L'acquéreur ne serait autre que M. John Holloran, principal dirigeant de la BPCC et vice-président de Maxwell Communication. L'éditeur

britannique serait déterminé à conserver une part minoritaire dans ses imprimeries et à garantir les principaux contrats d'impression de la BPCC avec ses publications.

M. Maxwell avait annoncé son intention de se défaire de l'imprimerie pour se concentrer désormais sur les activités d'édition et financer l'acquisition du groupe

américain Macmillan. Cette dernière opération qui se monte à 2,6 milliards de dollars (15,5 milliards de francs), doit en effet être financée, pour 1 milliard de dollars, par la vente d'actifs.

BPCC, qui est le premier imprimeur britannique, affiche pour 1987 environ 350 millions de francs de profits pour un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs.

Après sa mise en liquidation judiciaire en juillet

« Le Sport » racheté  
par le groupe Entreprendre

Le jeune quotidien *Le Sport* devrait à nouveau paraître en avril 1989. Le tribunal de commerce de Paris a cédé le 13 décembre ce titre, en liquidation judiciaire depuis juillet, au groupe Entreprendre de M. Robert Lafont, pour 51 000 F. Éditeur du magazine *Le Journal d'Entreprendre* (cinquante mille exemplaires vendus) et de livres de gestion, le groupe de M. Lafont réalise un chiffre d'affaires de 15 millions de francs. Il a l'intention de réunir différents acteurs industriels et du monde de la communication afin de reconstruire le capital du *Sport*, dont il détient 51 %. 10 à 15 millions de francs d'investissement initial seront injectés dans la relance du *Sport*, à laquelle collaborera M. Xavier Courau, un de ses anciens dirigeants, ainsi que des salariés de l'ancienne équipe.

Pour M. Robert Lafont, le *Sport* « constitue une opportunité pour Entreprendre. Il dispose d'un lectorat

fidèle de cinquante mille personnes. Il a un rôle complémentaire à jouer vis-à-vis de l'Équipe et il peut drainer des ressources publicitaires. Nous allons lui appliquer les méthodes de gestion d'Entreprendre ».

Désireux de donner un ton plus neuf au traitement journalistique du sport, le jeune quotidien lancé en septembre 1987 voulait aussi briser le monopole de l'Équipe. La faiblesse de ses ventes — quarante-cinq mille exemplaires — et de ses ressources publicitaires, ainsi que la contre-offensive allumée par le quotidien sportif du groupe Amaury lors de son lancement (quadrichrome, nouvelles rubriques sportives, etc.), avaient raison de lui, peu mois plus tard. Des groupes de presse (Hachette, Maxwell, etc.) avaient semblé un temps être intéressés par la reprise du *Sport* mais sans y donner suite.

A Lille

Mobilisation des élus et des auditeurs  
pour Radio-Métropolys

LILLE

de notre correspondant

Accusé par la CNCL d'émettre avec une trop forte puissance (4 kW au lieu des 2 kW autorisées), et suspendu pendant dix jours, Radio-Métropolys, île de pontilloise d'un réseau émetteur dans le Nord, refuse le verdict de la commission et en appelle au soutien de ses auditeurs. Samedi 17 décembre, un concert a réuni à Lille des élus et des élus, venus protester contre l'interdiction provisoire d'émettre et exiger l'ouverture d'un dialogue avec la commission.

« Tout le monde triche, proteste M. Alex Turk, président de Métropolys, premier adjoint à la mairie de Marquien-Barvaux et candidat RPR à la mairie de Lille. Mais il faut connaître la réalité géographique. Avec deux kilowatts nous ne pourrions être entendus sur l'ensemble de la métropole ! Métropolys emploie soixante-dix personnes ; s'il faut cesser d'émettre pendant dix jours, et ne disposer ensuite que d'une puissance de deux kilowatts, nous ne survivrions pas ».

Cinq mille personnes selon les organisateurs, ont défilé dans les rues de Lille aux cris de « Touche pas à mon poste ! ». En tête du cortège, M. Alex Turk était entouré de

nombreux élus RPR, dont M. Serge Charles, député (RPR), maire de Marquien-Barvaux, M. Bruno Durieux, député (UDC) du Nord, également candidat à la mairie de Lille et concurrent de M. Turk pour l'investiture de l'opposition ainsi que M. Gérard Vignoble, député maire de Wasquehal en rupture de ban avec le PS depuis les législatives de juin.

Dans un communiqué publié le 19 décembre, la CNCL justifie la sanction contre Métropolys en évoquant notamment « les nombreuses plaintes émanant aussi bien d'autres radios privées que d'auditeurs du service public ». Le contexte du Nord et du Pas-de-Calais est, selon la commission, « fondamentalement différent de celui de la région parisienne » où des radios ont pu être autorisées à des puissances de quarante kilowatts. « Aucune autre région de France ne peut prétendre regrouper le quart de la population nationale dans un cercle de quarante kilomètres de rayon », ajoute-t-elle, en soulignant, enfin, que l'importance de la vie associative locale l'avait contrainte à décaler dans le Nord « un nombre important de fréquences » et donc « à limiter les niveaux de puissance autorisée ».

J.-R. L.

"Si tu es éditée...  
je négocierai ton  
contrat pour ton  
deuxième livre."



## GRAND CONCOURS PLUME EN HERBE

A partir d'images parues dans *Le Monde* daté du 3 décembre, disponibles gratuitement dans les librairies et aux Editions Nathan, 9, rue Méchain 75014 Paris (Métro, 1615 Nathan ou 3615 Le Monde), des enfants âgés de 4 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle deviendra un vrai livre.

NATHAN Le Monde

RTL











# SCIENCES ET MEDECINE

## Mir : un bail pour les cosmonautes

Les Soviétiques, qui viennent de porter le record de durée dans l'espace à un an, pensent qu'un séjour de deux années en orbite est possible.

Le cosmonaute français Jean-Loup Chrétien doit revenir sur Terre, mercredi 21 décembre, après un séjour d'un peu moins d'un mois en orbite. Il rejoindra à bord d'un vaisseau Soyouz en compagnie de Vladimir Tikhov et de Moussa Manarov, qui viennent de passer un an à bord de la station orbitale Mir. Une performance exceptionnelle qui dépasse celle déjà étonnante (trois cent vingt-six jours en orbite) accomplie l'an dernier par Youri Romanenko. Peut-on aller plus loin encore sans risques ? C'est ce que nous avons demandé au professeur Arkadi Ouchakov, qui travaille à l'Institut des problèmes médico-biologiques, dépendant du ministère soviétique de la santé.

« Les vols de longue durée dans l'espace se multiplient. L'an dernier, Youri Romanenko établissait un nouveau record avec trois cent vingt-six jours passés en orbite. Demain, Vladimir Tikhov et Moussa Manarov vont redescendre sur Terre après un an passé à bord de la station orbitale Mir. Croyez-vous que des vols habités plus longs soient possibles sans risques pour l'organisme des cosmonautes ?

— Quand Youri Romanenko est rentré sur Terre, il était en très bonne santé. Dans un état presque meilleur que d'autres cosmonautes qui ont passé moins de temps que lui en orbite. Son poids n'avait pratiquement pas changé, et les muscles de ses jambes avaient moins fondu que ceux de ses camarades ayant participé aux précédents vols de longue durée. Quant à son système cardiovasculaire, l'une des principales cibles des effets de l'apesanteur, il n'avait guère subi de modifications plus importantes que celles observées lors de missions de plus courte durée. Les examens pratiqués dans les jours qui suivent son retour ne montrèrent pas de dérives alarmantes, tant en ce qui concerne la composition de son sang que certains autres paramètres biochimiques.

« Cela tient sans doute à la discipline que s'est imposée — plus que d'autres peut-être — Youri Romanenko, en suivant à la lettre les recommandations des médecins et en menant à bien tous les exercices destinés à contrebalancer en orbite les effets néfastes de l'apesanteur sur l'organisme. D'autre part, il serait faux de dire qu'avec cette mission nous plongions dans l'inconnu. Nous avions pris, en effet, toutes les dispositions pour nous y préparer sur Terre.

« Dix chercheurs de notre institut avaient ainsi passé toute une année — d'avril 1986 à avril 1987 — dans des conditions de faible mobilité, couchés la tête en bas sur des lits inclinés de 4 degrés pour simuler les effets de l'apesanteur sur le système cardiovasculaire et mettre au point de nouveaux moyens de les

— Pendant les vols de longue durée, les cosmonautes souffrent de nombreux maux neuro-sensoriels, notamment d'un déséquilibre postural. Tentons-les de réduire ces symptômes à l'aide de drogues pharmacologiques ou d'un entraînement spécial, ou pensez-vous qu'il s'agit d'un état inévitable des vols spatiaux ?

— Au plan physiologique, le vol peut être divisé en plusieurs étapes, selon les modifications fonctionnelles subies par l'organisme. Pendant les six premiers jours, la plupart des cosmonautes souffrent d'un déséquilibre postural plus ou moins

grave. Nous évitons cependant l'emploi de médicaments, dont l'effet dépressif pourrait rendre le remède pire que le mal.

— Au cours de leur séjour dans l'espace, les cosmonautes souffrent d'une hypertrophie musculaire et d'une déminéralisation de leurs ossements. Les vols de longue durée aggravent-ils ces phénomènes ?

— Dans l'espace, les charges physiques imposées à l'organisme sont plus facilement supportées que sur Terre, où la gravité se fait sentir. Les efforts faits demandent donc moins de dépenses d'énergie, puis-

qu'il faut se débarrasser de ces déchets. Aussi travaillons-nous à la recherche de solutions permettant de pallier ce phénomène, notamment par la mise au point de nouveaux exercices physiques et l'administration de médicaments spéciaux, car il ne faudrait pas que ces perturbations soient un obstacle insurmontable à la conduite de missions spatiales beaucoup plus longues.

— Compte tenu de toutes ces difficultés, sur quels critères sélectionnez-vous vos cosmonautes ?

— Le principal critère de sélection est, bien entendu, l'état de santé

du candidat. Mais tout de suite derrière viennent les aspects psychologiques. Nous nous efforçons de les préparer à leur future mission, d'une part en les soumettant à des opérations de survie pour tremper leur volonté et leur apprendre à décider vite, avec souplesse et sang-froid ; d'autre part, en leur faisant effectuer de longs séjours en milieu clos, pour les habituer aux phénomènes de pénurie sensorielle.

Propos recueillis par  
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU  
(Lire la suite page 22.)



Le colonel Vladimir Tikhov (qui saute), l'ingénieur Moussa Manarov et le chercheur Anatoly Levchenko, qui allèrent en décembre 1987 remplacer Youri Romanenko, alors recordman de la vie en orbite avec trois cents jours à bord de Mir. Levchenko est déjà revenu sur Terre. Tikhov (nouveau recordman avec un an passé sur orbite) et Manarov redescendent en compagnie de Jean-Loup Chrétien dans le vaisseau spatial ce 21 décembre.

— pallier : appareils d'entraînement, produits pharmaceutiques, scaphandres exerçant une pression au niveau des membres inférieurs.

« La suite est bien connue. Le succès de la mission de Romanenko nous a permis de lancer un vol plus long, qu'acheveront ces jours-ci Vladimir Tikhov et Moussa Manarov. Vol qui nous permet de recueillir de nouvelles données pour gravir une nouvelle étape sans prendre de risques. Je pense d'ailleurs que, en l'état actuel de nos connaissances, l'homme doit pouvoir travailler en orbite entre un an et demi et deux ans. Ce qui, bien sûr, suppose que soient résolus nombre de problèmes socio-psychologiques dont on peut raisonnablement penser qu'ils prendront le pas, pour de tels vols, sur les problèmes physiologiques ou biologiques.

prolongés, dû aux perturbations provoquées par l'apesanteur sur le système vestibulaire. Ce malaise, dont le caractère et la durée varient selon les individus, entraîne une baisse de l'aptitude au travail, et cela à une étape où le cosmonaute doit effectuer les opérations les plus importantes pour diriger le vaisseau spatial.

### Opérations de survie

« Il s'agit donc d'un problème sérieux, qui est étudié de très près, tant en URSS qu'aux Etats-Unis. Des progrès ont déjà été enregistrés, en particulier grâce aux entraînements au sol qui permettent de réduire les symptômes. Mais le malaise ne disparaît pas totalement. C'est pourquoi l'on utilise dans l'espace tout un arsenal de médicaments afin de réduire, durant les premiers jours, l'excitation du sys-

tème vestibulaire. Nous évitons cependant l'emploi de médicaments, dont l'effet dépressif pourrait rendre le remède pire que le mal.

« Quant aux modifications du squelette, consécutives à la perte de calcium et de potassium, on peut dire qu'elles n'ont pas encore pris de caractère dangereux, même pendant les vols les plus longs. Néanmoins, avec l'augmentation de la durée des missions, le processus de

## LA FIEVRE DU RETOUR

MOSCOU  
de notre envoyée spéciale

VENT, températures inférieures à moins vingt degrés, visibilité de 50 à 100 mètres. « Même si les services météorologiques espèrent une certaine amélioration d'ici à mercredi », a déclaré Dimitri Demianenko, lieutenant-général de l'armée de l'air soviétique, il faut se préparer au pire » pour la récupération du cosmonaute Jean-Loup Chrétien et de ses deux compagnons, les Soviétiques Vladimir Tikhov et Moussa Manarov. Autant dire que le service de récupération et de sauvetage qu'il dirige a déployé les grands moyens en prévision de l'atterrissage en douceur du vaisseau Soyouz à bord duquel les trois hommes prendront place pour rejoindre la Terre.

Rien moins que cinquante équipes — avions et hélicoptères — auxquels s'ajoutent les personnels de plusieurs véhicules tout terrain attendant déjà dans la région d'Arkalyk (Kazakhstan) où s'effectuera la récupération. Au total plus de trois cents personnes — parmi lesquelles des techniciens, des médecins, mais aussi des hommes grenouilles pour le cas inattendu où la capsule dériverait vers le lac voisin de Tengiz — seront présentes pour accueillir et fêter les derniers héros de l'espace.

Fêter tout d'abord notre héros national Jean-Loup Chrétien, récemment promu commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur, pour ses hauts faits spatiaux. N'est-il pas en effet, Soviétique et Américain exceptés, le premier cosmonaute à être allé par deux fois dans l'espace, dont une fois — celle-ci — pour une mission d'un peu plus de trois semaines. Fêter ensuite Vladimir Tikhov et Moussa Manarov, nouveaux recordmen de l'espace, qui, avec un an passé à bord de la station orbi-

tale Mir, vont faire oublier le remarquable record (328 jours) établi l'an dernier par leur camarade Youri Romanenko.

Pour ces trois hommes, les dernières journées du vol ont été particulièrement épuisantes. Epuisantes pour tous parce qu'il leur fallait préparer leur retour et transférer dans leur vaisseau Soyouz les films, les photos, les bandes magnétiques d'enregistrement des expériences (en tout 50 kilos de matériel). Epuisantes surtout pour Tikhov et Manarov qui, en prévision de leur retour sur Terre ont été soumis ces derniers jours à un véritable régime d'athlètes : quatre séances de gymnastique quotidienne d'une heure chacune. Sans compter le port régulier, et sans doute contraignant, du costume à vide « Chibis », sorte de pantalon boudiné de type « bonhomme Michelin » qui, en exerçant une succion vers le bas des jambes, permet, comme sur Terre, aux vaisseaux des membres inférieurs de se réhabituer à recevoir plus de sang qu'en situation d'apesanteur.

Forts de l'extraordinaire vitesse à laquelle Youri Romanenko avait, en décembre dernier, récupéré de son long séjour dans l'espace, les responsables soviétiques sont confiants et considèrent que Vladimir Tikhov et Moussa Manarov ne devraient pas faire l'objet de soins médicaux particuliers. Seul changement au programme : la décision de ramener directement les trois hommes à Moscou et non à Baïkonour où, d'habitude, ils effectuent la première partie de leur programme de réadaptation aux conditions terrestres. Pourquoi ? Tout simplement, parce qu'après un long séjour dans l'espace, l'organisme résiste moins bien aux agents infectieux et que sévit actuellement dans la région de Baïkonour une épidémie d'hépatite B et de gastro-entérite.

CATHERINE VINCENT.

## Les ambiguïtés de la méthadone

Un produit de substitution, administré à certains héroïnomanes, provoque des remous parmi les spécialistes de la lutte contre la drogue.

L'EPIDEMIE de SIDA réactualise les polémiques soulevées par l'emploi de la méthadone. Absorbé par voie orale, cet analogue synthétique de la morphine est délivré sous contrôle médical à certains héroïnomanes dans de nombreux pays. Ce procédé, expérimental en France depuis 1973, est aujourd'hui défendu par ceux qui refusent la contamination des toxicomanes par voie intraveineuse.

La distribution légale d'un produit qui induit une dépendance provoque toutefois des remous parmi les spécialistes de la lutte contre la drogue. Intervenant lors d'un colloque consacré au SIDA et à la toxicomanie, les 9 et 10 décembre, M. Claude Evin, ministre de la Santé, a fait état de ses « réserves » quant à l'utilisation de la méthadone.

D'un emploi très délicat, ce produit demeure une arme ambiguë, dont il semble dangereux de généraliser l'usage.

Mis au point en Allemagne durant la seconde guerre mondiale, le chlorhydrate de méthadone est un opiacé de synthèse dont l'action est essentiellement analgésique. Contrairement à l'héroïne, ce produit peut être absorbé oralement, et une seule prise par vingt-quatre heures est suffisante. Ses effets sur la vigilance et son action euphorisante sont moindres que ceux de l'héroïne.

Utilisée aux Etats-Unis dès le début des années 60, la méthadone s'est ensuite rapidement répandue en Europe, notamment aux Pays-Bas. Les médecins qui l'administrent à leurs patients comptent sur son pouvoir stabilisant, l'effet de

manque après le sevrage d'héroïne étant annulé. A la suite des travaux d'une commission de l'INSERM, des « programmes méthadone » ont été mis en place en France au début des années 70 à Fernand-Widal et à Sainte-Anne, deux hôpitaux parisiens possédant des services spécialisés pour les toxicomanes.

### Consommation sur place

Le sevrage immédiat n'est pas l'objet de ces programmes, qui doivent plutôt permettre aux héroïnomanes de retrouver une vie structurée avant d'entreprendre un « décrochage ». Fernand-Widal et Sainte-Anne accueillent en tout une quarantaine de toxicomanes, qui sont tenus de respecter un contrat bien précis. Chaque jour, ces patients particuliers se rendent à l'hôpital pour ingérer un verre de liquide brunâtre sous l'œil vigilant du personnel infirmier. Les doses de méthadone, présentées sous forme de sirop afin de ne pouvoir être injectées, doivent être absorbées sur place pour ne pas faire l'objet de transactions à l'extérieur.

Les toxicomanes, qui reçoivent en moyenne 40 milligrammes de produit par jour, sont régulièrement soumis à des analyses permettant de vérifier qu'ils ne prennent aucun autre opiacé en parallèle. La chose se produit pourtant relativement souvent, comme le souligne le docteur Jean Dugarin, responsable du programme de Fernand-Widal. Ces ruptures de contrat n'entraînent cependant pas l'exclusion définitive, les médecins cherchant plutôt à discuter avec leurs patients pour connaître les causes de la rechute. Toute prise en charge comporte un soutien psychothérapique et des contacts fréquents avec les médecins.

Découragés par leurs très grosses difficultés quotidiennes, par la nécessité de trouver les sommes astronomiques qu'ils emploient à acheter leur dose d'héroïne et par la dépendance face aux dealers, de nombreux drogués souhaitent pouvoir participer à ces programmes. Les listes d'attente sont longues et les élus plutôt rares.

RAPHAËLE RÉROLLE.  
(Lire la suite page 23.)

**J'ai 500 000 F, je veux des conseils bien placés.**

**FINANCES**  
JEFFREY J. JONES

38 F. L'INVESTISSEMENT DE L'ANNÉE.  
Le 12 décembre chez votre marchand de journaux.

هكذا من الأصل



# Trente-deux millions de doigts dans un ordinateur

L'année 1989 verra le développement en vraie grandeur du traitement automatisé des empreintes digitales par la police nationale

A toute récente mésaventure de M. William Martin, quarante-quatre ans, infirmier, maintenu durant deux mois en prison après avoir été, à tort, inculpé de complicité de trafic de stupéfiants (*le Monde* du 17 décembre), vient, une nouvelle fois, rappeler les difficultés auxquelles se heurtent quotidiennement les spécialistes de l'identité judiciaire. Toutefois, si l'informaticien tient ses promesses, l'affaire Martin pourrait être l'une des dernières de ce type. M. Jacques Gentil, responsable de la sous-direction de la police scientifique et technique, et M. Jean-Claude Caillou, chef du service de l'identité judiciaire (Direction centrale de la police judiciaire), viennent en effet de faire le point à Nice sur les prochains développements du traitement automatisé des empreintes digitales de la police nationale (1).

Ce système n'a, en définitive, nullement été victime de l'alternance politique : initialement créé par décret en avril 1987, puis présenté en mars dernier par MM. Pasqua et Pandraud (*le Monde* des 23-24 septembre 1984 et du 18 mars 1988), ce système sera développé en vraie grandeur à partir de l'an prochain. Mise au point à la fin du dix-neuvième siècle, la technique des empreintes digitales vise, en criminologie, à identifier l'auteur d'un crime ou d'un délit ou à établir

son identité à partir de caractéristiques cutanées présentes sur les pulpes digitales. Ces empreintes, obtenues après encrage et application sur une feuille de papier (les dessins qu'elles permettent ainsi d'obtenir correspondent aux figures linéaires variées représentant le dessin des crêtes papillaires), sont spécifiques de chaque individu et immuables chez une personne donnée. Elles constituent donc bien, au même titre que les traces récentes empreintes génétiques établies à partir de l'ADN des chromosomes, une véritable « signature biologique » d'un être humain.

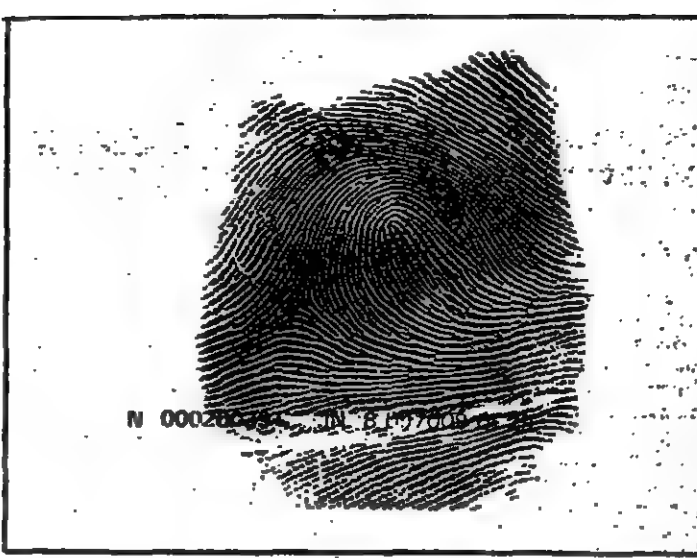
Classées en différents groupes, en fonction de leurs caractéristiques morphologiques, elles permettent aussi de distinguer certains points particuliers (des arrêts de lignes et des bifurcations) qui, lorsqu'ils sont retrouvés en nombre suffisant et de manière concordante, permettent, par comparaison, d'identifier de manière irréfutable un individu donné.

Théoriquement parfait, ce système se heurte en pratique à un double obstacle : la difficulté croissante de la consultation des fichiers au fur et à mesure de leur volume et la redondance en différents points du territoire des informations contenues par des fichiers non centralisés. Le développement des techniques informatiques, couplées à celles de traitement de l'image (développées par les sociétés IBM et Morpho-

tecs), devrait permettre de fournir une solution grâce à la création d'une bande unique informatisée. « Le système, explique M. Caillou, est basé sur la détection, par un ordinateur, de la présence ou l'absence de certaines caractéristiques d'un doigt, à partir d'un codeur, des points particuliers des empreintes digitales. Ce fichier centralisé à la fois le fichier dit « alphanumérique », qui comprend les indications d'état-civil, la nature, la date et les circonstances de l'affaire, et le fichier dit « décadcylaire », réunissant les empreintes digitales de huit doigts, à l'exception des deux auriculaires, dont les traces sont rarement relevées par les services de l'identité judiciaire. »

Un tel système permet, d'ores et déjà, d'envisager plusieurs types de recherches et de vérifications : identification à partir de la comparaison de deux empreintes ou identification à partir de l'introduction dans le système informatisé des données établies sur les deux doigts d'un individu interpellé (suivi de la comparaison immédiate faite avec l'ensemble de la machine à deux doigts) du système et de la proposition de « candidats », technique qui permettra de détecter immédiatement tous les individus qui utiliseraient des alias).

Mais la grande innovation de ce nouveau système porte sur l'identification à partir de la consultation de traces relevées sur les lieux des délits ou des crimes. « L'acquisition d'une ou plusieurs traces latentes par les enquêteurs, explique M. Caillou, permettra de les placer sous l'œil de la machine, puis, après traitement par un codeur et l'information, de proposer une série de « candidats » déjà en mémoire dans la base des données. L'aide fournie à l'enquêteur sera considérable. Il faut toutefois souligner que, même



si la machine permettra effectivement de mettre en cause telle ou telle personne, c'est le spécialiste de l'identité judiciaire qui, dans tous les cas, effectuera la validation des résultats.

Ce scénario a déjà permis l'identification et l'arrestation de plusieurs personnes impliquées dans des affaires de terrorisme et ayant séjourné à Paris ou en Corse dans des appartements dits « coquilles » : ils avaient laissé nombre de traces d'empreintes digitales.

Outre celui de réunir en un même site toutes les fiches décadcylaires établies dans les différents SRPJ, le grand avantage de ce nouveau système sera de permettre — enfin — l'unification des fichiers de la police nationale et de la préfecture de police de Paris qui, pour des raisons historiques,

explique-t-on, ne fonctionnaient pas selon les mêmes principes de classification. Lorsqu'il travaillera à plein régime, il permettra l'identification en temps réel des individus interpellés par les services de police et déjà connus de ces derniers. Depuis quelques semaines, sur le site du service central de l'identité judiciaire, 25 000 fiches décadcylaires (soit 200 000 doigts) ont été mises en mémoire, ce qui a déjà permis de confirmer parfaitement les performances du procédé. Dans les mois qui viennent, le « fonds historique » le plus significatif (agrasions sur la voie publique, cambriolages, vols à main armée), soit 200 000 à 300 000 fiches des services de police, sera aussi mis en mémoire. Puis, à raison de plusieurs centaines de fiches par jour établies par les services de la police nationale et de la préfecture de police de Paris (66

un second site sera installé), la mémoire du système sera régulièrement alimentée.

Au vu des résultats obtenus et des services rendus, le système sera progressivement déployé à partir de 1990 et, en quelques années, les informations correspondront à dix millions de fiches (8 millions de doigts) seront stockées. Au total, le système, doté d'une mémoire évolutive, de CNIL a imposé que les données ne soient pas conservées au-delà de vingt-cinq ans suivant la dernière effraction pour engager les informations correspondant à 4 millions de personnes (32 millions de doigts), ce qui correspond approximativement à ce que l'on estime être en France la population potentiellement criminogène. Si l'on excepte les difficultés actuelles opposant police et pénitencier (cette dernière a cessé l'an dernier toute collaboration avec les services de police sur ce système qui assurent les policiers, « reste toujours ouvert à la gendarmerie » et l'harmonisation à l'étude entre les systèmes européens, la grande question soulevée est celle de la compétition entre « empreintes génétiques » et « empreintes digitales », assure M. Caillou : il y en aura toujours sur les lieux d'infraction et nous disposerons en outre, à l'avenir, de méthodes, grâce au rapprochement laser notamment, qui nous permettront de relever des empreintes qui nous sont actuellement inaccessibles et inconnues.

JEAN-YVES NAU  
(1) Journaux informatiques police et justice, 21 décembre 1988, p. 1 et 2.

## Point de vue

### L'EXPÉRIMENTATION SUR LES COMATEUX

La loi relative « à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales », récemment votée à l'unanimité par le Parlement (*le Monde* du 14 décembre), est à l'origine d'une nouvelle et curieuse polémique sur les condi-

tions dans lesquelles pourraient dorénavant s'effectuer des expérimentations sur les sujets en état de « mort cérébrale ». « Rien ne s'oppose désormais à de telles expérimentations », estime, avec d'autres, le professeur Alain Millhaud (CHU d'Amiens).

Une affirmation qui démonte, dessous le docteur Louis René, président du Conseil national de l'ordre des médecins, alors que les professeurs Jean-Roger Le Gall et Benoît Eurin soulignent les avantages de cette loi aux yeux des réani-

### Une loi claire et précise

par les professeurs JEAN-ROGER LE GALL et BENOÎT EURIN (\*)

SANS recherche clinique, il n'est pas de progrès possibles en médecine. La réanimation médico-chirurgicale n'échappe pas à cette règle, car les médicaments employés et les appareils utilisés sont de plus en plus performants.

L'essai d'un médicament sur l'homme succède à la phase d'expérimentation animale nécessaire pour en évaluer la toxicité éventuelle. L'étude de l'absorption et de l'élimination d'un nouveau produit sur le volontaire humain permet de préciser la posologie. L'étape suivante étudie l'efficacité proprement dite du médicament sur la maladie et précise sa tolérance.

L'autre étape de recherche clinique est l'observation physiopathologique : quel est le fonctionnement cardiaque d'un malade gravement infecté ? Quel est le mécanisme de l'insuffisance rénale aiguë ? Comment s'explique l'hypoxie des embolies pulmonaires ? La réponse à ces questions

est capitale pour améliorer les traitements ; si le malade exploré n'en tire pas toujours bénéfice, il ne subit aucun préjudice.

La recherche clinique en réanimation doit souvent se faire sur des malades comateux. Jusqu'à présent, la législation, respectant le consentement éclairé, était en contradiction avec la nécessité de faire progresser nos connaissances en réanimation.

La récente loi Hurlet, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 12 décembre 1988, marque une étape que les réanimateurs attendaient depuis plus de vingt ans. En effet, cette loi a le mérite de la clarté : oui, il est possible d'effectuer des recherches cliniques sur des patients inconscients ; oui, il est possible que le malade n'en tire aucun bénéfice direct, pourvu que les résultats soient applicables à d'autres

malades. La loi met des conditions très strictes à cette recherche, qui doit être approuvée par le Comité d'éthique médicale et ne doit pas être nuisible pour le malade. Il convient également que la famille soit informée et donne son consentement.

La plus souvent, les essais thérapeutiques appliqués à des malades inconscients — qu'il s'agisse de comas de brève durée ou de comas prolongés — sont bénéfiques sur l'état du malade. L'essai d'un nouvel antibiotique ne peut se faire que sur un malade infecté, de même que l'efficacité d'un médicament cardio-vasculaire ne peut s'apprécier que sur le malade en insuffisance cardiaque.

Cependant, l'observation physiopathologique n'est évidemment pas utile au malade lui-même. Par exemple, l'étude de la production de gaz carbonique en fonction du régime alimentaire a

été effectuée sur des malades en coma prolongé, sans risques ni souffrances, cette étude ne leur étant pourtant d'aucun profit. Néanmoins, elle a permis ultérieurement d'améliorer les conditions de sévrage de certains insuffisants respiratoires, en modifiant les apports caloriques. Les nouvelles techniques non invasives (échocardiographie, Doppler pulsé) peuvent être essayées sur des patients comateux.

Cette loi comble une lacune. Elle a le mérite de répondre clairement à des questions jusqu'à esquivées. Elle va donner le sens à la rigueur scientifique et du respect du patient grâce au contrôle d'un comité d'éthique indépendant et objectif. Elle protège les malades comateux en les mettant à l'abri d'expérimentations injustifiées parce que non scientifiques, inutile ou dangereuses.

(\*) Réanimateur médical et anesthésiste-réanimateur, hôpital Saint-Louis, Paris.

### Raison garder

par le docteur LOUIS RENÉ (\*)

La France a enfin une loi assurant « la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales ». Elle était nécessaire. Elle est l'aboutissement d'années de réflexion au sein de multiples instances éthiques et scientifiques. Elle a été précédée de nombreuses tentatives sans résultat. Ce texte veut concilier le respect de la personne humaine et la sauvegarde de la recherche médicale. Celle-ci est à l'origine de la révolution diagnostique et thérapeutique de ces dernières décennies.

La promulgation de la loi amènera une modification de l'article 19 du code de déontologie, qui limite les essais chez un malade aux seuls cas où « cette thérapeutique peut présenter pour la personne un intérêt direct ». Les conditions légales viennent de changer profondément. Le code de déontologie, qui est un décret, ne saurait être en contradiction avec la loi en vigueur. D'où une modification qui va d'ailleurs dans le sens des commentaires du code de déontologie adopté, il y a deux ans, par le Conseil national.

Mais le législateur s'est-il trouvé le point d'équilibre que suppose toute éthique ? Déjà certains affirment, par exemple, que rien ne s'oppose plus aux expériences sur les sujets « en état végétatif chronique », qui devraient même se banaliser. Est-ce la conséquence imprévue d'une loi dont l'objet est « la protection des personnes soumises à la recherche biomédicale » ? Rappelons que les comateux en état végétatif chronique sont des êtres humains qui ont d'autant plus droit au respect qu'ils sont en état de grande fragilité.

L'enjeu de la discussion est trop grave pour ne pas dénoncer d'abord les amalgames partisans, fruits des omissions liées sans doute à une lecture rapide du texte.

En premier lieu, la loi ne concerne que les vivants et nullement les sujets dont la mort cérébrale a été constatée, puisqu'ils sont décédés, comme le rappelle, à l'Assemblée nationale, M. Ber-

nard Charles, rapporteur de la proposition de loi.

Tenons-nous strictement aux situations envisagées par la nouvelle loi. Pour les personnes en état végétatif chronique, le Parlement, à la quasi-unanimité, n'a pas cru pouvoir poser le principe d'une interdiction absolue de toute recherche n'ayant pas pour objet l'amélioration directe de leur état. Cette prise de position théorique est entourée de garde-fous multiples : l'observation de ces conditions sera punie de peines de prison ou d'amendes lourdes. Il convient de donner toute la publicité qu'elles méritent aux conditions très strictes imposées :

« L'expérimentation doit :

« ne présenter aucun risque prévisible ;

« être utile à des personnes présentant les mêmes caractéristiques de handicap ;

« ne pouvoir être réalisée autrement (ou tout simplement

n'avoir pas été déjà réalisée dans d'autres conditions).

Mais d'autres vertus ont également été mises :

« avis préalable obligatoire d'un comité d'éthique compétent officiellement reconnu ;

« consentement — s'il s'agit d'un mineur ou d'un majeur sous tutelle — du tuteur autorisé par le conseil de famille ou le juge des tutelles ;

« transmission au ministre de la santé d'une lettre d'information sur l'expérimentation proposée ;

« surveillance du déroulement de l'expérience par des médecins inspecteurs de la santé.

Toutes ces dispositions, quelle que soit leur sagesse, ne dispensent pas d'une extrême vigilance le comité consultatif chargé de donner son avis, le corps médical, les proches de la personne sollicitée pour participer à un essai. Sans oublier l'ordre des médecins, qui est décidé à assurer sa mission : veiller au respect de l'éthique et de la déontologie, en portant la plus grande attention aux textes d'application et à la jurisprudence à venir.

## Mir : un bail pour les cosmonautes

(suite de la page 21.)

Mais s'il est clair que les critères de sélection sont d'une certaine manière les mêmes pour tous, force est de reconnaître que l'organisme de chacun ne réagit pas de la même manière à l'environnement spatial, notamment en ce qui concerne les réactions du système cardiovasculaire, le mode de déminéralisation du squelette... Aussi l'augmentation progressive de la durée des vols nous a-t-elle conduits à tenir de plus en plus compte de ces particularités individuelles pour faire nos choix.

La complexité de tous ces problèmes médico-biologiques nous a-t-elle conduits à travailler avec d'autres spécialistes que les Français qui participent à l'accomplissement des connaissances, notamment par le biais de la mission confiée à Jean-Loup Chrétien ? Si oui, avez-vous des échanges à ce sujet avec les Américains ?

Dans ce domaine de la médecine et de la biologie spatiales, la coopération internationale est très large. Il n'est que de reprendre les résultats obtenus avec les quatorze équipages internationaux qui ont volé à bord de vaisseaux soviétiques pour s'en convaincre. Mais au-delà de ces expériences spectaculaires, nous travaillons plus en profondeur. En particulier avec les États-Unis. Un groupe de travail américano-soviétique a été créé à cet effet et son rôle s'accroît d'année en année, dans la mesure où cette coopération va bien au-delà du simple échange d'informations.

Certains chercheurs américains ont participé à l'élaboration de différentes expériences sur les satellites « biologiques » soviétiques. Et il est envisagé d'aller plus loin, en faisant tester des micro-organismes, des techniques et des instruments mis au point par des Américains et embarqués à bord de stations orbitales soviétiques. En retour, les États-Unis ont proposé que des projets de biologie spatiale soient menés sur le Spacelab. Tout ceci témoigne donc de l'internationalisation progressive des recherches en biologie et médecine spatiales, qui se traduit, entre autres, par des échanges sur ces thèmes au niveau de l'Europe.

Compte tenu de l'urgence des savoirs soviétiques, pensez-vous qu'une expédition habillée

vers Mars est possible dans un avenir prévisible ? Si c'est le cas, dans quels domaines faudrait-il consolider des recherches supplémentaires ?

Si l'humanité décide un jour d'envoyer une mission vers Mars, ce sera un voyage vers l'inconnu. On devra donc s'appuyer sur l'étude la plus scrupuleuse, la plus méticuleuse. Aujourd'hui, nous en savons beaucoup sur les réactions de l'organisme à l'apesanteur et de l'organisme à l'apesanteur et de la possibilité de prolonger des expéditions spatiales pendant deux ans, deux ans et demi, voire trois ans. Pour de tels vols, on peut envisager dans les vaisseaux une gravitation artificielle. Les expériences faites dans des satellites « biologiques » ont montré qu'une brève centrifugation permet de rectifier les déséquilibres et de ramener à la normale l'état physiologique de l'organisme. Certains pensent donc qu'une centrifugeuse de bord aiderait les cosmonautes à mieux supporter l'absence de pesanteur.

### Une centrifugeuse de bord

Mais il faudrait aussi que cette gravitation soit permanente. Or d'autres problèmes, avant tout techniques, se poseraient dans ce cas. Il faudrait construire un habitacle en forme d'anneau, dans lequel l'homme serait attaché vers le plancher par une force centrifuge équivalente à la pesanteur terrestre. Cependant, pour certaines expériences, la station devrait posséder une partie où réintégrer l'apesanteur. Il y aurait donc des problèmes pour le cosmonaute quand il passerait d'une partie à l'autre. C'est une question à étudier.

Bref, beaucoup reste à faire avant d'aborder de près l'organisation d'une pareille expédition. D'autant qu'aux problèmes précédemment évoqués s'ajoute une kyrielle de questions d'ordre psychologique et physiologique et même radiologique, dans la mesure où il faut protéger l'organisme humain des rayonnements dangereux produits dans le cosmos.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU avec l'aide d'APN.



# Le raccommodage des gènes

Il existe dans les cellules vivantes des « équipes » chargées de réparer les mutations génétiques. C'est un phénomène plus universel qu'on ne le croyait.

LES biologistes n'en sont eux-mêmes pas revenus. A force d'étudier sous toutes les coutures le patrimoine héréditaire des bactéries, ils ont découvert que ce dernier était l'objet de remaniements incessants. Des changements qui peuvent être drastiques, déplaçant ou déformant des sections entières de l'information génétique. Mieux : il existerait dans la cellule des systèmes biochimiques hautement spécialisés, chargés en permanence de lutter contre ce désordre.

Si se confirme que ces remaniements et leur correction, qui concernent des fragments entiers de gènes, existent chez tous les êtres vivants, les conséquences de cette découverte peuvent être considérables. Au plan fondamental, car ces modifications génétiques à grande échelle jouent sans doute un rôle essentiel dans l'évolution des espèces et de la matière vivante. Au plan des applications, car ce phénomène, utilisé à bon escient, pourrait simplifier l'utilisation des biotechnologies. Au plan médical enfin, en étant impliqué dans le développement de maladies graves, telles que le cancer ou la myopathie.

Ce n'est pas la première fois, loin s'en faut, que l'on découvre que des erreurs de transmission peuvent affecter le patrimoine héréditaire. Tous les êtres vivants, on le sait, écrivent leur histoire biologique dans un même livre, celui de l'ADN (acide désoxyribonucléique), interminable escalier en spirale à double hélice qui chemine au cœur de nos chromosomes, et dont les marches sont formées de quatre unités chimiques : les bases nucléiques A (adénine), C (cytosine), G (guanine) et T (thymine).

C'est l'enchaînement de ces quatre lettres le long du filament d'ADN, qui détermine la « séquence » des gènes, les « mots » dont l'orthographe, à son tour, déterminera la structure des protéines dont ces gènes gouvernent la synthèse. Et l'on sait depuis longtemps qu'une multitude d'agents extérieurs, physiques (rayons X, ultra-violettes) ou chimiques (drogues, fumées de cigarette) sont capables, à force

de, d'altérer profondément le matériel génétique. Notamment au cours de la « réplication » de l'ADN, cette phase d'intense activité qui précède la reproduction cellulaire au cours de laquelle l'information contenue dans les chromosomes est intégralement « recopiée », répliquée à une vitesse faramineuse.

Lors du recopiage de ce gigantesque livre biologique (celui de l'*Homo sapiens* contient quelque 3,5 milliards de caractères !), des erreurs de typographie peuvent en effet s'introduire, spontanément ou sous l'influence nocive de l'environnement. L'une des quatre lettres A.C.G.T de l'alphabet de la vie, par exemple, se substituera à une autre ; ou encore formera un « pont » chimique avec la base voisine ; à moins qu'elle ne soit au contraire séparée d'elle par un agent intercalant, ou par une cassure du brin d'ADN sur lequel elle se trouve.

## Une découverte fortuite

Or ce sont précisément ces quatre lettres, groupées trois par trois, qui commandent l'assemblage, selon un ordre rigoureux, des « briques » élémentaires constitutives des protéines. Qu'une seule lettre vienne à changer (on parle alors d'une mutation « ponctuelle »), et c'est ainsi un autre acide aminé qui viendra s'insérer dans la protéine en cours de synthèse. Intrus qui, peut-être, modifiera profondément sa configuration et sa fonction finale... s'il ne bloque pas purement et simplement sa fabrication.

La nature faisant bien les choses, ces erreurs sont en fait, la plupart du temps, automatiquement réparées par la machinerie cellulaire. « Cette dernière, en effet, héberge une véritable armada de molécules enzymatiques, chargées de veiller en permanence sur la molécule d'ADN et, le cas échéant, de réparer les lésions dont elle est l'objet », précise Alain Sarasin, directeur du laboratoire de génétique moléculaire de l'Institut de recherche

scientifique contre le cancer (IRSC) de Villejuif.

A travers une cascade de réactions chimiques effroyablement complexes, quatre équipes de dépannage distinctes se répartissent ainsi le travail : outre un « système SOS » chargé de réparer, en urgence, les plus grosses erreurs, celles-ci sont respectivement spécialisées dans la réparation par « excision-resynthèse », par « photoréactivation » et par « recombinaison post-répliative ». Un jargon quelque peu rébarbatif qui cache un système biologique d'une redoutable efficacité, puisque cette batterie enzymatique, en temps normal, fait disparaître jusqu'à 99 % des lésions ponctuelles survenant sur l'ADN.

Tout cela, on le savait déjà. Et si l'on continue d'étudier de très près ces lésions ponctuelles pour mieux comprendre leur genèse (voire pour pallier un jour les déficiences survenant parfois dans leurs systèmes de réparation), les biologistes moléculaires se sont depuis longtemps familiarisés avec ces fautes d'orthographe, inversions de syllabes et « coquilles » qui parsèment la bible de la vie. Leur dernière découverte, en revanche, les a brusquement transportés dans une autre dimension. Pensez ! L'existence de « super-erreurs » de transmission, ne concernant plus des mots, ni même des phrases, mais des pages, voire des chapitres entiers brutalement inversés, dupliqués ou supprimés au hasard.

Comme bien souvent dans la genèse des grandes découvertes, ce fut une constatation fortuite qui, au départ, mit la puce à l'oreille des chercheurs. C'était en 1975, l'une de ces années, charnières au cours desquelles les biologistes moléculaires voyaient s'accomplir, au fond de leurs éprouvettes, la naissance du génie génétique. Aujourd'hui directeur du laboratoire de génétique microbienne de l'Institut de biotechnologies de l'INRA, à Jouy-en-Josas, Dusko Ehrlich travaille alors à l'université de Stanford, en Californie, dans l'équipe du prix Nobel américain Joshua Lederberg.

C'est là, lors d'une expérience visant à introduire un gène intégrant dans une bactérie, que les chercheurs découvrent un beau jour le premier indice : après multiplication de ladite bactérie, ils constatent que les trois quarts des clones obtenus présentent une information génétique remaniée

autour du gène sélectionné. Anomalie biologique ? Erreur d'interprétation ? Loin de là. « Peu après, les études fondamentales menées simultanément dans plusieurs laboratoires démontraient que la fréquence des mutations ponctuelles, il fallait donc supposer l'existence d'un mécanisme de réparation interne capable de corriger la majeure partie de ces malformations — ces dernières ne portant plus cette fois sur une poignée, mais sur des milliers de bases nucléiques.

## Interactions

Ce mécanisme correcteur imaginé par les biologistes, l'équipe de Dusko Ehrlich vient tout juste de le mettre en évidence. Tradition oblige, c'est à *Escherichia coli*, colibacille vedette des généticiens, qu'est revenu cette fois encore l'honneur de la démonstration. « La partie-clé de ce mécanisme de réparation est une enzyme, nommée « hélicase », qui ouvre la double hélice d'ADN en séparant de façon transitoire les deux chaînes qui la forment », précise Dusko Ehrlich.

Reste à savoir, bien sûr, si ce phénomène découvert chez la bactérie se révélera commun à tous les êtres vivants. Les mécanismes de réparation de l'ADN à grande échelle, certes, risquent d'être nettement plus difficiles à mettre en évidence chez les mammifères — dont l'homme — que chez les micro-organismes. Mais l'issue de ces recherches ne fait guère de doute pour les spécialistes : « Tous les schémas de réparation de l'ADN aujourd'hui connus chez l'homme ont été

si les erreurs admises dans la reproduction de l'ADN étaient d'ordinaire aussi fréquentes, la vie serait tout bonnement impossible », poursuit Dusko Ehrlich. Comme dans le cas des mutations ponctuelles, il fallait donc supposer l'existence d'un mécanisme de réparation interne capable de corriger la majeure partie de ces malformations — ces dernières ne portant plus cette fois sur une poignée, mais sur des milliers de bases nucléiques.

Reste à savoir, bien sûr, si ce phénomène découvert chez la bactérie se révélera commun à tous les êtres vivants. Les mécanismes de réparation de l'ADN à grande échelle, certes, risquent d'être nettement plus difficiles à mettre en évidence chez les mammifères — dont l'homme — que chez les micro-organismes. Mais l'issue de ces recherches ne fait guère de doute pour les spécialistes : « Tous les schémas de réparation de l'ADN aujourd'hui connus chez l'homme ont été

définis à partir de ce qui se passait chez la bactérie, rappelle Alain Sarasin. De même, la quasi-totalité des progrès effectués en génétique bactérienne ont été retrouvés, dix à vingt ans plus tard, dans les cellules de mammifères... »

Les conséquences à long terme de cette découverte sont innombrables. Pour les fondamentalistes, ces remaniements génétiques pourraient bien, de par leur caractère transmissible et universel constituer l'une des clés de voûte de l'évolution des espèces. Pour les adeptes des biotechnologies, la perspective de pouvoir un jour utiliser les mécanismes de réparation de l'ADN imaginés par la nature permet d'espérer une meilleure maîtrise des techniques du génie génétique.

Enfin, tous les spécialistes sont aujourd'hui convaincus que de tels remaniements, s'ils ne suffisent pas à eux seuls à provoquer l'apparition d'une tumeur, peuvent être impliqués dans le développement du processus cancérogène. Et peut-être dans celui de certaines maladies héréditaires, telle la myopathie de Duchenne, cette grave affection neuromusculaire qui, dans 50 % des cas, provient de la déletion d'un fragment de gène situé sur le chromosome X. Un domaine dans lequel l'essentiel des recherches tend à venir, qui permettront peut-être un jour de prévenir et guérir des maladies mortelles, menaçant non seulement un être humain mais tous ses descendants.

CATHERINE VINCENT.

## Les ambiguïtés de la méthadone

(Suite de la page 21.)

« Si nous avions pas de vingt patients, je nous foudrait une autre structure », souligne le docteur Xavier Laquaille à Sainte-Anne. Il s'agit en effet d'une prise en charge très lourde, qui s'opère presque à celle d'un hôpital de jour.

Les médecins choisissent les « méthadoniens » parmi les héroïnomes relativement insérés, motivés et ayant déjà essayé de décrocher sans succès. La durée du traitement n'est généralement pas définie à l'avance, mais elle n'est pas pour autant illimitée.

« Il faut éviter des prises en charge trop longues, dans la mesure du possible », affirme le docteur Laquaille. Au bout de quelques mois, si nous constatons une évolution positive, nous diminuons progressivement les doses.

Ce type d'encadrement a l'avantage, selon les médecins qui le pratiquent, d'établir des liens durables entre un toxicomane et une institution. Le patient peut ainsi acquiescer la capacité de ne plus vivre dans l'immédiat, d'organiser sa vie professionnelle et d'améliorer ses relations sociales. « Il s'agit de stabiliser une aventure folle », observe le docteur Dugarin, tout en soulignant que ce genre d'expérience « n'est pas une médication, mais une ambiguïté qui permet de parler de la toxicomanie tout en entretenant une façon de masquer le symptôme. »

## Un pis-aller

Au-delà de l'intérêt particulier des héroïnomes intégrés dans ce programme, la méthadone est considérée par certains comme un rempart contre les conséquences sociales de la toxicomanie. Aux États-Unis, le produit a longtemps été conçu comme un barrage contre la délinquance et, en France, la peur du SIDA incite certains spécialistes à réclamer une étude approfondie du problème.

Après les déclarations du professeur Léon Schwartzberg sur la nécessité d'élargir la distribution de méthadone, le docteur Claude Oliveinstein, responsable du Centre Marmottan, envisage la possibilité de concevoir une « drogue propre » : « Il existe des gens qui veulent se désintoxiquer, et pour eux l'appareil institutionnel doit continuer de fonctionner. Mais il y a aussi des personnes qui ne peuvent pas ou ne veulent pas se désintoxiquer tout en souhaitant ne pas être « contaminées ». Celles-là ne doivent pas faire l'objet d'une ségrégation. »

Selon le docteur Oliveinstein, la mise en vente libre des seringues doit être complétée par un

développement maîtrisé de l'usage de la méthadone. « La méthadone n'est pas un traitement mais un pis-aller qui ne devrait pas toucher plus de deux cents à trois cents personnes en France. Je ne suis pas très enthousiaste, ajoute ce médecin, qui avait pris position contre le produit au début des années 70, mais le problème numéro un, aujourd'hui, c'est le SIDA, et non pas la toxicomanie. » Le docteur Oliveinstein estime qu'il faut inclure cette question dans un programme d'ensemble sur la toxicomanie et le SIDA.

Futurisme ou raison ? Un grand nombre de spécialistes s'insurgent contre cette solution et dénoncent les risques d'une régularisation de la toxicomanie pour des motifs d'ordre social. Faut-il sacrifier l'individu au groupe ? s'interrogent certains, tandis que d'autres rejettent l'idée d'un toxicomane incurable, conduit comme tel à absorber des médicaments. L'utilisation de la méthadone contredit en partie la « méthode française » de lutte contre la toxicomanie, fondée sur le principe que le drogué n'est pas un malade et que sa situation ne peut être améliorée grâce à des médicaments. La crainte est grande que le développement de ce genre de programme ne vienne discréditer les

efforts accomplis depuis des années par les institutions spécialisées.

Pour beaucoup, la méthadone est un piège qui permet à certains toxicomanes de sortir d'un état catastrophique tout en les empêchant, à terme, d'abandonner définitivement la drogue. « Quand on donne une drogue légale à un toxicomane, explique le docteur Francis Curtet, on perd toute chance de le voir mettre à plat les raisons pour lesquelles il se drogue. »

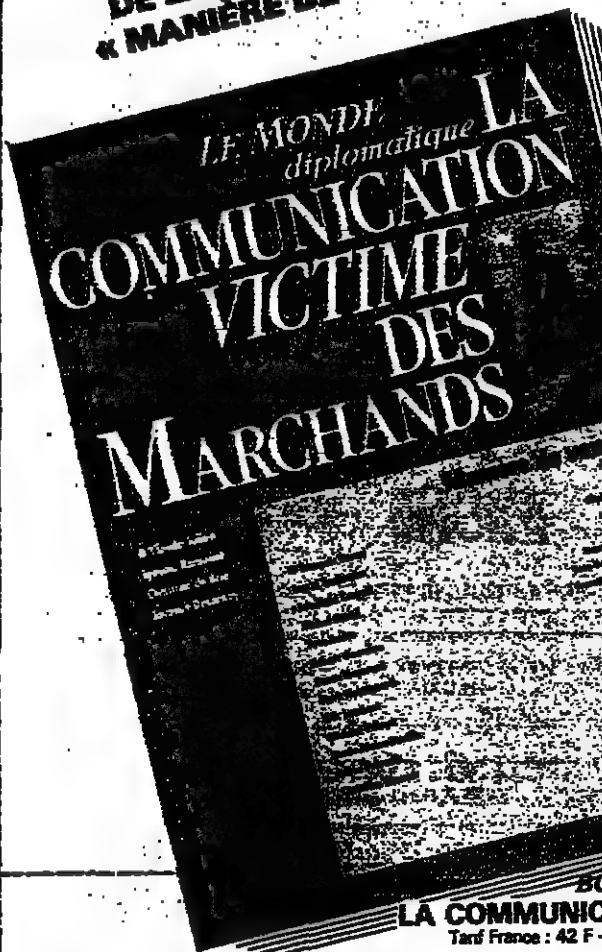
Comment faire admettre qu'une substance est dangereuse ou bénéfique selon le lieu où elle est dispensée ? La morphine aussi devait initialement servir à soigner l'opiomane, et l'héroïne à lutter contre les effets de la morphine.

« Vouloir résoudre un problème complexe par la seule délivrance de cette molécule est un leurre », a affirmé le docteur Perron, médecin à Sainte-Anne, lors du colloque des 9 et 10 décembre. C'est un moyen et non une fin en soi. En aucun cas, il ne doit s'agir d'un traitement visant directement la protection sociale. « Si la méthadone peut offrir une aide temporaire à certains toxicomanes, il reste à étudier de près son mode d'utilisation. »

RAPHAËLE RÉROLLE.

TROISIÈME VOLUME  
DE LA COLLECTION  
« MANIÈRE DE VOIR »

AFFAIRMES  
INFORMATION  
ET CULTURE  
DE MASSE



Les grandes manœuvres dans l'audiovisuel et la rapide évolution des nouvelles technologies bouleversent complètement le champ de la communication. Quelques groupes géants contrôlent un nombre de plus en plus important de médias. Que devient, dans ce nouveau contexte, le pluralisme de l'information, une des garanties de la démocratie ?

Le Monde diplomatique s'interroge sur le sens d'une « communication » qui sème tant de confusion et qui, fascinée par les techniques du marketing et de la publicité, réduit le discours de l'information et de la politique à ses dimensions les plus simplistes.

Pour ce nouvel affaïrisme, la culture est-elle autre chose qu'une simple marchandise ?

EN VENTE CHEZ  
VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX

96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE  
LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

Tarif France : 42 F - Tarif étranger : 45 F (frais d'expédition inclus)

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

SECTEURS  
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**PEUGEOT S.A.**  
NOTRE DIRECTION INFORMATIQUE  
TÉLÉCOMMUNICATIONS ET AUTOMATISMES

**Spécialistes télécommunications**

MISSION :

- ASSURER l'interface avec FRANCE-TÉLÉCOM ;
- Mettre en place les méthodes, les procédures et les outils logiciels pour le suivi au niveau groupe de l'utilisation des services de FRANCE-TÉLÉCOM ;
- Etudier et proposer l'utilisation de services FRANCE-TÉLÉCOM plus avantageux.

PROFIL :

- Ingénieur grande école ou universitaire, 32 ans minimum ;
- Connaissance dans le domaine de la conception des systèmes d'information ;
- Expérience de 3 à 7 ans dans le domaine des télécommunications ;
- Autonomie de comportement et capacité à convaincre sont indispensables pour ce poste.

La société et le groupe offrent de larges perspectives de carrière.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à  
**PEUGEOT S.A. - Gestion du personnel, 75, avenue de la Grande-Armée,  
75116 PARIS.**  
Réponse rapide et discrétion assurée.

**SYBEL**  
INFORMATIQUE

**INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS  
INGÉNIEURS INFORMATIENS**

185 / 250 KI 4

Notre Société, à taille humaine (80 personnes), souhaite développer ses activités électroniques où elle a acquis une compétence et une renommée internationale.

Elle collabore avec les plus grandes banques françaises pour la mise au point des technologies de demain (ETEBAC 5, RNIS).

Jeunes ou avec une première expérience, vous êtes SUPELEC, ENSI, CENTRALE, TELECOM, passionnés d'électronique numérique, analogique et/ou d'informatique et vous souhaitez :

- Développer rapidement des projets pointus (carte à mémoire, carte modem),
- Participer à l'analyse, à la réalisation et à la mise en place chez nos clients de produits performants,
- Acquérir des compétences au sein d'une équipe jeune et dynamique qui saura vous faire confiance.

Nous vous offrons une opportunité exceptionnelle de parcourir chez nous une carrière à la mesure de vos ambitions.

Pour nous rejoindre, adressez : lettre, CV, photo et prétentions à  
**SYBEL-INFORMATIQUE, M. RALLIERE, 60 rue de Richelieu - 75002 PARIS**

**Nouveaux marchés, Nouvelles techniques...  
Le challenge des Nouveaux Métiers !**

Rejoindre l'Equipe MATRA, c'est au présent participer à l'avenir du futur. Notre Branche Défense recherche pour sa Direction des Programmes de Contre-Mesures

**Ingénieurs Logiciel**

Vous travaillerez sur des logiciels systèmes Temps réel embarqués de générations successives. Vous participerez à la définition de l'architecture de ces nouveaux systèmes et vous élaborez les spécifications de besoins logiciels. Vous suivrez le développement, l'intégration et la validation logiciel.

Ingénieur de formation, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience en conception et réalisation de logiciels Temps réel. Votre goût du travail en équipe, vos qualités de méthode et de rigueur seront des atouts supplémentaires pour évoluer dans notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. IL1912LM à E. CHEDAL - MATRA DÉFENSE - centre de Montigny - 3 av. du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN

**MATRA**  
DEFENSE ESPACE

**A R I A N E S P A C E**

**Première  
société  
commerciale  
de transport  
spatial**

recherche pour son Département Exploitation au sein de la Direction Industrielle, un(e)

**INGENIEUR  
EXPLOITATION VOL**

Le Département Exploitation est responsable :

- du diagnostic de fonctionnement de chaque lanceur en vol,
- de l'étude des causes d'anomalies,
- et de l'initiation des actions correctives.

Votre fonction :

- ▷ assurer les missions d'Exploitation pour certains vols,
- ▷ diriger le traitement des anomalies,
- ▷ critiquer l'analyse et les méthodes d'exploitation vol.

Ingénieur Mécanicien Grande Ecole, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans dans l'industrie (projets, essais), d'une maîtrise de systèmes propulsifs, et d'une pratique professionnelle de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence DL88.33 à Jacques Werschmied, ARIANESPACE, Relations Humaines, Boulevard de l'Europe, B.P. 177, 91006 Evry-Codex.

**arianespace**

**SOYEZ L'ARTISAN  
D'UNE  
MAINTENANCE  
OPTIMISEE.**

A 2 heures au Nord Est de Paris

Nous sommes l'un des leaders européens de l'industrie électrotechnique pour l'automobile (550 personnes - 800 MF de CA). Notre force : la souplesse d'une petite structure bénéficiant de l'appui d'un grand groupe.

Impliquées, dynamiques, autonomes, nos équipes évoluent dans un contexte qui parle sur les circuits courts et l'adaptabilité.

Nos atouts : une longue expérience allée aux technologies les plus performantes dans notre domaine, une forte capacité de recherche et développement, une situation géographique privilégiée au carrefour de grands axes autoroutiers européens. Prenez les commandes d'un service-clé et soyez l'un des acteurs déterminants de notre développement.

**RESPONSABLE  
DU SERVICE  
MAINTENANCE**

En s'appuyant sur un effectif de 130 personnes, il dirige, gère, organise et optimise la stratégie de la maintenance de nos installations de fabrication (curative, systématique et préventive) et veille dans l'esprit d'excellence à accroître la productivité et la rentabilité en y associant l'esprit sécurité.

Ce poste suppose un ingénieur diplômé électromécanicien ou électrotechnicien (AM/INSA/HE/ENI/INPG ou équivalent) de 35 ans minimum, maîtrisant l'anglais, et doté d'un savoir-faire réel et prouvé dans la direction d'un service de maintenance s'appuyant sur des techniques modernes d'animation et gestion des hommes, acquis dans l'industrie lourde (démarrage, sidérurgie, sucrerie, papeterie).

Prière d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1980BEM à notre  
Conseil : 17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

**MORENO consultants**  
REIMS - PARIS - LYON

**Assistance publique Hôpitaux de Paris**  
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE L'ILE-DE-FRANCE  
QUI REGROUPE 40 ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

recherche

**2 INGENIEURS HOSPITALIERS SUBDIVISIONNAIRES  
DANS LE SECTEUR : TRAVAUX - MAINTENANCE TECHNIQUE**

pour les établissements d'apex :

Hôpital René-Maunet, av. du Docteur-Schaeffer, 93270 Sevran ;  
Hôpital Jean-Verrier, av. du 14-Juillet, 93140 Bondy ;  
Gare et ateliers construcs 14, rue du Port-aux-Lions, 94220 Charenton ;  
Tous les postes comportent le bénéfice d'un logement de fonction.

**VOS MISSIONS SONT DIVERSES :**

Maintenance des bâtiments et équipements immobiliers ;  
Participation à l'élaboration du plan directeur technique des travaux d'entretien, de réparation et d'améliorations courantes ;  
Rôle de conducteur d'opérations pour les opérations d'investissements déconcentrés ;  
Vous faites partie de l'équipe de direction des établissements auxquels vous êtes rattachés et participez aux études générales consécutives à l'application des différentes techniques utilisées en milieu hospitalier.

**POUR TOUS RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
S'ADRESSER A :**

**LA DIRECTION DU PERSONNEL** (Service de la gestion des personnels, bureau des personnels d'encadrement),  
2, rue Saint-Martin, Paris-4\*, de 9 h à 17 h 30.  
Tél. : 40-27-45-03/40-27-45-37.

**PLASTIQUES ELASTOMERES**

Nous sommes une PME, filiale d'un Groupe dont le siège est en IFA, leader dans notre gamme de produits (films polyéthylène).  
Nous recherchons notre

**INGENIEUR  
CHIMISTE**

Ingénieur chimiste diplômé, vous serez chargé de veiller au respect de la qualité de nos fabrications pour assurer la satisfaction de nos clients. Progressivement vous serez appelé à seconder le responsable production/maintenance, tout en gardant vos responsabilités en matière de qualité.

Après une première expérience professionnelle, vous souhaitez intégrer une PME dynamique, exigeante, mais gratifiante.

La disponibilité, le sens du contact, une autorité naturelle, sont des qualités que vous savez mettre en œuvre.

Vous avez une parfaite connaissance de la langue allemande et de bonnes notions d'anglais.

Pour ce poste basé à proximité de Valenciennes, nous avons chargé notre Cabinet Conseil AXONE, de traiter confidentiellement votre candidature sous la référence 88.111.

**AXONE** Intermedia Interopole  
Place Schneider, Allée  
59630 VILLENEUVE D'ASCQ

**LILLE-PARIS-LYON-STRAZBOURG-NANTES-MARSEILLE**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE  
RÉGION PARISIENNE**

recherche pour son Département Structure

**JEUNE INGÉNIEUR**  
(ETP, INSA ou équivalent)

Débutant ou justifiant d'une première expérience pour :

- études de structure (béton armé, charpente métallique) ;
- conception et direction de projets bâtiment.

Importantes perspectives d'évolution pour les candidats ayant le sens des responsabilités et l'aptitude au travail en équipe.

Adresser candidature manuscrite + C.V. et prétentions à O.P.F. UNIVAS,  
2, rue de Séze, 75009 PARIS, qui transmettra.

**Schlenker**

**LA QUALITÉ**

**TREMPIN  
DE  
CARRIÈRE  
DANS  
L'INDUSTRIE**

**JEUNE INGÉNIEUR**

**IMPORTANT  
PARTENARIAT  
A.C.**

**CHIEF DE PRO**

**INGENIEUR C**

**INGENIEURS D**

**INGENIEURS D**



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 21 décembre 1988 25

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### Schlumberger Industries

**LA QUALITE**  
**TREMPIN**  
**DE**  
**CARRIERE**  
**DANS**  
**L'INDUSTRIE**

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, des systèmes de défense... Notre unité industrielle de Pont-Audemer (Eure), chargée de fabriquer pour SCHLUMBERGER des équipements électroniques de haute technologie, renforce son équipe Qualité par un

#### INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

De préférence électronicien de formation, vous êtes débutant ou vous avez une première expérience industrielle. Vous êtes convaincu de l'importance de la Qualité, particulièrement en Production et vous saurez convaincre tous les Services de notre Département. Dans ce contexte vous prendrez une part active au développement de notre politique Qualité.

La dimension internationale de SCHLUMBERGER, de ses produits et de ses marchés offre de réelles possibilités d'évolution à un candidat de valeur, déterminé à réussir en Production.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence MQ/2012, au Service du Personnel  
**SCHLUMBERGER INDUSTRIES**  
Division Techniques et Productions  
125, rue de Paris 91300 MASSY

Établissement membre d'un puissant groupe financier international, nous intervenons sur les marchés pour la négociation des valeurs mobilières. Pour notre département organisation et informatique - 7 personnes - vecteur majeur de notre développement, nous recherchons un

### Ingénieur informaticien débutant informatique financière

Vous intégrez l'équipe "Études" - 4 personnes - chargée d'appréhender et de répondre aux besoins des différents services en termes d'organisation et d'informatique - direction des opérations de marchés, département de back-office, services centraux... Après une prise de connaissance de l'organisation et des métiers de l'établissement, nous vous proposons une formation aux méthodes et techniques mises en œuvre au sein du département. Vous participez ensuite à la réalisation puis à la conception des applications. L'architecture générale des systèmes d'information fait appel au matériel DIGITAL - VAX 8530, 6210, MICROVAX 2000... et à de multiples réseaux de télécommunications - centres serveurs de la profession, réseaux internationaux du groupe...

Nous confierons ce poste à un jeune ingénieur grande école débutant, un an d'expérience maximum, désireux de s'investir dans un établissement à taille humaine - 170 collaborateurs - doté d'une expertise reconnue sur les marchés financiers et équipé de moyens techniques adéquats.

Christine TRINQUAND étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 88/2.334 au cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

### JEUNE, INGÉNIEUR, AUTOMATICIEN...

Nous sommes la filiale française performante (progression de 20% par an) d'un important Groupe International fabricant des produits pharmaceutiques de haute technologie.

Un très important programme d'investissements est planifié sur les 4 prochaines années pour faire face au développement d'activités propres et au transfert d'activités nouvelles.

Dans ce contexte, nous recherchons notre Responsable Automatismes

Rattaché au Responsable Production, il assure la responsabilité des performances et de la productivité du Parc Machine :

- réglage et automatisation : définition, organisation et suivi des travaux de réglage des automatismes de production et logistique.

- projets d'automatismes : définition et mise en place dans les secteurs Fabrication, Conditionnement et Logistique.

JEUNE INGÉNIEUR, il a une première expérience "automatismes" (BE, méthodes, fabrication, maintenance) dans un domaine d'activité proche.

Nous recherchons des candidats à forte personnalité et potentiel pour évoluer vers des fonctions élargies. Le poste est situé à 60 kms au Sud-Ouest de Paris (proximité Rambouillet).

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. SPE/110 M à préciser sur l'enveloppe, à KEY MEN - 10 rue de Rome - 75008 PARIS.

**KEY MEN**

GRIFFIN DANIEL PIERRE LUNZ ET ASSOCIÉS

### IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL PARTENAIRE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE recherche

Pour sa Direction Recherche et Développement située dans la Région Parisienne :

#### 1 CHEF DE PROJET CONCEPT

Cet Ingénieur Etudes de formation mécanique sera chargé :  
- d'analyser les demandes clients,  
- de préparer et concrétiser la phase d'étude du produit,  
- de planifier les tâches Etudes du projet,  
- de réaliser le dossier économique.

Le candidat à ce poste doit connaître : la CAO et le DAO, être familiarisé avec les procédures AMDEC, FMEA et pratiquer l'anglais.

Une expérience de 5 à 10 ans est souhaitée.

#### 1 INGÉNIEUR CALCUL

Formation ENSAM, ICAM, ENS ou équivalent, connaissant la CAO et le DAO. Il sera chargé d'effectuer les calculs nécessaires à la conception et au développement des produits.

Pour son Service Commercial plusieurs :

#### INGÉNIEURS DIPLOMES

ayant une bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand, ils seront chargés, au sein de la Direction Commerciale :

- d'assurer les relations technico-commerciales auprès des donneurs d'ordre français et étrangers (Constructeurs automobiles, Equipementiers, Industrie électronique), dans les domaines de l'emboutissage, assemblage, mécanique et tolérances de précision.

Pour ses Usines situées respectivement dans le Nord, le Calvados et le Cher :

#### INGÉNIEURS DIPLOMES

pour des postes en Fabrication. Quelques années d'expérience en Emboutissage, Assemblage, Automatisation, sont souhaitées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à la Direction des Affaires Sociales  
**GROUPE COFIMETA**  
40 St-Henri-Sèze  
92156 SURESNES Cedex.



JEUNES  
INGÉNIEURS  
DEBUTANTS  
OU PREMIERE  
EXPERIENCE

## C'est promis, le nouvel Airbus ne décollera pas sans vous !

SFENA, Groupe AEROSPATIALE, étudie et met en œuvre des systèmes de pilotage et de navigation. Pour faire décoller le programme AIRBUS, SFENA développe ses équipes et vous propose de les rejoindre.

**INGÉNIEURS D'ETUDES** : Spécialisés en automatisation pour des applications aéronautiques, civiles et militaires, engins ou gyrolaser. réf. 633M.

**INGÉNIEURS LOGICIELS** : Ingénieurs ou universitaires (DEA, DESS informatique et automatique) pour développer en équipe des applications en temps réel supportées par des matériels embarqués. réf. 934M.

**INGÉNIEURS SYSTEME/PRODUIT** : Ingénieurs grandes écoles pour définir, analyser et rédiger les spécifications des systèmes avioniques puis suivre leur développement et leur validation. réf. 101M.

**INGÉNIEURS ELECTRONICIENS** : Expérimentés en conception électronique analogique et numérique pour étudier et développer la partie "matériel" des calculateurs embarqués. Réf. 641M.

Vous êtes débutants ou bénéficiez d'une première expérience (1 à 3 ans), venez faire décoller vos compétences dans notre espace high-tech.

Merci de nous adresser votre candidature à SFENA Gestion des Cadres Aérodrome de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex, en précisant la référence du poste choisi.



NOUS SOMMES LE CERVEAU DES TÊTES BIEN FAITES

### ADMINISTRATEUR DE DONNEES

IBM 30xx - MVS/XA - COBOL - CICS - DLI



Membre d'un groupe international, NSM est une banque commerciale privée à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation (nous engageons nos noms depuis 300 ans).

**ADMINISTRATEUR DE DONNEES** : Vous êtes chargé de gérer l'ensemble des données informatiques de la Banque et d'assurer la cohérence de notre système d'information. Rattaché à notre cellule Méthodes, vous avez un rôle moteur tant dans la gestion des données que dans l'étude et la mise en place d'outils permettant d'améliorer la qualité des développements. Vous participez aux projets et validez les données définies en liaison avec les utilisateurs. Enfin, vous avez une action de sensibilisation auprès des Etudes sur la mise en œuvre de méthodes (de conception).

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ou Bac +5), vous faites preuve d'une grande faculté d'écoute et de persuasion. A un esprit créatif et autonome, vous savez associer rigueur et méthodologie. Après une expérience de 5 ans environ (banques, établissements financiers, assurances) vous êtes aujourd'hui analyste confirmé ou jeune chef de projet et voulez évoluer vers une fonction plus globale.

Nous vous remercions d'adresser votre CV détaillé et prétentions sous la réf. AD 1288/LM, à notre Service Recrutement, NSM, BP 46608, 75008 PARIS. Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet



GROUPE ABN SANK

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**ALCATEL ESPACE**

## L'univers des grands projets

Dans le cadre des programmes spatiaux auxquels nous sommes associés, nous continuons à renforcer l'équipe de la LIGNE DE PRODUITS ANTENNES SPATIALES. Nous recrutons pour TOULOUSE :

### Un ingénieur spécialiste en conception mécanique

Pour assumer son rôle d'étude et de développement, cet **INGENIEUR** est déjà spécialisé dans les problèmes de **MECANIQUE** et **THERMIQUE** des **STRUCTURES AERONAUTIQUES** ou **SPATIALES**. Il connaît les spécificités de conception et de technologie liées à l'utilisation des Matériaux composites. En collaboration très étroite avec les Ingénieurs Responsables de Produit spécialistes radio-électriciens, il conçoit l'Architecture Mécanique d'Antennes embarquées sur les **SATELLITES**. Il pilote les Etudes, les Essais mécaniques, thermiques et technologiques, en tenant compte des contraintes de fonctionnement en orbite, de faisabilité industrielle, des normes de qualité... le but étant d'aboutir à la réalisation des projets. Il respecte scrupuleusement les critères de coûts et de délais. Il encadre des Ingénieurs, Techniciens et Dessinateurs... et contrôle les Sous-traitants. Profil : Ingénieur diplômé ENSAE, ECR, ENSAM ou autre... vous avez 2 à 3 ans d'expérience en conception du **DESIGN** mécano-thermique de structures. Vous travaillez déjà sur les mécanismes de déploiement, les matériaux composites, le contrôle thermique... en assurant le suivi des dépenses et des plannings... Référence : M 8102.

### Un ingénieur méthodes de modélisations antennes hyperfréquences

Dans le cadre des Axes de RECHERCHE et du DEVELOPPEMENT de nouveaux CONCEPTS d'ANTENNES, le **RESPONSABLE** des **METHODES** de **MODELISATIONS** est chargé, au sein du **SERVICE ANTENNES SPATIALES**, de mettre en place une stratégie de RECHERCHE et d'ETUDES "AMONT" dans le domaine des Antennes Hyperfréquences. Il appréhende toutes les informations sur "l'Etat de l'Art" à travers les Conférences, Congrès, Publications... Il collabore avec différents partenaires, ou experts extérieurs, pour la conception, l'adaptation ou l'optimisation des Méthodes de Modélisations. Il pilote l'équipe d'INGENIEURS qui lui est rattachée. Après analyse des besoins, il participe à l'établissement de la politique LOGICIELS ANTENNES. Il prévoit les moyens futurs afin de mettre à disposition des **INGENIEURS d'ETUDES** et de **PROJETS** des outils performants. Il réalise ou fait réaliser les logiciels par des sous-traitants. Il a pour mission de former les Utilisateurs et de les assister. Ce poste s'adresse à un Ingénieur diplômé Grande Ecole ou Université, Mathématicien et Scientifique confirmé, hautement spécialisé dans le domaine des **ANTENNES HYPERFREQUENCES**. Référence : M 8065.

Pour ces deux postes, LA LANGUE ANGLAISE PARLEE EST INDISPENSABLE, et des déplacements de courte durée sont à prévoir. Merci de faire parvenir, sous la référence correspondante, lettre manuscrite + CV détaillé (photo) + salaire souhaité à notre Conseiller d'Entreprise Marie-Françoise LAUTREC LEPY "Division Recrutement" 35 rue des Conteliers 31000 TOULOUSE qui vous assure de sa réponse et de sa totale discrétion.

**ALCATEL**  
ESPACE

Systèmes et Services en CFAO

**CIG FRANCE** INDUSTRIE FRANCE

Filiale française de CIG-INTERSYS Group

cherche pour l'extension de ses activités CFAO à PARIS :

**DES INGENIEURS COMMERCIAUX**  
en CFAO Mécanique

**DES INGENIEURS D'APPLICATION**  
en CFAO Mécanique

**UN(E) SECRETAIRE**  
Bilingue Français/Anglais

Merci d'adresser votre lettre de candidature, C.V. et prétentions à :

**CIG INDUSTRIE FRANCE**  
129, av. Barthélémy-Buyer, 69006 LYON.

CIG-INTERSYS GROUP est un groupe européen d'ingénierie et de services, spécialisé dans la mise en œuvre des technologies de l'information. Avec un chiffre d'affaires de 4 milliards de FB des activités d'exportation et un effectif d'un millier de personnes, CIG-INTERSYS GROUP dispose de ressources étendues pour contribuer à l'efficacité des entreprises et des organisations publiques.

**SCN** LA MAITRISE DE L'INGENIERIE

1500 personnes dont 80 % d'ingénieurs et techniciens supérieurs, 2 milliards de CA.

Notre Société met en œuvre des technologies de pointe dans des secteurs aussi variés que le nucléaire, l'aéronautique, le transport, le verre... et souhaite accueillir rapidement un :

**INGENIEUR SPECIALISTE EN CHAUDRONNERIE**  
30-35 ans

dont l'expérience, acquise de préférence dans le milieu nucléaire, lui a permis d'acquies de solides compétences en conception, calcul et réalisation d'équipements chaudronnés. A terme, cette fonction devrait lui permettre de prendre des responsabilités importantes au sein du service. Merci de nous adresser votre candidature sous réf. ICM, SCN, Service du recrutement, 1, rue des Hérons - Montigny-Le Bretonneux 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

**INGENIEURS DEVELOPPEMENT**

Première société d'études de marchés au plan mondial, leader en France avec un CA de 350 millions en forte progression chaque année, NIELSEN conseille plus de 400 clients et analyse plus de 300 marchés.

Cette parfaite maîtrise en matière de décisions stratégiques lui permet de développer des gammes de produits et des services toujours plus performants créant ainsi une sorte d'intelligence globale, l'intelligence de la décision.

Participez de la même exigence en intégrant une équipe développement chargée de la qualité statistique et de la fiabilité des données collectées au moyen de nouveaux systèmes électroniques (croyance lecteurs, terminaux portables, terminaux points de vente scanner...).

Responsable du contrôle qualité et de la fiabilité de l'information issue du panel de consommateurs, vous intégrez l'équipe chargée de développer et de mettre en place les standards de qualité de l'échantillon. Réf. 1/M

Une première expérience des études quantitatives, vous permet de participer à l'élaboration et à l'optimisation d'outils statistiques facilitant l'intégration des données dans un processus de production en profonde mutation. Réf. 2/M

Pour ces 2 postes, l'anglais est indispensable.

Ouverts aux nouvelles technologies, vous manipulez les chiffres avec aisance et vous possédez des connaissances en informatique et micro-informatique, liées à un environnement IBM. Hommes de contact, vous jouerez un rôle d'interface entre le terrain et la production.

Merci d'envoyer votre CV accompagné d'une photo et de vos prétentions sous référence à NIELSEN, Alain MAROT - 44, bd de Grenelle 75015 PARIS.

**Nielsen**  
Recherches Marketing

*C'est l'intelligence de la décision*

En Alsace

## ANIMER un SERVICE INFORMATIQUE dans une ENTREPRISE INDUSTRIELLE pleine de PROJETS...

filiale française du groupe GRACE, nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits techniques haute performance en matériaux composites, destinés à des marchés industriels très diversifiés.

500 personnes, 20 % de croissance annuelle, 70 % du CA à l'export : notre développement s'accompagne de nombreux projets informatiques.

Notre schéma directeur, mis en place il y a 3 ans, a été conçu pour accompagner les objectifs stratégiques de la société. Le principe est un système de gestion intégré et interactif, basé sur le concept de base de données d'entreprise.

Nos axes principaux de développement : gestion de la production, de la technologie, le marketing, la gestion financière, la bureautique et la communication.

C'est dans ce contexte que nous vous proposons le poste de Responsable Informatique : il s'agit de diriger une petite équipe polyvalente très professionnelle, structurer et organiser les projets, conduire les études et choix d'investissements matériels et logiciels, assurer la coordination avec les spécialistes informatiques au niveau Groupe.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous avez tous les atouts de votre côté si votre expérience (5 ans au moins) de Chef de Projet confirmé ou Responsable informatique en entreprise industrielle ou SSI vous a donné une bonne maîtrise de l'analyse fonctionnelle, du développement ou de l'adaptation de logiciels, de la conception de bases de données, des applications GFAO.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Notre Conseil ALGOE nous aide dans notre recherche. Merci d'adresser votre candidature (précisant votre rémunération actuelle) à Carole de CHILLY sous la référence 289 MI.

ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

**ALGOE**  
DE L'IDEE A L'ACTION

**Dans les médias audiovisuels : notre responsable infocentre.**

Notre société d'études développe des approches nouvelles dans le domaine de l'audiovisuel et des médias, pour lesquelles l'informatique joue un rôle important.

Responsable d'une équipe qui assure l'analyse, le développement et l'exploitation de nos applications dans un contexte infocentre, vous prendrez en charge l'extension de notre système et la mise au point de nouveaux services ainsi que la négociation avec les partenaires et les prestataires extérieurs.

De formation supérieure (ingénieur ou IMAE), vous possédez une expérience de cinq ans environ dans la conduite de projets et l'encadrement d'une équipe. Motivé par les applications liées aux études statistiques, avec le sens des contacts et des compétences gros systèmes et micro-informatique, ce poste vous apportera un travail varié et passionnant.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous la référence PJ 0602 à Patrick JOUAN - ON LINE - 117, rue de Rennes - 75006 PARIS.

**ON LINE**

**SEEL** Nous changeons la nature du développement logiciel !

## JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

De formation supérieure, vous maîtrisez une méthode moderne de conception et le langage C, vous avez vécu une première expérience réussie de développement de logiciel (de préférence dans le domaine des bases de données).

Rejoignez rapidement l'équipe européenne EUREKA de développement d'un atelier intégré de Génie Logiciel (40 personnes) basé sur les concepts les plus récents. Pour vos travaux, vous bénéficiez d'un environnement matériel exceptionnel.

Envoyez C.V. à Société Française de Génie Logiciel - 98, rue du Château - 92100 BOULOGNE

HOMME-OLE D'UNE PETITE STRUCTURE AMBITIEUSE

JEUNE ING AM, ICAM

Sa Chef



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## Quel rapport entre un scoop, un satellite et un ingénieur commercial H.P. ?

**LA REUSSITE.** Celle du journaliste télé qui a décroché l'interview exclusive d'un chef maquisard, celle du CNES à Toulouse qui, avec son satellite SPOT, a permis qu'elle nous parvienne en direct, celle enfin de l'ingénieur commercial qui vient de conclure la vente de 36 ordinateurs HP 9000 chargés du contrôle au sol des trajectoires de satellites.

Cette réussite, c'est celle que vous connaîtrez chez Hewlett-Packard : monter et concrétiser de grands projets informatiques, conquérir de nouveaux marchés, et enfin vous épanouir dans un métier riche en émotions.

Pour y parvenir vous ne serez pas seul. Vous aurez avec vous la force des équipes HP (Administration, Marketing, Avant-Vente, Support) mise au service des technologies les plus pointues, en particulier en informatique technique : UNIX (HP y est pionnier), CAO électronique et mécanique, génie logiciel et système de développement, automatisation industrielle et contrôle qualité.

Des femmes et des hommes enthousiastes et motivés, une technologie

unanimentement reconnue, rien d'étonnant à ce qu'HP soit aujourd'hui le leader mondial des stations de travail et détienne la 2<sup>ème</sup> base installée en GPAO au monde. C'est aussi cela notre réussite.

Véritable conseil d'une clientèle scientifique et industrielle, et de bureaux d'études de haut niveau, l'ingénieur commercial HP évolue dans un environnement ouvert et chaleureux, où confiance et autonomie sont privilégiées. Notre structure, suffisamment souple et évolutive pour répondre à la réalité de notre croissance, offre à chacun la possibilité d'évoluer dans des métiers différents, selon ses aspirations et ses compétences.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (formation en gestion appréciée), avec une expérience de 3 ans au moins de la vente de matériels informatiques et une bonne connaissance de nos marchés (électronique, chimie, automobile, aérospatial...), décollez avec HP, vers la réussite.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence SF01/LM, à Hewlett-Packard France, Etablissement Commercial, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

**hp HEWLETT PACKARD**

**HOMME-CLE D'UNE PETITE STRUCTURE AMBITIEUSE**

**Haute-Normandie Eure (27)**

Filiale d'un grand groupe, nous sommes spécialisés dans la fabrication et la distribution d'une gamme de produits pour l'industrie du bâtiment. Souplesse d'une structure à taille humaine; capable de s'adapter aux besoins du marché et soutien d'un groupe solide : tels sont les atouts sur lesquels nous fondons notre réussite... et bientôt la vôtre.

**JEUNE INGENIEUR AM, ICAM, ECAM...**

Responsable de la fabrication, vous organisez votre mission autour de 2 axes, et assurez :

- Le plein emploi des facteurs de production (hommes, équipements) dans le respect des contraintes coûts, délais et qualité.
- Gestion des flux (stocks, matières premières, produits finis).

Bénéficiant d'une connaissance de la gestion de production informatique, vous êtes débiteur ou justifiez d'une première expérience industrielle. Votre autonomie, votre dynamisme et votre implication feront de vous un homme-clé de notre réussite commerciale.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1975SM à notre Conseil : 17, rue Courmeaux - 51100 REIMS 34, rue du Colisée - 75008 PARIS

**MOORE CONSULTANTS**  
REIMS - PARIS - LYON



**Mobil**

**Ingénieurs d'application**

Nous vous proposons de devenir le Conseiller Technique de vos clients.

Ingénieur généraliste, débutant ou première expérience, vous intervenirez auprès d'entreprises industrielles importantes et diverses.

Votre mission principale sera, en étroite collaboration avec les spécialistes commerciaux, de participer au développement de nos ventes : préconisations, études d'application, organisation de la maintenance, etc...

Vos connaissances technologiques et mécaniques, votre goût des contacts et du challenge vous permettront de valoriser pleinement votre formation.

L'expérience de haut niveau que vous acquerez vous ouvrira d'importantes possibilités d'évolution polyvalentes au sein d'un grand groupe pétrolier.

L'anglais courant et la mobilité géographique seront naturellement un plus.

Prêtez d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 18.84 à Mobil Oil Française - Service Recrutement - Tour Septentrion - 92081 Paris - La Défense Cedex 08.

## Sans attendre, Chef de Département Organisation

Notre activité : la gestion de l'énergie. Nous comptons parmi les très grands de la profession, réalisant, avec 2000 personnes, un CA de 1,5 milliard de francs.

La fonction de Chef de Département proposée tourne globalement autour de 2 grands axes :

- amélioration de la productivité administrative
- optimisation de la micro, mini informatique, la bureautique et l'ensemble des systèmes de communication.

Elle doit convenir à un candidat jeune, éventuellement doté d'une première expérience professionnelle. Son potentiel, associé au dynamisme de la société, seront les garants à terme d'une véritable évolution de carrière.

Le poste est basé au siège à Paris 8<sup>e</sup>, et comporte quelques déplacements.

Nous vous prions d'adresser, sous référence 5537 votre dossier de candidature à l'Agence Dessain, 15 rue du Louvre, 75001 Paris qui transmettra.

## La passion de la recherche



**LES LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE** - 350 personnes - ont pour mission d'assurer aux équipes de développement de Philips les bases scientifiques et technologiques indispensables à l'innovation.

**INGENIEURS DIPLOMES DE GRANDES ECOLES**

Vous avez acquis des connaissances de très haut niveau et êtes passionnés par la recherche : entreprenez avec nous une carrière ouverte sur le monde industriel dans un environnement international.

Nous vous offrons des opportunités dans nos divisions "Architecture de microprocesseurs et de

VLSI" et "traitement numérique du signal" pour des études dans les domaines suivants :

- microprocesseurs RISC - processeurs spécialisés pour le traitement d'images temps réel - atelier logiciel et langage de spécifications - codage d'images de télévision haute définition, et dans notre division "Analogique et exploitation du signal" pour la conception de circuits intégrés pour le traitement du signal dans le domaine de l'imagerie professionnelle infrarouge.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photographies à : LEP - M. Bourges, 3 avenue Descartes, BP 15, 94451 Limeil-Brévannes Cedex.

Philips en France, c'est plus de 21 milliards de C.F., 27 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, de la conception à la production dans l'univers grandissant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique.

**PHILIPS**

Philips c'est déjà demain.

هكذا من الأصل



مكذبا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

# UNIX et micro H.P.: votre opportunité d'évolution.

## INGENIEUR INFORMATICIEN

La micro représentera 35 % du C.A. total de Hewlett-Packard en 1988 avec une progression de 80 % par rapport à 1987. Commercialement axée sur les grands comptes, elle se caractérise par une gamme - VECTRA - la plus complète du marché, associée à l'offre périphérique la plus large.

A ces résultats, nous associons la volonté permanente d'un service client performant et reconnu : DATAPRO a classé HP n°1 des constructeurs en satisfaction clientèle, en 1987.

Pour maintenir son niveau de qualité, la DIVISION TECHNIQUE recrute de jeunes ingénieurs (diplômés d'une grande école d'ingénieur) ayant acquis une première expérience de 3 ans minimum dans des fonctions d'ingénieur logiciel, technico-commercial, support avant-vente... en systèmes de gestion des mini, sous UNIX, incluant les PC et le monde hétérogène. Après une période de formation, nous leur proposons d'apporter conseils et solutions à nos clients, dans leur spécialité.

Identifier les besoins d'un client, le qualifier techniquement, bâtir et proposer des solutions, convaincre par une démonstration, faire évoluer les applications existantes... autant de missions qui les conduiront à gérer un portefeuille de clients, à développer leurs compétences sur un ou plusieurs domaines au sein d'équipes de professionnels. D'intéressantes opportunités leur seront ensuite offertes au sein d'H.P. : Expertise technique, Vente, Management, Marketing, Production...

De nombreux postes sont à pourvoir sur Paris et Lyon.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence AEO/01/LM, à Hewlett-Packard France, Etablissement Commercial, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.



PME française, située à BEZONS (95), assure et développe, en forte expansion, les services de maintenance, de réparation, de mise à jour et de traitement de l'image, recherche et développement.

### INGENIEUR PROJET

Vous êtes en collaboration technique et commerciale avec nos clients.

Vous êtes :

- De formation technique de haut niveau (ingénieur E.C.P. ou équivalent)
- Vous justifiez d'une expérience d'environ 10 ans axée sur les métiers de la maintenance, de la réparation, de la mise à jour et de traitement de l'image.
- Vous possédez de solides connaissances en optique, vidéo, traitement de l'image.
- Vous êtes disponible pour des déplacements ponctuels en France et à l'étranger.

Adresser votre candidature avec CV, photo et lettre de motivation à : SORRETEL SA, 55, rue Cochin, 95870 BEZONS, sous R.E. L.P.C.

*Sorritel*

## A AIX-EN-PROVENCE, UNE SSII "HIGH TECH"

Nos activités : ingénierie de systèmes, développements clé en main.

Deux ingénieurs temps réel

▼ 1 à 5 ans d'expérience  
Compétences logiciel embarqué  
Connaissances ADA appréciées

▼ 2 à 5 ans d'expérience  
Connaissances en architecture VME  
et environnement SUN

sont recherchés pour rejoindre notre équipe d'Alcatel TITN Provence (50 personnes)



Envoyez : Ariane Charrier Alcatel TITN 1, rue Galvani 91301 Meilly

## Si l'univers médical vous attire...

apportez-lui vos compétences d'ingénieur en intégrant un groupe prestigieux : Général Electric CGR. Notre Direction des Etudes et des Produits Nouveaux recherche en effet, pour plusieurs de ses départements, des

**Ingénieurs  
Electroniciens  
Informaticiens  
Mécaniciens**

Grandes Ecoles  
débutants et confirmés

Vous intégrez l'une de nos équipes "High Tech" étudiant et développant des produits d'ingénierie médicale dans plusieurs domaines : produits numériques et traitement d'images associées, électronique de puissance, développement de logiciels sur système à base de 68 000 (PASCAL), mécanique et automatisme - développement industriel - électronique analogique.

Notre seule exigence, hormis votre diplôme d'une grande école, est une volonté affirmée de vous investir, votre faculté à vous adapter dans un groupe qui évolue rapidement, votre dynamisme. Compte tenu de notre dimension internationale, la pratique de l'anglais est également nécessaire.

Avant de rejoindre nos équipes, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, salaire souhaité), en précisant le domaine qui vous passionne à : Françoise LEMAIRE - Responsable Ressources Humaines - GE CGR, 283 rue de la Minière 78350 BUC.



General Electric CGR

## Ingénieurs, bienvenue sur nos réseaux

Le Groupe T.R.T. conçoit, développe et produit la plupart des matériels et systèmes qu'il commercialise. T.R.T. est spécialisé depuis plus de dix ans dans le domaine des réseaux privés ou militaires, nationaux ou internationaux. Vos opportunités de carrière :

**Chef de groupe études matérielles**  
Vous avez 5 ans d'expérience ou plus en réalisation d'ensembles logiques à microprocesseurs. (R.E. CGR)

**Ingénieurs d'études**  
Vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans l'un ou l'autre de ces domaines. (R.E. CGR)

Pour tous ces postes, vous utiliserez les techniques de communication synchrone (circuits) et asynchrone (paquets rapides), et si vous ne le connaissez pas déjà, vous vous familiariserez très vite avec le langage ADA. Vous serez chargés de la conception et du développement de réseaux multiservice, nationaux et locaux.

Pour nous rejoindre, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV) avec référence des postes choisis à T.R.T., Direction du Personnel, Centre Technique, 5 Avenue Rémusat, 92350 Le Plessis-Robinson.

Le groupe T.R.T. est pris de 4 à 6 de C.A. par an, 1/3 à l'exportation, 5000 personnes, des activités de pointe : les télécommunications, l'informatique, l'électronique militaire et l'automatique, et des opportunités d'évolution dans un contexte international.

Envoyez votre candidature à : T.R.T., Direction du Personnel, Centre Technique, 5 Avenue Rémusat, 92350 Le Plessis-Robinson.

## REJOIGNEZ FRANCE TELECOM !

**Jeunes diplômé(e)s,  
Futur(e)s diplômé(e)s  
de l'enseignement  
supérieur**

UNIVERSITÉS DEUG Licence ou  
Maîtrise Scientifique

I.U.T. D.U.T. de génie électrique  
mesures physiques-génie civil

FRANCE TÉLÉCOM vous propose en Ile-de-France des emplois de cadre dans divers secteurs d'activité : commutation, transmission, recherche, technico-commercial.

Un concours se déroulera  
début Mars 1989

Renseignez-vous dès à présent



NUMERO VERI 05 21 11 11

ou 05 21 31 41

## ALLIEZ VOTRE GOUT DE LA METHODE A LA CONDUITE DE PROJETS



L'univers des matériaux  
L'avenir des biotechnologies

Nous sommes l'un des leaders de l'industrie Française (Ciments - Matériaux - Biotechnologies) présent dans le monde entier. ORSAIL, notre branche BIOTECHNOLOGIES, réalise un C.A. de 1,5 milliard de F. Pour son secteur spécialisé dans la biologie, nous recherchons :

### CHEF DE PROJETS INFORMATIQUES

- Vous avez une formation supérieure d'ingénieur ou de commerce et disposez d'au moins 5 ans d'expérience avec une pratique confirmée de la conduite de projets. Vous maîtrisez une méthodologie d'analyse et de développement.

- Vous serez responsable de la mise en œuvre de normes et de méthodes au sein de notre équipe informatique et vous conduirez en direct certains de

nos projets en animant des équipes de 3 à 5 personnes.

- Outre votre savoir de la méthode, ce sont vos qualités d'organisation, de suivi d'équipe et de contact, qui feront votre réussite dans le poste.

- Vous trouverez chez nous des opportunités de carrière grâce à la diversité de nos métiers et de nos implantations. Poste basé à Paris.

Pour en savoir plus sur notre groupe et sur notre offre, téléphonez du lundi au vendredi de 9h à 18h ou écrivez sous la référence 1009M à notre Conseil OUTSIDER - 10, rue Vignon - 75009 PARIS



OUTSIDER

Conseil en recrutement, Organisation et Informatique

42.68.13.13



# Politique

Après les déclarations de M. Rocard sur l'exercice du droit de grève dans le secteur public

## Le Sénat souhaite la mise en place d'un service minimum dans les transports en commun

Le Sénat a adopté, après l'avoir modifié en nouvelle lecture, le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS), lundi 19 décembre, la gauche votant contre. Sur proposition de M. Pasqua un amendement sur le service minimum dans les transports a été adopté par 79 voix (RPR) contre 78 (PS et PC). En revanche, le Sénat n'a pas examiné le projet de loi relatif au délai de réorganisation des services extérieurs de

l'Etat, à la composition paritaire du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale et aux fonctionnaires à temps complet ni la demande de constitution d'une commission d'enquête sur les opérations financières portant sur le capital des sociétés privatisées auxquelles ont participé des organismes publics. La discussion de ces deux textes a été reportée au mardi soir 20 décembre.

De trente-trois articles, le DMOS s'est alourdi en cours de discussion parlementaire. Il en compte quatre-vingts dans la version approuvée par l'Assemblée nationale (le Monde du 17 décembre). Le Sénat y a ajouté un texte sur le service minimum dans les transports en commun. Défendu par M. Jean Simonin (RPR, Essonne), l'amendement de M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, a été adopté par 79 RPR (M<sup>me</sup> Miosoffe et M. Philippe de Gaulle s'abstiennent de même que les couristes, les républicains et les indépendants et les membres de la Gauche démocratique) contre 78 (PC et PS). Cet amendement dispose, que dans les villes ou agglomérations de plus de cinquante mille habitants, la direction des services ou sociétés de transport en commun est tenue en cas de grève d'assurer un service minimum avec les deux tiers du matériel roulant mis à la disposition des usagers de 7 heures à 9 h 30 et de 17 heures à 19 h 30.

Les sénateurs ne se sont pas opposés au report du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> septembre de l'entrée en vigueur de la loi Chalandon réformant l'instruction pénale, ni à la possibilité donnée à la chambre d'accusation, saisie d'un premier appel d'une demande de mise en liberté provisoire, d'évoquer toutes les autres demandes pendantes pour juger de toutes les demandes à la fois.

Après que la demande d'abrogation pure et simple de la loi Mélianière,

formulée par M<sup>me</sup> Marie-Claude Beaudeau (PC, Val-d'Oise), a été repoussée, les sénateurs ont approuvé le dispositif introduit par les députés pour contenir la hausse des loyers (le Monde du 2 décembre).

A la suite d'une seconde délibération, le Sénat a, sur proposition de sa commission des affaires sociales, supprimé purement et simplement l'article 2 du projet dans la mesure où ses propositions de modification avaient été déclarées irrecevables. Le défilonnement des cotisations d'allocations familiales proposé par le projet de loi dans le but de favoriser la création d'emplois a constitué le principal point d'achoppement entre le Sénat et le gouvernement. Il en est résulté l'échec de la commission mixte paritaire. En effet, M<sup>me</sup> Hélène Miosoffe (RPR, Val-d'Oise), rapporteur de la commission des affaires sociales, et M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), président de cette commission, souhaitent « supprimer le plafond pour les entreprises, tout en prévoyant que les effets de la réforme devront être atténués s'ils excèdent un certain pourcentage de la masse salariale difficilement supportable par les entreprises de pointe », maintenir totalement hors du dispositif les travailleurs indépendants et « épargner au spectacle vivant et à la production cinématographique et audiovisuelle les conséquences pénalisantes de la réforme proposée ».

A la demande de M. Claude Estier (Paris), président du groupe socialiste, les sénateurs en accord avec le gouvernement ont supprimé la limitation à deux ans de la possibilité de maintenir les handicapés adultes dans les établissements d'éducation spéciale.

C'est en vain que M. Daniel Hoefel (Bas-Rhin), président de l'Union couriste, a tenté d'introduire dans le DMOS un certain nombre de dispositions du projet sur les services extérieurs de l'Etat et de la fonction publique territoriale, par voie d'amendements. L'objectif de M. Hoefel, rapporteur de la commission des lois, laquelle ne s'estimait pas prête à examiner ce projet, était d'en rendre la discussion inutile et surtout de ne pas débattre des amendements qui y avaient été ajoutés à l'initiative de députés socialistes et portant notamment sur une extension aux communes de dix mille cinq cents habitants du mode de scrutin municipal en vigueur dans celles de plus de trois mille cinq cents habitants.

Déclarées irrecevables par le gouvernement, les propositions de M. Hoefel n'ont donc pas été soumises au vote. Un compromis a été mis au point : la commission des lois a obtenu un délai de vingt-quatre heures pour étudier le projet sur la fonction publique territoriale, inscrit à l'ordre du jour prioritaire et le Sénat pourra ensuite discuter de la demande de commission d'enquête inscrite à l'ordre du jour complémentaire, mardi soir.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## Les dirigeants socialistes expriment des réserves sur la proposition du premier ministre

Oui, non, peut-être : les partis politiques couvrent toute la palette des réactions possibles après les propos tenus par M. Michel Rocard, dimanche 18 décembre à TF 1, sur la création, après concertation avec les syndicats et par la loi, d'un service minimum dans le secteur public en cas de grève.

L'approbation vient du RPR qui, au Sénat, a adopté un amendement de M. Charles Pasqua favorable à un service minimum dans les transports en commun des agglomérations de plus de cinquante mille habitants. Le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, s'y est opposé en vain. Les couristes, les républicains indépendants et la gauche démocratique se sont abstenus. Communistes et socialistes ont voté contre. Compte tenu du rapport des forces à l'Assemblée nationale, cet amendement devrait être repoussé par les députés. Un député RPR, M. Christian Estrosi (Alpes-Maritimes), a déposé une proposition de loi, signée par des députés appartenant à tous les groupes de l'opposition et destinée à « assurer la continuité du service public en cas de grève ».

Toujours au RPR, M. Edouard Balladur « approuve » sans réserve l'initiative annoncée par M. Rocard. Cet enthousiasme a été fortement nuancé par M. Philippe Séguin, ancien ministre (RPR) des affaires sociales de M. Chirac. Selon lui, M. Rocard devra être « très prudent parce que le droit de grève est un droit imprescriptible ». M. Séguin aimerait que le premier ministre lui explique ce que voudrait dire un service minimum dans le métro : « Un métro sur trois, c'est peut-être plus encore de pagaille que pas de métro du tout », a-t-il remarqué à

Antenne 2. Il souligne enfin qu'une telle idée ne peut pas être mise en œuvre « contre l'avis de la majorité des organisations syndicales ».

C'est bien ce qui tracasse, justement, les socialistes, qui manifestent sur ce sujet réserve et prudence. Selon M. Jean-Jacques Queyranne, il n'y aura pas de réforme du droit de grève « de manière autoritaire ». Le porte-parole du PS souhaite « la recherche d'un accord approfondi » avec les syndicats et même « un accord préalable » avant le passage à l'acte législatif. Or M. Rocard avait déclaré : « J'espère légiférer dans des conditions d'accord négocié. Je crains d'avoir à légiférer sans un tel accord. Nous verrons ! ».

### L'hostilité du PC

M. Louis Mermoz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, émet lui aussi quelques réserves. Il fait référence à une décision du Conseil constitutionnel qui, en 1979, avait accordé une valeur à la loi au droit de grève et à la continuité du service public (1), et ajoute : « Il va falloir essayer de concilier ces deux principes. Ce n'est pas commode ».

Seuls les communistes sont résolument hostiles. M<sup>me</sup> Gisèle Moreau, membre du bureau politique, affirme : « On ne règlera pas les problèmes sociaux par une limitation du droit de grève. Les usagers des transports parisiens ont besoin d'un service maximum et non pas d'un service minimum ».

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Georges Marchais souligne que l'initiative du premier ministre intervient alors même que

le conflit de la RATP paraît en voie de règlement. S'il avait « souhaité envenimer les choses alors qu'elles pouvaient s'améliorer avec un peu de bonne volonté de sa part, il ne s'y serait pas pris autrement », remarque-t-il. L'affaire fait son apparition, modestement, mardi 20 décembre, à la « une » de l'Humanité, en tête de sommaire. Le quotidien du Parti communiste parle du « service minimum anti-grève ».

(1) Dans sa décision du 25 juillet 1979 relative à la continuité du service public de la radio et de la télévision, le Conseil constitutionnel déclarait : « La reconnaissance du droit de grève ne saurait avoir pour effet de faire obstacle au pouvoir du législateur d'apporter à ce droit les limitations nécessaires en vue d'assurer la continuité du service public qui, tout comme le droit de grève, a le caractère d'un principe de valeur constitutionnelle ».

Le Conseil constitutionnel avait repris la même formulation dans sa décision du 28 juillet 1987, qui invalidait certaines dispositions de l'amendement Pelchault-Lamassoure inspiré par le mécontentement dû à la longue grève des aiguilliers de ciel.

● PRÉCISION. — Dans les articles consacrés aux déclarations du premier ministre à « Sept » sur sept (TF 1), dans le Monde du 20 décembre, nous avons repris les propos de M. Rocard, selon lesquels le total des augmentations salariales accordées aux agents de l'Etat était d'environ 4,9 %.

Il convient de préciser que cette augmentation de 4,9 % se rapporte aux années 1988 et 1989.

L'ISF et les droits de succession en Corse à l'Assemblée nationale

## M. Charasse l'emporte sur « la chorale d'Ajaccio »

Les députés ont adopté en seconde lecture, après échec de la commission mixte paritaire, le projet de budget pour 1989 par 277 voix « pour » (après rectification) et 269 voix « contre ». Le groupe socialiste et quatre élus divers gauche ont voté le projet de loi de finances. Le PCF s'est abstenu comme en première lecture tandis que toute la droite (UDF, UDC, RPR) votait contre avec six députés non-inscrits divers droite. Le budget

1989 devrait être adopté définitivement mercredi après être passé une nouvelle fois au Sénat. Les députés sont revenus pour l'essentiel au texte tel qu'ils l'avaient voté en première lecture, le Sénat ayant profondément modifié leur copie dans le sens d'une baisse drastique des dépenses publiques. Une partie de la soirée a donné lieu à une offensive du clan corse de l'Assemblée à propos de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

M. Michel Charasse, ministre du budget, qui avait déjà dû au Sénat faire face à l'offensive de la garde impériale corse, était venu, le lundi 19 décembre, avec la musette garnie de munitions. Objet du litige : le calcul de l'ISF. Le rapporteur général du budget, M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise) proposait par amendement de revenir au dispositif supprimé par le Sénat de façon à éviter que le calcul de l'ISF en Corse ne bénéficie du mode de calcul très avantageux qui y régit en matière de droits de succession (les déclarations de successions n'y sont pas obligatoires puisque non soumises à un délai, et le calcul des biens revient à une évaluation forfaitaire qui atteint au maximum 25 % de la valeur réelle des biens).

En face, il ne manquait plus, comme le dira M. Charasse, que « la chorale d'Ajaccio » pour s'opposer à l'amendement Richard. De M. Jean-Paul Rocca Serra (RPR, Corse-du-Sud), à M. Emile Zaccarelli (app. PS, Haute Corse), en passant par MM. José Rossi (UDF, Corse-du-Sud) et Pierre Pasquini (RPR, Haute-Corse), toute la Corse (menacée) était rassemblée comme un seul homme pour s'opposer à l'« inique » projet. A entendre M. Pasquini, la Corse malade du terrorisme ne méritait

pas que l'on touche à l'un de ses privilèges. Il était donc, selon lui, urgent d'attendre le statut fiscal de la Corse (discuté au printemps prochain) avant d'imposer l'obligation de déclaration de l'ISF et son calcul d'évaluation pour les biens immobiliers, selon les normes du continent. M. Zaccarelli était disposé à faire la moitié du chemin vers le gouvernement, en acceptant l'obligation de déclaration, mais non l'abandon d'un calcul avantageux de l'ISF.

### Cent personnes

MM. Richard et Charasse ont voulu tout d'abord remettre les pendules à l'heure, en rappelant que l'ISF en Corse ne toucherait qu'une centaine de personnes : le clientélisme a ses limites, avaient-ils l'air de suggérer. Le rapporteur général s'est montré toutefois rassurant en insistant sur le fait qu'il n'y aurait pas de contagion de l'ISF sur le mode de calcul des successions (qui ne se font pas sur la valeur vénale des biens immobiliers mais à partir d'un forfait).

Les élus corses ont accueilli avec satisfaction cette précision, tout en poursuivant leur offensive pour le maintien d'un régime dérogatoire

pour le calcul de l'ISF. M. Richard s'est interrogé ensuite sur la notion de justice fiscale : « Si un patriote est impossible dans la République française, peut-il répondre dans cette même République à deux définitions différentes ? » Il a réfuté les arguments avancés, selon lesquels cette mesure plongerait la Corse dans une inquiétude profonde : « Cela n'a pas suscité en Corse la moindre émotion populaire (...). L'adoption de mesures très dérogatoires ne serait pas de nature à renforcer les liens entre la communauté que [vous] représentez et l'ensemble de la nation ».

M. Charasse devait quant à lui se livrer à un cours magistral de fiscalité corse, ce qui n'a pas manqué d'égarer une séance de nuit, un peu tristoune. Il a estimé qu'il n'était pas question de « subordonner l'application dans l'île de nouvelles dispositions fiscales à une révision » du statut fiscal de l'île de Beauté qui est le fruit de sédimentations successives dont la plus ancienne remonte au décret impérial de 1812... Les élus corses eurent beau défendre une nouvelle fois la spécificité de leur île, le ministre, impavide, demanda à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble de l'article concernant l'ISF en en excluant les amendements corses.

D'autre part, le gouvernement a fixé la majorité des droits du permis de conduire à 160 F, le Sénat souhaitait 180 F, l'Assemblée 150 F. S'agissant de « l'amendement Coluche » l'Assemblée nationale a étendu la portée du dispositif : pour les revenus 1988 (impossible en 1989) la déduction fiscale est autorisée pour la fourniture d'aides alimentaires en France. Pour les dons effectués à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989, la déduction pour la fourniture de repas gratuits est valable quel que soit le pays bénéficiaire (le tiers-monde notamment).

Le taux de prélèvement sur le produit de la TVA destiné au financement de la DGF a été fixé à 16,591 %. Enfin, le code des douanes a été modifié de façon à renforcer les peines prévues pour le blanchiment de l'argent provenant du trafic de drogue.

PIERRE SERVENT.

## Le parquet de Rouen ouvre une information pour fraude électorale au Petit-Quevilly

Le parquet de Rouen (Seine-Maritime) a ouvert une information judiciaire, à la suite d'incidents lors du déroulement du vote des élections cantonales de septembre dernier dans la ville du Petit-Quevilly à direction communiste (le Monde du 8 octobre). Selon M. François Ziméray, candidat du PS soutenu par M. Laurent Fabius, qui avait porté plainte pour fraude électorale, « c'est la première fois qu'une information judiciaire est ouverte contre un secrétaire fédéral du PCF, conseiller municipal proche du sénateur et maire, Robert Pagès, président de bureau de vote au moment des faits ».

D'après le candidat socialiste, devancé de 157 voix au premier tour dans ce canton par son concurrent communiste, M. Henri Levilain, la

présidente du onzième bureau de vote (école Pablo Picasso), M<sup>me</sup> Monique Léger, avait été surprise avec, dans sa poche, une liasse d'enveloppes et de bulletins prêts à l'emploi. Cette observation a été portée au procès-verbal de ce bureau. Selon les responsables socialistes locaux, « l'enquête de police a permis de relever un très grand nombre d'irrégularités dans la plupart des bureaux de vote tenus par des conseillers PCF ; dans sept bureaux sur treize, le nombre de votants ne correspond pas au nombre de bulletins ».

Cette affaire a provoqué la démission d'un adjoint socialiste, M. Alain Le Vern, député, en signe de protestation contre M. Pagès, qui lui considérait comme « complice ».

## Mission impossible

Le débat sur la mise en place d'un service minimum en cas de grève dans le secteur public est-il mort-né ? A peine lancé par M. Rocard, il semble déjà condamné, tant les réticences des syndicats, avec lesquels le premier ministre aura des contacts officiels, paraissent grandes. M. Rocard a engagé une partie d'autant plus délicate qu'il a posé la problématique en termes plutôt abrupts en indiquant que, si le projet de loi n'était pas précédé par un accord avec les syndicats, il s'en passerait.

Le mardi 20 décembre, à Antenne 2, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, s'est voulu rassurant : « Le gouvernement souhaite une politique contractuelle. Il est évident que la négociation prime ». Mais il a surtout apporté des précisions sur la méthode : la question sera examinée début janvier 1989 au sein de groupes de travail administration-syndicats qui étaient déjà prévus à la suite de la publication du rapport Guillaumin sur la politique contractuelle dans la fonction publique.

Pour l'ensemble du secteur public, chaque ministère négociera « dans le cadre de ses spécificités ». Tout en assurant qu'il n'y aurait pas d'abrogation de l'amendement Lamassoure (sur les retenues salariales en cas de grève) en contrepartie du service minimum, M. Durafour a ajouté : « Il faut remettre la fonction publique dans les règles du code du travail, mais, en même temps, il faut qu'il y ait garantie de la continuité du service public ».

A moins de recevoir un appui important des usagers, improbable en l'absence de nouvelles grèves au moment des discussions, MM. Rocard et Durafour auront bien des difficultés pour obtenir un début de consensus syndical. Même si les sondages montrent que l'opinion comme les agents concernés sont favorables au service minimum. Seule la CGC a clairement soutenu « le principe d'un service public minimum pour toutes les activités essentielles ». L'amendement Lamassoure (sur les retenues salariales en cas de grève) en contrepartie du service minimum, M. Durafour a ajouté : « Il faut remettre la fonction publique dans les règles du code du travail, mais, en même temps, il faut qu'il y ait garantie de la continuité du service public ».

Le bureau confédéral de la CGT a appelé tout simplement « la levée en masse » pour « barrer la route au principe même d'un tel projet. La remise en cause du droit de grève dans les services publics ne se discute pas, elle se combat », conclut-elle. M. Rocard devra naviguer au plus près pour arriver au compromis recherché. Mission impossible ?

MICHEL NOBLECOURT.

# L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

416 p.  
160 F

## CLAUDE NICOLET

### L'Inventaire du Monde

GEOGRAPHIE ET POLITIQUE AUX ORIGINES DE L'EMPIRE ROMAIN

Le livre de Claude Nicolet, qui ne cède sur rien de ce qu'exige l'érudition, dit fort bien, et fort clairement, ce grand rêve vécu.

Toujours vécu, peut-être : urbi et orbi...

Andre Miquel  
Le Nouvel Observateur

## FAYARD

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## Politique

# Un entretien avec M. Georges Marchais

(Suite de la première page.)

— Michel Rocard a publiquement accusé la CGT et le PCF au sujet de ces grèves. Avez-vous la conscience parfaitement tranquille ?

— Totallement. Le Parti communiste, et Michel Rocard le sait très bien, s'est toujours placé du côté des salariés. Nous existons pour cela, quels que soient les gouvernements en place.

— J'affirme donc nettement que voir dans cette attitude un comportement machiavélique qui serait lié aux élections municipales est une erreur profonde.

— Cela veut-il dire que, passé les fêtes, les grèves vont continuer et que cela ne s'arrêtera pas ?

— Ce n'est pas nous qui décidons des grèves, ce sont les salariés concernés. Ceux-ci sont de plus en plus déterminés à décider eux-mêmes du contenu de leurs revendications et de la conduite de leurs actions, et ils ont raison. Ils savent qu'ils ont le soutien du PCF parce que nous considérons que leurs revendications correspondent à leurs intérêts et à l'intérêt national. Tous les gens raisonnables admettent qu'il y a un mécontentement social légitime. Il faut que le gouvernement et le patronat en tirent les conséquences pour engager des négociations sérieuses avec les salariés dans l'attente.

— Concrètement, aujourd'hui, quel soutien donnez-vous aux salariés de réparation du métro paralysé par deux lignes de métro et gèrent près d'un million de personnes, qui sont des usagers et des travailleurs. Cette situation est-elle admissible ?

— Non, et la responsabilité en incombe au gouvernement. J'ai écrit le 15 décembre à Michel Rocard pour lui faire prendre conscience de l'exaspération des usagers et du fait que l'accord au rabais signé dix jours auparavant n'avait rien réglé, qu'il importait d'aboutir vite à une réelle solution avec les personnels en lutte. J'ai noté que la CGT, pour sa part, avait avancé, vendredi dernier, de nouvelles propositions conformes aux intérêts des usagers et des salariés de la RATP. Et voilà que, le dimanche soir, le premier ministre fait preuve d'insolence à l'endroit des salariés en lutte et de la CGT, et qu'il annonce un projet de loi sur le service minimum ! Si Michel Rocard avait souhaité envenimer les choses alors qu'elles pouvaient s'améliorer avec un peu de bonne volonté de sa part, il ne s'y serait pas pris autrement.

— Comment conciliez-vous votre discours social très revendicatif et votre pratique politique à l'Assemblée ? Vous imputez au gouvernement la responsabilité d'une politique néfaste et vous lui donnez les moyens de l'appliquer en ne faisant pas obstacle, par exemple, au vote du budget. Ou en ne votant pas la motion de censure.

— Notre objectif n'est pas de renverser le gouvernement Rocard. Il est regrettable que le président de la République n'ait pas pris en considération la proposition qui nous lui avions faite de prendre nos responsabilités au gouvernement sur la base d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale pour mettre en œuvre une politique nouvelle.

— Vous n'avez pas beaucoup

— Nous avons fait cette proposition au président de la République, et celui-ci a fait un choix inverse. Il a laissé les communistes dehors et il a fait entrer au gouvernement des gens qui appartiennent à la droite, à l'UDF, tels Stoléru, Soisson, Rausch ou Durafor. Nous ne sommes donc pas dans la majorité gouvernementale, pas non plus dans la majorité

présidentielle. Pour autant, nous ne sommes pas dans l'opposition.

— C'est un peu difficile à comprendre.

— Je ne le pense pas. Notre objectif n'est pas d'abattre le gouvernement. Il ne nous plaît pas, nous en aurions préféré un autre, mais il est là, et nous vivons avec. Sur quelles bases ? A chaque fois que nous parvenons à obtenir des mesures positives soient prises, nous les soutenons. Lorsque les décisions sont contraires aux intérêts populaires et nationaux, nous les combattons.

— Michel Rocard a agressé notre parti ?

— Alors, le budget ?

— Globalement, il n'est pas bon. C'est un budget d'austérité et de poursuite d'une politique de surarmement. Dans sa discussion, nous avons obtenu des améliorations dans certains domaines, néanmoins il reste mauvais. Je ne veux pas anticiper mais, personnellement, je ne pense pas que nous le voterons. Pour autant, nous ne ferons pas cause commune avec la droite, qui, elle, souhaite un budget encore plus dur dans tous les domaines. Les choix que nous avons à faire ne nous rejettent donc pas — au fond, il faut choisir un comportement de moindre mal, — mais nous sommes des gens responsables. Nous ne voterons jamais pour la droite car nous savons que sa politique serait pire encore.

— Vous dites ne pas faire partie des majorités présidentielle et gouvernementale avec le PS et pour tant vous voulez participer aux majorités municipales avec le même Parti socialiste.

— C'est une question de méthode. Nous ne comprenons pas bien votre démarche ? Notre électorat nous comprend parfaitement. Il n'est pas partisan de la politique du pire. Quant aux élections municipales, la question posée au PS et au PCF est la suivante : est-ce que nous allons nous mettre d'accord pour conserver les mairies que nous gérons ensemble et en gagner d'autres sur la droite, ce qui est possible ? Ou bien le PS va-t-il continuer à suivre sa ligne actuelle et en définitive faire le jeu de la droite, c'est-à-dire, à coup sûr, faire perdre des municipalités non seulement au PCF mais aussi à lui-même ? Car c'est bien clair : sans accord entre les communistes et les socialistes, nous perdons des municipalités les uns et les autres au profit de la droite. Si nous nous mettons d'accord, communistes et socialistes conserveront toutes leurs municipalités et en gagneront d'autres. Quant à la possibilité de gérer ensemble les communes malgré les divergences nationales, la vie a déjà tranché. Entre 1983 et 1988, il y a eu notre départ du gouvernement en 1984, la « cohabitation » de 1986 à 1988, et maintenant le gouvernement Rocard. Ce sont de sérieux tourbillons. Elles n'ont pas conduit à empêcher notre gestion commune des municipalités. Pourquoi ne pourrions-nous pas continuer ?

— Les conditions que vous posez ne sont-elles pas déjà elles-mêmes un obstacle ? On pourrait dire que vous voulez le beurre et l'argent du beurre : le confort d'une position purement revendicative, car vous n'êtes pas au gouvernement, et la préservation des municipalités qui sont actuellement conduites par un maire communiste. Vous pensez les socialistes assez masochistes pour vous dérouler un tapis rouge au moment où vous leur tapez sur la tête ?

— Nous ne tapons pas sur la tête : nous argumentons. Et nos arguments ne sont pas sans valeur, puisque nous avons été les

premiers à mettre en garde contre la montée du mécontentement. C'est bien nous qui avons raison et qui avons servi la cause de la gauche en nous plaçant dès le début aux côtés des salariés ! Cette position s'avérera sûrement utile pour l'avenir. Cela dit, puisque vous employez l'expression « taper sur la tête », je suis bien forcé de revenir à l'émission de dimanche soir de Michel Rocard et aux propos proprement inadmissibles qu'il a tenus à notre égard.

— Au sujet de la direction du PCF qui a proposé une vision stalinienne de l'avenir ?

— Oui, il y avait longtemps qu'un premier ministre de la France n'avait commis une telle agression contre notre parti. Car les mots ont un sens. Staline et le stalinisme, cela a voulu dire en Union soviétique des millions de victimes — notamment de mili-



tants communistes — arrêtés, déportés, assassinés. Avoir « une vision stalinienne de l'avenir », cela veut dire vouloir faire la même chose en France. Autrement dit, les dirigeants du PCF sont des assassins, ou rêvent de l'être. Quant aux électeurs communistes, soyons magnanimes : ce sont de « braves citoyens », des simples d'esprit qui suivent comme des moutons la direction du PCF bien qu'ils ne soient pas du tout de son avis ! Voilà la « vision rocardienne » de la réalité. Elle est d'une incommensurable stupidité.

— Voyez-vous, l'injure est si grave et si injustifiée que nous aurions été en droit, à notre tour, de geler toute discussion avec la direction du PCF. Nous ne le faisons pas car nous savons que seule la droite profiterait de nouveaux retards dans la constitution de listes d'union. Mais il faut faire preuve, contrairement à celui qui nous insulte, de beaucoup d'esprit de responsabilité pour ne pas dévier de ce chemin.

— Cela dit, je reviens à votre question. Si on la pose comme vous le faites, il faudrait admettre qu'aucun accord ne serait possible entre communistes et socialistes si ceux-ci n'étaient pas d'accord sur tout ! Le PS ne peut pas exiger que nous nous rallions à sa politique nationale, pas plus que nous ne lui demandons de revenir à ses objectifs d'Épinay en 1971, qui étaient d'en finir avec le capitalisme et de construire en France une société socialiste. Il faut admettre que la gauche est pluraliste. Il y a un Parti socialiste et il y a un Parti communiste. Nous avons des intérêts communs ; il faut donc savoir se rassembler et agir ensemble ; mais en respectant les positions de chacun. Et nous affirmons que nous pouvons sans difficultés nous mettre d'accord sur des programmes municipaux élaborés démocratiquement avec les populations.

— En 1983, il y avait eu une réévaluation des listes par rapport à 1977, alors qu'en 1989 vous demandez que ces listes soient figées à leur niveau de 1983. Il s'est passé quand même un certain nombre de choses en six ans. N'avez-vous pas l'impression de demander tout simplement au PS la préservation de votre patrimoine municipal ?

— Non. Il faut tenir compte du fait qu'il s'agit d'élections municipales, qu'il faut juger comme telles. On ne va tout de même pas comparer la réélection d'un maire avec l'élection d'un président de la République ! Comme André Lajoinie n'avait aucune chance d'être élu, des électeurs communistes ont voté dès le premier tour pour François Mitterrand. Croyez-moi, ces électeurs n'ont pas voulu dire que, les élections municipales venues, ils voteraient contre leur maire ! Quant au rapport des forces électorales entre le PS et le PCF, on peut considérer, en comparant les élections cantonales de 1982 à celles de 1988, qu'il est à peu près identique à celui de 1983.

— Il n'y aura aucune primaire de notre fait ?

— Cela signifie-t-il que vous revendiquez la tête de liste dans les villes à direction communiste que vous avez perdues en 1983 au profit de la droite dans lesquelles les socialistes sont, maintenant, devant vous ?

— Dans la plupart de ces villes, le PCF est repassé devant. Cela dit, je répète que le PS nous fait perdre du temps. La droite, elle, est déjà pratiquement prête : des listes sont au point. A gauche, il y a du retard du fait du PS. Cela fait plus d'un mois que nous lui avons dit : « Nous sommes prêts immédiatement à une rencontre ». S'il s'agit d'adopter un texte commun dans lequel nous dirons : « L'union réalisée en 1983 est reconstruite ; nous demandons à nos fédérations, à nos organisations locales, d'engager la discussion et de se mettre d'accord sur un programme conforme aux intérêts de la ville ; et nous sommes d'accord pour nous voir au cas où il y aurait quelques litiges », nous sommes immédiatement prêts à cette déclaration. En quarante-huit heures, cela peut-être réglé.

— Le PS n'accepte pas que vous fassiez le tri entre ses propres candidats, notamment que vous récusiez ceux qui n'appartiennent pas au PS, se réclamant de la majorité présidentielle.

— Il semble que, pour les municipales, il s'agisse d'un nombre de candidats extrêmement limité. On ne nous convaincra jamais qu'on peut faire une politique de gauche avec des hommes de droite. Les communistes d'Auxerre n'accepteront pas de figurer sur la liste de Soisson, ou ceux de Metz sur celle de Rausch, c'est évident. Cela dit, nous ne sommes pas pour limiter nos listes à un tête-à-tête avec les socialistes. Il y a les radicaux de gauche, il y a des gens de progrès qui ne se situent pas à gauche, à qui nous pouvons élargir ces listes.

— Est-ce que vous pouvez les élargir à d'anciens membres du Parti communiste ?

— A partir du moment où quelqu'un a quitté le PCF et a adhéré au PS, il est membre du PS. Si le PS le propose comme candidat, il le propose. Sur son contingent, et à condition, bien sûr, que ce candidat ne se réclame plus de l'étiquette « communiste ». Non, nous ne choisissons pas entre les candidats du PS.

— Jusqu'où êtes-vous prêts à pousser ce bras-de-fer avec le PS ?

— Il n'y aura aucune primaire de notre fait. Je dis bien aucune. Si le PS prenait cette responsabilité, elle serait bien regrettable, car ce serait la droite qui en profiterait. Nous sommes d'autant plus opposés à l'idée de primaires qu'on peut les éviter partout. L'union dans tous les cas : telle est notre proposition.

— La perestroïka l'emportera ?

— Parlons de l'URSS et du nouveau cours soviétique. Comment appréciez-vous cette seconde révolution, et soutenez-vous les efforts de Gorbatchev ?

— Oui, nous soutenons résolument et fermement la perestroïka. Pourquoi ? Mais parce que nous l'appelons de nos vœux depuis des années et des années. En 1975, nous avons, sur le fond, condamné le stalinisme de manière irrémédiable. En 1976, au 22<sup>e</sup> congrès du PCF, nous avons dit : « Notre désaccord avec les mesures répressives ». « Nous ne pouvons admettre, disions-nous, que l'idéal communiste puisse être entaché par des actes injustes et injustifiés ». 1977, conférence de Jean Kanapa : « L'analyse du stalinisme a été menée en URSS de façon partielle et superficielle. Il existe entre le PCUS et le PCF une divergence sur la conception que nous avons les uns et les autres du socialisme ». 1978 : nous apportons notre soutien à l'ouvrage collectif critique, l'URSS et nous, 1979 : « bilan globalement positif », mais « méconnaissance persistante de l'exigence démocratique dont le socialisme est porteur ». 1980, rencontre Marchais-Brejnev : savez-vous que j'ai refusé de rencontrer la direction du PCUS pendant cinq ans pour une seule raison, c'est qu'elle n'acceptait pas la rédaction d'un communiqué commun faisant état de l'existence de divergences que je viens de rappeler ?

— Même chose pour la Pologne, où nous avons constamment réaffirmé la nécessité des réformes. Il a eu tort de ne pas vouloir nous rencontrer, Walesa ! Au moment le plus crucial, nous avons apporté un appui politique raisonné et réfléchi en faveur du droit de grève, de l'existence de syndicats pluralistes. Ainsi, toute notre politique depuis 1975 va dans le sens de l'exigence de réformes profondes en URSS, aux plans économique, social, démocratique.

— Pourquoi alors y a-t-il eu confusion sur votre attitude à l'égard de Mikhaïl Gorbatchev ? Ne faut-il pas y voir la conséquence, précisément, de ce « bilan globalement positif » que vous rappelez, alors que Gorbatchev, apparemment, porte plutôt un jugement négatif sur les années qui ont précédé ?

— Non. Dans son discours au sixième centenaire de la révolution d'Octobre, il a porté une appréciation positive sur ce qui s'est passé depuis 1917. Et j'ai vérifié : le sixième et onzième anniversaire vient d'être célébré, et on retrouve la même appréciation. Evidemment, l'URSS est confrontée — c'est ce que nous disions — à des problèmes nouveaux. Il en est ainsi, comme dans toutes les sociétés, du développement des sciences et des techniques, des aspirations croissantes à la justice, à la liberté. Et, en même temps, il faut surmonter des défauts qui entravent la marche en avant du socialisme. Le stalinisme n'a pas empêché que l'URSS avance, mais cela a créé des comportements, des habitudes, auxquels il faut résolument s'attaquer. La formule de Gorbatchev « la révolution continue » est d'ailleurs significative.

— Les obstacles sont doubles. Il y a ceux qui ne veulent pas changer. Gorbatchev, c'est clair, une opposition dans l'appareil d'Etat de la part des bureaucrates, qui profitent du système et ne veulent pas lâcher leurs avantages. Il faut les battre. D'autre part, les défauts du socialisme ont créé des mentalités dans le peuple soviétique, qui entravent la marche en avant : un certain désintérêt à l'égard du travail, un engagement insuffisant... Les gens attendent que tout vienne d'en haut. Il faut un véritable bouleversement dans les mentalités. Mais j'ai la certitude que la perestroïka l'emportera. D'ailleurs, il y a un début de prise de conscience que c'est dans cette voie-là qu'il faut aller.

— Bien sûr, pour avancer plus rapidement, il faut obtenir des résultats palpables. Il y a déjà la transparence. Mais il faut une amélioration rapide des conditions de vie.

— Cette amélioration, manifestement, l'URSS la recherche à l'Ouest, par des crédits importants et par l'introduction de recettes capitalistes, par le retour des lois du marché dans le système. Votre approbation va-t-elle jusque-là ?

— Que se développe la coopération entre l'Est et l'Ouest, on ne peut que s'en féliciter. Quant aux recettes économiques, il ne me semble pas que ce soit dans le monde capitaliste, dans la CEE par exemple, avec ses dix-sept millions de chômeurs, qu'on les trouvera pour construire une société correspondant à la vision que j'ai d'un socialisme au service de l'homme. Gorbatchev a dit : « Ce dont nous avons besoin, c'est pas de moins de socialisme, mais de plus de socialisme ». Je partage tout à fait sa façon de voir.

— Comment qualifieriez-vous le brejnevisme ? Dans l'humanité, on en parle maintenant comme d'une période de « stagnation ».

— C'est absolument vrai, surtout dans les dernières années. La période nouvelle a commencé avec Andropov. C'est ce que j'avais retenu de mon entretien avec lui à Moscou.

— Vous sentez-vous plus proche de Gorbatchev ou de Fidel Castro ?

— J'ai de très bons rapports avec les deux. Gorbatchev, c'est plus récent : l'amitié qui me lie à Castro date de vingt-cinq ans. Je suis invité en URSS en 1989, et je vais me rendre à Cuba très prochainement.

— Depuis le début des années 80, le PCF a été secoué par une série de crises successives. Estimez-vous que cette période est achevée et que la situation est assainie à l'intérieur du parti ?

— Vous dites « crises ». Effectivement, nous avons eu des moments difficiles dont nous avons donné les raisons. Aujourd'hui, la situation du parti est bonne, je dirai même excellente. Je ne prétends pas que tous les communistes, sans exception, sont d'accord à 100 % sur la politique et l'activité de leur parti. Les communistes ne sont pas des robots. Mais ils jugent sur les actes. Ils constatent qu'aucune décision importante n'a été prise en dehors d'eux et que la politique qu'ils ont décidée ensemble est mise en œuvre. Dans les moments difficiles, ils ont pu constater que nous n'avons jamais eu recours à des méthodes coercitives. Enfin, ils constatent que cette politique porte ses fruits : le PCF joue son rôle au service de notre peuple, il renforce son influence, lentement mais durablement, et il voit ses effectifs s'accroître. Les communistes sont donc bien dans leur peau et contents d'être dans ce parti.

— Et vous, vous êtes content d'être resté secrétaire général. Vos rivaux potentiels, Charles Fiterman et André Lajoinie, ont été limés. L'horizon est-il clair pour vous ?

— Je vous laisse la responsabilité de votre question, qui ne correspond pas à ce que je ressens. Je n'ai jamais considéré mes camarades comme des rivaux. Je reste tant que j'ai la confiance de mon parti. Je reste parce que je m'y sens bien et, d'autre part, j'ai bien conscience que nous venons de passer une période très dure et qu'il y a beaucoup d'efforts à faire pour que le parti retrouve l'influence qui était la sienne. Je considère que je n'ai pas fini.

Propos recueillis par OLIVIER BEFFAUD et JEAN-MARIE COLOMBANI.

le journal mensuel de documentation politique après-demain Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur : LE MONDE RURAL

Avec notamment des articles de : Henri MALLET Bernard THAREAU Envoyer 40 F (francs) à 2 F ou chaque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé en 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce dossier.

(Publicité)  
**Algérie, 13 mai 1958 : 30 ans !**  
Le comploteur et ennemi le plus cruel de De Gaulle (la bête noire des Pieds-Noirs) a écrit des souvenirs bourrés de révélations sur De Gaulle, ses amis, ses adversaires et leurs activités, dans l'ombre puis au grand jour. Tous les grands de la politique sont fréquemment mentionnés, de Barre à Mitterrand en passant par Chirac et Le Pen (index de 500 noms et des milliers de revues). Un exposé lucide, lumineux, courageux. On comprend l'échec des complots et piteuses d'Algérie, racontés par l'un des principaux participants. Comment, en 1963, M. Lecomte maintint sa propre candidature, empêchant ainsi celle du général Koenig (le héros de Bir Hakeim) et provoquant la réélection de De Gaulle, que Koenig aurait battu. Pourquoi G. Pompidou hérita A. Poher en 1969. L'auteur fait très en avance et démontre la destruction de la paysannerie, le sacage de la France, etc. Lisez cet ouvrage de 306 pages très dense, remarquable... passionnant... (Le Figaro).  
**Toujours et quand même**  
par Louis de Charbonnières  
(ou : Les treize « pas si glorieux » 1930-1988 !). Envoi immédiat par la poste (pas c. remb.) contre chèque de 170 F adressé à : Editions Yves Michèle, SAINT-PIERRE 14290 ORSECT. Tél. : 31 63 74 97. MM. les libraires s'adressent à Victorien (Paris) ou à l'éditeur. Ce livre n'est NULLEMENT épuisé.  
Disponible aussi : Les premiers et les derniers, par A. Galland (éditions, classe 39-45), 310 F pour envoi franco immédiat/290 F en librerie.

**Au Conseil d'Etat**  
**Pêche et liberté**  
Le Conseil d'Etat vole au secours des pêcheurs en eau douce professionnels. Il a, par décision du vendredi 16 décembre, annulé les dispositions du décret du 11 décembre 1985 qui avaient instauré, pour adhérer à une association agréée de pêcheurs professionnels en eau douce, des conditions telles qu'à être majeur ou à justifier de la capacité professionnelle requise (soit par trois ans d'exercice professionnel soit par la possession d'un brevet de capacité).  
Les personnes qui se livrent à la pêche à titre professionnel doivent adhérer à une association agréée de pêcheurs professionnels, les seuls autorisés à vendre le produit de leur pêche.  
Pour autant, s'estimé le Conseil d'Etat, le gouvernement ne pouvait, en l'absence d'une habilitation expresse, soumettre l'accès à l'exercice de l'activité de pêcheur professionnel à d'autres limitations que celles qui découlent de la loi sans porter atteinte au principe de la liberté du commerce et de l'industrie.

Ingénieur de  
destiné à  
les services  
AM en région  
ALSTHOM  
Ingénieur de  
destiné à  
les services  
AM en région  
ALSTHOM



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
D'ACTIVITÉS SPATIALES**  
recherche pour  
**OUTRE-MER**, un

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

Diplômé d'une grande école, vous avez une expérience de direction d'équipe de maintenance de matériel informatique en milieu opérationnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous référence 93153/LM à :

HCA - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

**RHONE MERIEUX**  
Un des grands  
de la médecine vétérinaire

recherche

## INGENIEURS

Arts et Métiers ou équivalents

Pour service « Etudes & Réalisations Internationales ».

Ces postes exigent de nombreux déplacements à l'étranger.

Maîtrise de l'anglais indispensable.

Un des postes est à pourvoir sous forme de CDD de longue durée pour l'étude et la réalisation d'un important projet à l'étranger.

Ecrire à **RHONE MERIEUX - D.R.H.**  
BP n° 2006 - 69227 LYON Cedex 02.

**air industrie**  
systèmes

**DIVISION ROBOTIQUE ET MATERIAUX**

Importante filiale du groupe Alstom, leader dans les traitements de surface, recherche pour son établissement d'Angoulême, un

## INGENIEUR DE FABRICATION

En liaison directe avec le Responsable Technique de l'usine, les services CAO du siège de Paris et les services fonctionnels, vous assurerez la mise au point et le développement d'applications P.A.O. Responsable de l'amélioration des coûts, des délais et de la qualité des produits, vous ferez évoluer les conceptions et technologies de fabrication.

Ingénieur généraliste type AM, vous possédez une expérience d'environ 3 à 5 ans en fabrication, tolérances industrielles et soudure ainsi que de la P.A.O.

Autonome, responsable, vous possédez un réel sens de l'organisation, de bonnes qualités relationnelles et pratiquez l'anglais. Cette fonction motivante est assortie de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à **AIR INDUSTRIE SYSTEMES - Service du Personnel**  
124, Bd de Verdun - 92400 COURBEVOIE.

**ALSTHOM**

**Lyon**

Filiale autonome (100 personnes) d'un grand groupe industriel, produisant en série des appareils de mesure, recherche :

## Ingénieur débutant

destiné à animer  
les services techniques  
AM ou équivalent

Vous participerez à l'élaboration des produits nouveaux faisant appel largement à l'électronique et vous assurerez leur mise en fabrication : définition des équipements et outillages, relations avec les fournisseurs d'équipements et sous-traitants, relations avec le service commercial. Parallèlement, vous repèrerez les gains de productivité possibles pour l'existant et participerez à la définition du plan d'investissements.

Vous aurez des relations techniques avec nos agences commerciales et nos clients. Votre travail sera varié, entouré de personnes compétentes.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à **Gérard SCHNEIDER**  
qui vous assure une totale discrétion, sous référence GHM.

**SCHNEIDER**  
RECRUTEMENT

55 Montée de Choulens  
69323 LYON CEDEX 05.

## L'avenir de l'alimentaire : Un savant dosage entre plaisir et santé !

**BSN GROUPE**

BSN Groupe, 372 Mds de francs de CA, 15 Mds de bénéfice, plus de 100 établissements, 40000 personnes dont 4000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.

### Nutritionniste

La nutrition est au cœur des préoccupations en matière de recherche et développement. Dans le cadre d'évolutions et de mutations permanentes, l'amélioration de la qualité nutritionnelle des produits alimentaires est un axe de recherche stratégique pour notre groupe.

Nos laboratoires de recherche développent leurs réflexions sur l'équilibre des produits et leur amélioration.

A l'interface de la recherche et du marketing, interlocuteur du corps médical, le spécialiste que nous recherchons (docteur en médecine, en nutrition...) saura dialoguer et échanger avec ces différentes instances.

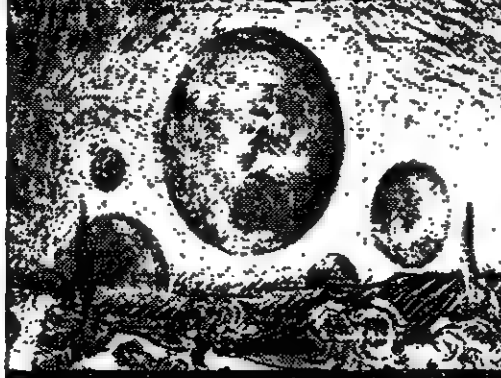
Une expérience solide (5 à 10 ans) dans le domaine de la physiologie humaine et de la biochimie des aliments vous donnera toute l'emvergure nécessaire pour ce poste (basé en région parisienne).

Merci d'adresser votre candidature sous réf. SD 4 M à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Réhoboth, 75381 Paris Cedex 08.

**BSN GROUPE**

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## Peindre le futur avec talent



**FRAMATOME**, grand groupe industriel diversifié (ingénierie, produits et services nucléaires, informatique industrielle) recherche un :

## Ingénieur métallurgiste spécialisé en corrosion

Prendre en main des programmes expérimentaux dans le domaine de la corrosion est la mission que nous vous confierons.

A votre formation d'ingénieur Grande Ecole s'ajoute une expérience d'environ 3 ans dans un laboratoire en milieu industriel ou universitaire (docteur apprécié) qui vous a permis de connaître un ou plusieurs des domaines suivants : Electrochimie, physicochimie, corrosion, métallurgie.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de haut niveau. Avec elle vous concevrez, innoverez, gèrerez de grands projets. Anglais indispensable, espagnol et allemand appréciés.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre CV + lettre manuscrite sous référence GEL à Valentine TRABUT, FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

**FRAMATOME**

LE FUTUR EN TÊTE

## URGENT

Groupe industriel spécialisé  
dans les domaines  
**DÉFENSE - ESPACE  
ÉLECTRONIQUE**

## Nous renforçons nos équipes et recherchons des FUTURS CHEFS DE PROJETS

Ingénieurs Grandes Ecoles (Classe A ou B),  
Débutants ou 1 an d'expérience.

Vous serez formés à notre environnement informatique et à notre organisation. Plus, rattachés aux Responsables de Projets, vous participerez à la Conception et à la Réalisation d'applications de gestion. Qualités d'organisation et de communication indispensables.

Ces postes sont à pourvoir très rapidement dans nos centres de Vélizy et de Salabris (Loir et Cher). Envoyez vos C.V., prétentions et photo à :

**Hautes Technologies Conseil**  
34/38 rue Carnot Pelletan  
92300 LEVALLOIS-PERRET

## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.



Chaque semaine, un rendez-vous  
emploi exceptionnel avec 8 des plus  
grands quotidiens européens pour une  
meilleure circulation des hommes et  
des idées.

**ENSEMBLE,  
NOUS CONSTRUISONS  
UNE EUROPE  
COMPETITIVE ET  
PERFORMANTE :  
L'EUROPE DES TALENTS.**

**NRC • HANDELSBLAD LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung**  
**CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT**

A PARTIR DU 1<sup>er</sup> JANVIER 1989

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UNE BANQUE PARISIENNE TRÈS ACTIVE DANS LE DOMAINE FINANCIER, FILIALE DE DEUX GROUPES EUROPÉENS A VOCATION INTERNATIONALE, RECHERCHE, POUR ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DE SA POLITIQUE DE PARTICIPATIONS :

## UN JURISTE H/F

**Le poste :**

Assurer la responsabilité directe :

- du suivi de la vie sociale des filiales du Groupe (opérations courantes et spécifiques)
- de la gestion administrative de ses participations sur le plan juridique, comptable et fiscal, en liaison avec les départements spécialisés de la banque.

**Le candidat :**

Déjà s'adapter rapidement à ses fonctions et s'appuyer à cet effet sur une Maîtrise en Droit des Affaires, une expérience d'environ 5 ans de secrétariat juridique des sociétés et sur de bonnes connaissances fiscales et comptables. Lui seront en outre indispensables un solide sens de l'organisation (pratique de la micro-informatique appréciée) et de très bons contacts humains.

Le titulaire du poste, après une expérience réussie, pourra au terme de quelques années évoluer s'il le souhaite dans les autres activités de la Banque.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 34050 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

### INGENIEUR D'AFFAIRES, VENDEZ DES BIENS D'EQUIPEMENTS PERFORMANTS

• Premier constructeur français, leader européen sur le marché de l'énergie électrique de substitution, nous commercialisons des biens d'équipement performants couvrant les besoins d'une clientèle très diversifiée (centre hospitalier, grands chantiers...).

• En liaison avec l'usine, vous analysez les besoins de vos interlocuteurs pour proposer et vendre le produit le plus adapté. A partir de notre agence commerciale située près de PARIS, vous développez notre clientèle Parisienne et animez nos agents sur plusieurs départements en grande RP.

• 30 à 35 ans, de formation électrique ou électromécanique, vous avez occupé, dans le secteur des biens d'équipement, une fonction technique (fabrication, après-vente...) pendant cinq ans minimum, et ensuite démontré vos capacités d'autonomie commerciale.

Pour ce poste, basé en proche banlieue NORD-OUEST de PARIS, écrivez sous réf. C/490 à CONCORDANCES 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

**CONCORDANCES**  
Les missions de confiance

Jeune agence de communication  
(Paris-7<sup>e</sup>)  
en fort développement  
recherche une  
**JEUNE SECRÉTAIRE ASSISTANTE**  
Autonome, méthodique, pratique de Word sur Mac et possible Excel.  
Disponible rapidement.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo, prétentions à :  
M. GRUFFON, 96, rue Talfrère, 92210 SAINT-CLOUD, qui transmettra.

### SECTEURS DE POINTE

**ALSTHOM**  
LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE  
A SAINT-NAZAIRE  
recherchent

**UN CHEF DE PROJET INFORMATIQUE DE GESTION**  
Bac + 5 avec option Informatique. 2 à 5 ans d'expérience en conduite de projets informatiques.  
Configuration MVS/XA - 64 Mips - 20 Mips - 600 terminaux.



Adresser CV aux  
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE  
(à l'attention de Monsieur DEMEAUX)  
B.P. 400 - 44608 ST-NAZAIRE Cedex

**Saint Gobain**  
Vitrage

Leader du verre plat sur les marchés  
de l'Automobile et du Bâtiment.

**Ingénieur généraliste**, vous possédez une expérience de 5 ans sur un site industriel où vous avez acquis une sérieuse compétence en plomberie, en automates programmables et en contrôle de process.

Outre votre sens des responsabilités, vous avez un goût très prononcé pour les communications internationales (anglais courant indispensable et autres langues souhaitables) et pour la pédagogie.

Saisissez l'opportunité que nous vous proposons :

### UN PROJET : RAISONNEZ EUROPE !

Vous participerez au développement des équipements nécessaires au surmoulage de vitrages automobiles.

En vous intégrant dans une équipe dynamique et motivée, votre mission portera en effet jusqu'à la mise en exploitation industrielle de ce projet sur nos sites européens.

C'est pourquoi rigueur, autonomie et surtout une grande disponibilité sont des qualités indispensables pour réussir et évoluer dans cette fonction.

Rejoignez au plus vite notre centre de développement industriel implanté à 100 km au Nord-Est de Paris. Pour cela, adressez votre dossier de candidature sous référence 2857 LM à :

**SAINT-GOBAIN**  
108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris,  
qui transmettra.

**SAINT-GOBAIN**

### TéléDiffusion de France

## TDF1 : Mission accomplie TDF : le défi !

TDF - 1<sup>er</sup> diffuseur de radio et télévision - innove de la pointe de l'actualité à la pointe de la technique, en créant de nouveaux services (satellite de diffusion directe, radiomessagerie, radio-téléphone, diffusion de données, réseaux câblés...). Société Anonyme, 4000 professionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs. TDF : LA PASSION D'ENTREPRENDRE.

## ASSISTANT DE COMMUNICATION

Dans une entreprise ayant de multiples implantations géographiques sur la totalité du territoire national, situé à Paris, ce poste d'assistant de communication consiste à rechercher l'information (enquêtes, interview...) et à assurer la rédaction des articles pour les différents supports de communication interne.

Il nécessite par conséquent de réelles qualités de rédaction, un

intérêt pour les techniques de télécommunication, un goût des contacts diversifiés et des capacités à travailler de manière autonome.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'études supérieures, ayant acquis une première connaissance de ce milieu grâce à des stages en entreprise et désirant commencer sa carrière au sein de la fonction Ressources Humaines d'une grande entreprise.

Merci d'adresser votre dossier à : TDF-Direction des Ressources Humaines  
21/27, rue Barbès, BP 518 - 92542 MONTRouGE Cedex.

TDF : LA DIFFUSION DES IMAGES, DU SON ET DES DONNÉES.



Le département du Val-de-Marne  
recrute par voie de concours sur titres  
ou par voie de détachement

## DEUX BIBLIOTHÉCAIRES

pour le Service social du personnel départemental  
(5.000 agents)

**CONDITIONS :**

- Pour le concours sur titres :
  - être titulaire d'une licence et du certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire ;
  - être de nationalité française ;
  - être âgé(e) de 18 ans au moins et de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.
- Par détachement :
  - être bibliothécaire titulaire dans une autre administration ou collectivité territoriale.

**LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENANT :**

- un curriculum vitae détaillé,
- une photographie d'identité,
- une photocopie des diplômes,
- deux enveloppes timbrées portant nom et adresse

devra être adressé au plus tard le 13 JANVIER 1989, le cachet de la poste faisant foi, à :

**L'HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE**  
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL  
1<sup>er</sup> Bureau - Recrutement  
Avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRÉTEIL.  
Tél. : 43-99-84-00 - Poste 84.16.

Dans le cadre de son développement  
GROUPE DE PRESSE SPÉCIALISÉE  
Recherche pour revues professionnelles  
FUTUR CHEF DE PUBLICITÉ  
Ecrire [Ss réf. 977819 R] à Régie Presse  
7 rue de Montessuy - 75007 PARIS  
qui transmettra

**GRENOBLE**

## Caisse d'Epargne

Banquier confirmé, devenez  
le responsable  
de notre marché "entreprises"  
et collectivités locales

en contribuant à développer notre clientèle professionnelle et en animant notre réseau commercial. Diplômé d'études supérieures (E.S.C., I.T.B., etc.) et doté d'une solide expérience en prospection et vente de services bancaires aux artisans, commerçants et petites entreprises, vous maîtrisez les nouvelles relations clients/banques. Vous aimez votre métier et souhaitez intégrer un groupe performant en pleine expansion. Rigoureux, vous savez organiser, travailler en équipe et convaincre collaborateurs et clients.

Ecrivez à Mme C. MARTY (réf. 3904 LM).

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
96, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Lyon

## Ingénieur responsable de programmes

Filiée d'un grand groupe, cette société de PROMOTION IMMOBILIÈRE (350 MF de CA, 40 personnes) doit son fort développement à une équipe de professionnels de bon niveau, à la qualité de ses programmes et à un souci permanent de développer de nouveaux produits.

Intégré à l'une des directions opérationnelles, vous intervenez à tous les niveaux du montage et de la réalisation des programmes : rédaction des cahiers des charges, négociation avec les prestataires, suivi des chantiers. Vous êtes le garant du respect de la qualité, des délais, des budgets définis.

Agé de 28 à 35 ans, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur (TP, INSA, ECAM, ENSL), vous avez acquis une première expérience du montage technique des dossiers et souhaitez accéder à des responsabilités plus globales et évolutives.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 4267 à Média System, 55 Place de la République, 69002 Lyon qui transmettra.

## CHARGE D

Proche... très pr

## ETABLISSEMENT FINAN

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

## UNE DIRECTEUR CO

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>

CHARGE D

PARIS 7<sup>e</sup>







هكذا من الأصل

# Economie

## SOMMAIRE

■ Siemens accroît sa présence en France par l'achat d'IN2, filiale d'intertechnique (lire ci-dessous). ■ Les Douze ont maintenu leur décision d'interdire les importations de viande aux hormones dans la Commu-

nauté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989 (lire page 36). ■ L'économiste américain John-Kenneth Galbraith évoque pour le Monde ses vues sur les stratégies mondiales (lire page 36). ■ L'harmonisation fiscale est

le plus grand défi que se lance l'Europe pour le marché unique de 1993, estime M. de Fréminet (lire page 36). ■ UTA contre-attaque à Bruxelles pour obtenir l'autorisation de desservir l'Europe (lire ci-contre).

Avec l'achat de 25,2 % d'entreprise Oil

## ELF prend une option sur le pétrole britannique

M<sup>me</sup> Thatcher n'a décidément pas de chance avec ses privatisations pétrolières. Après Britoil, gobé par BP pour échapper à l'américain ARCO, après BP, lui-même sauvé de justesse des visées koweïtiennes par l'intervention, aussi peu « libérale » que possible, de la commission des monopoles, c'est au tour de la troisième compagnie britannique du secteur, Enterprise Oil, ex-filiale de British Gas, privatisée en 1984, de faire l'objet des appétits d'un groupe étranger : ELF-Aquitaine. (Le Monde du 20 novembre).

Certes pour l'heure la participation acquise par le groupe français ne lui donne pas le contrôle de l'affaire : « 25,2 % ce n'est pas suffisant pour gérer une entreprise », a expliqué lundi 19 décembre M. Michel Pecqueur, PDG d'ELF. Mais, bien que les dirigeants français se soient gardés de préciser leurs intentions, il est clair qu'ils n'entendent pas en rester là. « Cet achat est un pas nouveau pour préparer l'avenir et nous assurer des positions en mer du Nord », a commenté M. Pecqueur, ajoutant qu'il s'agissait « d'une opération raisonnable qui s'intègre dans [la] stratégie du groupe ».

Or il n'est pas dans les habitudes d'ELF de se contenter d'une position de partenaire dormant. Dans toutes ses acquisitions passées, de Texaco au Gulf en 1981, à ses tentatives infructueuses (Robins, Trientrol, Saga, etc.) ELF a toujours cherché à acquérir au moins une majorité de contrôle, sinon la totalité du capital.

ELF, contrairement aux groupes financiers, ne cherche pas à faire des coups ou de bons placements mais à consolider à long terme son portefeuille de réserves pétrolières, ceci pour prendre le relais des gisements de Lacq et de Frigg qui seront épuisés dès le milieu des années 1990. « Nous ne sommes pas des Ichon, des raiders. Nous ne cherchons pas à faire de l'activité financière une source de profit essentiel », nous assure M. Pecqueur en juin dernier.

Il y a donc fort à parier que le groupe français cherchera tôt ou tard à prendre le contrôle total d'Enterprise, d'autant plus que les deux entreprises sont largement complémentaires. ELF a beaucoup de gaz, Enterprise surtout du pétrole, le groupe français dispose d'une main d'œuvre et de moyens techniques et financiers puissants alors qu'Enterprise fonctionne avec des moyens réduits (170 personnes). Enfin les principaux gisements d'ELF en Mer du Nord s'épuisent — sauf Alwyn — alors que ceux d'Enterprise (Nelson et Beryl) entrent en production au début des années 1990.

Une bonne alliance donc... à condition que les autres actionnaires acceptent de vendre. Ce n'est pas impossible. Le plus important, presque à égalité avec ELF, est le groupe chimique ICI, qui a pris une participation dans Enterprise en décembre 1986 en échange de la cession de ses actifs pétroliers (notamment 15 % du champ de Ninian), qu'il ne voulait pas gérer

directement. Il s'était engagé pendant deux ans à ne pas le céder. Mais il sera dès janvier délivré de ses engagements, comme sera à la même date levée la « golden share » prise par le gouvernement britannique afin d'éviter toute OPA indésirable.

### Proie pour les OPA

Dès le début de 1989, Enterprise deviendra donc une proie rêvée pour toutes les OPA. D'autant plus convoitée que ses résultats, comme ses perspectives, sont de l'avis de tous les analystes, excellents, et que l'action paraît largement sous-évaluée. ELF, qui s'est de son côté engagé à ne pas lancer d'OPA pendant un an, sauf en cas d'attaque surprise ou d'augmentation massive de capital, est à l'évidence bien placé en cas de « raid ». Le risque est si vrai qu'ELF et le vendeur des parts, Lasmo, ont convenu de se partager les bénéfices éventuels de la vente si ELF était finalement contraint de céder ses 25,2 % d'Enterprise dans le cadre d'une OPA.

Quel que soit l'avenir, ELF, dont c'est la plus importante acquisition depuis le rachat en 1981 de Texas Gulf, paraît donc avoir réalisé une excellente opération. Ne serait-ce qu'en payant sa participation à un prix (450 pence par action, soit au total près de 4 milliards de francs) inférieur au cours de bourse. Un prix motivé d'une part par l'urgence : Lasmo, qui venait juste d'échapper à une OPA hostile de

British Gas avait un besoin urgent de liquidités. D'autre part, par les conditions de paiement particulières demandées par Lasmo : ELF donnera en paiement des obligations en livres sur l'Euro-marché, cotées à la bourse de Luxembourg, donc cessibles à tout moment sans attirer l'attention du fisc britannique.

Grâce au rachat au début de l'année de RTZ Oil and Gas, ELF était déjà la cinquième entreprise du secteur en Grande-Bretagne tous hydrocarbures confondus (pétrole et gaz). De son côté Enterprise est neuvième et cinquième si on ne retient que les réserves en pétrole. Si le groupe français parvient au bout du compte à prendre le contrôle de ces puissants partenaires il se classera dans les tous premiers rangs du pétrole britannique, où seuls jusqu'ici les Américains étaient parvenus à se glisser.

VÉRONIQUE MAURIS.

■ **ELF : grève de vingt-quatre heures à la raffinerie de Donges.** — Un plan de restructuration prévoit la suppression de 1 400 emplois dans la branche raffinage du groupe ELF, dont une centaine, sur 618 salariés, dans la raffinerie de Donges (Loire-Atlantique), l'une des trois unités en France. Depuis lundi 19 décembre au matin, et pour vingt-quatre heures, la production est arrêtée à Donges, à l'appel de l'inter-syndicale CGT-CFDT-FO. Le chargement des camions-citernes est interrompu mais le mouvement n'affecte pas l'approvisionnement des stations-service.

### En prenant le contrôle d'IN2

## Siemens accroît sa présence en France

Le groupe allemand Siemens doit annoncer prochainement le rachat d'IN2, la filiale informatique d'intertechnique qui occupe la première place sur le marché français des mini-ordinateurs. Siemens, écarté du marché hexagonal des télécommunications il y a dix-huit mois, prend ainsi sa revanche en France, un marché difficile pour lui.

Et de trois ! Après l'offre publique d'achat lancée sur Plessey, en Grande-Bretagne, la reprise aux États-Unis de Rolm, la filiale d'IBM spécialisée dans le téléphone, Siemens annonce sa troisième acquisition en un mois : en France, cette fois, et dans l'informatique. Le géant bavarois devait en effet annoncer qu'il rachète à Intertechnique (équipements aéronautiques, systèmes militaires et transmissions) sa filiale spécialisée dans l'informatique, IN2 (1,1 milliard de francs de chiffre d'affaires consolidé). Les négociations auraient depuis plusieurs semaines et la signature était attendue inévitablement, sauf accident de dernière minute.

Cette opération constituera pour Siemens une formidable revanche : le groupe avait très mal vécu la façon dont il avait été écarté du marché français des télécommunications lors du (mauvais) feuillet de la CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques), il y a dix-huit mois. Candidat contre l'américain ATT (American Telegraph and Telephone) et le suédois Ericsson à la reprise de cette société, il s'était vu préférer le groupe nordique après moult hésitations, pressions et aller-retour des autorités françaises. Les dirigeants de Siemens en avaient conçu une grande amertume, estimant que les qualités techniques de leurs centraux téléphoniques avaient été sous-évaluées.

Dans l'entretien qu'il nous avait accordé quelques jours après son opération britannique (Le Monde du 13 décembre), le président du directoire, M. Karlheinz Kaske, le disait clairement : à ses yeux, la France demeurerait un pays « fermé ». Certes, expliquait-il, son groupe rencontrait des succès dans certains domaines (les automatismes, les arts graphiques), « là où il n'y a pas d'industries contrôlées par l'État ». Mais l'impression générale des dirigeants de Siemens était que leur entreprise avait, dans l'Hexagone, une taille bien trop petite (entre 2 et

3 milliards de francs de chiffre d'affaires) au regard du reste du groupe (200 milliards de francs de chiffre d'affaires). M. Christian Fayard, ancien dirigeant chez Thomson, entré il y a quelques mois dans la filiale française de Siemens, s'était vu explicitement confier la mission de remédier à cet état de choses.

### Informatique de gestion

Le nom de Siemens avait donc été cité dans plusieurs dossiers ouverts ces derniers mois (Télématique, équipements automobiles...), mais rien ne s'était concrétisé. Aujourd'hui, le groupe a trouvé l'entreprise qui lui permet de se renforcer en France, dans la perspective du grand marché unique de 1993. IN2 a vu le jour à la mi-août 1988 grâce à l'apport par Intertechnique de sa branche informatique. Mais l'histoire de cette branche remonte bien plus tôt : dès 1975, le président d'Intertechnique avait lancé un département informatique pour diversifier son groupe.

Tournée vers l'informatique de gestion, IN2 (un millier de collaborateurs) a annoncé il y a quelques jours à peine qu'il détenait 96,48 % de Léonard, une ex-filiale de Creusot-Loire spécialisée dans les micro-ordinateurs. Mais le constructeur est surtout connu pour sa place sur le marché hexagonal des mini-ordinateurs, où il est le premier fabricant. Il y occupe une position un peu à part, ayant opté pour un logiciel d'exploitation (Pick) très particulier : il y a quelques jours, son patron, M. Edmond Marchegay, annonçait néanmoins que l'entreprise prenait un tournant technologique et optait pour le logiciel d'exploitation le plus en vogue, Unix.

IN2, qui a affiché pour le premier semestre une perte de 42,9 millions de francs, prend donc un virage fondamental, sur les deux plans de la technique et de l'actionariat. Elle rejoint un groupe qui occupe en Europe la deuxième place dans l'informatique, avec 25 à 30 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1987 (Le Monde du 18 août), derrière l'américain IBM... à quel point encaillures du champion français Bull, qui voit le géant bavarois se renforcer sur son marché de prédilection.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

## Grâce à un échange d'actions ITT détient 2,8 % de la CGE

ITT (International Telephone and Telegraph) a pris une participation de 2,8 % dans le capital de la Compagnie générale d'électricité (CGE), à la suite du rattachement, la semaine dernière, des parts détenues par la Société générale de Belgique dans Alcatel NV (Le Monde du 13 décembre). Les titres entre les mains de la Société générale de Belgique (5,2 %) avaient été cédés à la CGE et à ITT, mais on ne savait pas alors comment ils se répartiraient entre les deux groupes. En fait, ITT a échangé les 843 000 actions Alcatel NV qu'il détenait contre des titres CGE : il se trouve donc actionnaire de la Compagnie, à hauteur de 2,8 %.

Celle-ci voit, en contrepartie, sa position renforcée dans Alcatel NV : cette société, numéro deux mondial

du téléphone, est désormais possédée à 61,5 % par la CGE, à 37 % par ITT et 1,5 % par le Crédit lyonnais. Alcatel NV, rappelle-t-on, est née du rachat, il y a deux ans, des intérêts d'ITT dans les télécommunications. Ce qui explique la forte présence de l'américain à son capital.

L'entrée d'ITT dans le capital de la CGE constitue un « investissement financier » et ne signifie pas une modification des relations entre les deux entreprises, précisait-on lundi 19 décembre à la CGE. Celle-ci en profite pour consolider encore un peu plus son noyau d'actionnaires stables, qui peut être désormais estimé entre 35,6 et 36,6 % (compte tenu de l'absence d'augmentation de capital réservée aux salariés en cours).

## Le gouvernement se félicite de l'accord Peugeot-Fiat

MM. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, et Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, se sont félicités de la signature, le 19 décembre (Le Monde du 20 décembre), d'un accord entre le français Peugeot SA et l'italien Fiat pour implanter une usine de production de véhicules utilitaires légers sur le site d'Horlain, près de Valenciennes dans le département du Nord. « L'industrie réaffirme ainsi le rôle majeur qu'elle peut tenir dans le redressement de la situation de l'emploi en France ».

De son côté, M. Michel Delabarre, ministre des transports et premier vice-président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, estime que cette décision, après celle de Pechiney, crée deux nouvelles usines d'aluminium à Dunkerque, est le résultat « de politiques de redressement et de modernisation économique de notre pays, mises en œuvre depuis 1981 par les gouvernements de Pierre Mauroy, Laurent Fabius, et poursuivies aujourd'hui par notre gouvernement ».

### Un investissement de 3,4 milliards de francs

L'Humanité, pour sa part, considère que l'accord PSA-Fiat « est l'un des meilleurs pour Chausson », filiale commune à Peugeot et Renault, « qui justifie à tout point de vue la fabrication de véhicules utilitaires ».

PSA et Fiat ont précisé, après la signature de leur accord, lundi 19 décembre à Turin, qu'il visait à doubler la production de véhicules utilitaires légers de leur filiale commune SEVEL, pour la porter à plus de mille véhicules par jour en 1994-1995 dans

trois usines : celle, actuelle, de Val-di-Sauro (Aberzua), qui fabrique cinq cents véhicules par jour, la future unité d'Horlain qui en produira quatre cent cinquante par jour, enfin, celle de Pomigliano d'Arco, près de Naples, héritée d'Alfa Romeo depuis sa reprise par le groupe Fiat en 1987, et qui sera entièrement restructurée.

M. Jacques Calvet, patron de PSA, a indiqué que l'aide de l'État français s'élèverait à 250 millions de francs, au titre de l'aménagement du territoire, conformément aux législations européennes et française, sur un investissement total de 3,4 milliards de francs. Selon lui, cette nouvelle usine, dont les travaux commenceront à mi-1990 et la production à mi-1993, créera cinq mille emplois, trois mille pour l'usine elle-même quand elle tournera à plein régime en 1994-1995, et deux mille autres pour les emplois induits.

■ **Devenlay en Espagne.** — Le groupe Devenlay vient d'annoncer une prise de participation de 40 % dans la société espagnole Ferrys, qui tient la première place sur le marché de la chaussure et du sous-vêtement féminin et masculin en Espagne. Avec un chiffre d'affaires de 380 millions de francs par an et 26 millions de bénéficiaires, cette entreprise est plutôt spécialiste des produits bas de gamme. Le groupe Devenlay (2 milliards de francs de chiffre d'affaires) a, lui, une politique de marques et de produits haut de gamme. Dès janvier 1989, les deux sociétés devraient créer une filiale de distribution dont Devenlay sera l'actionnaire majoritaire, et qui diffusera ses produits sur le marché européen.

## TRANSPORTS

Le gouvernement lui ayant interdit de desservir l'Europe

## UTA contre-attaque devant la CEE

Interdite d'Europe, par décision du gouvernement français, la compagnie aérienne UTA a résolu de porter son dossier à Bruxelles. Elle porte plainte devant la direction générale de la concurrence de la CEE contre la décision de M. Michel Delabarre, ministre des transports, en date du 24 novembre, de lui refuser d'ouvrir des lignes aériennes en Europe (Le Monde du 25 novembre). UTA est, depuis vingt-cinq ans, spécialisée dans la desserte du Pacifique et de l'Afrique noire. M. Delabarre avait justifié son refus en ces termes : « La logique d'UTA est celle d'une concurrence franco-française qui conduit [les compagnies] à se voler mutuellement des parts de marché (...). Je ne mets pas en cause les droits actuels d'UTA qui lui sont permis, je crois, de réaliser des résultats positifs. Je ne menace donc pas son existence ».

M. René Lapautre, PDG d'UTA, nous a déclaré à propos de la plainte qu'il vient de déposer à Bruxelles : « La décision du gouvernement français de nous refuser des droits de trafic tourne le dos au Traité de Rome et à l'Acte unique. Elle ne respecte pas les règles de la libre-concurrence et renforce la position dominante d'Air France et des compagnies étrangères qui exercent leurs activités sur les lignes européennes. Le ministre ne s'est pas comporté, le 24 novembre, en ministre des transports de la France, mais en ministre d'Air France. J'exerce donc les droits de recours de tout citoyen européen ».

Au ministère des transports, on se déclare convaincu que la proposition d'UTA est infondée et qu'elle ne sera pas reçue par la commission. « Nous n'avons aucune obligation à l'égard de quelque compagnie française que ce

soit », dit-on dans l'entourage du ministre. Les risques pour le gouvernement français peuvent pourtant venir de la Commission de Bruxelles. Un administrateur d'Air Inter, M. Louis Gauthier, a saisi celle-ci de la concertation accrue entre Air Inter et son principal actionnaire Air France en matière de desserte, de tarifs et de fréquences en France comme en Europe. Il demande à la Commission si ces « pratiques concertées » ne constituent pas une violation des articles 85 et 86 du Traité de Rome puisqu'elles restreignent la concurrence et le libre échange.

M. Lapautre et M. Gauthier trouveront à Bruxelles un allié de poids en la personne de M. Peter Sutherland, commissaire à la concurrence qui a écrit dans un livre : « La première caractéristique de l'organisation actuelle du transport aérien en Europe est d'interdire, en pratique, l'entrée de nouvelles compagnies dans la compétition ainsi qu'une fixation des prix en fonction du marché, ce qui ne peut qu'accroître les charges que les compagnies font supporter à leurs clients, notamment sous forme de prix plus élevés (...). Tout la concurrence dans l'aviation, le système actuel du transport aérien empêche le libre marché et va directement à l'encontre de la réalisation d'un grand marché intérieur ».

On savait la décision du gouvernement français précaire. UTA s'efforce aujourd'hui de la rendre caduque avant le 1<sup>er</sup> janvier 1993, date de la disposition des frontières à l'intérieur de l'Europe des Douze.

AL. F.

(1) 1<sup>er</sup> janvier 1993 : ce qui va changer en Europe, de Peter Sutherland, PUF. Coll. Libre échange, 95 F.

## SOCIAL

Avant le renouvellement de la convention avec les Caisses d'assurance-maladie

## M. Evin fait un signe aux médecins

M. Claude Evin, ministre de la santé et de la protection sociale, vient de faire un signe aux médecins libéraux. A l'occasion du renouvellement de la convention entre les caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants) et les deux principaux syndicats médicaux, il a souhaité, dans un communiqué publié lundi 19 décembre, que l'on puisse améliorer la situation des médecins conventionnés.

Ce signe n'est pas désintéressé : le ministre de la santé ne peut rester indifférent sur le sujet et s'interroge de l'accroissement du nombre de médecins conventionnés choisissant les « honoraires libres » — au moment où une nouvelle période de choix va s'achever, le 31 décembre prochain.

Cette possibilité a été ouverte par la convention médicale de 1980 comme soupape de sécurité, pour faire rentrer l'ensemble des médecins dans le système. Jusqu'à 1983, leur nombre est resté marginal, et la croissance compensait seulement la diminution du nombre de médecins ayant par leurs titres ou leur ancienneté, droit à un « dépassement permanent » des tarifs conventionnels. Fin 1986, non seulement la proportion de médecins « à honoraires libres » s'est sensiblement accrue, passant de 14,4 % à 21,2 % (1), mais le nombre de médecins conventionnés ordinaires a commencé à diminuer (de 1,50 %).

Actuellement, comme le souligne M. Evin dans son communiqué, « dans certains départements, la proportion de médecins à « honoraires libres » dépasse 40 %. C'est le cas en Seine-et-Marne (50 %), à Paris, dans les Yvelines, dans les Alpes-Maritimes, et on l'approche dans le Rhône. Dans certaines spécialités, les médecins demandant strictement les tarifs conventionnels sont minoritaires : c'est le cas des endocrinologues (moins de 20 %), des neuro-chirurgiens (22 %), des internistes (26 %), des urologues (30 %), des chirurgiens (44 %), et presque des otorhino-laryngologistes (50 %).

Selon des sondages de la Caisse nationale d'assurance-maladie, la proportion de médecins pratiquant les « honoraires libres » pourrait maintenant atteindre 25 %. Ce développement pourrait menacer l'équilibre de la convention : tous les assurés sociaux, quel que soit leur lieu de résidence, doivent, souligne M. Evin, pouvoir trouver un

médecin conventionné ordinaire (dit de « secteur 1 ») : « cette forme d'exercice doit demeurer le mode normal de la médecine ambulatoire ». Il appuie l'intention affirmée dans le dernier bilan de la convention (Le Monde du 29 novembre) de remédier aux déséquilibres géographiques et de préciser la notion de « tact et mesure » qui limite les honoraires « libres ».

Mais pour que l'équilibre subsiste, il faut « améliorer les conditions d'exercice des médecins, notamment des généralistes ». Pour cela, M. Evin reprend les orientations prescrites dans la convention de 1985 et de « bilan conventionnel » : développer la formation continue, en donnant des avantages (notamment financiers) aux médecins qui la pratiquent, ouvrir des tâches (et donc rémunérations) nouvelles aux médecins libéraux (prévention, urgences, soins à domicile). Cette ouverture doit, comme le propose aussi le « bilan conventionnel », aller de pair avec une meilleure maîtrise des dépenses de santé : l'autodiscipline (« autorégulation ») des médecins doit être accompagnée d'un « intérêt permanent » à l'évaluation des soins.

Pour tout cela, M. Evin laisse l'initiative aux caisses d'assurance-maladie et aux médecins, qui doivent agir en « partenariat », mais il s'affirme décidé à les soutenir : en gage de bonne volonté, il annonce de nouveaux tarifs pour le dépistage et le suivi des maladies sexuellement transmissibles (notamment le SIDA), le traitement des traumatismes et les actes d'ophtalmologie.

Pas un mot en revanche sur des revalorisations des actes médicaux en général. M. Evin entend séparer l'amélioration des conditions d'exercice et maintien du pouvoir d'achat : les médecins n'ont-ils pas bénéficié de relevements importants (13 % pour les consultations en 1987, 17,6 % pour les visites à domicile en 1988) ? Mais ce raisonnement serait-il entendu par les intéressés ? Une partie des spécialistes — ceux qui pratiquent des actes techniques — se plaignent de ne pas avoir bénéficié des dernières revalorisations ; quant aux généralistes, ils voient leur activité plafonner ou se restreindre quand de jeunes professionnels arrivent sur le marché.

GUY HERZLICH.

(1) 24,3 % pour les spécialistes, 13,8 % pour les généralistes.

■ **Le nouveau bureau de l'AJBB.** — L'AJBB (association des journalistes de l'habitat, du bâtiment et de l'immobilier) a élu son nouveau bureau. Le président en est Daniel Ducher (Urbanpress), assisté de trois vice-présidents : Jocelyne Devanlay (Diagonale), Soraya Méhiri (ILM Aujourd'hui) et Jean Payzieu (Antenne 2). Le secrétaire général, François Lamarre (Architecture Actualité), le trésorier, Jeanne Valée (Indicateur Bertrand). Les autres

membre du bureau sont Michel Béchou (photographe indépendant), Florence Bertrand (Investir), Viviane Cartierade (Le Particulier Immobilier), Michèle Fournet (Le Magazine de la construction), Bruno Ischer (Murs, murs), Catherine Ndrassé (De particulier à particulier), Jean Pierlé (France-Sol), Catherine Pierre (Architecture, mouvement, continuité) et Francis Rambert (Architectes, architectes).



## Économie

## L'Etat et les siens

## Transports : des machines et des hommes

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Tous les acteurs du monde des transports complètent ce panorama par la calamiteuse organisation politico-administrative qui régit les transports publics en France. Car l'Etat met plus que son nez de propriétaire ou de bailleur de fonds dans les affaires d'Air France, de la SNCF, de la RATP et des entreprises de transports urbains.

Il a étendu à ces entreprises des règles contraignantes en matière de relations salariales. Il détermine le pourcentage d'augmentation, invente des garde-fous comme le fameux « GVT » (1) et contrôle les effectifs. Comment les dirigeants se sentiraient-ils responsables de la gestion sociale dans ces conditions, puisqu'ils ne sont pas en mesure de négocier avec les syndicats. Ni les salaires ni les effectifs. M. Paul Reverdy, président de la RATP, a dit, dans ces colonnes, le poids de cette déviation institutionnelle (1<sup>er</sup> Monde du 14 décembre).

Il n'est donc pas étonnant que les responsables gèrent à la petite semaine les problèmes de relations humaines, qu'ils n'ont pas été formés à traiter, réservant toute leur énergie pour les questions techniques plus gratifiantes. Un ministre des transports communiste veut-il qu'on embauche à la SNCF ? On embauche à tour de bras. Un ministre socialiste décide-t-il que ce fardeau va à contre-courant de l'évolution ? On débâche au rythme de dix mille emplois par an.

Et tant pis si ces coups d'accordéon chez les salariés de ce que M. Emmanuel Edou, ancien directeur du cabinet du ministre des transports, Jacques Doufflaques, appelle le « syndrome de Laborit » (2).

## Le « syndrome de Laborit »

Ce cocktail de tensions et d'aberrations dans l'organisation déclenche chez les salariés ce que M. Emmanuel Edou, ancien directeur du cabinet du ministre des transports, Jacques Doufflaques, appelle le « syndrome de Laborit » (2).

« Lorsque nous sommes une souris blanche à des électrochocs, elle survit sans si on la coince complètement, analyse-t-il. C'est la même chose pour les hommes qui n'ont plus de perspectives. Or c'est ce qui se produit dans plusieurs secteurs des transports. Les salariés voient les augmentations indiciaires réduites à peu de chose par la fin de l'inflation galopante. Ils n'ont plus d'espoir d'avancement, car les exigences de la productivité ont stoppé l'embauche. Enfin, le système hiérarchique en vigueur dans les entre-

prises publiques de transport n'est pas loin de l'âge de la pierre et il paralyse tout le monde : les ingénieurs bloquent les contrôleurs aériens qui, à leur tour, bouchent l'horizon des électroniciens de la navigation aérienne. »

Dans un monde en mutation rapide, les grilles et les statuts deviennent des barreaux de prison auxquels s'accrochent les syndicats. Impossible de les amener puisque ceux-ci demandent aussitôt l'extension des avantages reconnus pour tel corps à l'ensemble de la fonction publique. L'immobilisme devient la règle.

Les grèves actuelles rappellent la pertinence du mot de Chateaubriand : « L'amour-propre en souffrance a fait de grands révolutionnaires ». Les salariés de la RATP ont été présentés comme des nantis ; depuis 1986, on leur a dit qu'ils avaient, eux, la garantie de l'emploi et qu'ils généraient des déficits colossaux ; on les a astreints à des efforts de productivité. Ils en ont assez d'être coupables et mal payés. Ils se rebellent.

Toujours à la RATP, les ouvriers d'entretien en ont assez de voir que les conducteurs du RER pouvaient obtenir 250 francs de primes diverses

Lyon, de nombreux bacheliers en situation d'échec, expliquent-ils. Nous sommes entrés à la SNCF en 1983. Nous avons vingt-huit ans et, primes comprises, nous sommes payés entre 6 200 et 7 400 F brut. Notre encadrement vient d'arrêter la notation pour les 200 agents de niveau 3 capables de passer au niveau 4. Quatorze ont été notés et, compte tenu du petit nombre de départs à la retraite, trois ou quatre seulement seront promus. Nous ne demandons pas mieux que de travailler avec plus d'efficacité, mais nos efforts ne serviraient à rien. »

De temps en temps, poursuit-il, nous, les agents commerciaux, nous nous jetons des défis. Ce sera à qui jouera au meilleur vendeur. C'est à qui proposera au client une place de première, une carte de réduction, une carte Kiwi ou un repas dans la TGV. Huit fois sur dix, ça marche parce que nous sommes bien les attentes du voyageur qui nous fait face. Qu'est-ce qu'on nous reproche quand nous nous défions comme ça ? 7 francs par carte Kiwi placée au-delà de trente-deux, et notre chef nous propose de nous récompenser en nous payant un repas ! Pourquoi nous donner du mal puisque nous ne serons pas

d'une mise en concurrence. Par exemple, dit-il, la RATP pourrait consulter l'entreprise privée de Dietrich pour vérifier que ses propres ateliers d'entretien du métro sont au bon niveau. On substituerait un dialogue économique au dialogue réglementaire. Air France pourrait aussi filialiser l'entretien de ses avions. »

Pour MM. Strobel et Colin, il n'est plus possible de poursuivre le laisser-faire actuel. « Dans la société moderne, les systèmes de transports sont redondants », disent-ils. La SNCF peut se substituer à Air Inter en grève : la voiture individuelle peut remplacer le métro. En matière de

marchandises, le chargeur a une multitude d'opérateurs et d'itinéraires à sa disposition. Quand la poste est en panne, le courrier express s'y substitue, mais cela coûte dix fois plus cher. Si l'on ne met pas à plat le système actuel, si on ne prend pas garde aux dysfonctionnements sociaux qu'il génère, on assistera à une multiplication des incidents qui ne pénaliseront pas les gros usagers, les détenteurs de l'information et les riches. Il ne serait pas admissible que les plus mal lotis de la société se retrouvent avec des transports au rabais. »

En définitive, ce remue-ménage dans les transports prouve que le temps de la

réflexion est venu et que celle-ci ne devra plus porter exclusivement sur la fée technique ou sur l'économie rigoureuse, mais qu'elle devra intégrer l'homme, machine fragile et affective qui obéit à des lois aussi impératives que celles de la physique ou des comptes.

ALAIN FAUJAS.

Demain : le mal-être des postiers  
par FRANÇOISE VAYSSÉ.

(1) Glissement vieillesse technique.  
(2) Henri Laborit, biologiste et écrivain.



pour l'unique raison qu'ils étaient en mesure de paralyser la ligne A, alors qu'il est déjà plus facile et confortable d'être conducteur qu'ouvrier qualifié. A Air France, les ouvriers d'entretien des avions ne comprennent pas que la compagnie ne soit pas en mesure d'améliorer leur ordinaire alors qu'elle réalisera en 1988 plus de 1 milliard de francs de bénéfices. Ne sont-ils pas parmi les plus mal payés d'Air France ?

Ces frustrations et ce sentiment d'injustice culminent dans le témoignage d'un jeune guichetier de la SNCF de la gare de Lyon, M. Michel Mosca, ancien élu CGT et secrétaire adjoint de la section socialiste d'entreprise : « Nous sommes, à la gare de

payés de nos efforts ? Nous voudrions une formation adéquate et un intéressement aux résultats. Nous voudrions que la SNCF considère le métier de vendeur comme un vrai métier. »

## Mise en concurrence

Que peuvent faire les entreprises publiques en général et les transports en particulier pour sortir de cette désespérance ?

« Le seul glissement de productivité qui subsiste dans ces entreprises, c'est la motivation du personnel, répond M. Alain Chupin, secrétaire national de la CFTD pour l'économie, la communication et la fonction publique. Pendant longtemps, la croissance automatique leur avait évité de se poser la question. Aujourd'hui, elles ne progressent plus si elles ne rendent pas à leur personnel des perspectives d'avenir. La clé de ce déblocage, c'est la mobilité. Il faut faire changer de métier et de lieu des personnes qui sont enfermées. Et la clé de la mobilité, c'est une formation digne de ce nom. »

« Il convient aussi, ajoute M. Chupin, de faire évoluer le service public, sinon ce sera la privatisation assurée. De ce point de vue, l'attitude de la CGT est un sacré handicap parce qu'elle empêche tout assouplissement pour répondre aux besoins des usagers. Prenons EDF : les démentis se font pendant le week-end, il serait préférable de ne pas couper le courant lorsque quelqu'un quitte son appartement et de s'égayer avec son successeur. La CGT s'oppose à cette simplification parce que cela risquerait de supprimer des emplois. Les directions, qui n'ont pas de stratégie sociale, emboîtent le pas pour ne pas avoir d'ennui et mettent en porte à faux les organisations syndicales qui souhaitent une mise à jour. »

Tout le monde ne prône pas cette voie. M. Emmanuel Edou estime que le salut ne peut venir dans un premier temps que d'une décentralisation, puis

PREFECTURE DE LA SARTHE Direction des Affaires Décentralisées  
PREFECTURE DE LA MAYENNE Direction de l'Administration Générale et de la Réglementation  
PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE Direction de la Réglementation

## AVIS AU PUBLIC

## PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE AÉRIENNE A DEUX CIRCUITS 400 000 VOLTS « DOMLOUP (35) - LES QUINTES (COMMUNE DE 72 - LAIGNE-EN-BELIN) »

Par arrêté interpréfectoral du 22 novembre 1988, les préfets des départements de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Ille-et-Vilaine ont prescrite l'ouverture d'un enquête publique sur l'utilité publique projet de construction, par Electricité de France, d'une ligne aérienne à 2 circuits 400 000 volts « DOMLOUP (35) - LES QUINTES (72 - commune de Laigné-en-Belin) » et sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes concernées.

## ENQUÊTE PRÉALABLE A LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le dossier sera déposé pendant 40 jours consécutifs, à compter du lundi 19 décembre 1988 et jusqu'au vendredi 27 janvier 1989 inclus dans les lieux suivants :

## Département de la Sarthe :

— Préfecture de la Sarthe, au Mans ; sous-préfecture de La Flèche et dans les mairies des communes de Assières-sur-Vègre, Auvers-le-Hamon, Avoise, Cérans-Foulletourte, Juigné-sur-Sarthe, Laigné-en-Belin, La Suze-sur-Sarthe, Mézery, Noyen-sur-Sarthe, Parigné-le-Pôlin, Saint-Jean-du-Bois, Saint-Ouen-en-Belin, Saint-Gervais-en-Belin et Yvré-le-Pôlin.

## Département de la Mayenne :

— Préfecture de la Mayenne, à Laval ; sous-préfecture de Château-Gontier et dans les mairies des communes de Astillé, Beaulieu-sur-Oudon, Beaumont-Pied-de-Bœuf, Bouère, Bouessay, Le Buret, Cossé-le-Vivien, Grez-en-Bouère, Houssay, Merval, Origné, Quelaines-Saint-Gault, Ruillé-Froid-Fonds, Saint-Charles-la-Forêt, Saint-Loup-de-Dorât, Villiers-Charlemagne.

## Département de l'Ille-et-Vilaine :

— Préfecture de l'Ille-et-Vilaine, à Rennes et dans les mairies des communes de Bais, Brielles, Chancé, Domagné, Domalain, Domloup, Gennes-sur-Seiche, Le Pertre, Louvigné-de-Bais, Moutiers, Noyal-sur-Vilaine, Ossé, Pire-sur-Seiche, Saint-Germain-du-Pinell, Vergeal.

Les documents seront mis aux heures habituelles d'ouverture à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

## ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LA MISE EN COMPATIBILITÉ DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS

Le projet de construction de la ligne électrique 400 000 volts (DOMLOUP - 35 - LES QUINTES - 72 - Commune de Laigné-en-Belin) nécessite la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols des communes suivantes :

— Assières-sur-Vègre - 72, Auvers-le-Hamon - 72, Cérans-Foulletourte - 72, Juigné-sur-Sarthe - 72, Laigné-en-Belin - 72, La Suze-sur-Sarthe - 72, Mézery - 72, Noyen-sur-Sarthe - 72, Parigné-le-Pôlin - 72, Saint-Ouen-en-Belin - 72, Yvré-le-Pôlin - 72, Bouère - 53, Merval - 53, Origné - 53.

Un dossier relatif à la mise en compatibilité de chacune de ces communes sera déposé pendant 40 jours consécutifs, à compter du lundi 19 décembre 1988 et jusqu'au vendredi 27 janvier 1989 inclus dans les lieux suivants :

— A la préfecture de la Sarthe, au Mans ; et à la préfecture de la Mayenne, à Laval pour l'ensemble des communes concernées de chaque département.

— A la sous-préfecture de La Flèche - 72, et de Château-Gontier - 53, pour l'ensemble des communes concernées de chaque arrondissement.

— A la mairie de chaque commune pour ce qui la concerne.

Les documents seront mis aux heures habituelles d'ouverture à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

## COMMISSION D'ENQUÊTE

M. le président du Tribunal administratif de Nantes a désigné les personnes suivantes :

Président : M. Claude Bouche, lieutenant-colonel du génie, en retraite.  
Membres : M. Jacques Delcroix, ingénieur électricien, M. Jean Duchesne, artisan en retraite, M<sup>me</sup> Jeanne Dufour, professeur d'université en retraite, M. Roger Guillemot, contrôleur divisionnaire des impôts, en retraite.

Suppléants : M. André Nayl, lieutenant-colonel, en retraite, M. Louis Vallée, professeur, en retraite.

Le président ou un membre de la commission d'enquête recevra en personne les observations du public.

## Pour le département de la Sarthe

— le Mardi 20 décembre 1988, à la sous-préfecture de La Flèche, de 13 h 45 à 17 h 45  
— le Vendredi 6 janvier 1989, à la mairie d'Avoise, de 9 h à 12 h  
— le Mercredi 11 janvier 1989, à la mairie de Noyen-sur-Sarthe, de 13 h 30 à 17 h  
— le Vendredi 13 janvier 1989, à la mairie de La Suze-sur-Sarthe, de 14 h à 18 h  
— le Jeudi 19 janvier 1989, à la mairie de Cérans-Foulletourte, de 14 h à 17 h  
— le Samedi 21 janvier 1989, à la mairie de Laigné-en-Belin, de 10 h à 12 h  
— le Vendredi 27 janvier 1989, à la préfecture de la Sarthe, au Mans, de 14 h à 17 h

## Pour le département de la Mayenne

— le Mardi 20 décembre 1988, à la sous-préfecture de Château-Gontier, de 13 h 30 à 18 h  
— le Vendredi 6 janvier 1989, à la mairie de Grez-en-Bouère, de 14 h à 17 h  
— le Mercredi 11 janvier 1989, à la mairie d'Origné, de 14 h à 18 h  
— le Mardi 17 janvier 1989, à la mairie d'Astillé, de 14 h à 18 h 45  
— le Samedi 21 janvier 1989, à la mairie de Cossé-le-Vivien, de 10 h à 12 h  
— le Mardi 24 janvier 1989, à la mairie de Beaulieu-sur-Oudon, de 9 h 30 à 12 h 30  
— le Vendredi 27 janvier 1989, à la préfecture de la Mayenne, à Laval, de 13 h 30 à 16 h 30

## Pour le département de l'Ille-et-Vilaine

— le Mardi 20 décembre 1988, à la mairie de Saint-Germain-du-Pinell, de 14 h à 17 h 30  
— le Samedi 7 janvier 1989, à la mairie de Bais, de 8 h 30 à 12 h  
— le Mercredi 11 janvier 1989, à la mairie de Pire-sur-Seiche, de 9 h à 12 h  
— le Lundi 16 janvier 1989, à la mairie de Domagné, de 9 h à 12 h  
— le Vendredi 20 janvier 1989, à la mairie de Domloup, de 15 h à 18 h  
— le Vendredi 27 janvier 1989, à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, à Rennes, de 13 h à 16 h.

En outre, et pendant toute la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête.

## 1) Pour le projet de déclaration d'utilité publique

— A la préfecture de la Sarthe, siège principal de l'enquête, place Aristide-Brizard - 72041 Le Mans Cedex.  
— A la préfecture de la Mayenne, siège de l'enquête, 16, place Jean-Moulin - 53024 Laval Cedex.  
— A la préfecture de l'Ille-et-Vilaine, siège de l'enquête, 3, avenue de la Préfecture - 35026 Rennes Cedex.

## 2) Pour le projet de mise en compatibilité des P.O.S.

— A la préfecture de la Sarthe pour les communes concernées du département.  
— A la préfecture de la Mayenne pour les communes concernées du département.  
La commission d'enquête rédigera à l'issue de l'enquête un rapport et des conclusions motivées tant sur le projet de déclaration d'utilité publique que sur le projet de mise en compatibilité des plans d'occupation des sols.

Copie de ces rapports et conclusions sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête dans chacun des lieux d'enquête ci-dessus désignés.

Les personnes intéressées pourront également demander communication de ces documents à la préfecture de la Sarthe - Direction des affaires décentralisées 1<sup>er</sup> Bureau.

## L'intéressement à Air France

Parmi les mesures capables de donner aux personnels des entreprises publiques une motivation et un sentiment de travailler à une tâche collective, figure l'intéressement aux bénéfices et la participation. Air France pourrait distribuer, au titre de 1988, 162,5 millions de francs, soit 4 655 francs par salarié.

M. Bernard Attali a fait approuver, le 28 novembre, par le comité central d'entreprise une modification de l'accord de participation et le lancement d'un système d'intéressement.

Participation. En fonction du bénéfice net, du niveau du capital social, de la masse salariale et de la valeur ajoutée de l'exercice, une réserve spéciale de participation est constituée chaque année au bénéfice du personnel.

Selon l'ancien système, cette réserve pouvait ne pas suivre l'évolution du bénéfice net. Ainsi, en 1986, celui-ci s'était élevé à 677 millions de francs et la participation à 52,2 millions, mais en 1987, les chiffres respectifs s'établissaient à 717 millions et à 49,3 millions.

L'application des nouvelles modalités permettra de répartir 90 millions de francs, soit 2 640 francs par salarié. Confor-

mément à la loi, cette somme sera bloquée pendant cinq ans.

Intéressement. La prime d'intéressement variera en fonction de l'évolution du rapport entre l'excédent d'exploitation et le chiffre d'affaires. Plus ce rapport sera élevé, plus importantes seront les sommes versées. Dans un deuxième temps, le montant sera minoré en cas de bénéfice net inférieur à 750 millions de francs. Deux indices prenant en compte les parts de marché prises par la compagnie et la ponctualité de ses avions pourront améliorer la prime jusqu'à 40 %.

Dans un troisième temps, la somme obtenue est répartie en deux parts égales, l'une centralisée et l'autre décentralisée dans les services qui pourront majorer ou minorer de 20 % le résultat. Le versement de la part décentralisée fera, sauf pour 1988, l'objet d'une retenue de 1 % par jour d'absence dans l'année.

L'hypothèse 1988 prévoit de distribuer 72,5 millions de francs, soit 2 015 francs par salarié.

A. F.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

# Économie

Un entretien avec John-Kenneth Galbraith

## « La nature même de l'agression internationale a changé » nous déclare l'économiste américain

« Ce qui se passe entre l'Est et l'Ouest constitue l'un des plus profonds changements que j'ai connus dans ma vie ». Cette déclaration serait anodine si elle n'était de John-Kenneth Galbraith. A quatre-vingt ans, l'économiste américain n'a perdu ni sa verve ni son ton polémique. Une longue et brillante carrière l'a mis à l'abri des modes et des réactions éphémères. A Paris, pour présenter un livre sur les liens et malheurs du capitalisme et du communisme, fruit d'un dialogue avec l'économiste soviétique Stanislav Menchikov (1) M. Galbraith étend ses jambes interminables et abandonne son demi-sourire ironique pour résumer sa fascination pour une époque où se conjugaient trois phénomènes extraordinaires :

« Le capitalisme n'a plus peur du communisme et les socialistes discutent des concessions à faire aux lois du marché », souligne-t-il, visiblement ravi. « On ne parle plus d'infériorité ou de supériorité militaire des États-Unis et de l'URSS. Chacun a accepté de s'installer autour d'une table de négociations pour écarter une guerre nucléaire qui détruirait les deux systèmes. Bien sûr, il y aura toujours des idéologues pour polémiquer, après une catastrophe sur la part des centres communistes ou capitalistes. Mais l'impérialisme est un art dépassé ». Ce troisième point mérite l'attention. Les deux superpuissances ont découvert les « limites de leur influence » et le poids de la « volonté d'indépendance » de chaque pays, en Amérique centrale pour les États-Unis ou en Afghanistan pour l'URSS. La tentation de l'extension territoriale, évidente durant l'ère agricole, semble devenue impossible avec l'ère industrielle.

Fort de sa propre expérience durant l'occupation américaine des pays vaincus de la dernière guerre, Japon et Allemagne, M. Galbraith précise à qui ne le suivrait pas : « L'URSS ne pourrait jamais prendre le contrôle d'une économie aussi complexe que celle du Japon... ni les États-Unis prendre en charge une économie aussi compliquée que celle de la Pologne ». Sans clore le débat, M. Galbraith estime que, « la nature même de l'agression internationale a changé ».

Ce triple constat se retrouve en filigrane tout au long du livre écrit avec M. Menchikov. Mais depuis la fin de ce dialogue de l'été 1987, entre le vieil enfant terrible des économistes américains et le fils d'un ambassadeur soviétique à Washing-

ton devenu membre de l'appareil en URSS, glasnost et perestroïka ont fait du chemin. « Nul, aujourd'hui, ne peut plus estimer excessif le terme de « révolution » utilisé il y a dix-huit mois par Menchikov pour qualifier l'expérience Gorbatchev », jubile M. Galbraith. « Depuis lors, l'intelligentsia, ceux qui veulent être entendus ont apporté leur soutien aux grands desseins » du numéro soviétique.

Sur le plan économique cette « caution morale » a trouvé un prolongement « étonnant » avec « la décision de réduire les forces armées » permettant de dégager les moyens financiers et humains dont « les Soviétiques ont désespérément besoin pour produire ».

### Le défi de M. Gorbatchev

Car le défi de Mikhaïl Gorbatchev se heurte à deux problèmes majeurs : « Casser les résistances d'un appareil bureaucratique de quelques quarante millions de personnes qui vivent bien et n'ont guère envie de voir remis en cause leurs privilèges » ; « offrir des biens de consommation et des services dont l'Ouest est devenu le modèle » alors que le « plan soviétique ne peut en gérer rapidement la production ». En ce sens, et contrairement aux « rétrogrades » de son pays, M. Galbraith se déclare « très favorable aux crédits proposés par la France » et d'autres pays européens pour faciliter l'accélération d'un processus qui « demandera du temps ».

S'il veut que « Gorbatchev réussisse », le professeur de Harvard reste lucide. « Il est un fait fondamental et simple », résume-t-il : « Le capitalisme produit généralement plus de biens que d'argent pour les consommateurs alors que le communisme génère plus de liquidités que de produits. Ce phénomène rendra long et « très difficile la convertibilité du rouble ». Quelques jours après l'annonce d'une dévaluation de 50 % au 1<sup>er</sup> janvier 1990 de la devise soviétique et d'un programme permettant son libre échange à l'horizon 1995, M. Galbraith fait tranquillement part de son scepticisme. « Je ne crois pas cela possible », dit-il simplement.

Avant de lancer, l'œil malicieux : « Trop de Soviétiques possèdent trop de roubles. Si la monnaie devient convertible, le pays connaît, devant les banques, les connues les plus longues qu'il ait connues ». Réformer dans les faits le système

des prix, alléger la bureaucratie, réapprendre les règles de la gestion et de la concurrence oubliées durant soixante-dix ans de centralisme et de planification, autant d'obstacles redoutables pour l'équipe Gorbatchev et les réformistes.

Fasciné par l'URSS, dont le système a eu l'avantage sur le capitalisme, d'assurer moins d'inégalités des revenus et moins de chômage, M. Galbraith ne manque pas de jeter un œil critique sur la situation de son propre pays. L'accent mis durant les deux mandats du président Ronald Reagan sur le marché de l'offre et la gestion de l'économie à court terme par les taux d'intérêt ? Un « phénomène de mode », selon lui, il s'en explique longuement dans la seconde partie de son livre, consacré au capitalisme et tout particulièrement aux États-Unis.

Favorable à une réduction rapide du déficit budgétaire par la hausse des impôts et une réduction des crédits militaires, il se fait l'avocat d'une augmentation des crédits sociaux pour pallier « les carences américaines en matière de logement, de santé, de transport, d'éducation primaire de qualité ». Le président élu, George Bush, suivra-t-il, même partiellement, de telles recommandations ? M. Galbraith le recommande fermement. « Il n'aura ni le courage de relever les impôts ni l'intelligence de viser une politique à long terme de bas taux d'intérêt pour encourager l'investissement ». Le futur président républicain a-t-il un avantage ? « Contrairement à Ronald Reagan lors de son arrivée à la Maison Blanche, George Bush ne semble pas déterminé à plonger le pays dans la récession ». Une telle récession serait « dangereuse, compte tenu de l'énorme endettement accumulé par les entreprises ». La « meilleure stabilité des pays occidentaux » devrait constituer un garde-fou. Mais il est toujours difficile d'abandonner une « part de son leadership, alors qu'un groupe de vieux politiciens continue d'analyser la situation mondiale en croyant intacte la puissance américaine ». Il leur faudra bien un jour découvrir qu'à l'étranger « on ne pense plus au leadership des États-Unis pour leurs troupes, mais pour leur musique, leur mode, leur télévision. Un peu aussi pour leur système universitaire et pour leur technologie... ».

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Capitalisme, communisme et coexistence. De l'antagonisme à l'entente. Interéditions, 224 pages, 112 F.

Malgré la riposte annoncée par les Américains

## Les Douze maintiennent leur interdiction d'importation de viande aux hormones

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989, la commercialisation et donc l'importation de viande nourrie aux hormones seront interdites dans la Communauté. Malgré la perspective de représailles commerciales américaines, les ministres des affaires européennes des Douze ont en effet confirmé, lundi 19 décembre, leur intention d'appliquer la directive communautaire approuvée en décembre 1985 dont la mise en œuvre avait déjà été différée d'un an.

Le Royaume-Uni, le Danemark, l'Italie, les Pays-Bas auraient volontiers envisagé un nouveau report de l'entrée en vigueur de la directive. M. Willy De Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, appuyé par la majorité du conseil et en particulier par la France, a expliqué que la Communauté se désolidariserait si elle ne s'en tenait pas à sa propre décision. En outre, a ajouté le commissaire, autoriser les États-Unis et le Canada à livrer à la CEE

des viandes élevées aux hormones reviendrait à discriminer les producteurs communautaires qui, depuis un an, n'ont pas le droit, eux, d'administrer des hormones à leur bétail. Ce serait également discriminer les fournisseurs des pays tiers qui, contrairement aux États-Unis et au Canada, ont adapté leurs productions afin de tenir compte de l'embargo communautaire, autrement dit dont aujourd'hui capables d'exporter des viandes sans hormones.

Afin d'essayer de limiter l'affrontement avec les États-Unis, les Douze ont décidé d'exclure du champ d'application de la directive les viandes destinées aux animaux domestiques. Celles-ci représentent plus du tiers des livraisons américaines. Les États-Unis ont clairement indiqué que, dans le cas où la CEE persisterait à vouloir appliquer sa directive, ils riposteraient en relevant jusqu'à 100 % les droits de douane perçus sur un certain nombre de produits dont les conserves de tomates et les boissons fermentées. Les importations qui seraient ainsi sanctionnées représentent un volume de commerce d'environ 150 millions de dollars.

La Communauté s'est déclarée depuis longtemps décidée à appliquer des contre-mesures qui viseraient le miel, les noix, les fruits secs, le maïs en boîte. Fallait-il donner le feu vert à la Commission pour qu'elle les mette en œuvre de façon automatique dès lors que les Américains déclencheraient leurs mesures de rétorsion ? Dans cette affaire qui les embarrasse plus qu'autre chose, les Douze voudraient sincèrement éviter l'incident et ont donc préféré se donner un temps de réflexion supplémentaire. Ils apprécieront la situation en janvier en fonction de ce qu'auront fait les États-Unis.

PHILIPPE LEMAITRE.

### POINT DE VUE

## L'Europe se trompe de réforme fiscale

par Patrick de Freminet  
directeur  
à la Banque Paribas

L'Europe fiscale est mal partie, entend-on dire par certains qui dénoncent péle-mêle les égoïsmes nationaux, les déclarations de M<sup>rs</sup> Thatcher ou de M. Rocard curieusement réunies. Et il est vrai que le projet européen de suppression des frontières fiscales relatif à la TVA et aux accises (droits sur les alcools, le tabac et les produits pétroliers) est si loin de faire l'unanimité que sa réalisation paraît retardée bien au-delà de 1993.

Avant de se lamenter sur le nouveau mauvais coup qui serait porté à l'Europe, peut-être faudrait-il savoir ce qui est en jeu. S'agit-il d'un grave échec de la construction européenne ou seulement de l'échec d'un projet mal conçu, celui du marché intérieur unique ?

Le projet de la Commission consiste à uniformiser les taux des accises et à réduire les taux de TVA à 2 ou plutôt à 2 fourchettes de taux (4 à 8 % et 14 à 20 %) afin de supprimer tout contrôle aux frontières. Il n'y aurait donc plus de taux 0 à l'exportation dans la CEE (1). Cependant TVA et accises continueraient à frapper les consommations nationales, et tout un système de compensation serait mis en place pour que chaque État reprenne son dû.

Ce projet a schématiquement trois mérites : une valeur de symbole par la disparition apparente de la frontière des Européens ; un nouvel espace de liberté et de choix avantageux pour les citoyens en tant que consommateurs ; la suppression de certains coûts administratifs.

Mais face à ces mérites que de défauts ! Le premier qui saute aux yeux, ce sont les écarts de taux. Aujourd'hui la TVA est totalement neutre puisque le même taux s'applique au produit fabriqué dans le pays, importé de la CEE ou hors de la CEE. Avec le projet de la Commission, cette neutralité disparaîtrait pour les produits venant d'un autre pays CEE. Ainsi les automobiles sont, en France, toutes provenances confondues, taxées à 28 %. Si l'on décide de baisser le taux à 20 %, M. Tourle-Monde et M. Calvet seront ravis. Mais si en même temps on peut acheter en RFA (en y allant ou par correspondance) une voiture avec un taux de 14 %, M. Tourle-Monde sera encore plus ravi, alors que M. Calvet, tous les cadres, ouvriers et employés de Peugeot seront effondrés. Quelle sera cette concurrence faussée par un élément sur lequel les producteurs ne peuvent agir ? A quoi leur servira-t-il de se battre pour réduire de 1, 2 ou 3 % le prix de revient, si l'écart de taux de TVA vient ruiner leurs efforts ?

A cette évidence, la Commission n'oppose qu'un argument : il existe aux États-Unis entre les États des écarts comparables de taxes indirectes. L'exemple américain est évidemment absurde.

### Une administration se surajoutant

L'essentiel de la fiscalité — la fiscalité fédérale — est uniforme, alors qu'en Europe il y a douze fiscalités nationales disparates. De plus les taxes locales américaines sont particulièrement archaïques, et ce pays est un des derniers grands pays à ne pas avoir sauté le pas de la TVA comme l'ont fait plus de soixante-dix pays, dont le Japon récemment. En fait, dans bien des cas, c'est le taux de l'État de destination qui est uti-

lisé, ce qui rend faux l'argument « américain » de la Commission.

Deuxième défaut : la TVA est un impôt de consommation qui doit aller dans le budget du pays des consommateurs. Qu'on le veuille ou non, le mécanisme de compensation (2) prévu sera une source de complexité qui non seulement « mangera » les économies de coûts administratifs à la frontière mais aboutira à créer une administration européenne se surajoutant aux autres.

Troisième défaut, le système proposé crée une insécurité de la recette. Tout d'abord, la compensation ne maîtrise pas les pertes de recettes des États importateurs nets. En effet, la TVA payée sur les achats directs faits par les particuliers se déplace à l'étranger ne sera jamais compensée faute de moyens de la connaître. Il en sera peut-être de même des achats faits par correspondance ou à distance, sauf à mettre en place de nouvelles formalités.

Le projet ne manquera pas de développer la fraude fiscale. C'est, tous les spécialistes le savent, le point faible de cet impôt remarquable. La ligne TVA figurant au bas d'une facture vaut chèque sur le Trésor. Si l'auteur de la facture ne paie pas, le système grippe. Les fausses factures, fraude nationale endémique, sont limitées car circonscrites à un État bien quadrillé par les services fiscaux. La suppression de la frontière rend possible une fraude transnationale puisque le mécanisme de déduction de la TVA sera transnational. Sur ce sujet, le projet de la Commission ne prévoit rien, ce qui relève d'une certaine irresponsabilité.

Le quatrième défaut du projet de la Commission est celui mis en valeur par M. Rocard. Les États peuvent-ils perdre leur pouvoir de décision sur une recette nationale qui représente de 25 à 60 % ? Cette « paupérisation de l'État » résulte du fait que d'une part certains États, tel la France, devront baisser les taux jusqu'au bas des fourchettes européennes pour ne pas auto-discriminer leurs propres entreprises, d'autre part que dans le futur les États n'auront plus de marge de manœuvre sur une part substantielle de leurs recettes, sauf à obtenir un accord unanime des douze.

### Trouvez l'erreur

On comprend les critiques et les réserves de beaucoup d'États et de nombreux spécialistes : rapport du CNFP de juin 1986, rapports David (octobre 1987) et Boiteux (février 1988), prises de position d'hommes aussi divers que Maurice Lauré, Dominique de La Martinière ou Pierre Uri.

Au point où nous en sommes, il n'est pas inutile de jouer au jeu « trouvez l'erreur ». Tout d'abord, la Commission est partie d'un contresens. La frontière fiscale n'est pas une frontière avec les attributs de la puissance publique permettant de refuser un individu indésirable ou de refuser la commercialisation d'un bien non conforme aux normes nationales. La TVA n'a jamais été le moindre produit. Or c'est au nom de la libre circulation que la Commission veut réformer le seul impôt qui ne la perturbe pas. Quel paradoxe !

La seconde erreur résulte de la volonté de rendre communautaire un impôt, tout en maintenant national son produit. C'est le quinquisme du cercle où l'on est !

A partir de telles prémisses comment s'étonner que l'on parvienne à déstabiliser un des impôts les plus

modernes et les plus efficaces ? Nous serions presque tentés de dire : le projet fiscal de la Commission est mort, vive la TVA ! Le bilan négatif des mérites et des défauts du projet de la Commission ne justifie pas les efforts budgétaires ou politiques demandés aux États.

Faut-il pour autant renoncer à toute harmonisation fiscale ? A l'évidence non. Il y a d'immenses champs à explorer.

La politique fiscale de l'épargne est prioritaire. Ici, il faut une harmonisation minimale pour réduire la libre circulation des capitaux, test en vraie grandeur de la capacité de l'Europe à s'unir.

Après cette priorité absolue, il est indispensable de faciliter les relations fiscales transfrontalières et l'on voit que la coopération industrielle et commerciale entre sociétés européennes dépasse le stade des envois lyriques.

Or c'est en permanence que des paiements transfrontaliers ont lieu entre entreprises ou entre les sociétés et leurs actionnaires ou prêteurs. Les intérêts, les dividendes et les redevances, pour citer les cas les plus connus, franchissent-ils les frontières sans encombre ? La réponse est non car les subissements des retenues à la source variant d'un pays à l'autre, et qui, surtout, ne sont pas toujours totalement imposables ou remboursables. Ce phénomène connu des spécialistes sous le nom de « traitements fiscaux » crée des doubles-impositions et fait de la frontière un obstacle fiscal réel.

De même si deux entreprises européennes s'associent pour réaliser un travail en commun, un ouvrage ou une production, il n'y a aucune neutralité. Ce travail en commun sera réalisé dans l'un des deux pays, et il va générer des pertes d'abord, puis des bénéfices. Pour celui des associés qui est résident du pays, pas de difficulté : les pertes ou les gains se compenseront avec ses propres pertes ou gains. Mais pour son partenaire étranger, la frontière crée l'opacité, les pertes ne pourront pas le franchir pour s'imputer sur ses résultats propres. Quant aux gains, ils devront subir l'impôt au lieu de l'activité connue sans pouvoir toujours se compenser avec des pertes dans son propre pays. Après cela on s'étonne encore que l'Europe industrielle n'existe pas !

Est-il vraiment impossible, pour faire le marché unique européen, de s'attaquer à ces vraies frontières fiscales plutôt que de consacrer tant d'efforts à une TVA pour laquelle il y a fluidité frontalière parfaite ?

La tâche est aussi difficile qu'indispensable. On pense aux conventions qui régissent ces relations fiscales transfrontalières différentes d'un État à l'autre : 66 au total, alors qu'une seule pourrait suffire. La fiscalité des groupes s'arrête aux frontières du pays, c'est-à-dire à la frontière. En étendant aux filiales européennes on déplace l'arrêt mais l'absence de grands groupes européens face aux américains ou aux japonais.

Enfin, au-delà de la fiscalité transfrontalière, il faut rapprocher les régimes fiscaux en faisant porter l'effort non sur de grandes fresques concernant les grands impôts mais sur des points limités pouvant être traités isolément. Des exemples comme le droit d'appart, le report en arrière des pertes, l'impôt de Bourse ou la taxe sur les conventions d'assurances paraissent de bons sujets.

Ne nous faisons pas d'illusions, le travail sera long dans un domaine où les décisions doivent être prises à l'unanimité. Comme le FMI donne des conseils de politique économique, ne pourrait-on pas créer une sorte de FMI fiscal européen réunissant des experts indépendants capables de conseiller à tel État de réduire l'IR ou de l'augmenter, de majorer ou de modifier ses options sociales ?

L'Europe fiscale est mal partie, mais la Commission ne peut s'en prendre qu'à elle-même. Il y a autre chose à faire que de rejoindre le chœur des pleureuses européennes, à moins de préférer décidément le spectacle à l'action.

(1) À l'heure actuelle une marchandise exportée ne subit jamais la TVA dans le pays de départ (taxe 0) mais lors du franchissement de la frontière et au taux du pays importateur.

(2) Il faudra notamment avoir de quel pays vient la TVA déduite de France pour en réclamer le montant à ce pays, mais chacun de ceux-ci nous présentera aussi sa propre facture, se compensant ou non avec la sienne. Comment vérifier tout cela sans déclarations précises et formalités de contrôle ?

NDLR. — Maurice Lauré est l'inventeur de la TVA. Dominique de La Martinière a été directeur des impôts de 1967-1973. Pierre Uri qui a été professeur à l'université Dauphine et conseiller économique et social, a écrit plusieurs ouvrages d'économie, notamment sur la fiscalité.

### Commerce

#### Echanges records entre la Chine et Taïwan...

Les échanges commerciaux entre la Chine et Taïwan dépasseront en 1988 la barre des 2 milliards de dollars pour atteindre sans doute 2,5 milliards de dollars, un record absolu, indique le quotidien *China Daily*. Un institut du commerce international de Pékin M. Wen Rui souligne que le commerce des deux côtés du détroit de Taïwan continuera d'augmenter, les dirigeants de Taïwan ayant décidé d'étendre la liste des produits du continent autorisés à l'importation notamment au charbon, au coton et à l'acier. Ces échanges restent largement déficitaires pour la Chine et transigent, pour leur plus grande part, par Hongkong.

#### ...Accord entre la CEE et la Tchécoslovaquie

La Communauté européenne et la Tchécoslovaquie ont signé, lundi

19 décembre à Bruxelles, un accord sur quatre ans pour libéraliser leurs échanges. Cet accord marque une nouvelle étape dans le dégel entre le Marché commun et la CAEM (Conseil d'aide économique mutuelle ou Comecon selon le sigle américain). La CEE, qui a procédé à une reconnaissance mutuelle avec la CAEM, en juillet dernier, a déjà conclu en septembre un accord avec la Hongrie et deux autres doivent être négociés avec l'URSS et la RDA.

Aux termes du texte signé avec la Tchécoslovaquie, Prague favorisera l'accès de son marché aux produits européens et la CEE s'engage à éliminer une partie des restrictions imposées aux importations de produits industriels tchécoslovaques et à « suspendre » d'autres restrictions qui sont le fait d'États membres. Une clause de sauvegarde est prévue en cas de situation critique de l'une des deux parties. Les échanges entre la Tchécoslovaquie et la CEE se sont soldés en 1987 par un léger déficit de 22,64 millions d'écus (160 millions de francs) pour Prague.

### Croissance

#### Ralentissement en Grande-Bretagne au troisième trimestre

Au cours du troisième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne a augmenté de 1,2 % par rapport aux trois mois précédents, et de 3,4 % par rapport au troisième trimestre de 1987. Au deuxième trimestre de 1988, la croissance du PIB britannique avait atteint 4 % en rythme annuel. Ces statistiques sont toutefois basées sur l'évolution de la production, et non, comme d'habitude, sur celle des dépenses des revenus et de la production.

Commentant ces résultats, le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson s'est déclaré satisfait du ralentissement, et a affirmé sa détermination à mener une politique monétaire aussi serrée que nécessaire pour garder l'inflation sous contrôle.

### FINANCES

#### A l'Assemblée nationale

#### Les fonds communs de créances

Les députés ont adopté le texte de la commission mixte paritaire sénateurs-députés sur le projet de loi relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). C'est la première fois depuis le début de la législature qu'une CMP parvient à concilier les points de vue de l'Assemblée nationale et du Sénat. Les députés socialistes, RPR et UDF ont voté pour ce texte (l'UDC n'était pas présente dans l'hémicycle), tandis que le groupe communiste s'y opposait.

Ce texte prévoit notamment la création de fonds communs de créances (FCC) sur le modèle anglo-saxon. La « titrisation » autorise les banques à négocier les créances qu'elles détiennent.

Le texte proposé par la CMP est très proche de celui adopté en première lecture par le Sénat. La CMP a adopté deux articles nouveaux : l'un est destiné à favoriser un « développement harmonieux » des prêts de titres en France ; l'autre autorise les entreprises d'assurance mutuelle à émettre des titres participatifs.



il, pr  
le o-  
rs le  
se et  
s-16  
en ti-  
n. n  
x es  
lit ré-  
s-

ec le-  
on ar  
un rs  
ix nt  
ul is-  
rs, is,  
de six  
qui nu  
ec-ur  
ns la  
ne le  
in- le  
s-16  
s-16  
on nt

ro-ue  
re, nsi  
ec-ont  
ion po-  
ux ion  
co-de  
ces aux  
de



“Pour la CGE,  
il faut être aujourd’hui  
un leader incontesté pour  
aborder de nouveaux  
continents.”



Aujourd’hui, la bataille est économique. Pour chaque nouvelle conquête, hors de nos frontières, il faut obtenir un leadership incontesté, développer les percées technologiques, élargir son champ d’action. Aujourd’hui, les hommes de la CGE partagent une même volonté : se donner, aux quatre coins du monde, les moyens de gagner.  
Pour toute information, taper 36.15 code CGE.

HDM

Épée française à garde ciselée. Vers 1545-1550 école de Fontainebleau.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

... ..



Cours relevé  
à 17 h 48

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Argentine : la hiérarchie militaire soutient les revendications des rebelles. 4 La visite de M. Arafat en Autriche. 10 Les suites du tremblement de terre en Arménie.	11 Après les déclarations de M. Rocard sur l'exercice du droit de grève dans les services publics. 12 Un entretien avec M. Georges Marchais. 13 Il y a trente ans, de Gaulle devenait président.	14 Après l'attentat contre le foyer SONACOTRA de Cagnes-sur-Mer. - L'affaire de la succession Canson. 15 De plus en plus d'accidents de la circulation mortels à Paris.	16 Le projet de Mario Botta pour la cathédrale d'Evry. 17 Photo : l'alphabet des postures. - « Digressions », par Bernard Frank. 18 Cinéma : Moonwalker et les Liaisons dangereuses. - Communication : M. Eddy Shah vend ses quotidiens.	34 ELF prend une option sur le pétrole britannique. - Siemens accroît sa présence en France. 36 Point de vue : « L'Europe se trompe de réforme fiscale », par Patrick de Freminet. 38 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées .. 24 à 33 Carnet ..... 15 Journal officiel ..... 20 Météorologie ..... 20 Mots croisés ..... 20 Radio-télévision ..... 20 Spectacles ..... 19	● Automobile : assurance en direct ..... ASSUR ● Chaque matin : l'actualité vue par le Monde ..... JOUR ● Arménie : où adresser vos dons ? ..... INT ● Abonnez-vous au Monde ..... ABO 3615 tapez LEMONDE

La grève à la RATP

Le bout du tunnel

La grève à la RATP est à bout de souffle. Après les ateliers d'entretien du métro de Bobigny (ligne 5 : Bobigny-Place d'Italie), de Charonne (ligne 2 : Nation-Dauphine) et de Boulogne (ligne 9 : Pont-de-Sèvres-Montreuil), qui ont repris le travail le 19 décembre à 13 heures, c'est l'atelier de Fontenay-sous-Bois (ligne 1 : Vincennes-Neuilly), l'un des plus combatifs, qui a voté, le 20 au matin, la fin de la grève. Le changement d'attitude de la CGT, qui, depuis la fin de la semaine dernière, fait valoir aux grévistes l'exaspération des usagers, a beaucoup pesé.

Restent paralysés les ateliers de Saint-Ouen (ligne 4 : Orléans-Clignancourt), d'Auteuil (ligne 10 : Austerlitz-Boulogne), des Lilas (ligne 11 : Châtelet-Les-Lilas) et de Pleyel (ligne 13 : Châteaillon-Amières - Saint-Denis), où les votes devaient intervenir dans la journée du 20 décembre.

Si les usagers peuvent espérer le bout du tunnel, il leur faudra encore souffrir jusqu'à la fin de l'année en raison des séquences techniques, de plusieurs semaines d'arrêt de travail. Les lignes 1 (Vincennes-Neuilly), 2 (Nation-Dauphine), 4 (Orléans-Clignancourt) et 11 (Châtelet-Les-Lilas) resteront fermées le 20 et le 21 décembre. La RATP espère revenir à moitié la ligne 2, à partir du

jeudi 22. La ligne 10 (Boulogne-Austerlitz) et la ligne 13 (Châteaillon-Amières-Saint-Denis) demeurent très perturbées. Les autres lignes fonctionnent normalement.

Dans le RER, des fluctuations sont prévues. La ligne A (Saint-Germain-Boissy-Marne-la-Vallée) fonctionnera à 100 % le 22 et le 23 décembre ; elle retombera à 60 % de sa capacité pendant les fêtes afin de permettre une reconstitution du parc des rames disponibles ; le retour à la normale est prévu pour le 2 janvier. La ligne B (Saint-Rémy-lès-Chevreuse-Aéroport Charles-de-Gaulle) retrouvera son débit habituel lundi 26 décembre.

Conformément à l'annonce faite par le ministre des transports, à titre exceptionnel, la carte orange mensuelle et le coupon jaune hebdomadaire seront vendus la moitié du prix habituel pour compenser les nombreuses perturbations du service au cours du dernier trimestre 1988.

A Marseille, les employés de la régie des transports et les agents du tri postal poursuivent leurs mouvements. Une entrevue entre M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, et les syndicats des tramways, n'a pas permis de débloquer la situation et un préavis de grève a été déposé pour samedi 24 décembre.

Forte chute du prix du pétrole

Les cours du pétrole ont fortement chuté lundi 19 décembre, après trois semaines de raffermissement continu. Cette recrudescence s'explique par la réunion des ministres du pétrole du Conseil de coopération du Golfe, lundi.

Selon plusieurs sources, la première réunion des ministres s'est terminée sur une note amère, les Emirats arabes unis, principaux fauteurs de trouble depuis l'été ayant refusé, comme l'en pressaient les autres pays membres du GCC (Arabie saoudite en tête) de réduire sa production dans les limites du quota prévu par le der-

nier accord de l'OPEP en novembre.

Mardi, tandis que les six ministres tentaient au cours d'une nouvelle réunion de réduire leurs différends, la nouvelle a vivement impressionné les marchés et les cours ont perdu près d'un demi-dollar par baril, passant à New-York à 16,70 dollars à 16,30 dollars. L'attitude des Emirats risque en effet de remettre en cause l'accord péniblement conclu au sein de l'OPEP le 28 novembre, et de compromettre le redressement des cours.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 décembre

Légère hausse

A la veille de la fin du terme boursier de décembre, le marché enregistrerait une légère hausse. L'indice CAC 40, après avoir ouvert la séance de 0,17 %, se maintient à 0,28 % à l'issue de la matinée. A la hausse, figurent Syntelabo (+ 5,7 %), Esso (+ 4 %), Galeries Lafayette (+ 3,1 %) et Penhöl (+ 2,8 %). En baisse on notait Elf-Aquitaine (- 5 %) et Crouzet (- 2,9 %).

(Publicité)  
**ACHÈTE A VOTRE PRIX**  
**B. BUFFET**  
LITHOS, GRAVURES, PARAVENT, PEINTURES  
Téléphone: 46.53.64-65.  
Tél.: 46.53.64-65.  
Pour rendez-vous avec JACO-MAX, Mercredi-Jeudi, 10h-19h  
PAIEMENT IMMÉDIAT

SRI-LANKA : premier ministre sortant

M. Premadasa, probable vainqueur de l'élection présidentielle

COLOMBO de notre envoyé spécial

M. Ranasinghe Premadasa, premier ministre depuis 1978, sera très probablement le prochain président de la République de Sri-Lanka. Les résultats encore partiels du scrutin de lundi 19 décembre, portant sur 6,8 millions de suffrages (sur un total de 9,3 millions), lui donnent une majorité absolue assez faible, de l'ordre de 50,7 %, mais qui lui permet cependant de distancer assez nettement la candidature de l'opposition, M<sup>me</sup> Sirimavo Bandaranaike, chef du Parti sri-lankais de la liberté (SLFP), qui recueille 44,9 % des suffrages. La marge entre les deux candidats reste étroite, le premier ministre ayant une avance de 198 000 voix.

Ces premières indications font apparaître un taux de participation de 53 %, ce qui, compte tenu de la situation, n'est pas négligeable. Mais la plus grande surprise est le climat qui a entouré le déroulement des opérations électorales : il y a eu une trentaine de morts et une vingtaine de blessés, et une vingtaine de bureaux électoraux ont été incendiés, mais ces chiffres paraissent faibles à l'échelle de ce pays déchiré par la violence depuis 1983.

La plupart des incidents se sont déroulés dans le sud de l'île, sans que des consignes de boycottage du scrutin aient été clairement données par les extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple), une partie des électeurs ont eu peur de se rendre dans les centres électoraux. Le fait a probablement été à M<sup>me</sup> B. (surnom de M<sup>me</sup> Bandaranaike), qui, tout en distanciant assez nettement le premier ministre, pouvait espérer atteindre des scores encore plus importants dans une région devenue hostile au parti au pouvoir, l'UNP (Parti national uni).

Alerte rouge

Il est probable que les partisans du SLFP vont dénoncer une fraude électorale à grande échelle. S'il est vrai que de nombreuses urnes ont disparu ou ont été brûlées, les visites que nous avons effectuées dans plusieurs centres électoraux de Colombo et à une cinquantaine de kilomètres à la ronde ne permettent pas de conclure à une fraude massive. Les bureaux de vote étaient protégés par l'armée et la police, et, s'il est vrai que la présentation d'une carte d'identité n'était pas nécessaire, les listes électorales semblent avoir été correctement émargées.

Le troisième candidat, M. Ossie Abeygunasekera, qui représentait

une petite formation de gauche, le SLMP, obtient 4,4 % des voix. Il a cependant réalisé des scores dépassant parfois 35 % des suffrages exprimés en zone tamoule, ainsi que dans la région est où cohabitent (difficilement) les trois communautés ethniques et religieuses de Sri-Lanka, les Cinghalais, les Tamouls et les musulmans. Les voix de M. Abeygunasekera auraient pu être déterminantes si aucun candidat n'avait obtenu une majorité absolue.

Le Parlement, comme il avait été annoncé, sera dissous et de nouvelles élections législatives sont prévues pour le 15 février prochain. L'actuel chef de l'Etat, M. Junius Jayewardene, devrait annoncer son départ dans les tout prochains jours. A Colombo, la plupart des magasins sont restés fermés mardi. Un climat d'incertitude prévaut : les partisans de M<sup>me</sup> Bandaranaike vont-ils accepter le verdict des urnes ? Des déclarations préélectorales de la candidate de l'opposition, qui avait indiqué que si on la privait de « sa » victoire, Colombo ressemblerait à Manille, ne permettent pas d'être trop optimiste.

LAURENT ZECCHIN.

Afin de soutenir la recherche américaine  
Le Pentagone investit dans la télévision haute définition

Le département américain de la défense a confirmé son intention d'investir « quelques dizaines de millions de dollars » dans la recherche d'écrans de télévision plats à haute définition. Selon les officiels américains, cet effort devrait renforcer la coopération entre l'armée et les industriels américains, singulièrement absents de cette grande bataille industrielle face aux offensives japonaises et européennes.

La haute définition devrait offrir aux téléspécialistes une image de meilleure qualité (1 125 lignes dans la version japonaise, 1 250 lignes dans les projets européens). Mais les militaires sont aussi de gros clients de l'image à haute définition, notamment pour la simulation.

Une synergie entre équipements civils et militaires pourrait réduire les coûts. Les Etats-Unis accusent dans ce domaine un retard sensible. L'industrie américaine du téléviseur est pratiquement passée sous contrôle étranger : sur les 19 millions de téléviseurs vendus chaque année outre-Atlantique, 16,5 millions sont fabriqués par des compagnies non-américaines. Du coup, la recherche américaine sur la haute définition est très déviée. La chaîne CBNS travaille avec Sony sur le standard japonais. La chaîne NBC collabore avec RCA, récemment rachetée par Thomson, sur la norme européenne. Zénith, le dernier constructeur à capitaux entièrement américains, propose depuis septembre son propre système et affirme qu'il pourra le commercialiser d'ici cinq ou six ans si les pouvoirs publics financent une partie de la recherche comme c'est le cas au Japon et en Europe. Cette demande pressante est appuyée au Congrès par M. Edward Markey, président du Telecommunications Subcommittee. L'annonce du Pentagone est la première réponse officielle à ces pressions.

J.-F. L.

● Ouverture de la campagne du FN. — Ouvrant, lundi 19 décembre à Sens (Yonne), la campagne du Front national pour les élections municipales, M. Jean-Marie Le Pen, président du mouvement d'extrême droite, a estimé que l'image de la France à l'étranger est celle de « l'apathie, de l'immobilisme et de l'impuissance » d'un « pays qui bégaye, radote et donne des leçons de droites de l'homme ». Il a fustigé « les grégaires de la CGT » à propos des conflits sociaux, « Escavous le pouvoir ou l'impuissance ? », a-t-il lancé à l'adresse du gouvernement, ajoutant : « Si vous n'êtes pas le pouvoir, foutez le camp ! »

Le numéro du « Monde » daté 20 décembre 1988 a été tiré à 567 946 exemplaires

Sur le vif

Flic au sec

C'est vraiment pas un métier, flic ! On arrête pas de les emmerder, de les accuser. Procédés, procès, trafic de drogue, vol par effraction dans les bagages. Tiens, ce matin encore, à « Une première », sur TF1, ils racontaient l'histoire d'un pauvre com, un VRP, stationné en double file. Il revient au bout de trois minutes : plus de voiture. Quand il la retrouve, sa tire, au bout de dix-huit heures, à la fourrière de Balard : plus d'attache-cas. Et l'autre là, Nemias, le présentateur du journal, faussement naïf, le salue en coin : Curieux quand même ! Qui c'est qui a pu le lui piquer, son carter ?

On arrête pas de les accuser, de les surveiller : fais pas ci, fais pas ça. Ils vont même plus avoir le droit de se pêter la gueule dans les commissariats. Faut dire, ça y allait ! Vous vous souvenez de cet inspecteur en civil et en veste dans un bistrot de Bobigny ? Il était rosd comme une queue de pelle. Deux désermises se frottaient sur la tranchée devant la porte du café. Il s'arrache au zinc, dégaîne, tire dans le tas... et trouve la pesu d'un jeune beur venu s'interposer au risque de sa vie. Moche, très moche !

C'est ça qui a décidé Joss à jouer les pères, la rigueur. Une vieille idée de Bob, ça... Mais si ! Pandaud, leur ancien patron, aux flics, il y a belle lurette qu'il y pensait, à les mettre au régime sec. Il savait de quoi il parlait. Lui, les représentants des syndicats réunis dans son bureau, il les arrosait au whisky. Avec glace ? Sans eau ? Encore une petite goutte ? Ça débloque, ça relâche, ça lève les coudes et les obstacles. Remarque, régime sec, pas tout à fait, ils auront quand même le droit de se pointer à la bière, au cidre et au pinard. Ce sera plus long, moins efficace, mais, bon, ça sera pas de refus.

Non, sérieux, moi, je les plains les flics. On arrête pas de les dégrader, de les harceler. On se bouscule au poste pour dévaliser, entre deux appels au secours ou au voleur, dans leurs vieilles machines à écrire poussières et bleues, nos pertes, nos troupes et nos racours : il m'a réveillé, il m'a dévalisé, il m'a bousculé, il m'a attaqué, il m'a menacé... Les déordres des gendarmes de l'ordre, ça se comprend. On a le pas au ventre, alors, eux, pour se donner du courage !

CLAUDE SARRAUTE.

De préférence à un rival américain

La Grande-Bretagne choisit de construire son char

LONDRES de notre correspondant

Le gouvernement devait annoncer mardi 20 ou mercredi 21 décembre son choix d'une « solution britannique » pour le nouveau char de bataille qui équipera l'armée de Sa Gracieuse Majesté. Le Challenger 2, de la firme privée britannique Vickers, aurait en effet été préféré à l'Abrams M1, de la General Dynamics américaine, au cours d'un conseil de défense réuni lundi soir au 10 Downing Street sous la présidence de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher. Il appartient normalement au ministre de la défense, M. George Younger, qui était hostile à cette décision, d'en donner la primeur au Parlement.

Le contrat, d'une valeur de 1,4 milliard de livres (15 milliards de F) est l'un des plus importants accordés par le cabinet conservateur en matière de défense depuis l'arrivée de M<sup>me</sup> Thatcher au pouvoir en 1979. Il s'agit de remplacer progressivement, à partir de 1992, le parc de chars Chieftain devenu obsolète. Les militaires ne sont pas convaincus que le canon de Challenger 2 sera capable de percer le blindage des chars soviétiques. Le futur char britannique serait en outre trop lent. Par comparaison, le M1 américain, équipé d'un canon de fabrication ouest-allemande, aurait une capacité de pénétration supérieure de 50 %.

Des considérations économiques

M. Younger avait été sensible aux récriminations de l'état-major. Les chars britanniques sont essentiellement déployés en RFA. Ils risquent de faire mauvaise figure face à ceux des autres pays de l'OTAN lors des grandes manœuvres. Le meilleur argument en faveur de Challenger 2 est cependant qu'il maintiendra l'homogénéité du parc britannique. Les 590 nouveaux chars doivent en effet coexister avec les 400 Challenger 1 de la génération précédente, qui resteront encore en service pendant de longues années. Il est d'ailleurs question de réviser la concep-

tion du canon de Challenger 2 pour améliorer ses performances. Les Challenger 1 seraient réarmés à leur tour avec ce canon revu, ce qui permettrait de standardiser les munitions.

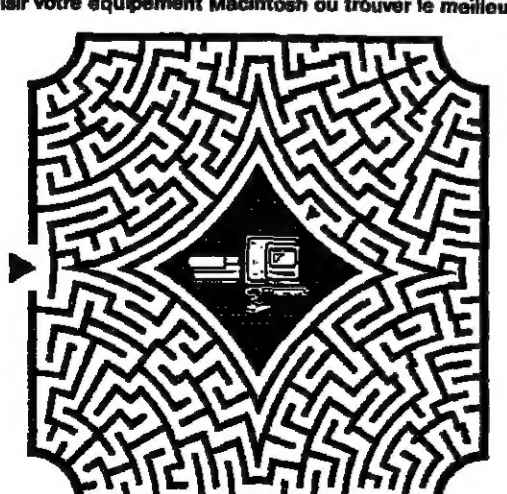
Tous ces éléments techniques sont entrés en ligne de compte, mais ce sont des considérations d'ordre économique qui pourraient avoir fait la différence. Le ministre du commerce et de l'industrie, Lord Young, a en effet insisté la cause du maintien de la commande en Grande-Bretagne. D'importants contrats futurs à l'exportation, notamment pour le renouvellement du parc de chars pakistanais, seraient irrémédiablement perdus si l'armée britannique choisissait le char américain. L'usine de Vickers, à Leeds, au cœur de la vieille Angleterre industrielle, fait travailler environ mille personnes, mais ce sont au total dix mille emplois, avec les entreprises sous-traitantes, qui sont en jeu. General Dynamics avait d'ailleurs proposé un large programme de retombées industrielles en Grande-Bretagne même en cas où le M1 l'emporterait.

M<sup>me</sup> Thatcher se souvient de son côté de l'échec du Nimrod, l'avion de surveillance radar britannique, dont la construction a dû être abandonnée en 1986 en raison de ses piètres performances techniques, après avoir coûté plus de 1 milliard de livres. Il faut finalement acheter des AWACS américains. Le premier ministre était méfiant à l'égard de Vickers, qui construisait par ailleurs des sous-marins nucléaires, mais n'a pas très bonne réputation en matière de chars. M<sup>me</sup> Thatcher avait insisté pour que de nombreuses contraintes de qualité et de délais soient imposées à la firme britannique.

Celle-ci ne bénéficierait d'ailleurs pas d'une commande en bon et due forme, mais seulement des crédits pour une période déterminée destinés à lui permettre de construire le prototype de Challenger 2. Il s'agirait ensuite de comparer celui-ci avec le M1. Il sera alors très difficile de revenir en arrière, mais la menace est conçue comme une incitation à mieux faire.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Pour choisir votre équipement Macintosh ou trouver le meilleur conseil ?



**INTERNATIONAL COMPUTER**  
LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.  
26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> 42 72 26 26  
64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> 91 37 25 03

L'œuvre de Jean-Paul II à l'écran

Tiré d'un drame écrit par Karol Wojtyla en 1980, le film la Boutique de l'orfevre, réalisé par Michael Anderson, a été projeté lundi soir 19 décembre, en première mondiale, dans la grande salle d'audience du Vatican, en présence de quelque six mille personnes.

Méditation religieuse sur la sens de l'amour et du mariage, la Boutique de l'orfevre raconte l'histoire de trois couples qui vont acheter, chez l'orfevre de la grand'place de Cracovie, les anneaux de mariage.

Jean-Paul II n'assista pas à la représentation du film tiré de son œuvre. Mais il avait déjà vu le film et reçu en audience dans la matinée le metteur en scène et les acteurs, dont Olivia Hussey, Daniel Olbrychski, Ben Cross et Jo Champs. Burt Lancaster (l'orfevre) était absent.

Produit par la Radio-Télévision italienne (RAI) en collaboration avec d'autres producteurs d'Allemagne et du Canada, la Boutique de l'orfevre doit sortir sur les écrans mondiaux, en février prochain, en quatre langues : français, anglais, italien et allemand.

— (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 20 décembre 1988 a été tiré à 567 946 exemplaires

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde